

L'émigration : faveur ou droit pour les Soviétiques ?

Le rôle du rédacteur en chef de la « Pravda » n'est pas de couler sur le papier la première idée saugrenue qui lui passe par la tête. Si donc M. Victor Afanassiev se permet de critiquer la politique d'émigration de son pays, c'est que le problème évoqué est officiellement résolu ou en train de l'être.

« Tout n'est pas pour le mieux chez nous sur ce chapitre », écrit M. Afanassiev, retour d'un voyage au Canada, où, explique-t-il, des parlementaires l'ont vivement interpellé. « Là aussi s'est installé un comportement bureaucratique, et les problèmes ne sont pas toujours réglés avec la souplesse et la rapidité voulues. Il arrive que nous trahissions à prendre une décision au sujet du départ de dissidents ou d'autres » : après quoi, poursuit-il sur un ton sarcastique, la presse occidentale fait un grand vacarme, attribue au candidat au départ toutes sortes de titres scientifiques, « transforme d'un coup de baguette magique un déchet de l'Université en grand mathématicien », et, ensuite, « après avoir longtemps réfléchi, trop longtemps parfois, nous laissons partir le grand homme en Occident et fourrions l'occasion d'une nouvelle campagne antisoviétique ».

Mais, ajoute bien sûr le rédacteur en chef, « à l'avenir tout sera plus simple et plus rapide » grâce à une nouvelle loi en vigueur depuis le 1^{er} janvier et qui fixe à un mois le délai de réponse normal de l'administration aux demandes d'émigration.

Mais cette nouvelle loi institue en même temps des conditions plus restrictives : les candidats au départ devront être invités par des membres de leur famille la plus proche. Certains redoutent qu'elle ne soit qu'un moyen de justifier légalement (et rapidement) des refus, et d'autres estiment qu'elle sera au mieux un moyen de régler les problèmes de réunification des familles. Pourtant, les responsables soviétiques laissent entendre, par divers canaux, que le nombre des autorisations de sortie va être substantiellement accru : il était tombé à un niveau exceptionnellement bas.

La pratique de ces derniers mois permet de penser que le Kremlin est en effet décidé à faire quelques gestes. Des dissidents célèbres ont été « expulsés », un certain nombre de réfugiés (juifs candidats au départ) ont pu partir après une longue et douloureuse attente. C'est qu'il s'agit là pour l'URSS d'un problème d'image auquel M. Gorbatchev semble particulièrement sensible.

C'est d'ailleurs pour améliorer cette image qu'on s'applique désormais à montrer que la « migration » n'est pas forcément à sens unique. Des retours d'émigrés depuis par l'Occident sont organisés à grand renfort de trompettes - au prix de quelques fausses notes, quand les départs de l'Occident sont aussi envoyés auprès de transfuges célèbres - le dernier en date est le danseur Baryshnikov - pour les inciter à revenir.

Tout cela est un progrès, mais comment ne pas rappeler que le problème est posé à l'envers, puisque l'URSS continue à considérer le droit au départ - et éventuellement au retour - comme un privilège réservé à certains individus choisis dans certaines catégories (juifs, Allemands de la Volga, catholiques, prisonniers au bout de l'épuisement).

Le vrai problème est tout différent et sa solution, d'une simplicité évangélique : que les citoyens soviétiques puissent circuler librement, que le parti-Etat cesse de les considérer comme sa propriété privée. C'est évidemment plus facile à dire qu'à faire.

Emploi, participation, recherche scientifique...

M. Chirac définit avec ses ministres ses objectifs pour 1987

M. Chirac réunit mardi après-midi 20 janvier à l'Hôtel Matignon l'ensemble des membres du gouvernement. Un séminaire d'une journée sera également convoqué prochainement. Objectif : définir les priorités du gouvernement pour 1987.

Auparavant, M. Jacques Chirac devait soumettre au président de la République, en vertu de l'article 8 de la Constitution, la nomination d'un ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, poste rendu vacant par la démission de

M. Alain Devaquet, le 6 décembre dernier. M. Jacques Valade, sénateur (RPR) de la Gironde, devait être nommé à ce poste. M. Adrien Zeller (CDS), secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, devait être nommé ministre délégué et se voir attribuer, en outre, la responsabilité des personnes âgées. M. Jean Arthuis (CDS), secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, devait devenir ministre délégué auprès du ministre de l'économie, chargé de la consommation.

que limitait : il ne serait pas le premier à rater son entrée à l'Elysée sans que sa carrière soit pour autant terminée.

Il est donc dans une situation comparable à celle de M. Rocard, si la voie présidentielle lui était barrée. Le député du Rhône et le maire de Conflans-Sainte-Honorine n'ont pas de responsabilité nationale dans la conduite des affaires, ils échappent par là-même à l'usure du pouvoir. Quant à M. Mitterrand, sa position est tout aussi confortable puisque, par la grâce de la coexistence, il peut choisir les thèmes et les terrains de ses interventions et ne retenir que ceux qui lui sont le plus profitables. Les résultats des sondages d'opinion montrent que, depuis dix mois, il ne s'est pas souvent trompé.

M. Chirac, en revanche, est dans une situation toute différente, et 1987 pourrait bien être pour lui l'année de tous les dangers. Le premier ministre ne

l'ignore pas. Lorsqu'il fait le bilan de ses dix premiers mois d'exercice du pouvoir en constatant que « les difficultés ne nous ont pas manqué », il pense aussi à celles qui l'attendent.

Il sait qu'il lui faudra, plus que jamais, prouver la vérité d'une formule qu'il répète depuis plus de dix ans : « Partout où il y a une volonté, il y a un chemin. » Mais un acte de foi et un slogan peuvent-ils suffire à conjurer tant d'adversités concentrées sur sa route ? Convenu par M. Balladur, avant le 16 mars, de s'embarquer personnellement dans la voie de la cohabitation alors qu'il avait longtemps hésité à mêler son sort à cette entreprise hasardeuse, M. Chirac, de toute façon, ne peut plus reculer. Son tempérament le pousse donc à redoubler de volonté.

Tel est le sens des trois types d'action qu'il lance en ce mois de janvier.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 8.)

MM. Kadhafi et Habré contraints de jouer leur va-tout

Course de vitesse au Tchad

Alors qu'une sorte de trêve tacite entre belligérants se prolonge depuis quelques jours dans le nord du Tchad, en prélude sans doute à de nouveaux affrontements, le président du Niger, le général Seyni Kountché, vient de demander la réunion extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour tenter de mettre fin au conflit.

Le président tchadien, M. Hissène Habré, et le colonel Kadhafi sont, paradoxalement, dans une impasse. Pour des raisons différentes, l'un et l'autre se voient contraints de jouer leur va-tout, c'est-à-dire de lancer une offensive de grande ampleur dans le nord du Tchad. La France, qui, jusque-là, a réussi à se cantonner dans le rôle de fournisseur de l'armée de N'Djamena et de garant de l'intégrité de la partie du territoire tchadien située au sud du seizième parallèle, va avoir bien du mal à ne pas se laisser entraîner dans un conflit dont elle souhaite qu'il se limite à un affrontement tchado-libyen.

En ayant rendu possible, par ses livraisons d'armements au régime de N'Djamena, la tentative de reconquête du nord de son pays entreprise par M. Habré, Paris s'est peu à peu enfoncé dans une logique : lui sera-t-il possible de ne pas intervenir directement dans les combats si son allié tchadien, confronté à un ennemi supérieur en nombre, se voit menacé d'une défaite ?

Pendant longtemps, le gouvernement français a craint que tel ne soit le calcul du président tchadien. Officiellement, cette hypothèse est aujourd'hui écartée. Il n'en reste pas moins que la possibilité, et donc les risques, d'un « appel au secours » de l'armée

tchadienne ne peut pas être éliminée, en dépit, ou à cause des succès militaires remportés récemment par N'Djamena.

Si, par exemple, le président tchadien réussit à reconquérir la grande palmeraie de Faya-Largeau et si, comme en juillet 1983, il doit ensuite fuir sous les bombardements libyens (car il est peu probable que les missiles antiaériens dont est aujourd'hui dotée l'armée de N'Djamena suffisent à tenir en respect les chasseurs-bombardiers libyens), la France pourra-t-elle, comme en 1983, refuser d'intervenir ? Alors même qu'elle fournit l'essentiel de la logistique de l'armée de N'Djamena, allant même jusqu'à installer, selon le mot d'un diplomate, une « station multi-services » (armes, munitions, carburant, antenne sanitaire, réparation automobile), à la hauteur du 16^e parallèle, à Kalati, pour pouvoir ravitailler en permanence

l'un des belligérants ? Les risques d'une « escalade » sont donc réels. Les acteurs, le scénario, semblent prêts pour une aggravation du conflit.

La conquête de la localité de Fada, dans le massif de l'Ennedi, par les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) a constitué une importante victoire pour le président tchadien, mais elle peut conduire à une spirale de l'affrontement. L'annexion de la garnison libyenne, la saisie d'un volumineux armement ne sont rien, pour Tripoli, comparés à l'humiliation ressentie par le colonel Kadhafi.

La chute de Fada, c'est la destruction de l'un des deux points d'ancrage (avec Faya-Largeau) du dispositif libyen dans le nord du Tchad. C'est donc, pour le colonel Kadhafi, un abécès qu'il faut vider le plus vite possible.

LAURENT ZECCHINI.
(Lire la suite page 5.)

La réévaluation du yen par rapport au dollar

Un entretien avec le président du patronat japonais.

PAGE 32

Arrestations en Suède

La police a appréhendé trois hommes soupçonnés de complicité dans le meurtre de l'ancien premier ministre Olof Palme.

PAGE 36

Un entretien avec M. Roland Faure

Le président de Radio-France maintiendra tout le réseau des stations locales.

PAGE 12

La gestion des entreprises publiques

Le point de vue de M. Claude Quin, ancien président de la RATP.

PAGE 33

Le sommaire complet se trouve page 36

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Nos pages hebdomadaires consacrées aux sciences et à la médecine fusionnent. Le Monde publiera désormais chaque mardi (numéro daté mercredi) un supplément plus étoffé, « Le Monde Sciences et Médecine ». Cette évolution correspond à celle de la recherche dont le caractère pluridisciplinaire s'accroît d'année en année.

■ Le sucré et le salé, l'acide et l'amer ne sont pas perçus de la même façon sous toutes les latitudes : chaque peuple a ses goûts, comme le montre une étude comparative du CNRS. ■ L'INSERM publie les résultats d'une enquête déconcertante sur les examens radiologiques : attention, ils ne sont pas toujours sans risques. ■ Faudra-t-il modifier la loi sur l'IVG ? Une pilule révolutionnaire permet d'interrompre une grossesse précoce. ■ Aux Pays-Bas, des ingénieurs ont fabriqué le soleil artificiel le plus brillant du monde. Objectif : éprouver la résistance des satellites.

(Pages 17 à 19)

Les plans-reliefs aux Invalides

Ebauche d'un musée

Le secrétaire d'Etat à la culture, M. Philippe de Villiers, devait, mardi 20 janvier, inaugurer la préfiguration du futur Musée des plans-reliefs, à l'hôtel des Invalides, alors que 80 % des pièces de la collection sont toujours à Lille.

« Le vendredi 14 mars 1717, le tsar Pierre le Grand alla, dès 6 heures du matin, voir les plans en relief de toutes les places fortes du roi, nous dit Saint-Simon. Il examina fort longtemps tous ces plans, qu'il admirait comme une merveille. » Le mardi 20 janvier 1987, Philippe de Villiers a chaussé, pour quelques heures d'heure, les bottes de l'autocrate (1). Il inaugurerait la préfiguration du Musée des plans-reliefs dans les combles de l'hôtel des Invalides : 1 200 mètres carrés qui seront multipliés par cinq, d'ici trois ans, quand le musée définitif ouvrira ses portes. Une exposition faite avec des restes : 80 % des pièces ont été enlevées pour Lille, on le sait, à la veille

des dernières élections législatives. Pourtant, grâce au talent de Jean Dethier, responsable des expositions au CCI du Centre Pompidou et à la science de Nicolas Fauchère, un jeune historien spécialiste de l'architecture militaire, le résultat est à la hauteur des ambitions de Christian Piaty, chargé de l'élaboration du futur musée.

Le ministère de la culture, il est vrai, n'a pas lésiné : plus de 7 millions de francs ont été investis dans cette opération de rattrapage. Il a fallu cloisonner, électrifier et chauffer une galerie de 100 mètres de long sur 10 mètres de large.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 13.)

(1) La mode est aujourd'hui aux inaugurations qui traitent en longueur. Le musée ne sera donc pas ouvert au public avant le samedi 24 janvier. Il faut noter que la Revue des monuments historiques, vient de publier un excellent numéro consacré aux plans-reliefs.

Yves Berger

Les Matins du Nouveau Monde

L'Amérique est un rêve...

VENDEMI A "APOSTROPHES"

Etranger

La guerre du Golfe

Washington met en doute la percée iranienne en direction de Bassorah

Tandis que les combats autour de Bassorah semblent marquer une pause, les États-Unis se sont déclarés sceptiques à propos des gains importants revendiqués par l'armée iranienne près de la grande métropole méridionale de l'Irak. « Nous n'avons aucune indication qu'il y ait une percée militaire », a indiqué, lundi 19 janvier, un haut responsable américain qui a requis l'anonymat.

« Pour autant que nous puissions l'affirmer, a-t-il poursuivi, les Iraniens n'ont pas réalisé de gains importants depuis vendredi [ce] ne sont pas en train de prendre Bassorah en tenaille. »

Le responsable américain a souligné cependant qu'il y avait peut-être quelque chose d'important en préparation, et que Washington suivait avec la plus grande attention l'évolution de la situation.

Combats intenses

La chaîne de télévision américaine a, pour sa part, indiqué, lundi soir, que le porte-avions *Kitty Hawk* faisait route vers l'océan Indien et pourrait être en position à la sortie du Golfe avant la fin de la semaine. Selon les rapports des services de renseignements américains les combats demeurent sporadiquement intenses et, depuis plusieurs jours, localisés au sud et au sud-est du grand lac artificiel créé par l'Irak à l'est de Bassorah.

Les États-Unis ont officiellement adopté une politique de neutralité mais suivent attentivement l'évolution des hostilités depuis le début du conflit, grâce notamment à des photographies prises par satellites. Reste à savoir quelle est la valeur des informations occasionnellement diffusées par le département de la défense ou les services de renseignement. En effet, le ministre des États-Unis d'Arabie, M. Taha Yassin Ramadan, a récemment accusé les États-Unis d'avoir fourni à l'Irak de fausses informations militaires dans le but d'aider l'Irak.

À Téhéran, les médias ont fourni, lundi, très peu d'informations sur la

situation militaire. Le seul communiqué de la journée concerne l'offensive Kertala-5 et fait état d'une légère progression en direction de Bassorah.

Les troupes iraniennes, selon le communiqué, ont déclenché la troisième phase de leur offensive en franchissant la rivière Jassin, un cours d'eau qui relie le Chatt-el-Arab au lac artificiel Boukhatret et Asmak, situé plus au nord.

Bagdad, pour sa part, affirme dans un communiqué que l'armée irakienne contrôle « totalement » la situation dans le secteur est de Bassorah, après avoir « héroïquement » repoussé toutes les tentatives d'attaques iraniennes visant à « desserrer l'étau » irakien dans cette zone. Le général Abdel Sattar Ahmed, commandant du 2^e corps d'armée, a, de son côté, affirmé que les Iraniens avaient fait usage lors des combats de missiles antichars de type Tow, de fabrication américaine. « Les Américains, a-t-il dit, leur ont fourni ces missiles pour handicaper » nos chars d'assaut.

Par ailleurs, l'état-major a indiqué, dans la soirée de lundi, que l'aviation avait bombardé, pour la deuxième fois de la journée, les villes d'Isfahan, de Tabriz et de Desfoul. Selon l'agence de presse irakienne, ce sont cinq villes qui ont été bombardées : Islamabad-Gharb, Bakhtar, Ilam, Tabriz et Saqqez. Dimanche, neuf villes avaient été bombardées, dont Sanandaj, dans le Kurdistan irakien, où, selon un dernier bilan, 235 personnes ont péri et 500 autres ont été blessées. Le journal *Keyhan* précise que huit avions ont attaqué 18 points de la ville en lâchant des bombes et des roquettes et en tirant des missiles air-sol.

Démenti

du président Moubarak

L'Irak, pour sa part, a tiré, mardi matin, un nouveau missile sol-sol sur Bagdad. Le tir de ce missile, le cinquième en neuf jours, a été confirmé par les correspondants sur place, mais aucune information officielle n'a été rendue publique à ce sujet par les autorités. Selon Téhéran, le missile visait le siège du parti Baas situé près du palais présidentiel.

Sur le plan diplomatique, le président Saddam Hussein s'est entretenu par téléphone avec le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Hosni Moubarak, à qui il a confirmé la capacité de l'Irak « d'écraser et de détruire » les « intentions diaboliques » des gouvernements iraniens à l'encontre de l'Irak. Le président Moubarak a, par ailleurs, démenti, dans une interview au journal koweïtien *Al Anbaa*, l'envoi de soldats, d'armes ou d'appareils de guerre égyptiens à l'Irak. Se référant aux prisonniers égyptiens qui ont été faits prisonniers par les Iraniens, il a expliqué qu'il s'agissait de « simples citoyens travaillant en Irak » qui se seraient engagés dans l'armée irakienne en tant que volontaires. — (AFP, Reuters, AP.)

Incendies vraisemblablement criminels dans trois installations pétrolières au Koweït. — Des incendies mineurs, vraisemblablement criminels, se sont déclarés simultanément dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 janvier dans trois installations pétrolières de la zone industrielle d'Al Mouskawa, à une dizaine de kilomètres au nord du terminal d'Al Ahmadi (sud de la ville de Koweït), a-t-on indiqué mardi de source officielle à Koweït.

Trois organisations extrémistes, dont le Dihad islamique, ont récemment mis en garde le Koweït contre la tenue du sommet islamique qui s'ouvre le 28 janvier. Une autre organisation, le Mouvement islamique révolutionnaire (MIR), avait menacé de « transformer le Koweït en tombeau pour la plupart des dirigeants islamiques qui assisteraient à ce sommet ».

ÉGYPTÉ : édition américaine pour « Al Ahram ». — Le quotidien officiel *Al Ahram* a lancé lundi 19 janvier une édition nord-américaine fabriquée à Long Island (près de New-York) et tirée à 5000 exemplaires vendus 1 dollar pièce. En 1984, *Al Ahram* avait lancé à Londres une édition internationale, mais celle-ci n'était pas disponible en Amérique le jour de sa sortie. Désormais, *Al Ahram*, grâce aux satellites, est imprimé simultanément au Caire, à Londres et à New York. — (Reuters.)

Les relations entre Paris et Téhéran et le problème des otages

M. Chirac pourrait recevoir un haut fonctionnaire iranien

Les efforts de normalisation entre Paris et Téhéran ont été au centre de l'entretien que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a accordé, lundi 19 janvier, à un haut fonctionnaire iranien, M. Ali Akbar. Ce dernier fait une visite de trois jours à Paris, au moment où la France n'a pas caché qu'elle était déçue du comportement des dirigeants iraniens : ceux-ci, en dépit d'un certain nombre de gestes de bonne volonté de la part du gouvernement français, notamment le paiement de 330 millions de dollars dus à l'Iran au titre du prêt Eurodif — n'auraient pas exercé toute leur « influence » pour obtenir la libération des otages du Liban.

M. Ahani a remis à M. Raimond un message du ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. La teneur n'en a pas été révélée, mais il s'agissait sans doute d'une réponse de M. Velayati à la lettre que M. Raimond lui avait adressé il y a une dizaine de jours, portant, vraisemblablement, sur

l'affaire des otages. Peu après la libération d'un des otages français, M. Raimond avait publié un communiqué indiquant qu'il attendait d'avantage de la part de Téhéran — en clair que d'autres otages seraient libérés — si les dirigeants de la République islamique avaient usé de toute leur influence auprès des extrémistes chiites qui détenaient les Français.

La France estime qu'il ne peut y avoir de véritable « normalisation » avec l'Iran — échange d'ambassadeurs et éventuelle visite de M. Raimond à Téhéran — tant que tous les otages du Liban n'auront pas été libérés. Paris considère également que cette « normalisation » ne se fera pas aux dépens des relations que la France entretient avec l'Irak. Pour sa part, la presse iranienne a fait valoir qu'une amélioration des relations franco-iraniennes passait par un arrêt du soutien militaire français à l'Irak.

Selon l'ambassade d'Iran à Paris, M. Ahani, directeur pour l'Europe

et l'Amérique au ministère des affaires étrangères, pourrait aussi rencontrer M. Jacques Chirac afin de lui remettre un message du chef du gouvernement iranien, M. Mir Hossein Mousavi.

Pour sa part, dans une interview à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, M. Velayati déclare notamment : « En principe, il n'y a pas d'obstacle du côté de l'Iran pour l'établissement de bons rapports avec la France (...) mais en raison du refroidissement des relations entre les deux pays ces dernières années, l'établissement de relations idéales demande des efforts de part et d'autre. »

L'enlèvement d'un cinquième otage français au Liban, le journaliste Roger Anquetin vient encore compliquer un peu plus ce dossier des relations franco-iraniennes. Le journaliste a été capturé à Beyrouth-Ouest il y a exactement une semaine, le mardi 13 janvier, mais aucune revendication n'a encore été formulée. Ce silence inquiète particulièrement sa famille et notamment son père, un employé de supermarché aujourd'hui à la retraite.

« La clé du problème des otages, estime cependant l'émissaire de l'église anglicane, M. Terry Waite, ne se trouve pas à Téhéran mais entre les mains de leurs ravisseurs. » « Ce sont des groupes qui ne sont contrôlés par personne, même si l'Iran exerce une influence sur eux, a-t-il dit lundi à la presse à Beyrouth ; je ne suis pas convaincu que des facteurs extérieurs expliquent les prises d'otages. Les ravisseurs sont maîtres de leur propre situation et prennent eux-mêmes leurs décisions. »

Facteurs

NOUVEAUX

Il a révélé qu'il était entré en contact direct — « un tête-à-tête » — avec certains membres du Dihad islamique, le groupe qui affirme détenir certains otages occidentaux, notamment des Américains et au moins trois Français. M. Waite s'est, toutefois, refusé à indiquer s'il avait vu les otages et a précisé qu'il n'était pas mêlé aux efforts visant à faire libérer les Français — le gouvernement de Paris « est très profondément engagé » sur cette question, a-t-il dit.

Asie

PHILIPPINES

Des combats entre musulmans ont fait de nombreuses victimes à Mindanao

Cotabato (Mindanao) (Reuters). — Des combats entre guérillas musulmanes dans le sud des Philippines ont entraîné dix mille villageois à fuir leurs foyers et ont fait de nombreux morts. Les combats opposent le Front de libération islamique Moro (FLIM), à caractère indépendantiste, et le Front de libération nationale Moro (FLNM) qui a commencé la semaine dernière, mais la nouvelle de ces affrontements n'est parvenue que lundi 19 janvier dans la soirée, avec l'arrivée à Cotabato, dans le centre de l'île de Mindanao, de centaines de réfugiés porteurs de baluchons.

Les partisans des deux fronts se combattent de village en village. Dans la seule localité de Kitango, à 60 kilomètres à l'est de Cotabato, au moins quatre personnes auraient été tuées par des roquettes et des tirs échangés entre rivaux musulmans. Une trêve, instaurée lundi soir, pour permettre aux ennemis d'enterrer

leurs morts et d'évacuer leurs blessés, a été rompue mardi à l'aube.

La semaine dernière, le FLIM avait lancé des attaques contre des objectifs gouvernementaux à Mindanao, causant la mort de soixante personnes, pour protester contre les négociations de paix entre le gouvernement et le FLNM. Dimanche, une trêve a été réalisée entre le gouvernement et le FLIM, la présidente Aquino ayant rencontré des représentants de ce mouvement lors de sa visite à Cotabato.

INDE

Nouveaux attentats au Pendjab

New-Delhi (Reuters). — Des extrémistes sikhs ont abattu, lundi 20 janvier, six personnes, dont un dirigeant du Parti Congrès-I du premier ministre Rajiv Gandhi, tué à Ludhiana, capitale industrielle du Pendjab, où un couvre-feu a été imposé pour éviter des affrontements entre sikhs et hindous.

Joginder Pal Pandey, ancien ministre du Pendjab, et son garde du corps, tous deux hindous, ont été assassinés par quatre hommes, qui ont pris la fuite, a indiqué la police. Deux enseignants, un médecin et un orfèvre ont également été victimes d'autres attentats. De son côté, la police a abattu un extrémiste au cours d'un hold-up dans une banque du district de Ferozpur, près de la frontière pakistanaise.

Depuis le début de l'année, l'extrémisme sikh a fait quarante-deux morts au Pendjab. Homme politique respecté, âgé de soixante ans, Joginder Pal Pandey avait été ministre pendant huit ans, détenant les portefeuilles de la santé, des travaux publics et des transports.



Jean-Claude Barreau
LA FOI QUI RESTE

Europe

ESPAGNE : la politique d'austérité

Les polémiques sur la libéralisation de l'économie se multiplient entre socialistes

MADRID
de notre correspondant

Qui dirige réellement la politique économique du gouvernement socialiste espagnol ? Les hauts responsables de l'administration à Madrid ne cachent pas leurs différends sur cette question.

La dernière polémique a été provoquée, le 13 janvier, par M. Guillermo de la Dehesa, secrétaire d'Etat et numéro deux du ministère de l'Economie, qui a annoncé pour l'année 1987 une « seconde reconversion industrielle ». La première, déjà très sévère, a été menée par les socialistes entre 1983 et 1985. Il s'agit d'un thème particulièrement sensible dans ce pays où le chômage atteint aujourd'hui près de 22 % de la population active. Avec une franchise déconcertante, M. de la Dehesa n'en a pas moins annoncé que la reconversion affecterait trois secteurs de base, où les entreprises publiques sont majoritaires : la sidérurgie, la construction navale et les mines, et qu'elle se traduirait par quelque trente mille licenciements.

Ces déclarations ont immédiatement provoqué un tollé : « Elles ne reflètent pas la position du gouvernement et ne font que créer une grande confusion », a assuré le ministre de l'Industrie, M. Luis Carlos Croisier.

Le syndicat socialiste UGT (Union générale des travailleurs) a critiqué vertement M. de la Dehesa. « L'allusion à des licenciements massifs est absolument intolérable. L'objectif de secteurs qui ont déjà fait l'objet d'une reconversion et dans lesquels, s'il fallait en licencier certains, ce serait plutôt les responsables de mauvaise gestion. »

Il est peu probable, pourtant, que le numéro deux du ministère de l'Economie ait pu s'engager dans cette affaire sans l'aval du ministre, M. Carlos Solchaga. A-t-il simplement voulu révéler l'existence de plans du gouvernement à un moment peu opportun, à quelques mois des élections municipales et à

la veille de l'ouverture de la négociation collective entre patronat et syndicats ?

Les trois secteurs cités par le secrétaire d'Etat se trouvent en posture difficile : ainsi, la sidérurgie espagnole a une capacité installée de 21,4 millions de tonnes d'acier par an, mais en produit à peine 13 millions. La construction navale se doit, elle aussi, de réduire à nouveau fortement sa capacité de production. Quant au secteur minier, le coût d'extraction de 1 kilo de houille dans les Asturies est aujourd'hui... le double de son prix de vente !

Cette polémique a en tout cas mis en évidence, une fois de plus, les divergences qui opposent les responsables du ministère de l'Economie, plus sensibles aux thèmes du libéralisme et de la « Realpolitik » économique, à certains de leurs collègues. On en avait eu un autre exemple quelques jours plus tôt à propos de la « flexibilité » du marché du travail réclamée à cor et à cri par le patronat.

Les critiques de M. Boyer

Celui-ci affirme que la législation espagnole en la matière reste l'une des plus rigides d'Europe et que la mobilité fonctionnelle et géographique des travailleurs est très insuffisante. Il demande notamment de pouvoir licencier plus facilement et plus rapidement. Les syndicats s'y opposent en arguant que plus de 90 % des demandes de licenciements présentées durant ces quatre dernières années par le patronat ont été satisfaites.

M. Solchaga s'est prononcé pour de nouvelles dispositions légales permettant une plus grande flexibilité. Il a été aussitôt contredit par le ministre du travail, M. Manuel Chaves. Le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a fini par trancher, après une entrevue avec le secrétaire général de l'UGT, en excluant toute mesure législative nouvelle dans ce domaine.

Les discussions entre socialistes ont déjà été la cause, en juillet 1985,

de l'unique remaniement ministériel important opéré par M. Gonzalez depuis son arrivée au pouvoir en 1982. Le ministre de l'Economie de l'époque, M. Miguel Boyer, « chantre du néolibéralisme », au dire de ses adversaires, et « apôtre du réalisme économique », selon ses partisans, avait démissionné après une polémique avec plusieurs de ses collègues.

M. Boyer, qui dirige aujourd'hui la Banque extérieure, une entreprise publique, conserve nombre d'amis et de partisans au sein du ministère de l'Economie (au premier rang desquels son successeur M. Solchaga) et, plus encore, à la direction de la puissante Banque d'Espagne. Après un an de silence, il est reparti à l'assaut en solt dernier, en demandant publiquement l'adoption d'une série de mesures de libéralisation et de privatisation de l'économie, ce qui lui a valu de se faire traiter d'« homme politique frustré » par M. Alfonso Guerra, le vice-président du gouvernement.

En octobre, M. Boyer lançait une nouvelle diatribe contre le « cynisme » de ceux qui veulent faire concurrence à la « démagogie pseudo-gauchiste d'autres partis politiques ».

Cette polémique était sans doute inévitable, après quatre années d'une politique d'austérité qui a touché de plein fouet l'électorat traditionnel des socialistes. Si personnel, au sein du gouvernement, ne remet véritablement en cause la nécessité de poursuivre dans la voie du réajustement des grands équilibres financiers, le désaccord est réel sur le rythme auquel cette politique doit être menée et sur le coût social acceptable. L'ampleur de la libéralisation en cours de l'économie espagnole ne fait pas non plus l'unanimité. Le prochain congrès du PSOE, en décembre, devrait être en grande partie consacré à ces questions.

THERRY MALINIAK.

YOUgoslavie

Une prison parfaitement rentabilisée

BELGRADE
de notre correspondant

« Prisons privées, quelle drôle d'idée française ! », commentait récemment un hebdomadaire belge à propos du projet du gouvernement de M. Chirac en la matière. Et de conclure : « Il nous semble que, même dans un pays capitaliste, les prisons doivent demeurer sous la seule autorité de l'Etat et que le secteur privé doit en être absolument écarté. »

Or, l'opinion publique vient d'apprendre avec consternation que le personnel de la principale maison de détention de Yougoslavie, celle de Sremska-Mitrovica, à 80 kilomètres au nord-ouest de la capitale, avait « privatisé » sa manière, depuis près de deux ans, la prison dont il avait la charge. En effet, selon la presse, le directeur adjoint de l'établissement, plusieurs surveillants, gardiens et employés, au total une vingtaine de personnes, ont aujourd'hui écopé, à des degrés divers, de peines allant de quelques mois à des peines de prison à vie.

Is amusaient par exemple, de leur propre gré, le régime de certains condamnés, leur délivraient de faux certificats de bonne conduite pour abréger la durée de leur peine, ordonnaient même des largissements anticipés. Le tout contre des sommes substantielles qui leur étaient versées par les parents ou les amis des condamnés, en dinars pour les ressortissants yougoslaves, en

devises convertibles pour les ressortissants étrangers.

L'écheveau a commencé à se dérouler lorsque, le mois dernier, une Italienne est arrivée à la frontière yougoslave avec un sac à main d'une dimension inhabituelle qui attirait l'attention des douaniers. Ceux-ci lui ordonnèrent de l'ouvrir et constatèrent qu'il était bourré de millions de lires. Pourquoi en avait-elle besoin ? « Mon mari, a-t-elle déclaré, a été incarcéré à Sremska-Mitrovica pour un trafic de drogue et il m'a informée que je devais apporter cet argent comme prix de sa libération. »

Factures fictives

L'enquête a établi, en outre, que le directeur (il est expert dans la rééducation des condamnés) et ses complices avaient, à Sremska-Mitrovica, leur propre réseau d'approvisionnement en denrées alimentaires et divers autres produits. Ils signaient à une dizaine de agents de magasins de la ville des factures fictives réglées ensuite par la caisse du pénitencier et qui rapportaient aux uns et aux autres des millions de dinars. « Tous ces gens, relève la presse, vivaient en excellente intelligence. Ils se réunissaient fréquemment pour des banquets bien arrosés dont le plat de résistance était le cochon de lait à la broche hautement apprécié par le directeur et que le gérant de l'un des magasins préparait dans un four

spécialement construit à cet effet dans son jardin. »

Cette affaire, suivie avec un vif intérêt par le public, donne lieu à de violents commentaires de presse qui invitent le pouvoir à sévir avec rigueur contre ceux qui ont « porté une grave atteinte au système de détention autogestionnaire et à la réputation de l'une de ses prisons considérées à ce jour comme modèles ».

PAUL YANKOVITCH.

URSS

Nouvelles banderilles contre... Staline

« Staline est trop brutal, et ce défaut, parfaitement tolérable dans notre milieu (...), ne l'est plus dans les fonctions de secrétaire général. Je propose donc aux camarades d'étudier les moyens de démettre Staline de ce poste. »

Cette phrase extraite du Testament politique de Lénine est bien connue de tous les spécialistes de l'URSS et aussi de tous les Soviétiques « initiés ». Khrushchev en avait bien sûr, fait usage dans ses attaques contre le dictateur défunt, après 1956. Mais elle fait partie de ces vérités que les dirigeants soviétiques n'estiment pas bonnes à dire à tout le monde.

C'est pourquoi la publication, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou, d'extraits de ce testament dicté en 1922 par un Lénine cloué au lit par la maladie, retient l'attention.

Problème des nationalités

D'autant que l'hebdomadaire cite aussi des passages qui reprochent à Staline son approche centraliste et prouesse du problème des nationalités en URSS — un sujet qui peut sembler d'actualité après les émeutes récentes d'Almeida, au Kazakhstan.

Les Nouvelles de Moscou ne sont pas vraiment destinées au grand public soviétique : l'hebdo-

maire est essentiellement conçu pour les étrangers, il est publié en diverses langues occidentales, mais une édition en russe est aussi en vente dans les kiosques depuis quelques années.

Il est donc trop tôt pour interpréter avec certitude l'indice que constitue cette citation inhabituelle, qui s'ajoute à d'autres signes allant dans le même sens : il y a quinze jours, la Pravda rappelait à quelles aberrations avait conduit l'appui donné par Staline au charlatan Lyssenko, au détriment des généticiens sérieux. Et la projection d'un film du géorgien Tengiz Abouladze, *Répente*, qui évoque la terreur stalinienne, est prévue pour la fin du mois dans un grand cinéma de Moscou, indique l'AFP.

En décembre dernier, l'hebdomadaire *Ogoniok* avait, lui, publié une interview inédite et posthume du maréchal Joukov, chef d'état-major de l'armée pendant la seconde guerre mondiale, qui faisait clairement référence aux échecs cuisants subis par l'URSS au début de la guerre.

A l'inverse, on avait remarqué que M. Gorbatchev lui-même, peu après son entrée en fonction au printemps 1985, avait rendu un hommage appuyé à Staline, précédemment pour son rôle de chef de guerre.

J. K.

GRANDE-BRETAGNE

Le policier qui se voulait « l'instrument de Dieu »

LONDRES
de notre correspondant

« Etant donné ma foi et mon amour pour Jésus-Christ, il me faut bien accepter le fait que je puisse être l'instrument de Dieu. » Comment deviner, sans le secours d'une révélation divine, que l'auteur de ces paroles n'est autre qu'un policier, et non des moindres, le *chief-constable* James Anderton, commandant de la plus importante force de police régionale de Grande-Bretagne, celle du Grand Manchester ?

Les voies du Seigneur sont impénétrables mais néanmoins discutables. Après cette confession diffusée dimanche 18 janvier sur les ondes de la BBC, la majorité travailliste de la commission régionale chargée des affaires de sécurité a réclamé, lundi, la démission du policier inspiré. Et mardi, l'ensemble de la presse s'empara de l'affaire.

Fils de mineur, ancien prédicateur laïc de confession méthodiste, aujourd'hui en cours de conversion au catholicisme, M. Anderton est depuis longtemps un personnage controversé. A plusieurs reprises, sa manière de défendre ardemment les valeurs morales n'a pas été du goût de tout le monde, même dans les milieux bien-pensants. On apprécie particulièrement en Angleterre que la police sache garder une certaine réserve. Cette fois, cet homme de haute stature, à la barbe de missionnaire, semble être allé beaucoup trop loin puisque les propos qu'il a tenus le jour du Seigneur, avaient notamment pour but de justifier des

déclarations très contestées qu'il avait faites en décembre sur le SIDA.

Au cours d'une réunion publique, il n'avait pas hésité à porter de « fides mérité », stigmatisant la « comportement dégoûté » des principales victimes de la maladie, les homosexuels, qui, selon lui, ne cessent de « se mouvoir dans leur propre fumier ». Pour les uns, l'anathème était des plus scandaleux ; pour les autres, il s'agissait d'une vérité qui n'était vraiment pas bonne à dire, pas dans les circonstances actuelles et pas de cette façon-là. « Shocking, embarrassing... », de l'avis général, le policier s'est trompé de mission. On l'a pressé de revenir sur cette condamnation. Mais, dimanche, M. Anderton a persisté et signé... du sceau divin : « Quelque chose a parlé au plus profond de moi, et les mots me sont venus irrésistiblement. Je ne pouvais les chasser. Je devais les dire, j'y étais poussé. »

Une enquête étonnée

La cas Anderton est d'autant plus embarrassant que, dans l'exercice de ses fonctions, l'homme n'est apparemment pas au-dessus de tout soupçon. A l'encontre de celui qui prêche tant la morale, on souligne dans les milieux de la police de Manchester que « le moral de ses troupes est au plus bas ». On murmure surtout qu'il est pour beaucoup dans la récente et retentissante démission de son adjoint, M. John Stalker, un homme très populaire, victime l'an dernier

d'une campagne visant à le disqualifier et à mettre en cause son intégrité.

M. Stalker avait été suspendu pendant plusieurs mois au moment où il mettait la dernière main à un délicat rapport officiel sur une série d'opérations impu- tées à la police d'Irlande du Nord : l'arrestation en 1982, de plusieurs « suspects » (membres supposés de l'IRA) tombés dans des embuscades tendues par un groupe de policiers agissant à la manière d'un « escadron de la mort ». On sait que le résultat de l'enquête risque de coûter cher à plusieurs hauts dirigeants de la police d'Irlande du Nord : le rapport n'a toujours pas été transmis à la justice. Les membres de la communauté catholique d'Irlande du Nord s'indignent. Le gouvernement irlandais aussi. Ce qui ternit quel- que peu les rapports entre Lon- dres et Dublin et contribue à lasser au point mort l'application de l'accord anglo-irlandais.

FRANCIS CORNU.

PAYS-BAS : Menacée par un groupe antiraciste

La société SHV retire ses investissements d'Afrique du Sud

AMSTERDAM
de notre correspondant

La décision d'un important groupe commercial néerlandais de retirer ses investissements d'Afrique du Sud, sous la menace de représailles terroristes, a choqué le monde des affaires et le monde politique aux Pays-Bas.

Le groupe SHV (Société commerciale du charbon) a fait savoir, lundi 19 janvier, que, après les incriminations ayant précédé, mardi dernier, l'hypermarché de la chaîne Makro aux Pays-Bas, il ne voyait d'autres solutions que

d'obtempérer aux exigences des terroristes. Ceux-ci, membres d'un groupe d'action révolutionnaire et antiraciste, avaient menacé de réduire en cendres les cinq autres hypermarchés Makro si la SHV continuait ses activités en Afrique du Sud.

La SHV possède 40 % de parts dans les filiales de Makro, qui emploie quelque deux mille personnes. Le commerce du charbon n'est plus qu'une part modeste des activités de la firme, qui estime que les pertes dues aux incendies sont de l'ordre de 150 millions de florins.

Après le dernier incendie, le 10 janvier, dans la province du Lim-

bourg, la direction de la SHV annonçait que ses assureurs ne voulaient plus couvrir le risque d'autres actions criminelles.

Dans les milieux gouvernementaux, on dit regretter que la SHV ait cédé. Le Parti socialiste (opposition) condamne les actions terroristes mais approuve leurs objectifs : retrait des investissements néerlandais d'Afrique du Sud. L'importante organisation patronale VNO craint maintenant que les « antiracistes » n'élargissent leur champ d'activité à d'autres entreprises néerlandaises.

RENÉ TER STEEGE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Verzet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 460 per year by Le Monde

c/o Speedprint, 40-40 29 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A.

P.M.C., 45-45 29 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : difficultés ou

provisions : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression

7, rue des Italiens

PARIS-09

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le pays doit être doté de moyens légaux, dans le respect des principes de la démocratie, pour amener les drogués

il y va de l'avenir de nos enfants.

Professeur G. THIEULIN
Professeur TURBANA
Professeur H. TUCHMANN DUPLESSIS
Professeur F. VOURC'H
Professeur F. PINE
Membre correspondant
Professeur M. TOGA
Membre correspondant

L.-P. SEGUELA
Parasitolo
J. SENEZE
Gynécologue-obstétricien
E. SCHNEEGANS
Pédiatre
L. SINGER
Psychiatre
J.-P. SOUBRIER
Psychiatre
A. SOULAMRAC
Neuro-psychiatre
G. SOOTS
Cardiologue
S. TROISIER
Chirurgien - Médecin
général des Prisons
S. VAN NIEUWENHUYSE
O.R.L.
P. de VERNEJOUL
Médecine nucléaire

D. JACQUEMIN - JACQUET - A. JACQUOT - F. JEANSON - J. JAMAUX - C. JOUFFROY - J.-P. JUAN - JULIAN - KARCHER - B. KLEIN
KLEIN - KNORR - C. LE KERIC - J.-P. LAFITE - J. LAFITE - G. LAGACÉ - B. LAGLE - J.-L. LANTA - M. LAUREN - J.-P. LATHEUIL - G. LEA TOUR
LEA - L. LEBLANC - G. LEBLANC - M. LEBLANC - J. LEBLANC - J. LEBLANC - J. LEBLANC - J. LEBLANC - J. LEBLANC - J. LEBLANC
L. LEYFÈRE - P. LEYFÈRE - LE FORKSTER - M. LEGEDIA - G. LEGRAND - J.-P. LEHUT - H. LEHUT - J.-P. LEHUT - J.-P. LEHUT
B. LEJEUNE - M. LEJEUNE - C. LEJEUNE - V. LEJEUNE - G. LEMANIER - LERNOULOU - LEON - LESQUER - J.-P. LEROY - J.-P. LEROY
L. LEROUX - J.-P. LEROY - V. DE VAN TRUOC - L. LÉVOIS - J.-P. LOESCHER - B. LOZEAU - ROGER LOMBARDY - LORCY - L. LORSAU
LOUARD - G. LUCAS - E. MALAISSE - S. MALDONATO - I. MALFANO - MALGAT - MARBOT - MARC - MARIA - P. MARVELLET - A. MARY
B. MASSE - Dominique MACIEL - DE MASSIAC - A. MEADES - MEAD - D. MERILLAUD - P. MENAIS - M. MENAULT - P. MENYET - MENNES
M. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN - J. MERLIN
M. METEQUEUR - J.-C. MOT - C. MOULANGE - Y. MOYON - C. MULLER - J.-P. MUNIER - J.-P. MUNIER - J.-P. MUNIER - J.-P. MUNIER
V. N. NGO - N. NOON - K. NOVOTNY - M. OLIVIER - OLIVIER - R. OOGHE - NICOLAS OURDAS - I. PATEL - J. PATEL - J. PATEL - J. PATEL
A. PANNETIER-MILLE - PAQUIN - PARA - A. PARENTIER - PATRISTEENE - J.-C. PELERIN - R. PEMICHON - Y. PEREZ VERGARA - PALAZO
E. PERRIN - PERSONNE - Patrick PETITIN - PETIT - PETITTEIN - J. PEYRELLANSAUX - J. PEYROT - C. PEFFER - PIERCE
I. PICHONET - PIALAT - D. PIREMBERT - PLOUET - P. POQUET - NICHOL PLACID - L. PLANQUE - POCHTY - I. PORCO - S. POULAIN
POUSSIER - P. POUSSIER - P. POUSSIER - A. P. QUENTIN - QUARMAUT - C. PUPPCKOP - RACARY - L. RAISER - RAMBAUD
R. RACARY - RACARY - RACARY - RACARY - RACARY - RACARY - RACARY - RACARY - RACARY - RACARY
R. RAYE - B. ROBLIARD - P. ROBINET - P. ROELAND - D. ROGER - J.-S. RONG - I. ROLLET - R. ROSSA - R. ROSSA - R. ROSSA
ROUGEOMET - M. L. ROUSSELLE - M. ROUSSOU - J. ROYER - C. RUSSEL - L. RYCKENHAUW - A. M. SAFANAV - ROSSA - R. ROSSA
SAINT CYR - DE SAINT-LAURENT - G. SAMAILLS - J.-M. SANDOR - SANTINI - A. SARDA - J.-P. SAWAY - G. SAUTYER - J. SAUTYER
JULIEN SCHWARTZ - A. SCHIFFMANN - P. SCHMITT - B. SCHOLLER - I. SCHWARTZ - G. SCHWENDER - L. SERNY - SERGAT - J. SERNY
G. SIMON - J.-P. SIMON - SOULIART - E. STERN - R. SUSINI - D. TACHONES - G. DE TADDO - B. THAFET - P. TALON - F. TERRAIL
L. THEILLER - P. THEVENIN - THERET - I. THILLIER - Y. THUAL - A. THILLY - THOROLIN - C. C. TISSOT - A. TISSIER - TOSTON - TORNER
TOUCHARD - G. TRAN - I. THIRY - J.-P. THIRY - THIRY - THIRY - THIRY - THIRY - THIRY - THIRY - THIRY - THIRY
T. TRUONG - J.-P. TRUONG - J.-P. TRUONG - J.-P. TRUONG - J.-P. TRUONG - J.-P. TRUONG - J.-P. TRUONG - J.-P. TRUONG - J.-P. TRUONG
VERBECQ - VERCOUDREAU - VERNIER - VERNIER - J. VIAL - VIAL - VIMEL - VIMEL - VIMEL - VIMEL - VIMEL - VIMEL
VINCENT - V. VAILLON - B. VAILLON - L. VILLAMINE - J.-P. VILLAN - J.-P. WIRTH - E. WIRTH - R. WILHELM - D. ZAYER
Z. ZAYER - ZAYAN

97, rue de Belleville - 75019 PARIS
Tél. : 16 (1) 42.05.23.90 ou 16 (1) 42.08.04.94

هكذا من الأصل

Afrique

Course de vitesse au Tchad

(Suite de la première page.)

Fada est, en effet, devenu un symbole : un petit pays - certes soutenu par une « moyenne grande puissance », la France - peut faire reculer un adversaire beaucoup plus puissant, la Libye. Par rapport au rôle « internationaliste » qu'entend jouer la Jamahiriya libyenne, le camouflet est insupportable. Bref, il y a de la « crédibilité » du colonel Kadhafi.

En outre, les experts occidentaux sont unanimes à affirmer que le président libyen est confronté à une situation intérieure, notamment au sein de son armée, qu'il ne maîtrise qu'imparfaitement. Le colonel vit dans la hantise d'un coup d'Etat. Le caractère impopulaire du conflit tchadien auprès des officiers libyens serait d'autre part, en train de faire tache d'huile au sein d'une partie de la population.

Si l'on admet que près d'un millier de Libyens ont trouvé la mort dans le nord du Tchad (à la fois à Fada et dans le Tibesti), cela signifie vraisemblablement qu'une partie de l'opinion publique en Libye n'accorde plus guère de crédit aux affirmations des médias de Tripoli et savent que les « victoires » de la Jamahiriya sont en fait des défaites. Pour des raisons de politique intérieure et extérieure, le colonel Kadhafi est donc obligé d'enregistrer un succès. Les prémices de cette offensive sont aujourd'hui patents.

TUNISIE : en exil à Paris

M. Guiga a demandé la révision de son procès

M. Driss Guiga, ancien ministre de l'intérieur, condamné à dix ans de travaux forcés par contumace pour « haute trahison » pendant les « émeutes du pain » en janvier 1984, nous a confirmé, le mardi 20 janvier à Paris, qu'il venait d'écrire au ministre tunisien de la justice pour lui demander la révision de son procès.

Ainsi qu'il le laissait déjà entendre au début de l'année (le Monde du 9 janvier), M. Guiga estime que sa requête peut être examinée favorablement maintenant que M. Mzali, premier ministre au moment de sa condamnation, a perdu le pouvoir. Il pense que « certaines choses ont changé dans l'environnement politique en Tunisie », ce qui pourrait faciliter le retour de certains exilés. Il souligne toutefois que sa demande de révision doit s'interpréter comme une simple « manifestation d'intention » et que son départ pour Tunis n'est pas prévu dans les jours qui viennent.

● ALGÈRE : un jeune Français retrouvé mort au Sahara. - Un jeune Lorrain de vingt-cinq ans, Fernand Schneider, a été retrouvé mort en Algérie, à 100 km à l'est d'In-Guezam, poste frontière algéro-nigérien, après s'être égaré dans le désert, a-t-on appris lundi 19 janvier auprès du consulat de France à Alger. Il avait disparu le 27 décembre alors qu'il effectuait un raid à moto avec deux camarades. - (AFP.)

MONDES EN DEVENIR
ELEMENTS POUR
UNE THEORIE
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
Francine DEMICHEL
14 x 21 cm - 250 p. - 90 F
Berger-Levrault

Soldes
chez
Sanjaack
Hommes
pour la 1^{re} fois
- 40%
97, Champs-Élysées

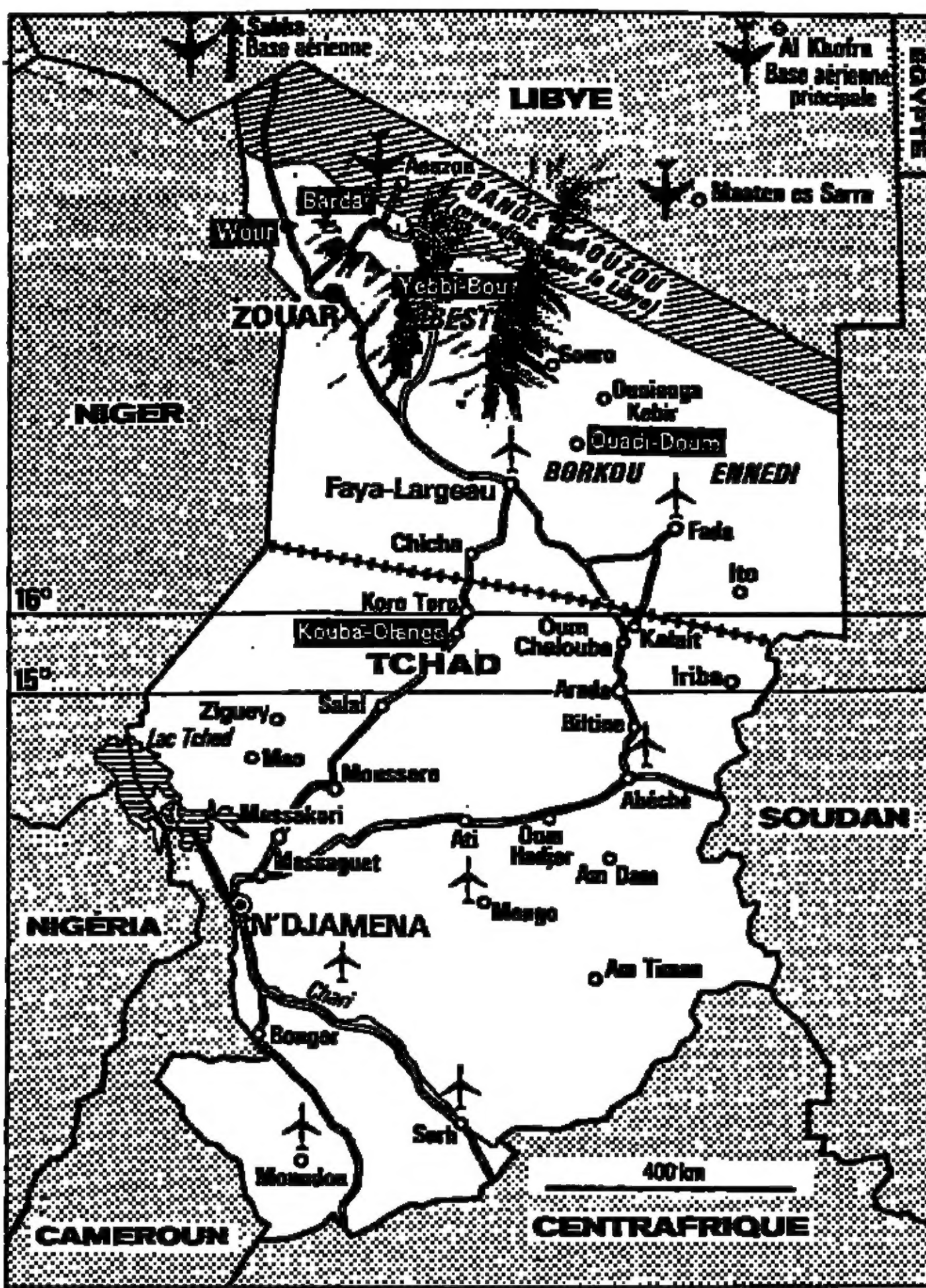
Même si, dans le passé, on a longtemps qualifié les mouvements des troupes libyennes dans le sud de la Libye et le nord du Tchad de « renforcement » alors qu'il s'agissait de simples rotations d'unités, les experts français s'accordent aujourd'hui pour dire que des renforts sont venus se joindre aux quelque 8 000 soldats libyens stationnés jusque-là dans le BET (Borkou-Ennedi-Tibesti, le nord du Tchad). Les estimations occidentales varient entre 4 000 et 6 000 hommes supplémentaires.

Une colonne libyenne, qui serait partie de la base de Khoufra depuis la chute de Fada, le 2 janvier, serait actuellement à la frontière soudanaise, dans l'est du BET, après avoir progressé en territoire soudanais. Elle serait destinée à se lancer à la reconquête de Fada. En outre, depuis une dizaine de jours, les mouvements d'avions enregistrés sur les bases de Ouadi-Doum, Azoun, Maatan-es-Sara et Sebha accréditent la thèse de la préparation d'une offensive de grande ampleur.

Le colonel Kadhafi sait, d'autre part, qu'une course de vitesse est engagée entre lui-même et le président Hissène Habré. En choisissant de « s'installer » à Fada et non de se contenter de détruire la garnison libyenne pour, ensuite, se replier sur des positions moins exposées, celui-ci a implicitement donné des indications sur ses intentions, soit la reconquête totale du BET.

Sur un plan strictement militaire, le président tchadien ne peut se contenter d'attendre une riposte de Tripoli, qu'il sait inéluctable. Si, actuellement, les bombardements libyens sont peu efficaces, l'aviation libyenne n'a pas non plus donné toute sa mesure. Et ce, même si l'armée tchadienne, grâce aux missiles dont elle dispose, ne craint plus autant ces bombardements. M. Habré peut, en outre, compter, grâce à ses récents succès, sur un moral favorable au sein de ses troupes, dont il doit profiter.

Poursuivre l'offensive donc, mais dans quelle direction ? Dans le Tibesti, les FANT ont réussi jusqu'ici à résister aux contre-attaques libyennes en appliquant une stratégie consistant à « tronçonner » les colonnes adverses, mettant



à profit une mobilité supérieure et une connaissance du terrain sans égale. Bien que des détachements tchadiens remontent aujourd'hui non loin d'Aozou, une offensive dans cette direction paraît peu probable, faute d'une logistique suffisante.

Un coup de main sur Ouadi-Doum ?

Deux autres objectifs, en revanche, pourraient être plus accessibles : Faya-Largeau et Ouadi-Doum. Le premier, la « capitale » du BET et le lieu de naissance du président Habré, a une valeur peut-être plus

symbolique que militaire. L'approche de la « grande palmeraie » n'a rien de commun avec celle de Fada : d'un côté, un paysage plat de sable, de l'autre, des contreforts montagneux où il est plus aisé de se mouvoir sans être repéré. En attaquant Faya-Largeau, l'armée tchadienne pourrait profiter d'un flux logistique important, mais elle ne serait pas à l'abri des bombardiers libyens décollant notamment de Ouadi-Doum.

Une offensive sur cette base, bombardée à deux reprises par l'aviation française, serait d'une autre nature. Il s'agirait, dans ce cas, d'une sorte de coup de main

destiné à détruire la piste d'aviation, les chasseurs libyens et les installations, les troupes tchadiennes refusant aussi une fois leur mission accomplie. La mise hors d'état de la piste (opération réalisable car celle-ci est constituée de plaques emboîtées les unes aux autres) permettrait d'envisager ultérieurement la reconquête de Faya-Largeau avec des risques moindres.

Dans un cas comme dans l'autre, l'entreprise présente cependant d'importants risques. Mais une victoire tchadienne, estiment les experts occidentaux, porterait probablement un coup décisif à l'image de la Libye et à son chef.

De toute façon, le président Hissène Habré doit agir rapidement, pour ne pas laisser aux troupes libyennes le temps de se ressaisir. La France, pour sa part, estime - peut-être abusivement - que le risque d'une attaque libyenne contre ses propres troupes, notamment celles, vulnérables, qui sont basées à Kalati, est relativement négligeable. Les experts français ont la quasi-certitude que Tripoli ne cherche pas une confrontation directe.

Des offres de médiation

Les contacts officiels n'ont jamais cessé entre les deux capitales, et le chef de la Jamahiriya libyenne a fait savoir que les quelques raids lancés par son aviation ou ses troupes au sud du 16^e parallèle ne devaient pas être considérés comme une action belliqueuse à l'égard de la France.

Paris estime, de son côté, que ces raids étaient, en quelque sorte, des manifestations de « mauvaise humeur » de la part du colonel libyen, qui valaient simplement le « rappel à l'ordre » constitué par le bombardement du radar de Ouadi-Doum par la chasse française. Il n'en reste pas moins que le caractère totalement imprévisible du chef de la Jamahiriya libyenne a conduit l'état-major français à prévoir un certain nombre de scénarios, allant jusqu'à la destruction d'objectifs militaires en territoire libyen, au cas où.

Les autorités françaises accordent, d'autre part, une importance

toute relative au ballet diplomatique entrepris depuis quelques jours par des responsables libyens et tchadiens, ainsi qu'aux offres de médiation faites par certains pays du continent, l'Algérie et le Soudan notamment. On dément, d'autre part, officiellement à Paris, que le chef de l'Etat congolais, M. Denis Sasson Nguesso, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui doit se rendre en visite officielle en France du 9 au 11 février prochain, soit porteur d'un quelconque plan de médiation imaginé ou soutenu par Paris. Mais, sur ce point, peut-on totalement exclure, comme semble le suggérer l'entourage du président Habré, que Paris, par l'intermédiaire du président congolais, soit tenté par une sorte de double jeu visant à arrêter la reconquête du nord tchadien, entreprise par le président Habré ? Au motif que celle-ci présente trop de risques d'internationalisation du conflit ?

Pourtant, les chances d'un règlement pacifique du conflit tchadien n'ont jamais été aussi minces. L'OUA, qui, jusqu'à présent, n'en a pas fait progresser d'un pouce la solution, se doit, pour tenter de retrouver un peu de crédibilité, de prendre une initiative, même si ses membres ne se font guère d'illusions. En dehors du chef de l'Etat égyptien, le président Mubarak, et des présidents Diouf, du Sénégal, et Mobutu, du Zaïre, aucun autre président africain n'ose prendre position contre la présence des troupes libyennes au Tchad.

Le colonel Kadhafi réussit à inspirer à ses pairs africains une crainte pour lui salutaire, comme le montre le refus des présidents nigérien, le général Kountché, et soudanais, M. Ali el-Mirghani, de dénoncer l'intrusion de troupes libyennes sur leur propre territoire.

Le ton plutôt conciliant adopté samedi (le Monde du 20 janvier) par le président Habré à l'égard de toutes ces manœuvres diplomatiques montre simplement que le chef de l'Etat tchadien a su modérer son caractère longtemps intrusif, même s'il a fait sien le principe éternel : « Si vis pacem, para bellum »...

LAURENT ZECCHINI.

"NOUS SOMMES FONCTIONNAIRES"...



...ET NOUS SOMMES A LA PRÉFON !

- La Caisse Nationale de PRÉvoyance de la FONction Publique est un organisme à but non lucratif créé pour les agents de la Fonction publique.
- Elle gère des régimes de Retraite et de Prévoyance garantis par les quatre plus grandes sociétés d'assurances : La Caisse Nationale de Prévoyance, l'U.A.P., le G.A.N. et les A.G.F.
- La sécurité et la rentabilité sont les caractéristiques essentielles de ces régimes particuliers. Les cotisations de retraite bénéficient d'une déduction fiscale intégrale.
- Pour votre retraite. Pour votre épargne. Pour la sécurité de votre famille.

Adressez-vous directement à la PRÉFON, votre interlocuteur particulier pour la retraite et la prévoyance.

PRÉFON
95, rue de Courcelles - 75017 Paris
16-(1) 42.27.51.84

Nombreux avantages fiscaux

PRÉFON : LA PRÉVOYANCE QUI FONCTIONNE.

Amériques

PÉROU : la lutte antisubversive

Les forces armées continuent de commettre des exactions

M. Jorge del Castillo, candidat de l'Apra, parti gouvernemental, a été confirmé comme vainqueur de l'élection à la mairie de Lima, le lundi 19 janvier, par la commission nationale des élections, qui a rejeté le recours présenté par l'opposition. M. del Castillo doit prendre ses fonctions le mercredi 21 janvier, plus de dix semaines après les élections municipales du 9 novembre. Par ailleurs, les forces de l'ordre continuent de commettre des exactions dans la lutte contre la subversion du Sentier lumineux.

LIMA
de notre correspondant

De nouveaux témoignages sur la « sale guerre » sont parvenus d'Ayacucho, berceau de la guérilla du Sentier lumineux. Une délégation de paysans des hameaux de Parcco et Pomatambo a dénoncé récemment, devant la commission des droits de l'homme du Congrès, l'assassinat de treize personnes parmi lesquelles sept dirigeants de la communauté : « Les soldats ont fait irruption dans le local où l'on préparait la fête patronale. Ils ont brutalisé ses occupants, puis ils les ont tués sur place ».

L'armée avait publié alors un communiqué annonçant que « les 22 et 23 octobre, dans la région de Pomatambo et de Parcco, au cours d'affrontements entre patrouilles militaires et subversifs, treize de ces derniers ont été tués, parmi lesquels le « camarade » Caselli. Armes, munitions, grenades et propagande subversive ont été saisis... ».

Caselli était présenté comme le numéro trois du Sentier lumineux, et l'accrochage était interprété comme un dur revers pour la guérilla.

Quatre journalistes qui souhaitent vérifier sur place l'authenticité des témoignages des paysans

ont été expulsés de la région. Lors que le président Alan García a pris le pouvoir, en juillet 1985, il avait promis de respecter les droits de l'homme et annoncé un « changement » de la lutte antisubversive. Néanmoins, les « bavures » se poursuivent dans les régions en état d'urgence. Le massacre de Parcco serait le septième en seize mois dans la région d'Ayacucho.

D'autre part, le comité de défense des droits de l'homme a réuni une documentation concernant une centaine de détenus disparus pendant cette même période. Un des cas les plus scandaleux est celui de Teófilo Rimac Capcha, candidat à la mairie de Cerro de Pasco pour la gauche unie. Ce dirigeant a été arrêté à son domicile le 23 juin 1986 par dix soldats. L'armée n'a reconnu son arrestation que le 7 juillet suivant, « pour participation présumée à des activités subversives » et assure maintenant qu'il s'est enfui du campement militaire le 27 juin. Des prisonniers affirmant avoir vu Teófilo Rimac en état de semi-gnole après qu'il eut été soumis à une séance de tortures.

Les rumeurs de coup d'Etat

Americas Watch, une organisation d'avocats des Etats-Unis qui veille au respect des droits de l'homme dans le continent américain, a publié un rapport sur un an de gouvernement García. Americas Watch reconnaît l'ampleur des difficultés « pour affronter la subversion et les progrès pour freiner les exactions commises par l'armée dans les campagnes ».

En ce qui concerne les rumeurs de coup d'Etat ayant circulé lorsque le président García a promis d'incarcérer les responsables de l'exécution en juin des prisonniers sentéristes, Americas Watch estime que « la position de l'armée quel qu'elle soit n'est pas de choisir entre faire justice ou courir le risque de perdre le pouvoir n'est guère enviable ».

Mais c'est un dilemme que doivent affronter aujourd'hui la plupart des gouvernements d'Amérique latine. Céder à ce chantage peut éviter l'affrontement à court terme, mais, avec le temps, c'est une menace pour la stabilité démocratique ».

Les avocats réclament les concessions de l'exécuteur, face aux exigences de l'armée : la consigne donnée au Congrès d'étouffer l'enquête sur le massacre dans les prisons ; la promulgation de l'état d'urgence et du couvre-feu dans la capitale ; la tolérance face aux abus commis par les militaires. Enfin, l'acceptation d'une croissante interférence dans les médias.

L'attitude du chef de l'Etat s'explique sans doute par les rélatifs succès remportés par l'armée.

Mais il semble bien que l'emprise du Sentier sur de vastes secteurs de la population des régions en état d'urgence persiste. Elle a été mise en évidence pendant les élections municipales de novembre. La consigne du Sentier était de s'abstenir, bien que le vote soit obligatoire. Alors que le pourcentage de votes « nuls » ou « blancs » n'est que de 5 % sur tout le territoire, il a atteint 38 % à Ayacucho. Les résultats sont identiques à Huancavelica et Cerro de Pasco.

NICOLE BONNET.

Le voyage des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA en Amérique centrale

Le Nicaragua propose un plan de négociation

Le Nicaragua a présenté le lundi 19 janvier, à Managua, un plan de négociation aux secrétaires généraux des Nations unies et de l'OEA qui effectuent une tournée d'Amérique centrale en compagnie des ministres des affaires étrangères des pays du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) et du groupe d'appui (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay).

NEW-YORK
de notre correspondant

Décidé le mois dernier (le Monde du 20 décembre), le voyage — qui devait avoir lieu seulement en février — mais les deux secrétaires généraux de Panama au Guatemala. Le 20 janvier, les deux hommes étaient attendus au Honduras et au Salvador. Ils doivent être mercredi à Mexico.

Ce voyage est la première manifestation de l'« offre de services » formulée en novembre dernier par les deux organisations. Convaincus que le groupe de Contadora est actuellement bloqué et que les perspectives de parvenir, par ce seul moyen, à un règlement du conflit en Amérique centrale sont minces, les secrétaires généraux tentent d'intéresser les pays concernés à ce que les infrastructures de l'ONU et de

l'OEA peuvent offrir, notamment en matière de maintien de la paix et de coordination diplomatique. Longtemps hésitantes, les deux organisations donnent ainsi l'impression de « s'insérer », pour la première fois, dans ce difficile conflit régional.

Malgré la solennité dont MM. Pérez de Cuellar et Soares entourent cette initiative, les observateurs doutent de son succès. Au moins deux pays ont déjà émis des réserves : le Honduras et les Etats-Unis.

Le gouvernement hondurien a déjà fait savoir officiellement qu'il donnait la préférence à la poursuite du processus de Contadora. « Nous estimons que l'ONU et l'OEA ne devraient intervenir qu'après un éventuel accord politique au sein du groupe. Une application immédiate des mesures pratiques proposées par les deux organisations serait actuellement partielle », écrit le

président du Honduras dans une lettre repue à New-York.

Les Etats-Unis sont allés plus loin. Intervenant auprès des ministres des affaires étrangères de l'OEA, réunis récemment à Washington, le département d'Etat n'a pas caché son « déplaisir » à propos du voyage des secrétaires généraux. « M. Pérez de Cuellar a le droit de se rendre où bon lui semble, nous a déclaré le porte-parole de la mission américaine auprès de l'ONU, mais il n'a reçu aucun mandat des instances de décision de l'organisation ». Et le porte-parole de noter que M. Pérez de Cuellar « ne proposerait rien aux pays concernés ». Détail intéressant : la compagnie aérienne américaine qui avait proposé de prêter gratuitement un avion pour conduire la délégation et les journalistes en Amérique centrale a retiré son offre, et l'ONU a dû affréter un petit avion d'affaires.

CHARLES LESCAUT.

● Lancement d'une collecte « Un bateau pour le Nicaragua ». — Des organisations françaises, proches du Parti communiste, ont annoncé, lundi 19 janvier, le lancement d'une collecte de fonds afin d'envoyer « un bateau pour le Nicaragua ». Les organisateurs espèrent rassembler 10 millions de francs pour acheter un cargo et le charger de céréales et d'outillage, a déclaré le Père Yves Buanic, président de France-Amérique latine.

● PARAGUAY : avertissement des autorités à l'ambassadeur américain. — Le ministre paraguayen de l'Intérieur, M. Sabino Montanaro, a menacé, lundi 19 janvier, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Clyde Taylor, de le déclarer persona non grata s'il persistait à « s'ingérer dans les affaires intérieures du pays ». Si le diplomate américain « ne se plait pas et n'est pas content » au Paraguay, « il doit se préparer à s'en aller », a affirmé M. Montanaro dans un violent discours prononcé à Asunción devant des membres du Parti Colorado (gouvernemental). — (AFP.)

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
36.15 TAPEZ LEMONDE

Diplomatie

● Deux satellites britanniques pour l'OTAN. — Deux satellites destinés aux transmissions de l'OTAN ont été commandés par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à la société britannique British Aerospace, préférée à la firme américaine General Electric. C'est la première fois que l'OTAN commande des satellites non américains — elle avait auparavant fait construire cinq satellites par Ford Aerospace. Le montant du contrat est de 100 millions de livres sterling (930 millions de francs). Les deux satellites, dénommés NATO-IV, seront presque identiques aux satellites de communications militaires Skywet-4 construits par British Aerospace pour les forces armées britanniques.

● M. Andrew Pierre directeur de l'Institut atlantique des affaires internationales. — Succédant à M. Richard Vire, M. Andrew J. Pierre a été nommé directeur général de l'Institut atlantique des affaires internationales (I). Maître de recherches au Council on Foreign Relations de New-York, M. Pierre a fait une partie de ses études à Paris avant d'embrasser la carrière diplomatique aux Etats-Unis. Il a déjà exercé différentes responsabilités dans des instituts internationaux.

(1) 9, avenue Hoche, 75008 Paris.
Tél. : 42-25-38-17.

19, av. Victor-Hugo-16°

SOLDES D'HIVER

Barnett
Chemisier Habilleur

MAINTENANT 50% Cash. 2200F 1400F
COSTUME Pure Laine 2200F 1600F
BLAZER Pure Laine 1600F 1000F
INFERMEUR 1400F 800F
Veste Harris Tweed 1800F 1200F
Echarpes, gants, chemises, pulls etc.

— Offres spéciales —
RAYON MESURE INDUSTRIELLE
Pure Laine Mérinos COSTUME 2500F

VOUS ECRIVEZ ?
Romans, poésies, récits, essais, mémoires. Nous vous éditerons sous contrat garantissant vos propriétés littéraires, commerciales et la publicité.
Renseignements : Editions La Bruyère, 128, rue de Belleville, 75020 Paris.

101 personnalités pour la réintégration d'Alain CLAVAUD

Le lundi vingt-quatre novembre mil neuf cent quatre-vingt-six :
« Le conseil de prud'hommes de Montluçon, section industrie, présidé par le juge départiteur, statuant publiquement contradictoirement en premier ressort :
— Dit que le licenciement d'Alain Clavaud est nul ;
— Ordonne en conséquence la poursuite du contrat de travail sous une astreinte de 500 F par jour de retard à compter de ce jour ;
— Condamne la société Dunlop... ;
— Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement. »

Malgré le mandement exprès fait à toute autorité compétente pour l'exécution de ce jugement, aucune disposition n'a été prise pour faire appliquer cette décision.
C'est inadmissible et grave pour la liberté d'expression dans notre pays.
La société Dunlop, encouragée par le patronat, oppose maintenant la force au droit d'Alain Clavaud de retrouver son poste de travail.
C'est un défi à la démocratie. Aucune tergiversation ne peut donc se justifier.
Il est urgent que les pouvoirs publics agissent pour que soit mis fin à cette véritable voie de fait contre la justice elle-même.

Signataires

Jean Andrieu, professeur d'école normale ; Jean-Louis Audou, secrétaire général adjoint du SNES ; Bernard Augier, membre du Conseil supérieur de la prud'homie ; Jean Bertho, prêtre ; Jean-Louis Bolante, secrétaire général FCFE ; Michèle Bonnehère, maître de conférences ; Roland Borrelli, professeur d'université ; René Boyer, avocat ; Lydia Brovelli, secrétaire de la CGT ; Raoul Brondy, avocat ; Claude Cabannes, journaliste ; Francis Caillaud, président de conseil de prud'hommes ; Louis Callet, directeur mutualiste ; François Chaudet, conseiller ; Paul Chabert, président de conseil de prud'hommes ; Maurice Cohen, rédacteur en chef de la RPSD ; Francis Crénieux, journaliste ; Jean-Paul Cruse, journaliste ; F. Demichel, professeur d'université ; A. Demichel, professeur d'université ; Régine Dhoquois, maître de conférences ; Robert Doléau, photographe ; Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat ; Jacques Duval, secrétaire syndical du SNESup ; Michel Fays, secrétaire général CGT Dunlop ; Jean-Yves Folleau, cancérologue ; M. Freysinet, professeur d'université ; Laurent Gabarrou, cadre Renault ; Simone Gaboriau, magistrat ; Gérard Gatinot, journaliste ; Gérard Gaurin, membre de la CGT ; Jean-Pierre Giacomo, président de la Confédération nationale du logement ; Edouard Guibert, journaliste ; Jean Guilleminot, avocat ; Jacques Grinnat, avocat ; Michel Henry, avocat ; Albert Jacquard, professeur ; Daniel Joseph, avocat ; Maxime Kalinsky, secrétaire général du MMLL ; Yves Klerics, conseiller municipal d'Albi ; Yves Lacroix, journaliste ; Claude Lapostolle, présidente CPN ; Roger Lapostolle, président de conseil de prud'hommes ; François Lazard-Lovellier, poète ; François Lazard, chirurgien ; André Legrand, journaliste ; Colette Lenoir, président général du conseil de prud'hommes ; G. Lyon-Caen, professeur ; Bernard Loria, président de conseil de prud'hommes ; Catherine Mabile, avocat ; Emmanuel Maître-Baugé, vignerons ; Victor Magog, président CPN ; Colette Magny, chanteuse ; Jean-Pierre Mailles, président FCFE ; Emmanuel Marin, secrétaire national UNEF ; Henri Mazlik, secrétaire général adjoint SNESup ; Jean Melouk, avocat ; Georges Montaron, journaliste ; Chantal Montfort, auteur-dessinateur ; René Mouriaux, politologue ; Marie-Françoise Mouriaux, sociologue ; Henri Nogues, président Ligue des droits de l'homme ; Joé Nordmann, avocat ; Guy Le Nouennec, secrétaire de la FEN ; Guy Odent, secrétaire général adjoint SNESup ; Gilles Perreut, écrivain ; Ernest Pignon, artiste peintre ; Michel Perret, prêtre ; Claude Piéplu, comédien ; Marcel Piquemal, professeur d'université ; Pierre Pison, avocat ; Jacques Pommatou, secrétaire général de la FEN ; Charles Queneau, prêtre ; Claude Quin, professeur d'université ; Catherine Reuscher, plasticienne ; Paul Raymond, président de conseil de prud'hommes ; Renaud, chanteur ; Catherine Ribault, chanteuse ; Joseph Robert, prêtre ; Yves Robert, metteur en scène ; François Rochas, rédacteur adjoint RPSD ; J. Rouyer, secrétaire général du SNES ; Yves Saint-Jours, professeur d'université ; Pierre Samard, comédien ; Jean Savon, journaliste ; Francis Saravito, rédacteur en chef du Droit ouvrier ; Catherine Sauvage, chanteuse ; Michel Schick, membre du Conseil supérieur de la prud'homie ; Jacques Scarpel, prêtre ; Alfred Sorel, responsable Unité Action de la FEN ; Bernard Stephan, journaliste ; Jean-François Teslak, journaliste ; Pierre Toussaint, secrétaire général adjoint du SNES ; Marcel Trillet, journaliste ; J.-M. Verdier, professeur d'université ; Jean Vincent, secrétaire de la Fédération CGT des industries chimiques ; Henri Vitteaux, comédien ; Jacques Vigneron, prêtre ; Monique Vuillat, secrétaire général du SNES ; Roland Weil, avocat ; Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart-Monde.

Les personnalités désireuses de se joindre à cet appel peuvent téléphoner leur accord au numéro suivant : (1) 48-51-82-43 ou écrire à Lydia Brovelli, CGT, 283, rue de Paris, 93156 Montreuil.

ÉTATS-UNIS

Jour férié en hommage à Martin Luther King

Washington. — Les cloches des églises américaines et des bâtiments officiels ont sonné dans tout le pays, lundi 19 janvier, pour la journée de commémoration dédiée à Martin Luther King. Cette journée, fériée pour les fonctionnaires fédéraux et dans de nombreux Etats en l'honneur du prix Nobel de la paix, assassiné en 1968, s'est déroulée au moment où plusieurs incidents raciaux sont venus rappeler l'actualité de son message.

A Atlanta (Georgia), sa ville natale, sa veuve Coretta Scott King et ses enfants se sont recueillis sur sa tombe, en compagnie notamment du secrétaire d'Etat George Shultz et du pasteur noir Jesse Jackson. Le combat de Martin Luther King « doit être remporté tous les jours », a déclaré M. Shultz. « Ses réalisations ne sont réelles que si nous maintenons notre vigilance et notre promesse. »

Deux jours auparavant, dans ce même Etat de Georgia, plusieurs dizaines de membres du Ku Klux Klan (KKK) s'en étaient pris à coups de pierres à un groupe qui défilait dans le comté

exclusivement blanc de Forsyth pour protester contre l'assassinat de Martin Luther King. « Forsyth reste blanc », proclamaient les pancartes du KKK, dont les tracts décriaient le SIDA comme une maladie noire infectant les Etats-Unis. Plusieurs personnes ont été blessées et huit arrêtées. « Nous ne devons pas simplement nous souvenir du rêve et de celui qui a fait ce rêve », a, pour sa part, déclaré le révérend Jackson. « Nous devons mettre ce rêve en pratique », a-t-il affirmé dimanche, à New-York, en appelant à une marche de protestation contre la récente mort dans cette ville d'un Noir poignardé par des jeunes Blancs. — (AFP, AP.)

● Nomination du nouveau porte-parole de la Maison Blanche. — M. Martin Fitzwater a été nommé porte-parole de la présidence en remplacement de M. Larry Speakes. Ancien journaliste, M. Fitzwater, qui prendra ses fonctions le 2 février, était jusqu'à présent le porte-parole du vice-président Bush. — (AFP.)

MEXIQUE

La désignation des nouveaux dirigeants du PRI amorce la campagne présidentielle

Le Parti révolutionnaire institutionnel mexicain (PRI), au pouvoir depuis cinquante-neuf ans, vient de connaître d'importants changements dans sa direction, décidés par le chef de l'Etat, M. Miguel de la Madrid.

M. Humberto Lugo Gil, ancien membre du cabinet présidentiel, a été désigné comme secrétaire général du parti, en remplacement de M. Irma Cue de Duarte, et l'ancien ministre du commerce, M. Carlos Torres Mazon dirigera le Centre d'études économiques et sociales du PRI. Ces nominations confirmées par les instances du parti consacrent le début de la campagne pour l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu en juillet 1988. « Cette année 1987 sera essentiellement politique », a confié récemment le président de la République.

Les modalités du choix du candidat à la magistrature suprême expliquent cette longue préparation. C'est le président en titre, dont le mandat n'est pas renouvelable, qui désigne généralement le candidat à sa succession. La longue domination du PRI dans le système politique mexicain assure ensuite au candidat

« officiel » une élection confortable. Mais ce choix est l'occasion pour le chef de l'Etat de nombreuses consultations avec les notables, les partis et les syndicats. La nomination dans l'appareil du PRI d'hommes réputés fidèles et proches du chef de l'Etat facilite cette tâche.

Trois candidats « potentiels » sont actuellement sur les rangs. Il s'agit en premier lieu de l'actuel ministre de l'Intérieur, M. Manuel Bartlett Daz, de celui du budget et du plan, M. Carlos Salinas de Gortari, et du ministre de l'Energie et des mines, M. Alfredo del Mazo.

Le choix du chef de l'Etat doit officiellement être fait en septembre 1987. Les « candidats » doivent faire preuve de subtilité, dosant leur présence dans les médias, et leur discrétion face au président en exercice. Le « débat politique » au sein du PRI et la puissance des syndicats jouent un rôle dans le déroulement de cette pré-campagne. D'autre part, plusieurs élections locales doivent avoir lieu dans huit Etats, et sept gouverneurs doivent être élus, ce qui donnera une indication des rapports de force.

Politique

... Le Monde • Mercredi 21 janvier 1987

La préparation du congrès du PS Comment être « responsable » sans être inefficace

Les socialistes doivent-ils se réjouir ou se désoler de l'image de leur parti dans l'opinion ? Paradoxalement, les deux attitudes sont possibles. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a relevé, à juste titre, que le PS est le seul parti à avoir, selon le baromètre mensuel SOFRES-Figaro-Magazine, une image positive dans l'opinion (le Monde du 15 janvier). Pourtant, dans le même temps, le PS donne de lui-même un reflet peu engageant.

La classe politique et les journalistes retiennent essentiellement le désordre et l'agitation provoqués par la perspective de l'élection présidentielle, ainsi que les querelles d'appareil qui accompagnent la préparation du congrès.

L'opinion, pour sa part, étrangement à ces conflits internes, retient sans doute un certain « silence radio » du PS, la fameuse « atonie » dont se plaignent les uns et les autres depuis le 16 mars, et dont témoigne, notamment, le peu d'intérêt que suscite le discours du PS dans les grands médias audiovisuels (les dirigeants socialistes sont probablement tentés d'incriminer une volonté de « maintenance » du gouvernement sur ces médias, ce qui serait trop simple).

Certes, le Parti socialiste et singulièrement son premier secrétaire, ont quelques difficultés à s'adapter aux méthodes modernes de communication. Mais il est évident que le débat entre socialistes sur cette « atonie » est en partie biaisé, parce que récapitulé dans les querelles internes, et

utilisé, notamment, pour attaquer M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS. Néanmoins, les socialistes se heurtent à un réel problème, qui tient à des facteurs multiples et complexes.

An premier rang de ces facteurs de trouble, la cohabitation, mais aussi l'acquisition par les socialistes de cette fameuse « culture de gouvernement ». Il est éclairant, à cet égard, de comparer le comportement du PS dans l'après-mars 1986 avec celui de l'opposition de droite entre 1981 et 1986, mais aussi avec celui du même PS d'avant 1981.

Les socialistes qui n'avaient pas encore connu l'épreuve du pouvoir, et l'opposition de droite, fureuse d'en être chassée, ne reculaient pas devant les grosses ficelles, les promesses gratuites et intempestives, les condamnations faciles. Avec, dans les deux cas, un certain succès.

Que voit-on, au contraire, depuis le 16 mars ? Un Parti socialiste non seulement gêné aux entournures par la cohabitation, mais aussi soucieux d'avoir un comportement « responsable ». Des prises de position mesurées, des condamnations mesurées, un ton souvent civil, les socialistes s'accrochent à l'image de « gens sérieux » qu'ils estiment s'être donnée depuis 1981.

Sans succès apparent dans une opinion qui, comme le remarquent les dirigeants socialistes eux-mêmes, se détourne du pouvoir en place sans se tourner vers son opposition. D'où la grogne d'une base qui peut finir par se demander si tous ces scrupules sont bien utiles au combat

politique. La radicalisation est une tentation permanente, d'autant que les porte-parole de cette base que sont, pour une part, les députés, peuvent être confortés dans leur scepticisme par des « indiscretions » venues de l'Elysée. Une partie au moins de l'entourage du président de la République cultive volontiers une distance un peu condescendante vis-à-vis du PS, distance qui est, évidemment, attribuée à tort ou à raison, à M. Mitterrand lui-même.

Petites causes grands effets

La leçon de ces dix premiers mois de cohabitation est ambiguë et peut-être amère pour le PS. Dans ces conditions, certains voudraient en revenir aux bonnes vieilles recettes du combat politique — pourtant utilisées avec insuccès par M. Chirac et le PC — selon lesquelles on gagne à grand renfort de parades guerrières, bien plus que par la persuasion rationnelle.

Les années 1981-1986 présentent encore d'une autre manière sur le PS. Le Parti d'avant 1981 donnait l'impression de fourmiller d'idées et d'espérances. Ses débats échevelés pouvaient lui être pardonnés par une opinion qui y voyait l'un des aspects de sa richesse. 1981, malheureusement, a montré que le PS avait débattu pendant dix ans pour pas grand-chose. L'essentiel de son corps doctrinal, notamment économique, a volé en éclats en quelques mois. Dès lors, pourquoi l'opinion marquerait-elle quelque intérêt pour des débats dont rien ne garantit qu'ils ne débou-

cheront pas, eux aussi, sur des impasses ?

En outre, les socialistes ne se sont toujours pas remis de la politique de rigueur. Certes, ils l'assument. Mais ils se sont montrés jusqu'à maintenant incapables de la transfigurer — en montrant que la rigueur n'est pas incompatible avec l'espoir. Quant on ne parvient pas à bâtir un projet économique et social réellement alternatif à celui de l'adversaire — sinon pour affirmer qu'on est meilleur gestionnaire, — est-il suffisant d'expliquer, expérience vécue à l'appui, que la rigueur de la gauche, « rigueur économique », n'est pas la rigueur de droite, « rigueur sociale » ?

La gauche n'a rien que si elle incarne une espérance, un rêve. Cette certitude devrait, peut-être, amener les socialistes à changer partiellement de terrain, puisque l'économique et le social ne constituent plus un espace de rêve. Les socialistes ont la « chance » d'avoir en face d'eux un gouvernement clairement identifié à droite, qu'ils pourraient combattre avec quelques chances de succès sur le terrain, comme les y invite M. Mitterrand, de la « cohésion sociale ».

Remise en ordre des idées

En ce sens, le mouvement de la jeunesse a montré la voie. Mais le PS, pour le moment, n'a pas pu, ou pas voulu, s'imposer sur ce terrain.

An moins aux yeux de l'opinion. Car, en sous-main, M. Jospin a par-

faitement cogéré la révolte étudiante : le premier secrétaire a en effet suivi celle-ci au millimètre près, s'entretenant chaque matin avec les principaux responsables de la coordination étudiante.

De la même façon, les experts, mobilisés par la direction du PS, planchent depuis plusieurs mois sur la remise en ordre des idées du PS, sans craindre les remises en cause radicales. Ce travail souterrain n'est pas encore parvenu à maturité, mais on en trouve déjà quelques traces dans la Constitution déposée par M. Jospin, notamment sur la défense, l'Europe et l'écologie.

Les petites causes, enfin, ont parfois de grands effets. La « cuisine interne » du PS n'est pas sans influence sur la qualité du message et la force, ou la faiblesse de conviction, du parti. Il est certes paradoxal que le PS ne dispose plus d'organes de presse alors que les « lettres » de tel ou tel se multiplient. Sans doute est-ce là le fruit d'une perversion du système présidentiel, de la « personnalisation » de la vie politique, et de la victoire de l'individu sur les valeurs collectives.

Mais les socialistes qui critiquent la gestion du PS ne sont pas tous, forcément, de mauvaise foi lorsqu'ils remarquent qu'une direction réellement collégiale et un PS réellement actif retiendraient dans la « résidence principale » certains de ceux qui s'échappent dans des « maisons de campagne ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Marchais : le centrisme, ça n'existe pas

Invité politique du journal de la nuit de FR 3, lundi 19 janvier, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé que « le PS voulait revenir au passé, c'est-à-dire à l'avant-Epinay [épisode socialiste de 1971 qui a précédé d'un an la signature du programme commun de la gauche], aux alliances avec la droite ». Évoquant la perspective éventuelle d'un rapprochement entre le PS et les centristes, il a dit : « On parle des centristes, mais qu'est-ce que c'est le centrisme ? Le centrisme, ça n'existe pas. Il y a la gauche pluraliste, avec le Parti communiste et le Parti socialiste, et il y a la droite avec l'UDF et le RPR. » Comme il l'avait déjà souligné sur Antenne 2 (le Monde du 16 janvier), le dirigeant communiste a indiqué, à propos des récentes grèves du secteur public, que « les travailleurs entraînent mécontents mais pas abattus, et bien disposés à retrouver les formes d'action qui permettront d'imposer leurs revendications ».

Concernant les « rénovateurs » du PCF qu'il accuse d'être des « liquidateurs » du parti, M. Marchais a concentré ses critiques contre M. Pierre Juquin, chef de file des contestataires. « Ils ne sont pas beaucoup avec lui », a-t-il dit. A qui il reproche de vouloir « revenir à la politique pratiquée par le programme commun de la gauche » et de « transformer le Parti communiste en Parti socialiste. Un Parti social-démocrate, il y en a déjà un. C'est dont les travailleurs ont besoin, c'est d'un parti révolutionnaire », a-t-il conclu.

PROPOS ET DÉBATS

M. Baudouin : le Rubicon

M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Jacques Chirac, a affirmé le dimanche 18 janvier sur les ondes de la radio de Versailles, CYS, que le président de la République a « trébuché le bout des pieds dans le Rubicon avec un demi-pas de trop » lorsqu'il a reçu le 1^{er} janvier dernier une députation de cheminots grévistes au fort de Brégançon (Ver). « Le premier ministre a trouvé que les règles n'étaient pas respectées » a-t-il ajouté. M. Baudouin a toutefois estimé qu'il convenait de « rendre hommage » à la fois à MM. Mitterrand et Chirac pour « avoir réussi à faire fonctionner la cohabitation ».

M. Chevènement : génie

M. Jean-Pierre Chevènement affirme, dans l'éditorial de la Lettre de la République moderne, de janvier, que « ce gouvernement d'ordre possède naturellement, semble-t-il, le génie du désordre ». « Ce qui est grave, continue l'ancien ministre de l'Éducation nationale, c'est moins la pagaille — forcément passagère — que la régression du débat qui l'accompagne. » Le député du Tarn-et-Garonne juge ce gouvernement « dangereux » parce qu'il « retarde ». « Parce qu'il se trompe d'époque », continue M. Chevènement. « Il ne peut se maintenir que par une régression du dialogue social et du débat politique. »

M. Delors : chrétien de gauche

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, considère que « le christianisme social demeure valable ». Dans un entretien publié par la revue Autrement, l'ancien ministre socialiste se déclare convaincu qu'un parti de la démocratie chrétienne « de gauche » trouverait un large écho en France, particulièrement dans les milieux syndicaux. « Les valeurs fondamentales du christianisme social sont d'autant plus d'actualité qu'elles font appel à la responsabilité individuelle et pas simplement au législateur inspiré... même s'il est un bon chrétien social [...] ». Si, dans un tel parti de la démocratie chrétienne, de gauche, il représenterait 10 à 12 % des électeurs et aurait le soutien de dizaines de milliers de militants syndicaux et d'action sociale.

M. Alain Madelin : agacé

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, s'est déclaré « agacé » par certains centristes qui évoquent un possible rapprochement avec les socialistes, et notamment avec M. Michel Rocard, « en 1988 ou après 1988 ». « Il faut choisir clairement son camp [...] Il ne faut pas qu'il y ait des guerres de tranchées entre les différents camps politiques.

Je crois que c'est bien que les socialistes soient chez eux, que les libéraux soient chez eux et qu'il y ait dialogue, mais je me méfie un peu des multicauses. »

M. Jean-Jack Queyranne (PS) : fantôme

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a affirmé lundi 19 janvier que le PS n'entend pas ressusciter le « vieux fantôme de la troisième force » et qu'un éventuel rapprochement avec les centristes ne se ferait pas sous forme de « combinaison ou d'alliance ». M. Queyranne affirme qu'il y a « des centristes malheureux, déçus dans leur soutien au gouvernement », mais que « la question d'un rapprochement, d'un rassemblement autour du PS se fera à partir d'un projet » socialiste et « avec la dynamique présidentielle ».

M. Sarre : « essoré »

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris et l'un des dirigeants de Socialisme et République (ex-CERES) remarque dans la lettre du club Mitterrand et dans la lettre de Raymond Barre, « l'adversaire principal » des socialistes car « il apporte un peu de sérieux dans son camp » et M. Jacques Chirac, pour sa part, « après dix-huit mois à Matignon, ressortira « essoré » par son action de chef du gouvernement ».

Le député de Paris remarque encore, à propos de la politique du gouvernement en matière d'information, que « les coups de force successifs » traduisent « la faiblesse » et « la fébrilité du pouvoir menacé ». « L'Etat d'urgence est décrété, continue-t-il, et c'est leur mur de l'Atlantique que tentent désespérément d'édifier Jacques Chirac et ses amis. »

M. Séguin : caricature

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, juge que la cohabitation est « insatisfaisante, très insatisfaisante », mais a tenu à rappeler, lundi 19 janvier, à l'occasion des vœux à la presse politique, qu'elle était « néanmoins incontournable ». « Il fallait le faire et j'espère que les Français nous en donneront quitus », a expliqué M. Séguin, pour qui l'année 1987 sera « la dernière année pleine de la cohabitation ». Quant aux « cline d'œil » échangés entre centristes et socialistes (le Monde du 17 janvier), M. Séguin n'y croit guère : « Quand M. Pierre Joux fait du pied à M. Jacques Barrot, c'est de la caricature. Qu'ont-ils en commun ? » Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a également estimé que le refus du chef de l'Etat de signer son ordonnance sur l'aménagement du temps de travail avait marqué un « tournant » dans l'histoire de la cohabitation.

Le vrai visage de l'homme le plus redouté du royaume

aux temps héroïques
des mousquetaires

Un ouvrage boudé de fairs
et de pièces rares.

Ce texte précieux, riche de confidences d'un intérêt historique considérable, a été écrit, pour Louis XIII, C'est le testament politique du ministre le plus habile qui fut jamais au service d'un roi. C'est aussi une des sources principales où viennent puiser les historiens du 17^e siècle.

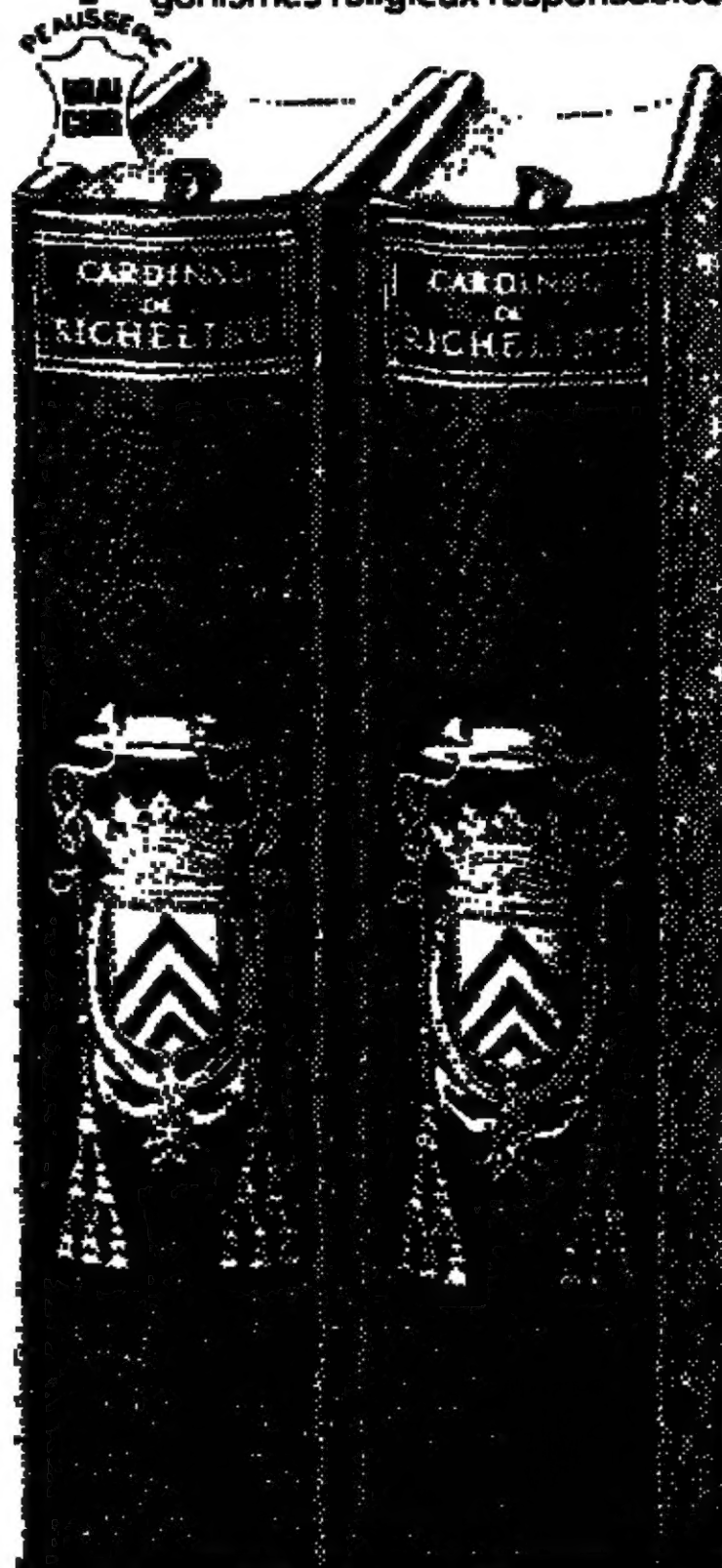
Pour nous, aussi férus d'anecdotes que de science, ce texte écrit à la diable dans le langage savoureux, dru et imagé de l'époque, nous entraîne dans les coulisses d'un gouvernement qui sut imposer sa loi en ces temps singulièrement mouvementés.

Alexandre Dumas a menti.

Dans "Les Trois Mousquetaires", Alexandre Dumas met en scène un Richelieu diabolique, à la fois retors, sanguinaire et sans scrupules, une sorte de génie pervers rongé par l'ambition. En fait, Dumas accuse la noirceur du Cardinal pour mettre en valeur la fougue généreuse de d'Artagnan et de ses complices. C'est un truc de romancier.

La vérité historique est différente. Armand, Jean du Plessis, duc de Richelieu (1585-1642), ne fut implacable que pour les ennemis du royaume et les bas calculs qu'on lui prête ne sont que les manœuvres subtiles d'un homme d'Etat entièrement dévoué à son pays. Nul peut-être n'eût une vision plus haute du destin de la France et de la mission de son Roi.

On lui doit la réduction des antagonismes religieux responsables



LES MÉMOIRES du Cardinal-Duc de RICHELIEU

(texte intégral)



Les secrets d'une politique ambitieuse révélés dans ce document devenu introuvable.

de la guerre civile, la mise au pas d'une noblesse turbulente et la conquête des frontières naturelles du royaume. Tout le mécanisme secret de cette politique intelligente et efficace est révélé dans les Mémoires.

Bref, nous avons là une œuvre éclairante et passionnante qui nous restitue le vrai visage de l'homme de génie calomnié qui, pendant 18 ans, gouverna magistralement la France à l'époque des mousquetaires et des guerres en dentelles. C'est une des pages les plus colorées de notre Histoire.

Cette réhabilitation aux yeux de l'Histoire méritait d'être saluée par la bibliophilie. Conquis par Richelieu et par ses Mémoires sans faille, Jean de Bonnot propose donc aujourd'hui à ses lecteurs la première édition contemporaine d'apparat de cette œuvre devenue rarissime.

On connaît les succès des autres mémoires de grands personnages déjà publiés par Jean de Bonnot et devenus à leur tour introuvables. Les Mémoires de Richelieu, attachants au double point de vue de l'histoire et de la littérature, sont promis au même avenir, car, cette fois encore, l'éditeur n'a pas ménagé ses efforts.

Une édition d'art dans l'esprit du grand Siècle.

Nos deux in-octavo (14 x 21 cm), de plus de 530 pages chacun, contiennent la totalité d'un texte

édition d'art en 2 volumes
grand in-octavo

Sur les plats vient en relief un décor original frappé à froid qui met en évidence la douceur chaleureuse du cuir sombre qu'il arme d'éclats profonds. Les armes de Richelieu, rappelant le décor du dos, sont poussées à l'or fin au centre de ces plats.

A la somptuosité de la reliure correspond la beauté d'un papier chiffon sonnant filigrané aux deux canons et l'élégance raffinée de quelques 80 illustrations et enluminures gravées pour la plupart par le maître Montcornet.

Bref, deux volumes denses, agréables à caresser et à feuilleter, fleurant le cuir naturel, l'encre de bon aloi et le papier sain, matériaux nobles qui, avec le fil robuste cousant les cahiers et la colle traditionnelle fixant les renforts du dos et les gardes, composent ces livres d'exception que les techniques modernes n'ont jamais su égaler.

Garantie à vie.
Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages souscrits pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale, représentant un paysage. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre gratuitement

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Je vous prie d'envoyer pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Mémoires de Richelieu, auquel vous joindrez mon cadeau.
Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.
Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 157,50 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix le mois suivant.

Nom Prénoms
Adresse Ville
Code postal
Signature 1.

Je déclare sur l'honneur que mon adresse et ma signature sont conformes à la vérité.

Politique

M. Chirac définit avec ses ministres ses objectifs pour 1987

(Suite de la première page.)

La tenue, une fois par mois au moins, de conseils de cabinet hors la présence du chef de l'Etat a pour objet de s'assurer de la cohésion d'une équipe ministérielle composée de forces hétérogènes. Les déplacements en province du premier ministre au même rythme tendront à ne pas laisser aux autres leaders politiques de l'opposition comme de la majorité le monopole du contact avec les électeurs.

Enfin, M. Chirac va resserrer les liens avec son propre parti en voyant plus fréquemment responsables et parlementaires et en participant davantage aux instances du RPR.

Il n'est donc pas question, pour M. Chirac, d'une « pause » dans l'action, terme qu'il a toujours refusé. Le retrait du projet Devaquet a, selon lui, une seule raison : on ne se bat pas contre les lycéens. Le code de la nationalité ? Il sera

dû subir une véritable avalanche de procès et de reproches dus, parfois, à des maladresses de sa part. La loi Devaquet et son retrait, les réformes « de société » de M. Chandon, les grèves à la SNCF, à la RATP et à l'EDF, l'affaire Chabrier et la mise en cause de M. Pasqua, le conflit à l'Agence France-Presse, la privatisation des chaînes de télévision, les attaques contre le franc, ont fait douter de la capacité du gouvernement à maîtriser les aléas d'une situation complexe.

M. Chirac a cependant pris la mesure du risque que constituait le rejet par l'opinion publique de certaines réformes. Le premier ministre est ainsi dans la situation de ces coureurs qui, après un brillant début de course, sont victimes d'une chute, doivent changer une roue et reprennent la course avec un handicap accru. D'autant plus accru que les co-équipiers de son peloton ne lui

Au conseil régional d'Aquitaine M. Chaban-Delmas propose un budget « différent »

BORDEAUX de notre correspondant

M. Jacques Chaban-Delmas a convoqué en séance extraordinaire, pour le 9 février prochain, le conseil régional d'Aquitaine dont il est le président, afin de présenter un budget « différent », selon lui, de celui qui fut repoussé, le 15 décembre, par 44 voix (34 PS, 6 PC et 4 FN) contre 39. « Je ne demande à personne de se déjuger en votant ce nouveau budget », a expliqué, le lundi 19 janvier, le président de l'Assemblée régionale, en ajoutant : « J'offre simplement une possibilité à certains de s'abstenir et de permettre ainsi qu'il y ait un budget régional à compter de cette date ».

Il s'agit, dit-il, « avant tout d'éviter les importantes pertes de recettes consécutives à une mise en œuvre du budget qui n'interviendrait, si on appliquait strictement la loi, que dans quatre ou cinq mois ».

Officiellement, le chef de l'exécutif régional refuse d'envisager une baisse de la pression fiscale — l'augmentation de 24,86 % par rapport à l'an dernier avait été à l'origine du rejet du texte initial — et a rappelé qu'il « ne négocie avec personne ».

M. Chaban-Delmas fait ainsi machine en arrière en acceptant de remettre le budget régional en chantier, éventuellement qu'il repoussait vigoureusement le soir de la séance du 15 décembre. « Une fois le vote fait, la masse est dite », affirmait-il alors, en ajoutant : « Il faudra passer sous les fourches caudines de la chambre régionale des comptes ».

Le président du conseil régional avait d'ailleurs obtenu, le 9 janvier, l'accord écrit du premier ministre, lui permettant d'accroître la saisine de cette instance par le préfet d'Aquitaine, M. Thierry Kappelin. Ce dernier, cependant, tarde à passer aux actes « tant que M. Chaban-Delmas espère un règlement politique de l'affaire », explique-t-on dans son entourage.

D'autre part, M. Chaban-Delmas a, le 19 janvier et pour la première fois, indiqué qu'il quittera le conseil régional en mars 1989, pour se consacrer uniquement à la ville de Bordeaux dont il est le maire.

G. de M.

Une élection municipale

MAYENNE : commune fusionnée d'Ambrrières-les-Vallées-Cigné (premier tour).

Ambrrières-les-Vallées ; Inscr., 1684 ; vot., 1274 ; suffr. expr., 1242. Liste div. maj., conduite par M. Victor Jousset, c.g., m.s., 915 voix de moyenne, 19 élus ; liste d'action locale, 257 voix de moyenne.

Cigné ; Inscr., 380 ; vot., 266 ; suffr. expr., 261. Liste d'action locale, 191 voix de moyenne, 4 élus.

[Cette élection partielle était organisée à la suite de la dissolution de l'assemblée, née en 1979, de trois communes voisines du nord de la Mayenne : Ambrrières-les-Vallées, Cigné et La Hèle-Traversaine. Cette dernière municipalité a demandé et obtenu la séparation.]

Dans les deux communes fusionnées, les vingt-trois sièges ont été pourvus, sans surprise, dès le premier tour, et M. Jousset, maire sortant d'Ambrrières, a retrouvé sa place ainsi que la presque totalité des membres de l'ancien conseil municipal.]

ANDRÉ PASSERON.

Le Monde BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986

CONTRE-CHOC : L'ANNÉE DES ILLUSIONS

- La situation en France et l'environnement international
- Le pétrole depuis 1973, un dossier spécial en couleurs
- Cinq quarante-six pays à la loupe
- Les dernières statistiques. Des dizaines de cartes et de graphiques

LA RÉFÉRENCE SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET MONDIALE

188 PAGES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 40 F

En Polynésie française

Les élus de l'opposition demandent des sanctions contre M. Gaston Flosse

Trois membres de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, opposés à la majorité locale conduite par M. Gaston Flosse, ont adressé le samedi 17 janvier à M. Alain Chandon, ministre de la justice, une lettre dans laquelle ils protestent vivement contre la spectaculaire manifestation de solidarité organisée la veille par le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud à l'égard d'un conseiller territo-

rial de son parti écroulé après une inculpation pour « abus de confiance, faux et usage de faux en écritures privées » (le Monde du 20 janvier).

MM. Jacky Drollet (la Mama Te Nana), Marins Raapoto (Te E'a No Maohi Nui) et Emrique Braun-Ortega (Amatihira No Poronisia) racontent comment M. Flosse et sa « délégation » se sont fait filmer par

les caméras de RFO dans l'enceinte de la prison territoriale « embrasant le drapeau Guy Sanguier et le couvrant de fleurs » : « l'opinion publique a été bouleversée par cette incroyable provocation, écrivent-ils. Le secrétaire d'Etat, irrité par les décisions judiciaires, a monté une véritable opération de « com-mando » pour manifester publiquement son désaccord avec la justice et pour tenter d'en modifier le cours en intimidant les magistrats ».

Les trois élus ajoutent : « Les Polynésiens s'attendaient à une vive réaction de la part du haut commissaire représentant la République sur le territoire, mais ce fonctionnaire, qui est subordonné au secrétaire d'Etat, refuse d'assumer les charges qui lui incombent en vertu des dispositions du statut d'autonomie interne de la Polynésie française ».

Ils demandent au garde des sceaux de ne pas tolérer « qu'une atteinte aussi grave soit impunément portée à l'indépendance et à l'autorité de la justice : si le comportement scandaleusement irresponsable du secrétaire d'Etat n'était pas immédiatement et sévèrement sanctionné, c'est d'ailleurs l'autorité de l'Etat toute entière qui serait remise en cause en Polynésie ».

Ces trois conseillers territoriaux ont également écrit au procureur de la République près le tribunal de Papeete afin que les auteurs de cette « pantomime » fassent « l'objet d'une procédure en flagrant délit ».

A Paris, le ministre de la justice se refuse jusqu'à présent à toute réaction officielle, misant, apparemment, sur l'indifférence de l'opinion publique métropolitaine.

En Guadeloupe

Le chef présumé de l'ARC lance un « appel à la résistance civique et patriotique »

BASSE-TERRE de notre correspondant

Luc Reinette, chef présumé de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (ARC, organisation indépendantiste officiellement dissoute en avril 1984), en fuite depuis son éviction de la prison de Basse-Terre, en juin 1985, a lancé, le lundi 19 janvier, un « appel à la résistance civique et patriotique » des Guadeloupéens, après la diffusion par voie d'affiches de sept portraits — dont le sien — de militants indépendantistes en cavale. Cet appel a été rendu public, sous la forme d'un enregistrement d'une dizaine de minutes en langue française. Sur la même bande magnétique, Henry Bernard, professeur d'université, également en fuite et inculpé d'attentats et de complot contre la sûreté de l'Etat et l'intégrité du territoire, s'exprime, lui, en créole. Cette cassette, avait été déposée dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 janvier au local de la radio indépendantiste de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, principale formation indépendantiste de l'archipel), Radio Tambo.

Luc Reinette, qui dit avoir « décidé de rompre le silence pour contrer les viles menées du gouvernement français et de sa police politique », estime que « les colonis-

listes français sont restés racistes et esclavagistes dans l'âme ».

Pour le chef de file du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI, considéré par la police comme la couverture officielle de l'ARC), les Guadeloupéens doivent faire « en sorte que les forces d'occupation soient de plus en plus démoralisées » et refusent de fournir des renseignements à la police. « La force ne peut triompher du droit », ajoute-t-il en considérant que l'affichage des portraits relève de « procédés abjects dignes des Pinochet et autres Pieter Botha ».

Luc Reinette évoque, enfin, le proche passé de son mouvement : « Nous leur avons dit dès le premier jour que notre combat s'apparentait à celui de la lutte contre l'éléphant et à celui de la légitimité contre la légalité ». Pour conclure, que, aujourd'hui, l'éléphant « a été aveuglé » par la fourmi.

OXFORD
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
anglais pour le British Council
21 rue Théophraste Renaudier
75005 PARIS - Tél. (1) 45.23.53.52
Ann. Int. 1981 - Lic. A 1188

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages intensifs
à Oxford,
toute l'année,
toute durée,
pour adultes
et étudiants

Les grands contrats font notre vaste expérience

En 30 ans, Technip, société française d'ingénierie, a construit son expertise sur près de mille réalisations industrielles majeures dans les cinq continents.

De A comme aromatiques et Abu Dhabi, à Z comme zymotechnie et Zaïre, en passant par F comme fibre de verre et France, elle s'est forgée une maîtrise méthodologique et technologique de premier plan dans tous les secteurs et dans tous les pays.

Cette vaste expérience fait aujourd'hui de Technip le partenaire privilégié de l'industrie française et européenne.

TECHNIP L'ingénierie en tête



Nos
tits cont
ont vos gr
réussites

JUSTICE

Après le scandale de l'UDD

Le diamant-placement : une nouvelle affaire d'escroquerie

Entre 1977 et 1980 les cours des gros diamants (un carat) les plus purs ont été multipliés par quatre. Cette évolution a donné naissance à la mode du diamant-placement, mais aussi à des pratiques frauduleuses. En témoigne, l'affaire de l'Union des diamantaires (UDD), (le Monde du 30 août 1983). Instruite d'octobre 1983 à mai 1986 par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, elle vient d'aboutir, le 14 janvier dernier, à trois condamnations, pour escroquerie, d'anciens dirigeants de l'UDD : trois ans de prison dont deux avec sursis et 50 000 francs d'amende pour Sylvain-Daniel Boyer, cinquante-trois ans ; deux ans dont un avec sursis et 50 000 francs d'amende pour Walter Litka, cinquante-trois ans, et deux ans et un million de francs d'amende pour Léopold Frydman, soixante-huit ans, actuellement en fuite à l'étranger. Tous trois devront, en outre, verser un total d'environ cinq millions de francs aux quatre-vingt-neuf parties civiles.

Pour protéger, contre les officines peu scrupuleuses, les épargnants à la recherche de placement pour leurs liquidités, la loi Delors du 3 janvier 1983 puis celle du 14 décembre 1985 ont imposé un contrôle a priori de la Commission des opérations de bourse (COB) sur cette forme d'appel public à l'épargne. Le marché s'en est trouvé nettement assaini (le Monde du 25 novembre 1986), mais le diamant est resté un des appâts favoris des escrocs. Après celle qui vient d'être jugée, une nouvelle affaire vient de donner lieu à l'ouverture d'une information en juin 1986 : y sont impliqués d'anciens cadres de l'Union des diamantaires (UDD) qui ont continué à démarcher les plus crédules de leurs clients. L'UDD, qui contrôlait 70 à 80 % du marché français du diamant-investissement, avait pourtant déposé son bilan en juillet 1983, et certaines des nouvelles enquêtes avaient déjà été dupées par l'UDD.

Si les principaux dirigeants de l'UDD ont été inculpés (et incarcérés un temps) leur réseau commercial est, en effet, resté en place. Deux de ses cadres ont « volé » une

partie du fichier clientèle (35 000 noms) puis ont constitué un groupe de sociétés aux allures respectables : la CFE (Centrale française des entreprises) le CEDIP (Consortium européen d'investissements privés) puis la COGEM (Société de commercialisation des gemmes), et l'IGI (International Gemme Investment), et enfin, en Californie, à Beverly Hills, la CEDIP-Company.

Un millier de victimes

Les ex-cadres de l'UDD proposaient à leurs anciens clients une double opération : tout d'abord le rachat des pierres vendues par l'UDD, sur la base d'une nouvelle évaluation (moins élevée que celle de l'UDD, mais toujours au moins deux fois le prix du marché), ce rachat devant intervenir au bout de cinq ans, avec un gain supplémentaire de 50 % ; mais ce rachat n'était possible qu'à condition de placer une somme équivalente (en liquide) pour de nouveaux diamants qui devaient être eux-mêmes rachetés au bout de cinq ans 170 % de leur valeur estimée (cette fois quatre à vingt fois le prix du marché).

En définitive une opération présentée comme très alléchante, puisqu'un investissement en espèces devait être remboursé plus de trois fois (compte tenu du rachat des pierres) au bout de cinq ans (« net d'impôts »).

Certains épargnants plus avisés que d'autres ont découvert la supercherie ; ils se sont adressés à la COB ; d'autres à M. Gérard Gleize (conciliateur de Salon-de-Provence), qui a reçu lui-même deux démarcheurs : MM. Robert Neger et son « patron » Pierre Barberia. Tous les dossiers ont été transmis au parquet de Nice, qui a commencé une enquête au mois de janvier 1986, pour ouvrir une information en juin dernier.

Le dépôt de bilan n'a été effectué, par le conseiller fiscal, M. Jean-Paul Le Goff, au tribunal de commerce de Paris que le 18 septembre der-

nier. Si le passif a été évalué par M. Jean-Claude Pierrat, liquidateur judiciaire, à environ 50 millions de francs dû au fisc, à l'URSSAF et aux salariés, le montant de l'escroquerie pourrait être quatre fois plus important pour le millier de victimes concernées.

En revanche, l'essentiel des actifs a été détourné, il n'y figure plus aucun diamant. De plus la cavalerie de trésorerie était pratiquement courante (chèques croisés sans provisions entre les sociétés). Les sociétés, CFE, COGEM, CEDIP, IGI, ont été déclarées en liquidation judiciaire le 17 novembre dernier par le tribunal de commerce de Paris. Les dirigeants sociaux ont déclaré un passif de trente millions de francs (sous-évalué), et un actif de cinq millions de francs (surévalué) dont la réalisation ne devrait pas rapporter plus de cinq cent mille francs.

Si ces sociétés avaient leur siège à Paris, l'activité commerciale était concentrée à Nice. C'est là que plusieurs arrestations ont été opérées à la mi-octobre : les deux principaux responsables, MM. Gilles Dufour et Hervé Bénéth, ainsi que M. Bernard Vandenberghe, ex-directeur régional de l'UDD à Arras ; MM. Pierre Béchade et Robert Neger ont également été inculpés.

Pour l'instant, une seule plainte a été rendue publique : celle de M. Jean-Marie Duret, industriel en cycles à Argent-sur-Saône (Cher), il a versé 578 000 francs en liquide au démarcheur Claude Lancelle, de l'IGI, le 24 mars dernier. D'autres victimes, environ une soixantaine, se sont fait connaître au parquet de Nice, qui centralise l'instruction.

M. Bernard Cahen, conseil en gestion de M. Duret, après s'être adressé aux victimes de sa région (1), est en passe de créer une association ; actuellement une vingtaine seulement d'épargnants se sont manifestés, car ils craignent l'administration fiscale.

FRANÇOIS KOCH.

(1) Le Nouvel Art de dresser la table, du Centre-Ouest du 30 octobre 1986.

Baisse du nombre de détenus

Il y avait 47 698 détenus dans les prisons métropolitaines, le 1^{er} janvier, soit une baisse de 3,26 % en un mois. Le nombre de détenus diminue traditionnellement au mois de décembre en raison des vacances judiciaires et de l'indulgence des magistrats qui hésitent à incarcérer les petits délinquants au moment des fêtes. Cette baisse avait été de 0,66 % le 1^{er} janvier 1986, 2,55 % en janvier 1985, 1,78 % en janvier 1984 et de 2,94 % en janvier 1983. La diminution de cette année est donc la plus forte enregistrée en cinq ans.

Au 1^{er} janvier 1987, il y avait dans les prisons, 21 386 prévenus, c'est-à-dire des personnes en attente d'un jugement définitif, soit une proportion de prévenus de 44,13 %, en diminution sensible puisque cette proportion avait oscillé autour de 46 % les quatre mois précédents.

L'exploitation financière du tremblement de terre d'El-Asnam

Un créancier de M. Roussel estime que « la justice subit des pressions »

L'un des créanciers visés par le dépôt de bilan de la société Seal-Batclub, qui est à l'origine directe de l'inculpation de M. Thierry Roussel consécutive à l'exploitation financière du tremblement de terre d'El-Asnam (Algérie) en 1980, M. Marcel Giammarino, a estimé, lundi 19 janvier, au cours d'une conférence de presse à Paris, que, dans cette affaire (le Monde du 14 janvier), « la justice subit des pressions » tendant à la freiner.

« La justice est très lente », a-t-il notamment déclaré, sans mettre en cause toutefois le juge d'instruction de Nanterre chargé du dossier, M. François Duclaud, « qui va lentement mais qui avance ». M. Giammarino a relevé, en particulier, que l'information judiciaire « a duré un an » et qu'il avait « fallu encore attendre un an avant que la notification de l'inculpation soit notifiée » au mari de M^{me} Christina Onassis.

Cet ancien fonctionnaire de police reproche au syndic désigné en 1984 par le tribunal de commerce de n'avoir pas saisi le parquet « des irrégularités et délits (...) établissant sans équivoque possible la culpabilité de Thierry Roussel ». Il constate

également que l'expert désigné il y a six mois par le même tribunal de commerce de Nanterre « n'a toujours pas déposé le rapport qu'il aurait normalement dû remettre le 31 novembre » afin de préciser, notamment, ce qu'étaient devenues les importantes commissions versées à M. Roussel par les différentes entreprises françaises associées par celui-ci aux opérations de reconstruction d'El-Asnam.

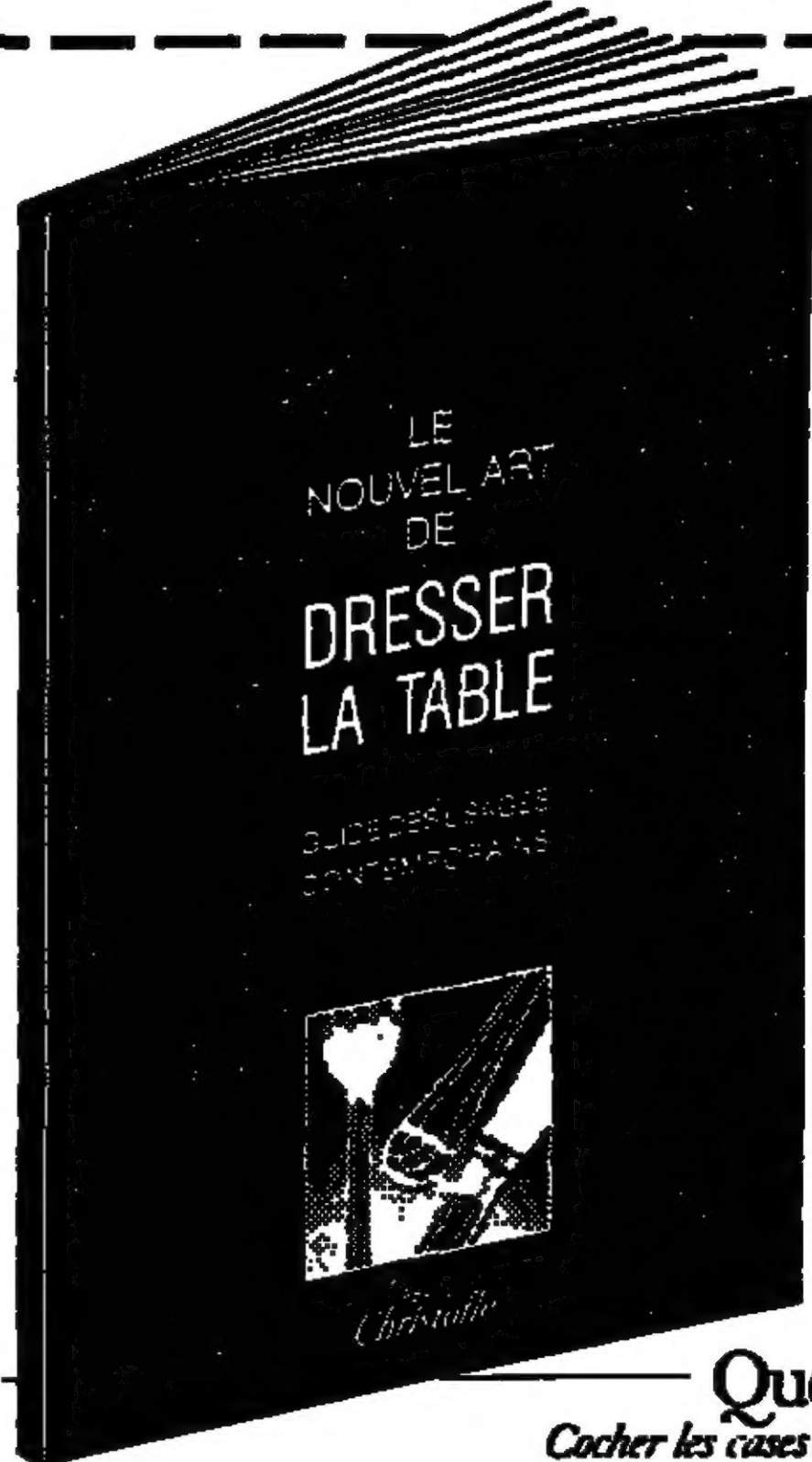
Enfin, M. Giammarino, qui est porteur d'une créance de 4 millions de francs, alors que le total des créances réclamées à l'inculpé s'élevait à environ 150 millions de francs, a surtout évoqué le contexte politique de cette affaire. Interrogé sur les détournements qui seraient intervenus, selon un témoin (le Monde du 14 janvier), lors de la campagne électorale de 1981, il a notamment souligné le rôle financier joué, en liaison avec le groupe de M. Roussel, par la Banque française du commerce extérieur (BFCE), présidée alors par M. François Giscard d'Estaing, « qui a décaissé des commissions de 8 % en partie versées à des sociétés-écrans, ce qui est illégal ».

Une enquête du Pavillon Christoffe

Comment met-on le couvert aujourd'hui ? Un livre gratuit

et très précieux vous sera envoyé pour vous remercier de bien vouloir répondre aux questions ci-dessous.

«Le Nouvel art de dresser la table» est une mine de renseignements utiles sur les usages actuels. Comment disposer aujourd'hui assiettes, couverts, verres ?... Pliage des serviettes, choix des nappes et des sets adaptés aux circonstances, nouvelles manières de servir l'apéritif, le petit déjeuner, le brunch, etc.



Questions et réponses

à envoyer

au Pavillon Christoffe, service Information, 17, rue de Sèvres, 75006 Paris

Pour vous remercier de participer à cette enquête, le Pavillon Christoffe a le plaisir de vous offrir gratuitement «Le Nouvel art de dresser la table», un élégant volume de grand format (16x24 cm). Joindre seulement un chèque de 10 F à l'ordre du Pavillon Christoffe pour votre participation aux frais d'envoi.

Attention. Les réponses doivent parvenir au Pavillon Christoffe dans les 30 jours au plus tard suivant la parution de la présente annonce dans ce journal. Le tirage du «Nouvel art de dresser la table» étant limité, nos correspondants seront honorés dans l'ordre d'arrivée des réponses. Offre réservée exclusivement aux personnes résidant dans les départements suivants : 75-77-78-91-92-93-94-95.

Questionnaire

Cocher les cases correspondant à vos réponses

M 2

1. Nombre de personnes au foyer (avec les enfants) : ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 et plus
2. Nombre moyen de convives à votre table lors de vos invitations (votre famille comprise) : ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 et plus
3. Utilisez-vous les mêmes couverts pour vos réceptions et vos repas quotidiens ☐ oui ☐ non
4. Pratiquez-vous le petit déjeuner à la française (café, thé ou chocolat avec tartines ou croissants) ☐ ou à l'anglaise (œufs au bacon, céréales, charcuterie, etc.) ☐
5. Utilisez-vous des plats de service en argentierie ☐ ou les plats de votre service en porcelaine ou en faïence ☐
6. Aimerez-vous renouveler vos couverts ☐ compléter vos couverts ☐ offrir des couverts ☐
7. Parmi les pièces d'argenterie suivantes, lesquelles aimerez-vous avoir si vous ne les avez pas déjà : couverts de service ☐ plats de service ☐ dessous de plat ☐ seau à champagne ☐ chandelier ☐ plateau ☐ service à café ou à thé ☐

Si une (ou deux) de ces questions vous semble indifférente, vous pouvez vous abstenir d'y répondre.

M. Mlle Mlle : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Commune : _____

Il ne pourra être envoyé qu'un seul livre par foyer.

Nos petits contrats font vos grandes réussites

Tout projet, quelle que soit sa taille, est une somme de tâches qui doivent être réalisées de manière rigoureuse et spécifique.

Qu'il s'agisse de concevoir une installation nouvelle, de moderniser une installation existante ou d'automatiser un système de production, Technip vous fait profiter de ses capacités d'étude, de ses compétences technologiques, de ses méthodes d'organisation, de ses équipements de CAO, de ses services d'achat et de contrôle.

Vous avez un projet industriel, un projet agro-alimentaire, un projet d'aménagement tertiaire ? Consultez-nous : Paris (47.78.36.52), St-Nazaire (40.90.50.65), Lyon (78.63.70.56), Bordeaux (56.81.16.97).

TECHNIP
L'ingénierie en tête

10 C. GÉNÉRATION



contrats
otre vaste
ience

HNIP

Société

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

M. Jules Fillipedu est écroué

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement, a inculpé et fait écrouer, lundi 19 janvier, M. Jules Fillipedu, dit Yves Julien, âgé de trente-six ans, qui avait hébergé Yves Chaler durant sa fuite à Rio-de-Janeiro. Expulsé du Brésil samedi 17 janvier, M. Fillipedu, citoyen français considéré par les autorités brésiliennes comme l'un des responsables de la mafia du vidéo-poker dans ce pays, est inculpé de complicité de délivrance irrégulière de document administratif.

Cette décision du juge vise donc directement « l'affaire dans l'affaire », c'est-à-dire la remise à Yves Chaler d'un faux passeport au nom d'Yves Navarro, confectionné par la DST. Des confessions devraient accuser la pression de M. Michau sur ce

versant de l'affaire. L'épouse de M. Fillipedu, Marie-Paule, trente-quatre ans, a également été interpellée, lundi, à l'aéroport de Paris-Roissy, à son retour du Brésil, tandis que le docteur Pierre Chierelli, qui avait fait transiter du Brésil en France les photos nécessaires à la confection du faux passeport, a été de nouveau entendu, le même jour, par le juge. D'autre part, les déclarations faites, vendredi 16 janvier, au juge d'instruction, sur procès verbal, par Yves Chaler, ont été démenties par MM. Charles Pasqua et Michel Aurillac. Le ministre de l'Intérieur assure n'avoir jamais rencontré l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, et le ministre de la Coopération affirme qu'une telle rencontre n'a pu avoir lieu dans les locaux du Club 89, qu'il préside, comme l'a déclaré M. Chaler.

Démentis...

Les déclarations de M. Yves Chaler au juge d'instruction sur sa rencontre avec M. Charles Pasqua au début 1986, rapportées par le *Journal du dimanche* et le *Monde*, ont donné lieu à trois démentis.

« Si j'avais reçu Chaler, je le dirais », a déclaré M. Charles Pasqua à TF1. Naturellement, il ne m'a pas rencontré. Et, s'il m'avait rencontré, je ne vois pas pourquoi je ne le recommandais pas, étant donné qu'au moment qu'il indique il n'était pas recherché et ne faisait l'objet d'aucune information.

« La tactique de Chaler vise à organiser le pourrissement du dossier et à mettre le maximum de personnalités politiques dans le coup pour essayer de détourner l'attention », a-t-il estimé. A une question sur une éventuelle manipulation de M. Chaler, le ministre a répondu : « A l'heure actuelle, cela me paraît évident. »

De son côté, M. Michel Aurillac, ministre de la Coopération, a démenti que cette rencontre ait lieu dans les locaux du Club 89 qu'il préside.

« Cette information est tout à fait fantaisiste », a dit M. Aurillac. Il va de soi que si le ministre de l'Intérieur et Yves Chaler s'étaient vus au siège d'une association que je préside, j'en aurais bien évidemment été informé, d'autant que M. Pasqua, qui n'est pas membre du Club 89 et qui n'y est jamais venu, n'avait aucune raison de s'y rendre. En vérité, aucune de ces affaires du Carrefour de développement se développe une campagne de rumeurs dotée du bus, à l'évidence, est, en calomnie, de dédouaner, voire déculpabiliser, tous les vrais coupables de ce scandale politico-financier. Je rappelle enfin que le Carrefour du développement est essentiellement une affaire de détournement de fonds publics. »

● **PRÉCISION.** — Dans la première édition du *Monde* du 20 janvier, une erreur de transmission a attribué au docteur Pierre Chierelli, entendu comme témoin par le juge d'instruction, des propos qui n'étaient pas les siens. Il fallait, en effet, lire : « Le docteur a assuré (au juge) qu'il ignorait l'identité de ces hommes, mais selon les enquêteurs, il ne fait aucun doute que l'un des deux était un policier, vraisemblablement membre de la police de l'air et des frontières (PAF). L'autre, d'après les enquêteurs, était non pas un policier, mais le responsable d'un important cercle de jeux parisiens. »

● **Rectificatif.** — M. Maxime Rodinson nous demande de préciser qu'il est directeur d'études à l'École pratique des hautes études (IV^e section : sciences historiques et philologiques) et non pas directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales comme nous l'avions malencontreusement indiqué dans nos éditions des 27 et 28-29 décembre 1986.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Dakar : leaders en danger.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

La persistance du froid en Europe

Malgré un léger radoucissement des températures sur l'ensemble de l'Europe, l'hiver persiste avec son cortège de verges, de congères et de victimes surprises par le froid. La chape de brouillards givrants qui recouvre l'Europe du Nord a déclenché des alertes à la pollution en Belgique, dans la région de Liège, ainsi que dans onze villes d'Allemagne et à Strasbourg.

Si la circulation s'est améliorée partout, y compris en Camargue où le plan ORSEC a été levé lundi soir, la liste des victimes,

elle, s'allonge tragiquement. Trois morts — le père, la mère et un bébé — brûlés dans une caravane à Miramas (Bouches-du-Rhône), un ouvrier forestier mort en Lozère, un retraité retrouvé mort à côté de son radiateur électrique près de Perpignan, de même qu'un chômeur de Villefranche-sur-Saône. A Lyon, deux étudiants ont succombé à des émanations d'oxyde de carbone provenant d'un chauffage défectueux. En région parisienne, cinq vagabonds ou clo-

chards ont été tués par le froid dans la seule journée de lundi. Au total, la chute des températures a provoqué quelque quatre-vingts décès en France et près de trois cents à travers toute l'Europe.

Les services météorologiques ne sont guère optimistes pour les jours à venir. Après une nouvelle offensive du froid, il faut prévoir des chutes de neige avec le redoux, puis des barrières de dégel et des inondations. L'hiver, comme le calendrier l'indique d'ailleurs, est loin d'être fini.

Les glaçons de la Seine

Ces jours derniers, la Seine a charrié des glaçons comme elle le fait très rarement de nos jours et elle pourrait en charrier à nouveau étant donné la nouvelle chute des températures annoncée par la Météorologie nationale. Depuis 1962, M. Pierre Laquerbe, ingénieur des travaux publics de l'Etat, responsable des barrages, des écluses et de la navigation du secteur de Bougival, n'a jamais vu tant de glace, pas même en 1963, en 1966 ou en 1985. A la fin de la semaine dernière, le petit bras de Marly où l'écoulement de la Seine est très faible — les eaux du fleuve descendant surtout par le grand bras — était complètement recouvert de glace que l'on a dû casser et recasser, et encore le 19 janvier. Au barrage d'Écluse de Chetou, il a fallu à plusieurs reprises casser et évacuer la glace qui empêchait les portes des écluses de s'ouvrir.

Comme M. Laquerbe nous l'a expliqué, trois ou quatre jours pendant lesquels la température ne monte pas au-dessus de -5°C suffisent pour que la Seine commence à « friser », c'est-à-dire à se couvrir d'une fine pellicule de glace. Bien entendu, le phénomène se produit plus vite si la température est encore plus basse.

La formation de glace sur un cours d'eau est gênée par un débit important. C'est ce qui

s'est passé au début du froid actuel : la Seine était alors un peu en crue ; son débit était de 700 mètres cubes par seconde (il est de 80 mètres cubes par seconde en période d'étiage et de 2 200 ou 2 300 mètres cubes par seconde lors des crues exceptionnelles). Cela explique que les canaux où le débit est quasiment nul sont, eux, très souvent gelés.

Patiner sur l'Adour

Pourtant l'histoire garde le souvenir de la Seine et des autres cours d'eau français entièrement gelés, comme en témoigne le chapitre « Grands hivers en France » du *Mémoire de la Météorologie nationale* écrit par M. Garnier en 1967. En 1788-1789, la Seine fut gelée du 28 novembre au 20 janvier. Pendant l'hiver 1829-1830, tous les fleuves et rivières français étaient gelés et on patinait sur l'Adour ! Le 25 décembre 1879 — l'hiver 1879-1880 est le plus froid observé en France — une retraite aux flambeaux put être organisée à Paris, sur la Seine, où l'épaisseur de la glace dépassait 30 centimètres.

Jusqu'à la dernière guerre d'ailleurs, comme le rappelle M. François Beaudouin, conservateur du Musée de la batellerie de Conflans-Sainte-Honorine

(Yvelines), des « ports à glace » étaient aménagés sur les bras annexes des cours d'eau pour que les bateaux fluviaux, alors très légers et faits en bois, trouvent un sûr port. Il y avait deux « ports à glace » dans Paris, dont le plus important était installé entre l'île Saint-Louis et la rive droite et était protégé par la « grande estacade » édifiée à l'emplacement du pont Sully actuel.

Il est certain que la Seine et les autres cours d'eau gèlent moins souvent et moins complètement qu'autrefois, en grande partie grâce aux abondants rejets d'eau chaude lâchés par les usines.

Le type de temps actuel a une autre conséquence : l'accumulation des substances polluantes dans la très basse atmosphère. L'air, au contact du sol, s'est refroidi et est donc devenu très dense. Il est surmonté, au-dessus de 300 mètres à 400 mètres de hauteur, par de l'air un peu moins froid et relativement plus léger. Ainsi l'air le plus froid et le plus dense stagne-t-il près du sol. Alors que d'habitude l'air le plus froid surmonte de l'air moins froid, il se produit des mouvements verticaux qui font monter l'air du bas vers le haut et renouvellent ainsi les très basses couches de l'atmosphère.

YVONNE REBEYROL

Belleville disjonctée

On grêlotte rue de Belleville et plus particulièrement dans ces petits immeubles du début du siècle à deux portes-cocottes des marches sur lesquelles fut recueillie il y a bien des années, une enfant nommée Edith Piaf.

Tout en haut de la côte, un flot de cinq maisons avec arrière-cours a été privé d'électricité dans la nuit du samedi à dimanche dernier. « Je regardais la 5. Soudain le compteur s'est mis à grêiller, puis tout a été coupé. Le noir complet », raconte cette jeune femme emmitouflée dans un gros manteau et qui préfère aller, lundi midi, « déjeuner chez des amis ».

Dehors, le froid semble moins vif que dans les escaliers sombres et les petits deux-pièces cuisines glacées. « Il fait 5 à 7 degrés, pas plus », affirme cette femme qui vit d'un anorak bien rembourré, capuche sur la tête et après-avis aux pieds, reste chez elle. Elle poursuit : « J'ai conduit mon gamin malade à l'école au moins, là, il aura chaud. »

On fait face. On s'organise. On place des pots de fleurs renversés sur la flamme du gaz pour dégager un peu de chaleur. La grand-mère du système est partie vivre chez son fils. Une autre, frigorifiée, « reste couchée toute la journée ».

On est à Belleville et on sait faire contre mauvaise fortune bon cœur. Un rien rigolard celui-là. « La nuit, c'est pas trop dur, on est sous la couette, mais pour se raser la couette, alors-là, on gèle. » Casquette enfouie jusqu'aux oreilles, et mains dans les poches, il s'amuse de ses derniers schémas : « On vient juste de se moderniser. Cultivateur électrique, congélateur et accélérateur électrique pour le chauffage à gaz et rien ne marche. » Et on attend la fin de la panne en rappelant, mine de rien, que « ça a déjà péti, il y a trois ans ».

Les terrassiers d'EDF ont creusé à coups de marteau-piqueur une première tranchée pour mettre à nu les gaines calcifiées du circuit et remplacer les pièces grillées par une trop forte consommation, due à des chauffages d'appoint. Bougies et réchauds à gaz éclairent, timidement, les boutiques de l'ilot recroquevillé sur lui-même.

« Je suis là pour éviter qu'on me casse la baraque », déclare ce quincaillier enveloppé dans une pelisse en laine et la tête coiffée d'une sorte de bonnet phrygien. Les clients, c'est vrai, sont rares. La pharmacie d'à côté a baissé le rideau de fer. Tous les vaccins ont été jetés. La boulangerie reste ouverte. « On ne peut plus faire de pain, mais pour rendre service à la clientèle, je vais aller acheter des baguettes ailleurs pour les revendre ici. » Habile commerçant ou solidarité bien comprise ? Mais les éclairs, les religieuses, les mille-feuilles et les babas au rhum devront être mis à la poubelle. Le courant devrait, selon EDF, être rétabli le mardi 20 janvier.

JEAN PERRIN

DROGUE

● M. Chalandon approuvé par les parents. — Une majorité de parents (63 %) et un médecin sur deux seraient « en règle générale » favorables aux mesures proposées par le ministre de la justice pour lutter contre la drogue, indique un sondage Figaro-SOPRES mené auprès de 200 médecins généralistes d'une part et 492 foyers d'autre part, dans la première moitié de décembre. Mais la première moitié de décembre, c'est quand on demande aux médecins si les toxicomanes doivent être pris en charge exclusivement par le corps médical ou par le corps médical et le système judiciaire ou bien seulement par le système judiciaire, 85 % d'entre eux répondent « exclusivement par le corps médical ».

De leur côté, 80 % des parents interrogés déclarent que si un de leurs enfants se droguait ils préféreraient aborder le problème eux-mêmes et sans l'aide d'autrui. 23 % seulement demanderaient conseil à un centre, 15 % à un médecin et 1 % s'adresseraient à la police. Les parents se prononcent massivement pour une politique de prévention et d'information, ainsi que pour des sanctions sévères contre les trafiquants.

A ce propos, la direction des douanes de Perpignan signale que, en 1986, elle a intercepté 227 trafiquants de drogue et saisi 3,5 tonnes de cannabis (estimées à 80 millions de francs), soit deux fois plus qu'en 1985, à ses postes frontières des Pyrénées-Orientales.

(1) Le Monde du 10 janvier.

Le débat sur l'euthanasie

La mort, l'indésirable

estimée... Le droit à l'existence soumise à un ensemble de critères et de mesures qui permettraient de juger qu'une vie ne mérite plus d'être.

Que certains puissent considérer la vie d'autrui ou la leur comme ne méritant plus d'être vécue, comme « inutile » peut être, certes, mais au compte de leur liberté, mais s'en tenir à cette seule imputation et en faire l'argument décisif relève d'un simplisme dangereux car il laisse de côté des questions essentielles. Et d'abord celle-ci : le droit peut-il faire sienne une telle liberté, le législateur peut-il confondre sa volonté avec une telle demande de mort ?

Au demeurant, la demande d'euthanasie n'est que très rarement — pour l'instant, pour combien de temps ? — le fait du malade lui-même, mais avant tout celle de l'entourage ou des soignants, qui ne font plus face à une situation difficile qui est d'abord impossible — ou incertaine ? — à entrer en relation avec le malade. S'il a lui-même exprimé une telle volonté au moment des premières explorations, elle disparaît souvent alors même que son état s'aggrave. L'entourage aura su atténuer les craintes antérieures, ou le malade aura connu ce changement à profond point, qui survient à l'occasion d'une attaque sérieuse de l'approche de la mort et le conduit à remanier de façon parfois spectaculaire son échelle des valeurs.

L'euthanasie, dit-on, est un choix de bien portant. On dit moins qu'elle est à la remorque d'une pratique beaucoup plus répandue et banalisée qu'on ne le croit, souvent même « oubliée » après coup. Et moins encore ce que cette pratique et ce choix doivent à une adhésion inconditionnelle, sans réserve aux idéaux, aux dogmes d'une société industrielle, d'une religion de la science et de la technique qui sacrifie la production, ne considère que ce et celui qu'elle « produit » : valeurs que la confrontation avec la mort remet en question justement.

Des vieillards, des infirmes croient trouver dans l'adhésion à l'euthanasie un apaisement à l'isolement qu'ils redoutent ou dont ils font déjà l'expérience. Mais la « solution » euthanasique ne ferait que confirmer, rendre plus prégnante cette « norme » au nom de laquelle on ne voit (et eux-mêmes ne voient, et cha-

que jour davantage) dans leur existence que son aspect de déchéance. Leur isolement n'en serait que plus grand tandis que la dominance de cette référence suprême, scientifique et productive qui programme, « prescrit » même cet isolement, se trouverait encore plus affirmée.

L'enjeu du mouvement actuel en faveur de l'euthanasie dans nos sociétés est avant tout celui de notre croyance en une vision du monde scientifique, technique et de sa prétention à réduire la mort (et l'objection majeure qu'elle est pour une telle vision) à un problème qui, comme tout problème, a donc des « solutions », et, mais cela est lié, à faire de la vie comme detoute chose un objet d'évaluation « objective » et qu'il n'y aurait qu'à codifier, et non plus un principe que le droit fait respecter.

Le psychanalyste peut ici rencontrer le juriste pour peu qu'ils n'acceptent ni l'un ni l'autre de se contenter de la position d'experts au service des demandes qui leur sont adressées. Un « droit à l'euthanasie » serait-il encore du droit ? La revendication d'un tel droit au nom de la liberté, de la volonté, serait-elle celle du plus grand nombre, ne témoignerait pas seulement d'une confusion entre le fait et le droit, elle impliquerait une conception du sujet de droit comme tout-puissant, abandonné à son fantasme, mais aussi une confusion entre le fantasme et ce qu'on appelle les « fictions juridiques » qui peuvent permettre aux êtres humains de limiter leur barbarie, d'échapper un tant soit peu à l'anomie et à sa tyrannie.

La démocratie suppose la référence à ce qui ne se met pas aux voix — pour les Athéniens, c'était l'obscure aux dieux, aux lois divines, et le droit, la mise en réserve de certains objets comme « indisponibles », qui ne peuvent être l'objet de « mon » droit, le droit ne se fondant qu'à en exclure la disposition. La « valeur » de la vie n'est-elle pas de ceux-là ?

Le complexe d'Œdipe, pour le petit d'homme, n'est pas qu'une affaire de jalousie sexuelle, comme on l'y réduit trop souvent. Il est la découverte difficile — et son inscription toujours plus ou moins ratée — de la limite meurtrière de son narcissisme, de l'impossible toute-puissance. Tuerai-je l'autre qu'il me faudra indéfiniment effacer les traces

du crime qui signait déjà l'échec à proclamer ma suffisance. Cette découverte de la loi comme de la condition de toute possible communauté ne peut être le fait d'un sujet isolé, est inséparable de la façon dont la société l'inscrit de son côté. Et cela commence avec la place qu'elle fait à la mort et au mourant, la façon très concrète dont elle les accueille.

L'accompagnement des mourants est présenté comme l'alternative à l'euthanasie. C'est une erreur. Il est autre chose et beaucoup plus qu'une forme de « bonne mort ». Il court le danger de s'y réduire, surtout lorsqu'il se confie à certaines formules telles que « la suppression de la douleur », « la guérison de la culpabilité chez les survivants » ou une « meilleure gestion du deuil, pour prévenir les accidents toxiques ou psychiques ultérieurs », ou encore faire état de façon un peu triomphaliste de « morts sereines » si telles ou telles conditions sont respectées.

L'accompagnement des mourants représente la suspension de telles certitudes concernant la qualité de la mort ou de la vie, et est d'abord volonté de faire sa place à la mort, d'inscrire dans la réalité hospitalière de ses conditions aujourd'hui le maintien de l'indivisible, l'affirmation que la valeur de la vie exige en premier lieu qu'il ne puisse, en droit, être fait recours à une mesure de celle-ci pour décider de supprimer cette vie.

Fraud n'aurait-il pas en plein positivisme ambiant que « la mort est à la racine des premiers commandements moraux ? » Et la psychanalyse, comme le droit, reconnaît avant tout en l'homme un sujet « héritier », que la mort et les morts sont partie prenante de tous les actes de son existence, de tous ses désirs. Certaines impasses concernant les possibilités ouvertes par la fécondation artificielle et la génétique retiennent aujourd'hui l'attention de manière plus massive que la question de la mort. On s'aperçoit peut-être bientôt qu'il y a des liens entre la façon dont une société accueille — ou « produit » — ses enfants et le sort qu'elle réserve à la mort de ses concitoyens. Les débats sur les questions de natalité pourraient s'en trouver éclairés.

50 من الأصل

(Publicité)

(Communiqué)

CONFLIT COMMERCIAL EUROPE/USA

Le Cognac doit-il en être la victime?

Les mesures de rétorsion américaines
signifieraient:

La condamnation d'un viticulteur sur quatre.
La perte de 1,5 milliard de francs en devises.
Un drame économique pour toute une région.

Les négociations décisives EUROPE/USA
vont s'ouvrir à Washington.

La solidarité européenne existe-t-elle?

Oui ou non?

Interprofession du Cognac.

Société

ÉDUCATION

Partie de poker
autour des « maîtres-directeurs »

Une partie de poker serrée se joue autour des décrets préparés par M. René Monory pour instituer la fonction de « maître-directeur » et conférer aux directeurs d'école un pouvoir hiérarchique nouveau sur les instituteurs. Les protagonistes sont : le ministre, le SNI-PÉC, la coordination des instituteurs parisiens en grève et le premier ministre lui-même.

M. Monory qui, mardi dernier encore, affirmait à la télévision que le texte contesté par les instituteurs allait être incontestablement publié, n'a toujours pas traduit ses paroles en actes. Il se trouve que, depuis lors, le SNI, avec d'autres syndicats de la FEN, a appelé les enseignants à l'action avec, en particulier, une journée de grève le 27 janvier, en incluant dans ses revendications, le retrait du projet sur les maîtres-directeurs.

Pour le SNI, qui combat ces textes depuis l'origine, le retrait est devenu un précieux objet de marchandage face à un ministre et à un gouvernement qui ne tiennent pas à attiser de nouveaux conflits sociaux. « Si le ministre fait un pas significatif, le principe de la grève dans les écoles pourrait être réexaminé », a déclaré, lundi 19 janvier, M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI.

Les enjeux avaient monté, il est vrai, avec l'entrevue de vendredi entre M. Monory et les représentants de la FEN, au cours de laquelle les syndicalistes ont cru percevoir « un ton nouveau » (le Monde des 18-19 janvier). Le ministre avait alors proposé que les thèmes d'une concertation approfondie soient fixés lors d'une nouvelle rencontre, dans une quinzaine de jours.

Le SNI se déclare tout prêt à discuter de l'amélioration du fonctionnement de l'école et de la revalorisation du métier d'instituteur, mais son secrétaire général réclame un geste sur les maîtres-directeurs pour engager le dialogue : « Comment engager la concertation, si on traite nos collègues comme des exécutants qui n'ont que l'obligation de contrebalancer et non comme ce qu'ils sont, des créatifs et des décideurs ? »

Le déclenchement d'une grève ministérielle, mais dure, contre le projet sur les maîtres-directeurs dans la capitale et la mise en place d'une concertation (le Monde du 16 jan-

Rassemblement devant
l'hôtel Matignon

Lundi 19 janvier dans l'après-midi, quelque deux cents instituteurs ont manifesté devant le ministère de l'Éducation nationale, pendant qu'une délégation composée de représentants de la coordination, du SGEN et du SNI, était reçue. Le soir, l'assemblée générale appelée par la coordination parisienne, réunissait près de trois cents instituteurs, parmi lesquels une centaine de grévistes qui décidaient de reconduire leur mouvement.

L'assemblée programmat un meeting élargi à toute la région parisienne pour mercredi après-midi à la Bourse du travail, et à un rassemblement, le lendemain à 16 heures, devant l'hôtel Matignon.

Lundi, une réunion de concertation avec les syndicats sur certains textes d'application du décret sur les maîtres-directeurs a eu lieu au ministère, confirmant l'attachement de M. Monory à cette réforme. Parallèlement, le cabinet indiquait que les décrets étaient « à la signature », faisant entendre que le dossier serait tranché par le premier ministre, probablement lors de la réunion interministérielle de mardi qui devait décider du nouveau rythme des réformes.

Les instituteurs ont de bonnes raisons de penser que le rapport des forces leur est désormais favorable. La grève des instituteurs parisiens a commencé lundi à faire tache d'huile en banlieue et a recueilli quelque écho en province. Le SNI maintient sa grève du 27 janvier. Il affirme détenir les moyens d'empêcher les maîtres-directeurs d'être nommés et d'exercer réellement leurs fonctions, si les textes étaient publiés. Et, pour le ministre, le temps presse : les procédures d'avancement sont si lourdes, dans l'éducation nationale, que la réforme ne pourra pas entrer en vigueur à la rentrée prochaine, si elle n'est pas publiée avant la mi-février.

PHILIPPE BERNARD.

SPORTS

Le rallye Paris-Alger-Dakar

Duel au soleil

La journée du lundi 19 janvier a été marquée par des crevaisons en série pour les concurrents du neuvième, Paris-Dakar. La piste, qui, pendant 525 kilomètres, longe la voie ferrée de Choisy à Nouadhibou (Mauritanie), près de la frontière marocaine, était semée d'éclats de métal. Après quatre crevaisons, Hubert Auriol (Cagiva) et Ari Vatanen (Peugeot 205 turbo 16) se maintiennent à la première place mais sont talonnés — à quelques minutes, pour le moment, par Cyril Neven ; à une heure, pour l'antériorité, par Patrick Zaniroff. Lors de cette huitième étape, le Néerlandais Jan de Rooy s'est classé quatrième avec son étrange engin.

NOUADHIBOU
de notre envoyé spécial

Les concurrents le craignent. Lorsqu'ils entendent son avertisseur, ils se rangent précipitamment. Car lui, du haut des 2,5 mètres de sa cabine de pilotage, il foue. Aux autres de déloger la piste. Il foue les plus téméraires, moteurs ou autos, qui n'obtempèrent pas assez vite. Il lui est même arrivé d'arracher des rétroviseurs.

Lui, c'est Jan de Rooy. Le pilote néerlandais qui, au volant d'un puissant camion, se prépare à boucher son sixième rallye Paris-Dakar. Un géant aux commandes d'un monstre. Ainsi se présente le routier qui fait trembler les petits. Aillères arrière dissimulant astucieusement les roues de secours, carrosserie en kevlar et autocollants multicolores, tout rapproche l'engin de de Rooy des autres véhicules de la caravane. Tout, sauf la puissance et la taille. Le camionneur de choc sourit rarement. Sa corpulence remplit amplement sa combinaison grise frappée de ses initiales. A vrai dire, l'homme est difficile à voir. Il

quitte rarement son habitacle, grommelant quelques vagues réponses par sa portière aux importuns qui l'interpellent pendant le brouet. Certaines mauvaises langues vont même jusqu'à prétendre que, lorsque l'un des pneus creve, il ne descend pas de son véhicule, confiant l'exécution de cette tâche à ses deux aides.

Son navigateur belge, Ivo Geuens, conteste cette version des faits. Lui qui effectue son troisième rallye en compagnie du « patron » parle avec respect de l'habileté du conducteur. Il n'a pas peur lorsque le compteur indique 180 kilomètres-heures car, dit-il, « je suis plus haut, donc plus en sécurité que sur un 4x4 ».

L'an passé, le bolide atteignait des vitesses supérieures, « 200 kilomètres-heure, c'était un peu trop. Nous avons préféré réduire la vitesse pour améliorer la suspension », précise Ivo Geuens, le promoteur-constructeur du diabolique engin. Peut-on employer le terme de camion pour évoquer cette « bête » préparée à l'usine Daf ? Deux moteurs suralimentés par quatre compresseurs lui assurent une puissance totale de 1 000 CV. Le freinage est obtenu par quatre disques ventilés munis de deux étriers. Enfin, quatre amortisseurs par roue lui permettent de ne pas trop sauter lors des passages en « tôle ondulée ».

Impossible, insensible aux chocs et aux oueds encaissés, le routier néerlandais taille la route. Toujours proche des leaders, il occupe entre la huitième et la douzième place au classement général, occupant toujours la tête de la catégorie camion. Voir ce mastodonte, baptisé Turbo twin 2, talonner les petites 205 Peugeot ou les Range-Rover a quelque chose de surprenant. Le héros du film *Duel* revient en mémoire. Et, par moments, on se laisse aller à imaginer l'effet des roues de 1,80 mètre sur de faibles carrosseries.

SERGE BOLLOCH.

Communication

Un entretien avec le président de Radio-France

« Dépolitiser enfin le dossier du réseau »

Quand Roland Faure, peu de temps après son arrivée à la tête de Radio-France, déclarait devant le personnel réuni : « Je veillerai personnellement à ce que Radio-France acquière de la tenue », il ne se doutait pas de l'émotion qui allait saisir soudain une partie de l'assemblée. Quelques visages pâlirent. « De la tenue ? » Que diable voulait-il dire ? Discipline ? Ménage ? Un terme à double sens dans les sociétés de l'audiovisuel en période de changement de direction. Mais le PDG défendit l'atmosphère en précisant qu'effectivement les cendriers non vidés, les mousettes tachées, les couloirs mal balayés et les voitures négligées offraient décidément une bien mauvaise image d'une société pourtant glorieuse et chargée de donner l'exemple !

« Vous êtes directeur de l'information de Radio-France en 1981. Vous êtes aujourd'hui PDG, de l'entreprise. Celle-ci a-t-elle beaucoup changé pendant ces six dernières années ?

— Et comment ! Je retrouve une maison imposante, qui, autour du navire amiral, France-Inter — bien placé dans la compétition avec les radios périphériques — dispose désormais d'une flottille de trente-cinq radios locales ! Des stations réparties sur tout le territoire, dynamiques et modernes, dans lesquelles les journalistes montent eux-mêmes leurs bobines, tandis que les animateurs travaillent directement avec un technicien à la console. Voilà qui bouleverse totalement le physionomie de Radio-France et constitue un atout formidable pour l'avenir du service public.

— Ce sentiment va-t-il vous inciter à poursuivre la politique du réseau amorcée par votre prédécesseur ?

— Je ne suis pas là pour démolir ce qui a été réussi. Au contraire ! J'entends prolonger et intensifier cette politique du réseau. Et j'ai d'ailleurs tenu à rassurer le personnel de Radio-France, inquiet après certaines menaces proférées contre les locaux. J'ai réuni le conseil d'administration dans les dix jours qui ont suivi mon arrivée afin de confirmer les engagements précédents, et prendre à mon compte celui de ne fermer aucune des stations actuellement en activité. Le système inventif de Modulation-France est aujourd'hui en route, qui procure aux radios par satellite un programme qu'elles peuvent utiliser à la carte.

— Une trentaine de stations le rejoignent déjà. A elles de profiter de cet atout pour faire ce que négligent de plus en plus les radios privées — à savoir l'information et la culture — et une poignée, comme RVS à Rouen, ou Alouette aux Herbiers, — à savoir l'information et le service du public. Cinq journalistes d'Inter vont constituer une structure de liaison permanente avec les radios afin d'organiser entre Paris et la province des flux et des reflux d'informations et d'enrichir les antennes.

— L'attachement de Jean-Noël Jeanneney à défendre le réseau lui avait attiré les foudres du ministère de la culture et de la communication. Ne craignez-vous pas de semblables réactions ?

— La publication du questionnaire élaboré par la commission d'enquête sénatoriale sur la couverture des mouvements d'étudiants et transmis aux PDG des trois chaînes publiques a soulevé l'émotion des journalistes et suscité de nombreuses réactions. Sociétés de journalistes et syndicats dénoncent, en effet, la méthode et le degré d'inquisition du questionnaire (le Monde daté 18-19 janvier), dans lequel, de près ou de loin, ont dû traiter à la télévision des grèves et des manifestations étudiantes.

Ainsi, la Fédération française des sociétés de journalistes estime, dans un communiqué, la démarche de la commission « contraire aux intérêts de la démocratie et à l'indépendance de la presse ». Celle-ci aboutit même, selon elle, « à faire juger de la qualité professionnelle et déontologique des journalistes non pas par les supérieurs hiérarchiques

● PRÉCISION. — La Compagnie financière de Suez a pris une participation de 13 % et non de 26 % comme nous l'avons indiqué (le Monde du 18 janvier), dans le capital de la Compagnie pour les marchés régionaux (COMAREG). Cette participation est répartie entre ses deux filiales, la Compagnie de Financière (12,5 %) et Investissement Financière (12,5 %). Le capital de la COMAREG est de 10 062 400 F et son chiffre d'affaires en 1986 de 700 millions de francs.

Des premières interventions publiques de Roland Faure, il ne resta que l'anecdote, et le personnel attendit en vain, dans les jours qui suivirent, l'ombre d'un désaveu de la politique de son prédécesseur, d'une ambition ou d'une perspective nouvelle pour le service public. Le changement de la tranchée du matin fut un électrochoc jugé bien maladroit, le retour de Jean Chouquet et de Michel Tauriac le signe d'une restauration.

Mais pour le reste, Roland Faure, affable et discret, semblait miser sur la continuité. Une passion pourtant : le réseau de Radio-France et les radios locales, à la visite desquelles il consacra deux jours par semaine. CVS, la radio qu'il créa à Versailles en 1982, ne représentait-elle pas le même type de défi ?

— Ce n'est pas mon problème. Nommé par la CNCL, j'ai en charge une maison qui compte plus de trois mille collaborateurs permanents et qui a obtenu dernièrement un satisfait pour sa gestion. Alors, tout en essayant de gérer Radio-France comme une entreprise privée, avec encore plus de rigueur et de souci d'économie, je souhaite rendre le maillage cohérent et indiscutable. Dépolitiser, dépolémiquer, enfin, le dossier du réseau.

— Allez-vous jusqu'à envisager l'ouverture de nouvelles radios ?

— Il est trop tôt pour parler de redéploiement. Mais la situation est loin d'être figée. Il faudra réexaminer le maillage des régions, et j'ai d'autres idées. Mais ce n'est pas la priorité. Ce qui compte, c'est de mettre en valeur chacune des pièces de la maison, de supprimer les frontières entre nos radios, de faire en sorte qu'Inter ne recouvre plus pour annoncer un programme de Radio-France, mais qu'il s'agit d'un véritable service public.

— La continuité que vous préchez en matière de décentralisation ne semble guère s'appliquer à l'information. Pourquoi cette hâte à vouloir bouleverser la tranchée du matin ?

— Pourquoi différer un changement qui vous semble nécessaire ? L'information me tient très à cœur. Elle est dirigée par de bons professionnels, en qui j'ai entièrement confiance, mais le ton du matin ne me semblait guère cohérent avec celui d'une radio tous publics, et il me semblait peu souhaitable de confier à la même personne l'animation de la session et l'interview politique. Enfin, au-delà des personnalités à l'antenne, ce qui importe, c'était de mettre sur pied une structure efficace, une logistique impeccable, qui permettent à la rédaction de travailler dans des conditions optimales.

— La hâte à pourtant ressemblé à de la précipitation...

— Vous faites allusion à l'épisode Ruggieri ? L'expérience du petit matin convenait mal à son registre, et elle a eu raison d'arrêter pour passer le relais à Louis Bondu. Cela dit, se caricaturer, pas. Les hommes au micro sont tous issus d'Inter, et

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

(1) L'Orchestre national de France, le Nouvel Orchestre philharmonique, les Chœurs et la Maîtrise.

A propos du questionnaire de la commission d'enquête sénatoriale

Protestation des syndicats et sociétés de journalistes

de ceux-ci, mais par des censeurs extérieurs à la profession ». Et la Fédération de conclure : « La libre communication de pensée et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ».

De son côté, le Syndicat national des journalistes (SNJ) a fait part de sa stupeur « et de son indignation ». « Si nul ne conteste aux parlementaires la possibilité de créer une commission d'enquête, le contenu du questionnaire adressé par cette dernière aux PDG des chaînes relève de l'inquisition pure et simple », estime le SNJ, qui note « avec inquiétude » que « seul le président de FR3 a donné une réponse favorable au questionnaire, ignorant délibérément la déontologie de notre profession ». Le syndicat en appelle donc « à la profession tout entière pour dénoncer de tels procédés et attitudes ». Enfin, le Syndicat national des journalistes CGT « invite tous les membres de la profession à manifester leur indignation auprès des parlementaires de la majorité ». Il propose aux syndicats de journalistes « l'organisation d'une manifestation place des Droits-de-l'Homme à Paris pour montrer la volonté de tous les journalistes de s'opposer à cette tentative d'instauration du maccarthysme dans notre pays ».

L'Union syndicale des journalistes français CFTD estime, quant à elle, que les questionnaires « sont

ainsi rédigés qu'ils constituent une véritable mise en fiche des journalistes et personnels ». Elle « condamne » donc l'initiative et appelle les personnels de l'audiovisuel à exiger que leur soient communiquées avant envoi les réponses à la commission. « Pas de nom, pas de liste », conclut la CFTD.

M. Pascal Clément, président (UDF) de la commission d'enquête du même nom à l'Assemblée nationale, avait fait savoir, lui, dans un communiqué, qu'il n'entendait pas demander des investigations auprès des rédactions audiovisuelles, malgré les mises en cause par nombre de parlementaires de la majorité de reportages diffusés par TF1 et Antenne 2. Une lettre émanant de cette commission est toutefois parvenue aux chaînes, exigeant la transmission de l'ensemble des reportages diffusés sur le sujet.

Enfin, recevant une délégation des principaux syndicats de journalistes de FR3, M. René Han, PDG de la chaîne, a confirmé son intention de répondre au questionnaire, précisant toutefois que les réponses « ne comporteront aucune liste nominative ». De son côté, M. Hervé Bourges, le président de TF1, a fait simplement savoir à la commission sénatoriale, qu'il se tenait « personnellement » à sa disposition pour l'informer.

A. Co.

M. Robert Hersant
absous

M. Robert Hersant, patron du Figaro et PDG de la Socpresse, holding du groupe, est absous. M. Claude Grellier, juge d'instruction au tribunal de Paris, a rendu lundi 19 janvier une ordonnance qui met un terme à l'action engagée depuis dix ans à l'encontre de dix-huit directeurs de publication du groupe (dont M. Hersant lui-même) pour concentration abusive de journaux.

En décrétant « l'extinction de l'action publique » engagée en 1977, le juge d'instruction a donc suivi les réquisitions du Parquet. Il constate que la loi du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse, complétée à la suite de remarques du Conseil constitutionnel par la loi du 27 novembre 1986, ne permet plus de donner suite aux poursuites engagées par les syndicats de journalistes (Syndicat national des journalistes (SNJ), CFTD, FO, SNI-CGT), la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ) et l'Union fédérale des consommateurs (UFC).

Se portant partie civile contre M. Hersant et ses dix-sept directeurs de publication — dont deux d'entre eux, MM. Maurice Chénailier, ancien directeur de la Liberté du Morbihan et André Audinot, président du Figaro SA, son aujourd'hui délégué — les syndicats invoquaient en effet l'ordonnance du 26 août 1944 visant à empêcher les concentrations de journaux, ainsi que la loi sur la presse du 23 octobre 1984. Deux lois abrogées par les lois du 1^{er} août et du 27 novembre 1986. L'ordonnance de novembre 1985 élabore notamment par MM. Charles Pasqua (alors sénateur) et Jean Chuzel, député de la Haute-Vienne, les récentes lois mettaient définitivement M. Robert Hersant à l'abri des poursuites. Elles fixent à 30 % le plafond autorisé de concentration de journaux (au lieu de 15 % dans la loi du 23 octobre 1984).

Tout en se fondant sur la loi, le juge d'instruction a cependant estimé « que les rédacteurs de la loi du 1^{er} août 1986 avaient entendu protéger les situations, même celles illicitement acquises, en les mettant à l'abri de toute poursuite déjà engagée ». Lors de la discussion sur cette loi, les députés de l'opposition avaient critiqué « une loi faite sur mesure pour M. Hersant ». Le patron du Figaro contrôle en effet environ 29 % de l'ensemble de la diffusion des journaux. En janvier 1986, M. Hersant avait, en effet, acquis le groupe le Progrès de Lyon et déclaré alors « être en mesure d'être en mesure de faire la loi ». Depuis, il a pris le contrôle de l'Union de Reims, des Nouvelles calédonniennes, des périodiques la Tribune de Mondolmar et de l'Indépendant du Haut-Jura.

comme l'enfant...

Les lecteurs du Figaro ont en connaissance de l'ordonnance du juge par un billet de M. Hersant. A la « une » du Figaro de ce 20 janvier, il écrit sous le titre : « Amis lecteurs : « Depuis hier, je suis innocent comme l'enfant qui vient de naître. Rôle nouveau qui ne doit tromper personne, l'innocent n'est qu'un coupable qu'on ignore ».

« Depuis dix ans un juge d'instruction poursuivait, sans jamais la rejoindre, une enquête insupportable pour savoir si j'avais violé l'ordonnance de 1944 sur la presse ou si celle-ci était consentante ?

« Problème qui n'intéressait en fait qu'un quatuor de journalistes que leur manque de talent confine dans le syndicalisme.

« L'ordonnance de 1944 vient de mourir d'une belle mort, emportée par une nouvelle loi. L'action publique s'en trouve éteinte. Amen.

« Entre-temps, par inadvertance, j'ai doté la France d'un groupe de communication qui va lui permettre de figurer dans la dure compétition européenne.

« A chacun ses occupations... »

Les réactions

● L'Union nationale des syndicats de journalistes (CFTD, SNJ, SNI-CGT) proteste « solennellement » contre l'ordonnance. « Dix ans d'instruction d'un dossier, ponctués par dix-huit inculpations, n'ont pas suffi à faire juger les délits commis. Robert Hersant poursuit impunément ses manœuvres de concentration dans la presse écrite et bientôt dans la presse audiovisuelle. » Les trois syndicats poursuivent : « Robert Hersant s'était déclaré en avance d'une loi, il était en fait au-dessus des lois, ce qui est prouvé aujourd'hui. » Les syndicats indiquent qu'ils ont trois jours pour faire appel.

● Le Parti socialiste estime que le gouvernement et sa majorité ont ainsi « payé leur tribut à M. Hersant ». Dans un communiqué, le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, commente : « La nouvelle loi de M. Léotard répondait à cet unique objet : supprimer les ordonnances de 1944 et la loi de 1984. Par ce tour de passe-passe juridique (...), M. Hersant, qui contrôlait 30 % des quotidiens français, se retrouve blanchi. Il peut encore accroître son empire et concourir en toute impunité pour l'attribution de TF1 et de la 5^e. Il peut tout espérer des pseudo-libéraux qui se montrent si complaisants à son égard... »

MUSIQUE

« Perspectives du XX^e siècle », au théâtre du Ranelagh

Orient-Occident

Quatre créations au programme du Quatuor Arditi auquel s'est joint le flûtiste Pierre-Yves Artaud : Eridan, de Mâche, œuvre à la fois véhémente et malicieuse, a conquis le public.

Depuis leur naissance, et sans doute par vocation, les journées « Perspectives du XX^e siècle » ont toujours été copieuses : deux ou trois concerts d'affilée dans l'après-midi, débordant parfois largement sur la soirée. Alain Féron qui, depuis la saison dernière, en est le producteur-délégué, tente d'insuffler un air nouveau à une formule qui risquait de se scléroser.

Dans la semaine qui précède la journée Orient-Occident du 17 janvier, Franco-Musique et Franco-Culture ont proposé une série d'émissions autour de ce thème et, dans l'après-midi, du théâtre (du genre plus exactement) aurait dû être servi par de charmantes enfants du pays à les premiers ne s'étaient opposés à ce qu'un album du feu dans le foyer du Théâtre du Ranelagh, salle tout en bois de chêne comme l'on sait.

On distribuait donc seulement des sachets à faire infuser chez soi, mais le centre culturel coréen et le service des musiques traditionnelles de Radio-France offraient bien mieux à l'heure du thé : un concert de t'pung et de kayagum (flûte traversière à six trous et cithares à douze cordes), par deux grands orchestres coréens.

Après, Jean-Philippe Andin, un violoncelliste encore jeune au talent confirmé, rendait hommage à Paul Scher à travers des pages composées en 1976 pour son quatre-vingtième anniversaire par Henri Dutilleul, Klaus Huber et Heinz Holliger.

Mais l'événement de l'après-midi restera les quatre créations inscrites au programme du Quatuor Arditi auquel s'est joint le flûtiste Pierre-Yves Artaud. Car ces cinq interprètes, d'une virtuosité et d'une probité exceptionnelles, nous offraient la primauté d'un quintette pour flûte et cordes de Isang Yun, d'un quatuor de Ahmed Essad : *Never More*, de Man Nam pour flûte et trio à cordes, de Younggi Pagh-Paan, et d'Eridan pour quatuor, de François-Bernard Mâche.

L'œuvre de Yun est presque un concerto, tant la flûte y tient une place prépondérante, au point de révéler les cordes au rôle de comparses ; il y a des passages puissants et rudes dans les mouvements extrêmes, des instants de méditation dans l'adagio, mais les lignes de force disparaissent derrière la continuité obstinée du discours. Dans *Man Nam*, en revanche, Y. Pagh-Paan excelle à mettre en valeur les instruments les uns par rapport aux autres et si, comme chez Yun, la flûte se souvient de l'esthétique orientale, les cordes la rejoignent si bien qu'on reconnaît davantage la personnalité affirmée d'une des meilleures compositions actuelles que la simple fusion de deux cultures.

Est-ce à cause de l'impression profonde laissée par son dernier opéra *L'Enfer*, ou la proximité du quintette de Yun et une certaine parenté d'écriture ? Toujours est-il que le quatuor d'Essad ne semble pas tenir les promesses d'une personnalité riche et originale : on ne rencontre guère d'idées saillantes, sauf dans les deux derniers mouvements, et l'un a plus souvent le sentiment qu'un instrument mène les autres que celui d'une polyphonie riche de tensions internes. On reconnaît le tempérament, cependant, quoique cabré et un peu figé dans une certaine raideur didactique.

Eridan, de Mâche, affiche d'emblée un caractère également didactique : le premier violon succède dans le grave une furieuse succession de notes répétées, le second violon l'imité en canon, puis l'alto et le violoncelle s'en mêlent. Toute l'œuvre, on pressent, sera faite de modèles et d'imitations savamment emboîtés les uns dans les autres tantôt avec une véhémence presque tragique, tantôt avec une malice qui fait naître sur le visage des auditeurs un sourire complice : elle pourrait donc n'avoir d'autre contenu qu'une facette brillante ; pourtant, le trépas de ces symboles qui se succèdent et se combinent est qu'ils produisent un rayonnement et une énergie bien propres à faire bouillir la froide raison dont ils sont issus. C'est là une œuvre marquante, « publique » dans le meilleur sens du mot et qui pourrait connaître rapidement la diffusion et le succès qu'elle mérite.

GÉRARD CONDÉ.

* Ces concerts seront diffusés ultérieurement sur Franco-Musique et Franco-Culture.

Andrei Gavrilov à Mogador

Interrogations

Nos oreilles peuvent-elles avoir la barbe, entendre des génies imaginaires ? Il faut parfois se défaire de ses enthousiasmes, mais certaines évidences sont trop fortes pour être trompées. Comment alors expliquer qu'Andrei Gavrilov, pianiste soviétique et tuteur et au grand prix Tchaikowski à l'unanimité, phénomenal interprète de Scriabine et de Rachmaninov à La Roque d'Anthéron (Le Monde du 3 août 1986), nous ait paru aussi quelconque dans son récent Chopin à Mogador ?

Il relevait de maladie et débûtait à Paris, ce qui pourrait expliquer quelques erreurs de texte, mais non cette absence. Le métier est certes

superbe, la sonorité riche et heurteuse, mais, ce lundi, il ne semblait pas aller au-delà des notes. Son jeu n'était ni superficiel, ni bavard, ni maniéré ; seulement dépourvu d'intentions et d'imagination. Jamais la musique ne paraissait animée par sa forme, dotée d'avenir ; à chaque phrase, on attendait l'inflexion qui allait faire vivre cette belle étoffe, en vain, et ce bon garçon qui se transformait en diable arrachant au clavier de fantastiques secrets à La Roque restait ici... un bon garçon. Est-ce simplement Chopin, pierre de touche des grands pianistes, qui nous jouait un de ses tours ?

JACQUES LONCHAMPT.

PATRIMOINE

Ebauche d'un musée

(Suite de la première page.)

Et même construire un « hideux » escalier de sortie en tôle ondulée. « C'est une préfiguration, insiste Christian Patry, un test pour nous comme pour le public. » Jean Dethier a réussi à concilier les critères scientifiques, le plaisir des non-initiés, les problèmes de sécurité (on ne doit pas toucher aux fragiles maquettes) et les exigences de la conservation : la lumière est soigneusement dosée pour ne pas nuire aux matériaux.

Dès l'entrée, le visiteur est accueilli par l'image des places fortes strictement photographiques à la verticale. Elles glissent lentement le long d'une double paroi incurvée avant de se perdre dans le vide d'une loggia. A travers elle, on aperçoit l'un des fronts de la cour de l'hôtel. Sur le sol, défendue par une rangée de canons, une forteresse, Julien, en Allemagne, sort de la terre noire. Elle est flanquée de deux créations contemporaines, œuvres de Damjan et Perreault, inspirées des modèles de Vauban.

Le parcours commence par une date - 1777 - celle du transport de la collection, alors conservée au Louvre, jusqu'aux Invalides. Les petites salles vives-rose alternent

avec les grands espaces blancs, sous la charpente mise à nu. Les éclairages savants qui animent les maquettes tracent la semi-pénombre. Chaque unité présente une facette de la collection. Ces villes miniaturisées, toutes à la même échelle (un pied pour 100 toises) initialement conçues à des fins militaires - défense des frontières, enseignement tactique, - sont vite devenues une manifestation de la puissance royale, fièrement exhibées devant les visiteurs de marque, avant de devenir des objets de commémoration.

Aujourd'hui, ce sont des documents inestimables, uniques au monde. Ils d'intéressent plus seulement les militaires à la retraite et les stratèges en chambre, mais aussi les historiens, les architectes et les ethnologues.

Le rôle stratégique des plans-reliefs nous est présenté avec la place de Koenig, épure fortifiée, plantée au milieu de la plaine flamande. La citadelle de Metz surveille la ville à ses pieds. Le fort d'Anvers, bombardé après le siège de 1832, est métamorphosé en fortin éclairé par des projecteurs qui balayent ses murs dévastés. Ailleurs, on nous explique leur mode de fabrication. En particulier, le minutieux travail préparatoire. Nous pouvons voir les « cahiers de développement » où chaque rue, chaque maison est relevée individuellement avec un luxe incroyable de détails.

Les ingénieurs du génie chargés de ces opérations n'ont oublié ni le profil des arbres, ni l'aspect des rochers ni la couleur de la végétation. En 1852, travaillant au plan de Rome, le commandant Regnault aquarelle soigneusement son carnet d'un ocre brun : c'est la couleur exacte des eaux du Tibre, précisée. Les salles insistent particulièrement sur quelques modèles d'urbanisme : Berg-op-Zoom au lac irrégulier, Metz, avec son plan romain, strictement orthogonal, Landrocles où toutes les voies convergent vers le centre. Enfin, on atteint les morceaux de résistance. Perpignan récemment restaurée et qui fût son trois centième anniversaire. Strasbourg, 10 mètres sur 6, qui date de 1836 et que le second Empire remania pour lui ajouter gare et chemin de fer. Les visiteurs, grâce à des jumelles mises à leur disposition, pourront en admirer les détails. L'exposition s'achève par la place d'Alpes. Selon les instructions répétées du secrétaire d'Etat à la culture, on l'a dotée d'un petit spectacle de huit minutes. Huit minutes de trop. L'horrible herpès des sons et lumières nous conte l'histoire de la ville. Une voix vaguement gaillarde explique le pourquoi des fortifications tandis que crépitent les rayons lasers. Mais peut-être les



La fabrication d'un plan-relief en 1686

enfants en bas âge seront-ils intéressés par cette animation qui a coûté fort cher.

Dans la dernière salle, on peut admirer les photos des « maquettes en instance d'affectation ». C'est-à-dire celles qui sont à Lille, toujours en caisses, dans un bâtiment dont l'état nécessitera de longs travaux avant leur transfert à Lille. Elles concernent la frontière du Nord, le « pré carré » cher à Vauban. A Paris, on se fait à cette idée. « Ce n'est pas trop grave, commence-t-on à entendre, puisque de toutes les manières, même avec 6 500 mètres carrés, on ne pourra tout exposer dans le cadre d'une muséographie moderne. »

C'est oublier qu'aucun musée ne présente l'intégralité de son fonds et qu'il était prévu, naguère, de créer une salle d'exposition temporaire où les pièces absentes pourraient tourner. Plus grave, celles qui restent à Lille sont parmi les plus anciennes. Elles constituent l'âme de la collection. Sans elles, le musée perd beaucoup de son intérêt. Pour éviter de scinder l'ensemble, peut-être aurait-il

fallu achever le transport vers Lille. Mais on ne voit pas alors pourquoi, au nom de la décentralisation, Grenoble ne réclamerait pas les places fortes alpines ou Brest les citadelles maritimes. Quant à établir des fac-similés comme l'imaginait M. François Léotard, ils sont trop chers - de 1 à 2 millions de francs chacun - et ne peuvent en aucun cas remplacer un original.

Enfin, puisque musée il y a, il faudrait songer à régler le problème majeur de cet établissement. Parant pauvre du Patrimoine, il est directement rattaché à sa direction. Mais sans statut précis, sans conservateur à demeure et sans budget réel. Il dépend en fin de compte du bon vouloir du ministre et de l'intérêt que lui porte son tuteur. A la fin des années 50, M. Louis Grodet s'était passionné pour cette collection. C'est peu de dire que M. Christian Prévost-Marcilly, inspecteur principal des monuments historiques, son responsable actuel, a les mêmes soucis. Il semble avoir découvert les plans-reliefs le jour où l'on a parlé de leur transfert à Lille. Puisque l'on invoque de toutes parts l'intérêt capital de cet ensemble, si l'on ne veut pas que la sinistre comédie de l'an dernier se répète, il est grand temps qu'une personne en assume enfin la responsabilité.

EMMANUEL DE ROUX.

DANSE

« Sans armes citoyens ! », à l'Opéra de Paris

En avant, le pompiérisme !

Sifflets et lazzi ont accueilli la création de *Sans armes citoyens !* à l'Opéra. Cette fois, on parle de Rudi Van Dantzig, dont les précédents ballets n'avaient suscité qu'un intérêt poli.

A cinquante-quatre ans, Rudi Van Dantzig, directeur du Het National Ballet d'Amsterdam, a des allures d'adolescent prolongé, un air doux, sympathique. Sa formation s'est faite sous l'influence de deux femmes remarquables : Sonia Gaskel pour la danse classique, et Martha Graham, dont il a repris à son compte les tentatives d'introspection. Rudi Van Dantzig cultive un romantisme noir et se fait l'écho des désarrois de la jeunesse. On n'est pas étonné de le voir aujourd'hui se référer à Green Pease. Pas étonné non plus de l'engagement de Rudolf Noureev pour ce chorégraphe qui lui a confectionné sur mesure des rôles de héros solitaires (*Blown in a Gentle Wind*, *About a Dark House*, *Ulysses*).

Sans armes citoyens ! créé pour l'Opéra de Paris, est un plaidoyer contre la violence. Le ballet s'ouvre sur un quai de métro parisien (décor de Toer Van Schayk). Station Égalité ; des touristes y obtiennent des émigrés, des chouchous, des musiciens. Le héros solitaire en lui, le poète André Chénier cerné dans un halo de lumière. Il introduit le second tableau, retour en arrière sur les révolutions, celle de 1789 notamment. Sans-culottes, juifs à l'étoile jaune, enfants affamés de tous les

temps, s'y mêlent dans une fresque allégorique qui, dans les meilleurs moments, rappelle le ballet soviétique *Flamme de Paris*.

Un vent mauvais souffle sur les foules en colère, dont les envols se figent parfois dans des poses empruntées à Rude. La marche funèbre de Berlioz accentue cet aspect architectural. Des destins se croisent. Gavrache est tué. Tout s'achève dans un monde meilleur, monde de cohabitation où règne la superbe Marie-Claude Pietracola, madone en gloire portée par deux anges punks. A des années de lumière de Maguy Marin, qui traite d'un thème similaire (*Eden*), Rudi Van Dantzig a inventé la danse pompière.

Le plus impressionnant, c'est l'ardeur, le plaisir, que prennent les danseurs à défendre cette œuvre. Le corps de ballet entièrement mobilisé, les enfants de l'école de danse, les solistes Denard, Lormeau, Romo, Platel, évoluent avec la précision d'un équipage et assurent la flotaison de cette étrange entreprise.

Ce soir à l'Opéra, jouant les contrastes, mettait à son répertoire un nouveau Balanchine, la *Symphonie en trois mouvements* (musique de Stravinsky), un dialogue haïré entre les filles du corps de ballet en blanc (très Broadway), les solistes Mickeyns noir et blanc, et les trois chéris, Guillem, Platel, Guérin, joignant « glamour » dans leur maillet rose.

MARCELLE MICHEL.

* 20, 28, 29 janvier : 19 h 30 ; 31 janvier : 14 h 30, 19 h 30 ; 5 février : 19 h 30 ; 7 février : 14 h 30, 19 h 30.

VARIÉTÉS

Sylvie Joly, au Palais des glaces

Les caricatures magnifiées

Quelques secondes suffisent à Sylvie Joly pour faire surgir un personnage d'une vérité inspirée.

Sylvie Joly, qui vient de prendre pension au Palais des glaces avec un nouveau « one woman show » est une sorte de Walter Mitty en jupon toujours inspirée qui se heurte à l'absurde, à l'incommunicabilité, à l'éducation, à l'abus de pouvoir, change au quart de seconde de personnage, de situation et dessine ainsi une galerie de portraits drôles et pathétiques, de caricatures magnifiées.

Pourtant une robe noire interchangeable confectionnée par Thierry Mugler, modifiant sa voix au gré de la satire, Sylvie Joly passe de la grande blonde bourrée de doutes et de complexes au travesti désemparé qui veut se donner le « look » de Liz Taylor, de la fille maigre on teigneuse à la présentatrice du journal télévisé empiétrée dans les ailes de la technique.

Les personnages surgissent avec leurs ébahissements, leurs folies brusques, leur part de tendresse et de rêve aussi. Avec chacun leur univers qui envahit pour quelques

secondes, quelques minutes la scène du Palais des glaces, grâce aux mots, aux gestes, à la lumière, à la présence d'une chaise ou d'un fauteuil. C'est dire que le spectacle de Sylvie Joly n'est pas seulement un exercice de style : le travail de virtuose s'accompagne d'une vive sensibilité, d'une profonde humanité. Bref, d'un vrai talent de comédienne.

Le public, fidèle, ne s'y trompe pas, qui la suit d'un théâtre à l'autre, sans se préoccuper outre mesure de l'ingratitude géographique de certains lieux. Lundi soir, au Palais des glaces, la salle était pleine.

CLAUDE FLEOUTER.

* Palais des glaces, 21 heures.

musique à 18h30

MIKHAIL RUDY
piano
mardi 27
CHOPIN • RAVEL
PROKOFIEV
mercredi 28
BRAHMS • LISZT
SCHUBERT

QUATUOR GUARNERI
USA
vendredi 30
MOZART • BEETHOVEN
samedi 31
HAYDN • BEETHOVEN
JANACEK

PRIX UNIQUE 48 F
2 PL. DU CHATELET
42 74 22 77

GASSMAN/PASOLINI

"AFFABULAZIONE"
20/24 JANVIER 1987

MAC 93
BUBIGNY
48 31 11 45

LOCATION OUVERTE
4 FNAC - 100 F

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

AUDITORIUM des HALLES 21 janvier 12 h 30 et 16 h Jeudi 22 janvier 12 h 30 (p.a. Valat)	« Les penses musicales du Forum » Daniel WAYENBERG Piano BRAHMS - SCHUBERT CHOPIN - LISZT	TON KOOPMAN Clavecin SCHUBERT BACH - SCARLATTI	HAENDEL LE MESSIE CHORALE JMF Dir. : L. MARTINI
Centre culturel portugais Jeudi 22 janvier 20 h 45 (p.a. Valat)	CONCERT DU GROUPE ENSEMBLES DE MUSIQUE CONTEMPORAINE DE BERNARD ARS Dir. : Alfred TERZIAN Œuvres de YERKMAN - OLIVERA JERAKS - RANGIER CAMPANA - MANGUHAN URTEAGA - TERZIAN	CONCERTS PASDELOUP Dir. : Gérard DEVOS Sol. : Maurice HASSON BRAHMS - DVORAK	LES PETITS CHANTEURS DU MARAIS Haydn - Beethoven - Purcell Œuvres de Monteverdi Lotti - Croce - De Vienne
Salle PLEYEL Samedi 24 janvier 17 h 15 (p.a. Valat)	CONCERTS PASDELOUP Dir. : Gérard DEVOS Sol. : Maurice HASSON BRAHMS - DVORAK	CONCERTS LAMOREUX Dir. : Marcel NAKATA Sol. : Christophe BOULIER violon 2 ^e prix Thibaud 84 COCARELLI piano 1 ^{er} prix M. Long 86	CHAUVEAU Lise - Ravel - Moussorgsky L'ACTION MUSICALE PHILIP MORRIS QUATUOR DE TRUMPETTES DE PARIS PRAETORIUS - BEETHOVEN ALBRECHTBERGER TELEMAN - SEROCKI UESB - DE BARROS
Salle PLEYEL Samedi 24 janvier 17 h 15 (p.a. Valat)	CONCERTS LAMOREUX Dir. : Marcel NAKATA Sol. : Christophe BOULIER violon 2 ^e prix Thibaud 84 COCARELLI piano 1 ^{er} prix M. Long 86	MUSICIENS ANOUEUX Récital de piano ALAIN PLANES HAYDN - SCHUBERT JANACEK - DEBUSSY	Krystian ZIMMERMAN CHOPIN - SCHUBERT SCHUMANN
Théâtre de l'Atelier Lundi 26 janvier 20 h 30 (p.a. Valat)	ELLEN VAN LIER Soprano INEKE DRABBE Piano HAYDN - SCHUMANN BRITTEN	FASSBAENDER Irwin Gage piano SCHUMANN	MARIONNETTES DE SALZBOURG 40 REPRÉSENTATIONS Les Contes de Hoffmann Don Giovanni La Fête enchanteresse Casse-Noisette LOCATION OUVERTE

SALLE GAVEAU
 Lundi 26 janvier 1987 à 20 h 30
 Les Amis de l'Académie Rubén de Jérusalem présentent
GILAD MISHORY piano
MAURICE BOURGUE harpiste
 Avec la participation de :
L'ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE FRANCE
GERARD WILGOWICZ direction
 ARNOLD - HAYDN - GRIEG
 Location : 3 FNAC
 Salle Gaveau : 45 63 20 30

PIANO ****
BRENDEL
 Cycle SCHUBERT
 24-27 avril - 17-19 mai
POLLINI
 Cycle BEETHOVEN
 7-22 mai - 1^{er} juin
PERAHIA
 Récital : 25 mai
ASHKENAZY
 Récital SCHUMANN : 16 juin
ARRAU
 BEETHOVEN - LISZT 27 juin
PERAHIA
 Sir GEORG Solti
 Récital DEUX PIANOS - 29 juin
SALLE PLEYEL
 Loc. 45 63 88 73

Le Monde
 PUBLIARTS ET SPECTACLES
 Renseignements :
 45-55-91-82, poste 4335

ORCHESTRE DE PARIS
 Directeur Daniel Barenboim
MUSIQUE SYMPHONIQUE
 SALLE PLEYEL - 20H30
 28, 29, 30 janvier
 Carlo Maria Giulini, dir.
 BRUCKNER : SYMPHONIE N°8
 1^{er} février - 16h
RÉCITAL CHOPIN
 Daniel Barenboim, piano
 Concert donné en célébration du centenaire de la naissance d'Arthur Schnitzler
 4, 5 février
 András Schiff, dir. et piano
 Alain Moglia, violon
 Michel Debost, flûte
 Michel Benet, hautbois
 BACH
 11, 12 février
 Sylvain Cambreling, dir.
 Christiane Eder-Pierre, sop.
 MOSSER - CHABRIER - DUKAKIS
 LOCATION : SALLE PLEYEL - 45.63.07.96

Le Monde
 sur minitel
LES INFOS
 Les derniers flashs.
 L'actualité en direct.
 3615 TAPEZ LEMONDE

Culture

THÉÂTRE

« Affabulazione », à Bobigny Pier Paolo Gassman



Vittorio et Alessandro Gassman

Vittorio et Alessandro Gassman jouent Pasolini. Le « fanfaron » a lui-même mis en scène *Affabulazione*, tragédie moderne écrite en vers libre par le poète italien. Montée une première fois en France par Michel Ancillier quelques mois avant la mort de Pasolini, la pièce n'avait pas connu le succès. Cette nouvelle version d'un « poème écrit dans la langue des enfants, la langue des fous », dit Vittorio Gassman, achève à Bobigny une tournée triomphale en Europe.

O. S.
 * Maison de la culture de Bobigny, jusqu'au 24 janvier à 21 heures.
 Tél. 48-31-11-45.

Carlos d'Alessio au Théâtre de la Ville L'espace du décalage

Carlos d'Alessio est l'homme qui a fait de la musique de scène et de films un personnage à part entière. Quand on l'écoute, on a l'impression d'avoir entendu quelque chose qui ressemble, et puis ce n'est pas tout à fait ça. Carlos d'Alessio est un artiste du décalage. Depuis *India Song*, il travaille pour Marguerite Duras. A la scène, principalement avec Alfredo Arias et le Groupe TSE, rencontrés à New-York. Les uns et les autres viennent de Buenos-Aires. Carlos d'Alessio était parti le premier et ne les connaissait pas. Sans avoir spécialement le mal du pays, quand on vit à l'étranger, on est attentif à ses compatriotes. Ils se ressemblent tellement, d'ailleurs, qu'ils devaient bien un jour collaborer.

A Buenos-Aires, Carlos d'Alessio a fait des études d'architecture et de la musique en amateur comme toute sa famille : « Mon frère jouait du tango et moi du classique. A douze ans, il s'est arrêté. Je ne suis pas libre et j'ai repris sa façon de jouer. Ma cousine dansait, moi j'improvisais au piano. Je ne suis pas parti à cause de la dictature, mais parce que j'étais fou. En vingt-cinq ans, je suis retourné trois fois chez moi et ça ne me manque pas. La musique peut paraître nostalgique, mais c'est parce que j'aime les souvenirs ».

A New-York, au temps du off off triomphant, Carlos d'Alessio a travaillé avec La Monte Young, Steve Reich : « J'ai habité là-bas entre

1962 et 1971. C'était comme l'Athènes de Pericles, comme le Paris de Louis XIV. Les arts plastiques menaient le mouvement, et aussi la musique des Beatles. Quand la peinture est redevenue peinture, quand a commencé le mouvement de l'hyperréalisme, s'est amorcé le déclin de New-York. Pour moi, j'étais allé jusqu'au bout de ce que je pouvais faire dans ce type de travail minimaliste. J'éprouvais le besoin de retrouver des codes compréhensibles. L'important, c'est la distance qu'on est capable de prendre par rapport à ces codes. Le chemin que j'avais parcouru m'a aidé. Arias m'a appelé à Paris pour composer la musique de *Luxu*. J'y suis resté. Je suis devenu Français, même si je ne ressemble pas à tout le monde. Où que je sois, j'ai compris en Argentine, je m'intègre, mais je reste exotique ».

Al Théâtre de la Ville, Caroline Marcadé danse, Carlos d'Alessio joue : « Je joue le pianiste qui joue du piano. Je le représente. Le premier degré, l'interprétation directe, il ne sait même pas ce que c'est. Il aime parler et se repose dans la loge de Sarah Bernhardt. Reconstituez bien catéchu. Avec les meubles authentiques, les costumes faits sur mesure la diva s'est étendue ».

COLETTE GODARD.
 * Théâtre de la Ville, 18 h 30, du 20 au 24.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

« J'abats mon jeu »

1 Le châte de M^{me} de Rênal

Ce que j'admire le plus chez les critiques littéraires, c'est leur art de résumer un roman. Si je ne suis pas vraiment de la profession, c'est que je n'ai jamais su le faire. Et puis je trouve ce traitement cruel : cette façon de gâcher l'apparence même du livre en nous apprenant sans précaution ce qu'il y a dans l'intérieur d'un livre, il faut oser ! Il y a eu d'admirables spécialistes qui savaient voir la bête et la tisser en un tour de main, bonne à cuire. Parmi les anciens, je songe à Emile Henriot, à Kéler Haedens et à bien d'autres, qui faisaient tout émerveiller.

Maintenant, les éditeurs, qui se méfient de tout le monde, se chargent du travail en question de couverture. Ils sont souvent aidés par l'écrivain, qui n'a confiance ni dans son éditeur ni dans la critique pour dire exactement ce qu'il y a dans son roman et ce qu'il veut. Le résumé est si complet et les qualités de l'objet si bien mises en valeur qu'il devient décourageant d'en parler à son tour. Cette « automatisation » sauvage me rend perplexe sur l'avenir de la critique. Dans cinquante ans, aura-t-on encore besoin de nous ? Comme tout le monde, il m'arrive de lire. Mais, avec les nouvelles, comme s'il s'agissait de romans policiers, à l'ancienne où l'intérêt s'évanouit quand le coupable est démasqué, je prends d'infinies précautions pour ne pas contempler de façon impudique le dos de la couverture, quand bien même l'ouvrage en question serait un traité de philosophie : soit-on jamais, si j'allais apprendre sans chaise pour m'asseoir qu'un traducteur d'Heidegger au détour d'un inédit a dévalisé l'ère ! En vieillissant, si j'étais toujours aussi farouchement laïque et la critique, je me permets, quand c'est un roman d'une assez longue distance, après en avoir lu les cinquante premières pages, des libertés à son égard que je ne me serais jamais permises jadis. De lire, par exemple, la dernière page. Et de poursuivre ma route comme si de rien n'était.

Ce sont là, je le reconnais, moeurs de libertins, mais c'est que, si le roman tient malgré ces privautés, si sa lecture ne faiblit pas, c'est que, par quelque côté, il est bon. Après tout, quand nous raisonnons pour la vingtième fois, le Père Goriot, le Rouge et le Noir ou Madame Bovary, soi-disant pour le plaisir ou par admiration, en fait pour tenter de percer à jour, de nous approprier comme de vulgaires industriels japonais les secrets de fabrication, nous sommes en train de nous faire des chefs-d'œuvre tant de fois triturés autrement indigestes ! Ces lectures maniaques devraient d'ailleurs nous donner les clefs d'une critique aimable, qui ne découragerait pas l'auteur. Oui, on devrait se demander comment on arrive à relire si souvent certains livres dont nous connaissons le fin et les personnages, l'intrigue et les caractères. C'est qu'on ne relit pas peut-être, que l'on regarde autre chose.

Je sais bien que Julien Sorel n'épousera pas Mathilde de la Mole, qu'il finira sur l'échafaud, que le Rouge et le Noir ne lui survivra pas longtemps, et mille autres détails, mais le manuel *Femme* m'avait demandé l'an dernier à propos de mode un papier sur le Rouge et le Noir, ce qui me frappa, dans ma lecture du jour, ce fut la violence sexuelle du roman. J'étais épaté de voir Stendhal se gêner si peu dans un livre en vente libre en novembre 1830 et qui n'avait même pas l'excuse d'être trippé ! Je ne trouvais plus étonnant que Charles X ait dû s'enfuir en Angleterre, si Stendhal avait pu corriger en toute liberté les épreuves du Rouge pendant les Trois Glorieuses. Par la grâce de cette lecture de commande, j'étais choqué par Stendhal comme j'aurais dû toujours l'être, et comme il aurait aimé que je le fusse. Comme je l'avais peut-

être été la première fois que je l'avais lu. Mais l'intrigue et ce qu'elle a de passionnant, le fait que le Rouge et le Noir m'ait été résumé dans une histoire de la littérature française qui avait été la seule bible de mon enfance avaient dû éteindre alors ce que ce roman a de sauvage et de fou. Dans ma lecture pour *Femme*, j'essayais de voir comme M^{me} de Rênal était habillée. Comme souvent chez Stendhal, les détails étaient maigres. A part le châte, certains robes d'été, je n'avais pas grand-chose à mettre sous le plumet. Et pourtant mon émotion et mon désir n'avaient pas été simulés.

Dans le *Perroquet de Flaubert* (Stock), dont je vous ai brossé les ongles il n'y a pas longtemps, M. Julian Barnes, s'en prenant à cette brave Edith Starkie, qui a pourtant tant fait pour nos écrivains, tentait d'éclaircir l'épineux problème de la couleur des yeux de M^{me} Bovary. Et si Flaubert, tout tatillon qu'il était, s'était bien relu ! Dieu soit loué ! Il faut croire M. Barnes, notre Flaubert n'avait pas vraiment fauté !

2 Un soupçon d'aneth

C'est à Raymond Queneau que je dois tout. Enfin, de pouvoir écrire sur un livre sans me donner la peine de le résumer, de vendre la mèche. On lui demandait un jour s'il aimait le cinéma, si, l'âge venant, comme beaucoup de personnes, il ne s'ennuyait pas dans les salles obscures. Et il répondit ceci, qui fut pour moi un éblouissement : « Non, ça va. Quand les images passent, je m'isole dans les détails ! » Ceci ou quelque chose d'approchant. En suivant cette discipline, la lecture des chefs-d'œuvre devient, on l'a vu, un jeu d'enfant. Mais c'est aussi très pratique pour les nouveautés. Quand le livre semble médiocre, il y a toujours un point sur lequel on peut s'accrocher — c'est ce que l'on appelle la beauté des laides — et qui permet de franchir l'obstacle. Et quand le livre est riche, que l'on a l'impression d'avoir découvert un auteur avec tous les risques que cela comporte, cette méthode permet d'en parler sans trop d'angoisse.

Prenez par exemple *Liaisons étrangères* (Rivages) d'Alison Lurie dont je vous ai touché un mot, il y a quinze jours, et dont Nicole Zand vous a dit tout ce qu'il fallait savoir d'important, vendredi dernier, maintenant que le gros du travail est accompli, c'est un plaisir que d'y revenir. Comme vous savez l'essentiel, à savoir qu'un écrivain fort connu, et à juste titre, dans le monde anglo-saxon a enfin débarqué en France, il ne reste plus qu'à vous faire à cette idée et à acheter le livre. Je sais combien il est difficile d'accepter un nouveau, que ce soit dans son journal favori ou dans le calme de sa bibliothèque, combien l'envie vous dérange de crier : « complet ! », je le sais puisque c'est ce que l'on appelle la beauté des laides. Non seulement je suis incapable de résumer un livre, mais encore, ce qui est complémentaire, je n'aime que les écrivains morts sur lesquels on peut feindre de dire des choses piquantes puisque tout a été dit sur eux !

C'est pour ça que les grands prix littéraires ont tant de succès : ils ne nous imposent pas vraiment des noms, des écrivains nouveaux qui risqueraient de nous fatiguer, du moins de nous déconcerter, mais ils lancent en série sur le marché, le X^e prototype d'une bonne vieille marque qui a fait ses preuves : le Goncourt, le Femina, le Renaudot, etc. Il y a des modèles qui plaisent plus que d'autres. Chaque constructeur de voitures en sait quelque chose ! Le plaisir pris, pour vous accoutumer à Alison Lurie, l'avez relevé dans *Liaisons étrangères* les passages gourmands. Page 7, dans l'avion qui va la conduire à Londres, Virginia Miner « case ses bottines sous son siège

ainsi qu'un carton contenant une bouteille de xérès Bristol Cream détaxé. Plus tard, page 23, tandis que l'équipage commence à servir le déjeuner, Vinnie après avoir refusé « le plateau de plastique sur lequel ont été déposés des monticules d'une substance neutre et insipide... colorée et modelée de façon à simuler du rognon de bœuf, du chou de Bruxelles, de la purée de pommes de terre et du flan au citron... » déguste un sandwich au poulet qui fait venir à son voisin, une grosse pomme McIntosh luisante et une barre de chocolat Tobler amer. A la page 63, Vinnie déjeune avec son plus vil ami londonien, Edwin Francis, qui est à la fois critique, écrivain et éditeur de livres d'enfants. « Chez Monsieur Thompson, restaurant petit mais chic de Kensington Park Road », Edwin, ce n'est un secret pour personne, a de mauvaises moeurs et de plus est un affreux gourmand qui s'achèterait mépris. Il commet pourtant aussitôt à table « une entorse au régime qu'il a entrepris en buvant avec prodigalité un des petits pains complets pour lesquels Monsieur Thompson est renommé ! » Page 67, il pose sur sa sole Véronique un regard de concupiscent « puis l'attaque délicatement ». Il la trouve parfaite tandis que Vinnie avec moins de passion entame sa côtelette grillée.

Dans la même page et les suivantes, nous apprenons qu'Edwin, « faisant fi des conseils de son médecin se jette sur les pommes de terre à la crème » et interroge Vinnie sur son plat : « Avez-vous goûté les courgettes ? — Oui, elles sont très bonnes. — De l'estragon visiblement. Y aurait-il peut-être un soupçon d'aneth ? » Non ce n'est pas de l'aneth. Page 69, Edwin n'hésite pas à commander une tarte aux aubergines et à la crème fouettée. Et Vinnie trouve, pour la première fois de sa vie, cet homme intelligent « tout à fait grasouillet... » que son insistance auprès de ses amis pour qu'ils participent à cette comédie « est fatigante. D'autant plus que, pendant ce déjeuner, on apprend des choses capitales sur deux des héros de ce roman, une passion se noue. Je n'en dirai pas plus !

3 Rue de Condé

Il y a de la dame d'œuvres chez Simone Gellimard. Voyant venir le temps de la triste froidure, elle a ouvert son couvent de la rue de Condé, La Mercure de France, à des messieurs très bien sous tous les rapports et qui, compte tenu de leur âge, avaient besoin d'un peu de repos et d'eau fraîche. Pour la remercia de sa frugalité et franchise hospitalière, ils sont neuf pour le présent quart d'heure à avoir composé dans leur cellule un petit « crime parfait », couronne galante et son honneur. Ainsi, le regrettable Barjavel, avec sa *Peau de César*, Roger Peyrefitte et le *Soutien rouge*, Guy des Cars et le *Faiseur de morts*, Jean Raspail et le *Président*. Des frères convuls sont venus agiter les saints hommes : Pascal Lainé, Pierre Bourgeade et Pierre-Jean Rémy (le *Vicentre épié*) parce qu'il n'y a pas de collections qui valaient sans lui.

J'allais oublier Suzanne Prou (les *Amis de M. Paul*), gentille demoiselle de Grimaud, qui est un peu la sœur de lait de Simone ! Il manquait un académicien à cette maison de repos. Depuis l'*Erreur* (Mercure de France, 69 F) de Cecil Saint-Laurent, préface de Jacques Lussan, notre attente est comblée. Les Français ne sont pas forts en policiers, s'ils sont loin d'en être dépourvus. L'*Erreur* est un exercice distingué, au charme vieillot, qui aurait fait sourire d'aise l'auteur du *Crime de Sylvestre*. Il mérite certainement de recevoir l'un des nombreux prix décernés par l'illustre compagnie.

150 من الأمل

Radio-télévision

Mardi 20 janvier

Mercredi 21 janvier


Informations « services »

55 من 1

SCIENCE

Les saveurs et

Le goût est une sensation complexe qui résulte de l'action combinée de plusieurs facteurs. Les saveurs sont les sensations de goût proprement dites, qui sont transmises par les papilles gustatives situées sur la langue. Les odeurs, quant à elles, sont transmises par les récepteurs olfactifs situés dans le nez. Les saveurs et les odeurs sont étroitement liées, car elles agissent ensemble pour créer une expérience gustative globale. Les saveurs sont influencées par de nombreux facteurs, tels que la température, la texture et la couleur de l'aliment. Les odeurs, quant à elles, sont influencées par la concentration et la durée d'exposition. Les saveurs et les odeurs sont également influencées par des facteurs psychologiques, tels que les attentes et les expériences passées. Les saveurs et les odeurs sont des éléments essentiels de notre alimentation, car elles nous aident à apprécier la nourriture que nous mangeons. Elles jouent également un rôle important dans la communication sociale, car elles nous permettent de partager nos expériences gustatives avec les autres. Les saveurs et les odeurs sont donc des éléments essentiels de notre vie quotidienne.



Hôpital-fourrière

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Des saveurs et des peuples

Les perceptions du sucré, du salé, de l'acide et de l'amer sont universelles, mais les sensibilités à ces différents goûts varient selon les populations.

C'est pas par hasard si les populations soudanaises sont de bien meilleurs « goûteurs » de sucre que les Pygmées ou s'il n'est pas de palais plus fin que celui des Esquimaux pour apprécier le salé. Il faut plutôt voir là un signe de l'adaptation des diverses ethnies à leur milieu naturel et aux aliments qu'elles y trouvent.

Inutile de chercher à faire des comparaisons de ce type auprès de la majorité des habitants de la planète rompus au libre échange des denrées alimentaires et pour lesquels le culturel a implacablement chassé le naturel. En revanche, certains habitants de territoires isolés et dont le mode de vie a très peu évolué depuis des millénaires offrent un champ d'observation intéressant pour comparer différentes sensibilités aux principales saveurs : le sucré, le salé, l'acide et l'amer.

C'est donc à la rencontre des Pygmées Twa et Oo du Zaïre, des Pygmées Aka de Centrafrique, de Soudanais comme les Koma et les Doupa du Nord-Cameroun ou des Esquimaux Inuits du Groenland, ainsi que de quelques autres ethnies, que sont partis M. Claude-Marcel Hladik et M^{me} Hélène Paganzy, de l'équipe d'anthropologie alimentaire différentielle du CNRS, et M^{me} Bernadette Robbe, du Musée de l'Homme à Paris. Ils ont chacun rapporté de leur périple des données qu'il a été possible de comparer (1).

Dans l'affaire, le plus difficile a sans doute été de se rendre dans les villages les plus reculés. Là, il a suffi, comme l'a fait M. Hladik au Cameroun, de préparer des solutions de plus en plus diluées de substances sucrées (glucose, levulose, saccharose), acides (oxalique et citrique), salées (chlorure de sodium) et amères (thiorédoxine, chlorhydrate de quinine). Puis de faire goûter aux villageois les boissons ainsi préparées — en commençant par les

plus diluées — afin de noter à partir de quelle concentration chacun reconnaissait la saveur proposée. La statistique a fait le reste.

Des observations et des calculs, il ressort que les Koma du Nord-Cameroun ont une bien meilleure perception du goût sucré que leurs compatriotes, les Pygmées Gbels. Ce sont pourtant des peuples géographiquement très voisins mais qui vivent les uns dans la savane arborée, les autres dans la forêt équatoriale. Cela fait toute la différence.

« En forêt dense, de très nombreuses espèces se côtoient et elles entrent en compétition vis-à-vis des oiseaux qui dispersent leurs graines », explique M. Hladik. Les volatiles appréciant

semble-t-il les douceurs, ils choisissent de préférence les graines les plus sucrées et favorisent la prolifération des arbres qui les portent. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que les Pygmées qu'ils sont de fruits très sucrés, n'aient pas développé une sensibilité particulière pour cette saveur. Il en va tout autrement pour leurs voisins du Nord qui vivent dans des savanes et disposent de fruits doux à trois fois moins riches en sucre.

Il y a plus. En affinant les analyses, les chercheurs ont constaté que les différences de sensibilité des diverses ethnies étudiées vis-à-vis du glucose ou du saccharose s'estompent devant le lévulose. Preuve sans doute que la hiérarchie du « pouvoir sucrant » que l'on attribue, dans les pays développés, à ces trois substances, est une notion toute relative, qui ne recouvre aucune réalité dans des contrées plus lointaines.

L'amer est en revanche très vite détecté par tous. Il en va de la survie de ces peuples qui doivent

veiller à ne pas consommer d'alkaloïdes végétaux toxiques, décelables à leur amertume. Le désagrément que provoque cette saveur semble d'ailleurs universel à voir la moue dégoûtée que font les nourrissons comme les jeunes singes aussitôt qu'ils l'ont sur la langue.

Sans doute est-ce aussi l'instinct de conservation qui a fait des Inuits du Groenland d'excellents goûteurs de sel. Ces Esquimaux, qui consomment une nourriture déjà très riche en chlorure de sodium, doivent éviter les excès de sel qui nuiraient à leur santé. Il leur faut donc être particulièrement vigilants lorsque, pour s'approvisionner en eau douce, ils recueillent la neige déposée sur la banquise. D'autant plus que la sensibilité gustative diminue avec le froid.

« Il ne s'agit là que de l'hypothèse la plus probable », souligne M. Hladik. Mais l'explication, séduite par sa logique. Il est en revanche a priori plus surprenant de voir que, dans les ethnies les plus sensibles à une saveur don-

née, il peut exister des différences de comportement entre les hommes et les femmes. Ces dernières sont alors toujours gagnantes au jeu du test de dégustation et les dames Inuits n'ont pas leur part pour percevoir une trace de sel, pas plus que leurs sœurs Myas et Yassa du Cameroun pour déceler le glucose ou les femmes Oo du Zaïre pour « sentir » la thiorédoxine.

Le partage des tâches, qui attribue traditionnellement la cueillette des fruits et la préparation des aliments aux représentants du sexe faible, serait-il responsable de cette discrimination ? Faut-il y voir la conséquence des variations de perceptions qui accompagnent les différentes phases du cycle féminin ? Peut-être. Mais si tel était le cas, « on devrait retrouver un phénomène analogue chez les Pygmées », souligne M. Hladik. L'explication ne lui paraît pas la meilleure, mais elle « mérite d'être approfondie ».

En revanche, le chercheur voit dans la différence de sensibilité des hommes et des femmes une

nouvelle confirmation de l'hypothèse selon laquelle la perception gustative aurait un support génétique. Ce lien entre la sensibilité aux saveurs et les gènes, déjà mis en évidence pour la phénylthiocarbamide, produit amer de la même famille que la thiorédoxine, pourrait donc être très général.

Quoi qu'il en soit, il paraît désormais clair qu'en matière de goût les peuples varient. Il reste à intégrer les résultats de ces travaux dans un ensemble plus vaste de recherches auxquelles participent, notamment au Cameroun, des médecins et des biologistes, afin de « restituer la comportement alimentaire de l'homme dans son comportement socio-économique », selon M. Hladik. Avec à terme l'espoir de pouvoir disséquer ce comportement et d'y reconnaître la part du biologique, de l'historique et du culturel.

ELISABETH GORDON.

(1) Ces travaux ont été publiés dans les Comptes rendus de l'Académie des sciences en octobre 1986.



Les Pygmées du Cameroun : trop de sucre à table.

ATTENTION AUX EXAMENS RADIOLOGIQUES

P EUT-ON à coup sûr affirmer que les examens radiologiques pratiqués à des fins diagnostiques sont sans risques ? Si tel n'est pas le cas, est-il possible d'avoir une idée même approximative de ce risque ? En publiant les résultats d'une importante enquête menée sur ce thème, un groupe de chercheurs de l'INSERM (unité 240 dirigée par M. Francis Fagnani) vient de poser en des termes nouveaux actualisés et documentés une difficile question trop souvent passée sous silence en France.

Les rayonnements ionisants sont potentiellement dangereux, à la fois pour les cellules germinales (risque de malformations dans la descendance) et pour les cellules somatiques (effets génétiques et risques de cancer).

L'étude menée par les spécialistes de l'évaluation des risques et des actions de prévention a concerné l'année 1982, au cours de laquelle le nombre des examens radio-diagnostiques a atteint 45,4 millions. L'enquête nationale a été menée auprès de treize mille patients dans un échantillon de quatre cents établissements hospitaliers ou cabinets de radiologie. Après extrapolation à partir d'observations à des niveaux d'irradiation plus élevés, les auteurs concluent que, pour l'année 1982, les examens de radiologie effectués à titre diagnostique peuvent être considérés comme responsables de 0,5 % du nombre total de décès par cancer, toutes localisations confondues (soit 800 cas). Cette mortalité intrinsèque équivaut à celle liée à la

pratique des anesthésies générales.

Il ne s'agit là, précisent les auteurs, que d'une « mortalité hypothétique » à l'égard de laquelle ce type d'irradiation ne correspond, pour leurs effets sur le génome humain, qu'à 14 % de l'irradiation d'origine naturelle. Ces résultats soulèvent pourtant le problème des risques inhérents à la radiologie et à l'extraordinaire multiplication des actes de cette spécialité. Si, grâce aux améliorations techniques des appareils, des irradiations sont aujourd'hui moins fortes que par le passé, on assiste depuis une vingtaine d'années à une considérable diffusion des investigations radiologiques.

De plus, de nombreuses radiographies continuent à être pratiquées de manière systématique alors que rien ne le justifie.

L'étude des chercheurs de l'INSERM met aussi en lumière une donnée inquiétante et mal connue : la moitié de l'impact génétique de ces irradiations médicales est liée à des examens pratiqués sur des femmes âgées de moins de trente ans, et 16 % par l'irradiation des enfants de moins d'un an.

Pour un spécialiste soucieux de garder l'anonymat, ces résultats illustrent avant tout le laxisme de la politique française en matière de radioprotection médicale.

JEAN-YVES NAU.

(1) « L'irradiation collective due aux pratiques de radiodiagnostic en France en 1982 ». In : *Journal de radiologie*, 1986, tome 67, n° 10 et 11.

L'hôpital-fourrière

Un lit de pédiatrie sur trois est indûment occupé. Pourquoi tant d'hospitalisations médicales injustifiées ?

En France, chaque citoyen a « dépensé », en 1986, 8 000 francs pour couvrir les frais de l'assurance-maladie (400 milliards de francs). La moitié de cette somme, soit 200 milliards, soit 4 000 francs par personne, a servi à couvrir le fonctionnement des hôpitaux. C'est dire si le capital hospitalier est coûteux, précieux, et s'il importe, plus encore que pour les autres secteurs de ces dépenses colossales, de ne l'utiliser qu'à bon escient, lorsque son personnel et ses plateaux techniques hautement spécialisés s'avèrent indispensables.

Il existe en France 517 745 lits d'hôpitaux, dont près de la moitié (214 677) sont consacrés aux malades mentaux et aux hospices et maisons de retraite, médicalisés ou non. Des études récentes conduites par la Caisse nationale d'assurance-maladie avaient déjà indiqué (le Monde du 21 juillet 1984) que près d'un tiers des cent mille personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et hospitalisées ne devraient pas se trouver dans l'établissement qu'elles occupent indûment, alors que le coût annuel de ces hospitalisations injustifiées dépassait (en 1982) 10 milliards de francs.

Or voici qu'une autre série d'études portant sur cinq grandes villes de France montre qu'entre un quart et un tiers de toutes les admissions hospitalières dans des services de pédiatrie sont médicalement injustifiées. Autrement dit, sur les quelque 880 000 enfants hospitalisés chaque année, de deux cent mille à

trois cent mille occupent indûment un lit hospitalier. Or le prix de journée d'un lit de pédiatrie (il y en a 15 446 en France) est, à l'Assistance publique de Paris, par exemple, de 2 094 francs.

L'étude conduite par les docteurs Carol Payne (médecin de santé publique à l'Université Yale, Etats-Unis) et R. Nicoladze (président du Comité d'éducation pour la santé et l'aide aux migrants du Languedoc, de Montpellier) (1) a porté sur les motifs de ces hospitalisations médicalement injustifiées (HMI) et sur les types de prise en charge qui permettraient de les limiter, sinon de les justifier.

Toutes les enquêtes (notamment celle de Nantes) indiquent tout d'abord que les enfants d'immigrés sont plus fréquemment hospitalisés que les Français. A Bar-le-Duc, les petits maghrébins (2) étaient huit fois plus souvent hospitalisés que les autochtones ; sur une année entière, 14,3 % de ces maghrébins étaient réhospitalisés, contre 10 % de Français et 21 % d'Espagnols, de Portugais ou d'Italiens. A Metz et à Nantes, le taux d'hospitalisation des petits maghrébins est de trois à qua-

tre fois plus élevé que celui des Français.

Si les enfants des milieux défavorisés sont trois fois plus nombreux à l'hôpital que ceux des professions libérales, le taux des hospitalisations médicalement non justifiées est pourtant le même chez les uns et les autres. Le fait que la mère travaille ou non — dans cette étude — n'a aucune répercussion sur le nombre d'enfants maghrébins y est dominant alors que leurs mères travaillent très rarement à l'extérieur.

Le plus grand nombre de ces hospitalisations non justifiées s'observe chez les enfants de moins d'un an, avec une fréquence double, à Lille par exemple, pour les enfants nord-africains. Dans la moitié des cas, ces hospitalisations abusives sont « motivées » par des affections bénignes, rhinopharyngites, bronchites ou diarrhées, et elles ont été demandées non par un médecin généraliste, mais directement par les parents.

Les motifs médico-sociaux (logement, surpeuplement) motivent (à Dunkerque) la moitié des réhospitalisations, dont près de 80 % sont également médicalement injustifiées. En somme et dans ces cas, l'hospitalisation devient une forme de placement, parce qu'il « n'est que trop fréquent qu'aucune tentative ne soit faite pour résoudre les problèmes familiaux si souvent à l'origine de l'hospitalisation ». En effet, et en dépit d'un service social hospitalier,

les liaisons avec les services sociaux de secteur ou avec ceux de centres de protection maternelle et infantile sont très rares.

Des modèles du genre existent cependant, comme l'hôpital d'enfants de Cléveville (Tours) qui fonctionne avec un centre d'action médico-sociale précoce, polyvalent financé par la Caisse régionale d'assurance-maladie (pour 80 %) et le département (pour 20 %). De telles structures permettent d'intervenir auprès des parents dès l'hospitalisation de l'enfant et, dans bien des cas, d'éviter les placements si fréquents à la sortie.

Hospitaliser un enfant dont l'état ne le justifie pas a de multiples conséquences, toutes désastreuses. Le nombre des infections contractées à l'hôpital est élevé (13 % des patients). Les effets psychologiques sur le développement de l'enfant sont d'autant plus fâcheux que l'hospitalisation est longue et qu'elle est répétée. Ils se traduisent ultérieurement par des troubles du comportement et de l'adaptation scolaire, et la fréquente appartenance de ces enfants à des groupes socioculturels défavorisés et transplantés aggrave encore la situation.

Enfin, il est aisé d'évaluer ce que coûte à un système d'assurance-maladie d'ores et déjà en difficulté financière cette utilisation abusive d'un équipement hospitalier.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(Lire la suite page 18.)

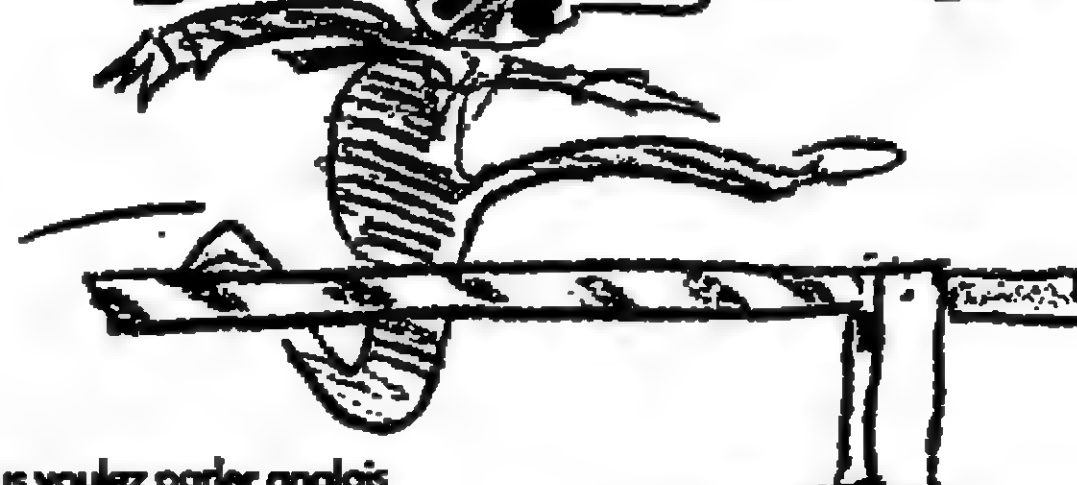
A NANTES	FRANÇAIS	MAGRÉBINS
Population	96,4 %	1,2 %
Enfants hospitalisés	94 %	3,6 %
HMI	25,8 %	50 %

HMI : hospitalisation médicalement injustifiée.

(1) L'étude peut être consultée au Centre de documentation du Comité médico-social pour la santé des migrants, 23, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. 42-33-24-74.

(2) Le terme « maghrébin » utilisé par ces études concerne la nationalité du chef de ménage et donc l'appartenance de l'individu à un groupe ethnique, donné.

L'anglais au sprint



Vous voulez parler anglais vite, très vite ? A vos marques ! Voici 3 formules à Paris :

Cours intensif :
20 h/semaine, soit 4 h par jour. Session tous les 15 jours avec 5 niveaux.

Cours combiné :
30 h/semaine, soit 4 h d'anglais général, en cours collectif, le matin, et 2 h d'anglais spécifique à votre profession, en cours particulier, l'après-midi.

Séminaire bloqué :
40 h/semaine, de 9 h à 17 h, déjeuner avec votre professeur inclus. English all day long ! L. Par groupe de 6.

ILC vous propose beaucoup d'autres formules à la carte, y compris des stages intensifs pour cadres à son centre en Angleterre. Venez évaluer, gratuitement votre niveau avec un respectable pédagogue. Vous choisirez, ensemble, votre rythme.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE ILC
20, Passage Daubigny
75016 Paris
Tél. 43.25.41.37

Une pilule pour avorter

Le RU 486 permet, dans neuf cas sur dix, d'interrompre une grossesse précoce. Sa commercialisation entraînerait une modification de la loi sur l'IVG.

PARIS, janvier 1987. Une femme se rend au centre du planning familial de son quartier. Alertée par un retard de règles d'une semaine, elle a la veille fait un test de grossesse. Positif. Impossible pour elle, étant donnée sa situation personnelle, d'avoir un enfant. Une seule solution : l'interruption de grossesse.

Il y a deux ans, elle aurait dû recourir à la méthode par aspiration. Aujourd'hui, le médecin lui proposerait certainement de prendre, après la semaine de réflexion imposée par la loi, un comprimé de RU 486. Du fait des saignements, parfois relativement continus et abondants, il lui faudrait, les jours suivants, être sous surveillance médicale. Et si, huit jours après avoir pris le médicament, il advenait que la grossesse ne soit pas interrompue — cela arrive dans environ 10 % des cas — elle devra alors se résoudre à recourir à la méthode par aspiration.

« Rien n'est joué »

Paris, janvier 1987. Au siège des laboratoires Roussel-Uclaf, on met la dernière main au dossier de demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) du RU 486 (1). Vraisemblablement,

ce dossier sera déposé au ministère de la Santé au printemps 1987. « Rien n'est joué », confient les responsables du laboratoire. Certains groupes de pression versent d'un mauvais œil la commercialisation d'un produit capable d'interrompre une grossesse, fût-elle très précoce. « A commencer par les responsables d'une association comme Laissez-les vivre, qui voient là — une tentative de banalisation de l'avortement —. Aux Etats-Unis, où la « French Pill » a fait à plusieurs reprises la une — des principaux journaux, le représentant républicain de Californie, Robert Dornan, a qualifié le RU 486 de « Death Pill » (la pilule de la mort).

Rarement, en tout cas, un médicament aura, avant même d'être mis sur le marché, fait couler autant d'encre. Les plus grands journaux américains, le mois dernier, à l'occasion d'une série de conférences données par le professeur Baulieu et de la parution d'un article dans le *New England Journal of Medicine* (2), y sont tous allés de leurs commentaires.

Pour *Newsweek*, il pourrait s'agir du « plus important événement en matière de planning familial depuis la pilule contra-

ceptive et le stérilet ». Tandis que le *Washington Post* saluait « cette nouvelle approche en matière de contraception et d'avortement », le *Washington Times*, pourtant peu suspect de sympathie envers les partisans de l'interruption de grossesse, se demandait si ce médicament ne permettrait pas de réduire la mortalité maternelle et néonatale dans les pays du tiers-monde. « L'OMS estime que chaque année 200 000 femmes meurent du fait des complications survenant au cours d'un avortement illégal », rappelle le quotidien conservateur.

Un médicament sous surveillance

Quant à l'éditorialiste du très sérieux *New England Journal of Medicine*, William Crowley (du Massachusetts General Hospital), il considère que ce médicament constitue « une avancée majeure » aux « implications médicales et sociales également importantes ». Et, de fait, la mise sur le marché du RU 486 aura des conséquences tant médicales que sociales et même législatives considérables. C'est toute la problématique du contrôle des naissances et, singulièrement, de l'interruption de grossesse qu'il faudrait repenser.

Pour leur part, les dirigeants de Roussel-Uclaf ont, dans un premier temps, décidé de ne pas mettre la barre trop haut : « Dans le dossier de demande d'AMM ne figurera qu'une seule indication : l'interruption de grossesse avant le quarante et unième jour d'aménorrhée (3) ». « Dans cette indication, précise M. André Ullmann, le coordinateur des recherches, l'administration de 600 mg de

RU 486 en une seule prise permet d'obtenir une interruption de la grossesse dans environ 90 % des cas (4) ». A titre de comparaison, la méthode par aspiration utérine se soldait, lorsqu'elle est faite précocement, par un échec dans 2 % à 3 % des cas.

Du point de vue de ses effets secondaires, le RU 486 provoque essentiellement des saignements. « Sur un total de plus de 1 500 femmes qui, de par le monde, ont expérimenté ce produit dans cette indication, sept ont dû être transfusées », indique le docteur Ullmann. Ces saignements émanent en grande partie de la RU 486 ne sera, en toute hypothèse, que délivré sur ordonnance par les pharmaciens responsables des centres d'orthogénie ; en outre, sa prise ne pourra se faire que sous surveillance médicale stricte.

Mis à part d'autres effets secondaires plus « classiques » (fatigue, vomissements, douleurs abdominales), le RU 486 ne semble pas induire de complications graves (insuffisance surrénale en particulier).

Reste, et c'est là le principal argument avancé par les détracteurs du produit, que le RU 486 n'est pas efficace à 100 %. Ses 10 % d'échecs sont-ils acceptables ? Chez Roussel, on répond que l'important est que dans neuf cas sur dix le RU 486 permette « d'éviter le recours à l'interruption instrumentale de grossesse avec ses conséquences physiques et psychiques ».

D'autres gynécologues craignent que de nombreuses femmes ne puissent tolérer des saignements continus pendant plusieurs jours, « alors que la méthode par aspiration, dit l'un d'eux, même si

elle est désagréable, ne dure que quelques minutes ».

A quelle méthode ira la préférence des femmes ? Selon les premières enquêtes, c'est le RU 486 qui semble le mieux apprécié. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est, pour sa part, très intéressée par le RU 486, dans lequel elle voit un bon moyen de contrôler les naissances. Certains pays scandinaves et les Pays-Bas semblent aussi souhaiter une mise sur le marché aussi rapide que possible de ce produit. De même que certains pays en voie de développement, pourvus d'une infrastructure médicale suffisante et soucieux d'instaurer un programme efficace de contrôle des naissances. A cet égard, la Chine est particulièrement intéressée par ce médicament français, et des essais cliniques sont actuellement en cours dans certaines grandes villes chinoises.

Contraception ou contraception

Pour un laboratoire comme Roussel, l'enjeu économique que représente un tel produit est énorme. La mise au point de ce médicament a coûté cher. Très cher même. Et il importe de rentabiliser au plus vite ces recherches. D'autant que la maison mère, la firme allemande Hoechst, ne semble pas particulièrement emballée par la future mise sur le marché du produit. La concurrence étrangère existe, certains laboratoires (Schering en particulier) étant sur les rangs eux aussi pour la mise au point d'un antiprogesterone. Mais l'avance prise par Roussel semble, pour l'instant, suffisamment importante pour ne pas craindre, dans un proche avenir, une grande bataille commerciale.

Cela dit, rien n'est fait, et l'on ne peut en rien préjuger l'attitude de la commission ministérielle d'autorisation de mise sur le marché. En toute hypothèse, le RU 486 sera, s'il était commercialisé, un produit cher (vraisemblablement plusieurs centaines de francs). « Mais une interruption de grossesse au moyen d'un comprimé de RU 486 reviendra moins cher qu'un avortement par aspiration », souligne-t-on chez Roussel.

Il est à craindre que, une fois mis sur le marché, le RU 486 ne fasse l'objet d'une utilisation « sauvage » pour des indications autres que « l'interruption de grossesse avant le quarante et unième jour d'aménorrhée ». Cer-

tains gynécologues pourraient être tentés de l'utiliser pour interrompre des grossesses plus tardives. Associé à des progestatifs, le RU 486 a en effet une efficacité, là encore, de l'ordre de 80 % à 90 %. Quant à l'utilisation systématique du RU 486 au vingtième jour du cycle, chaque mois, elle n'est, elle, pas recommandable. Cette méthode de contraception ne serait ni efficace à coup sûr ni surtout dénuée d'effets secondaires indésirables.

Quelles seront, à terme, les conséquences de l'utilisation du RU 486 ? Les femmes continueront-elles à prendre la pilule comme elles le font aujourd'hui ? Certaines n'auront-elles pas tendance à abandonner ce moyen de contraception et à se dire que, au cas où elles seraient enceintes, il serait alors temps de prendre un comprimé de RU 486 ? La contraception va-t-elle progressivement prendre le pas sur la contraception ? Autre hypothèse envisageable : l'utilisation croissante de préservatifs et de contraceptifs locaux ne va-t-elle pas aller de pair avec la diffusion du RU 486, au détriment de la pilule et du stérilet ?

Réponse dans quelques années. En tout état de cause, il est certain que la mise sur le marché du RU 486 imposera, si elle intervient, de revoir dans son ensemble le dispositif législatif actuellement en vigueur concernant l'interruption de grossesse.

FRANCK NOUCHI.

(1) Schématiquement, le RU 486 est une antiprogesterone : il s'oppose aux effets de la progestérone, une hormone indispensable au bon déroulement de la grossesse. Plus précisément, il s'agit d'un antagoniste des récepteurs de la progestérone. Mis au point en 1982 par les laboratoires Roussel-Uclaf (MM. Daniel Philibert, Georges Teutsch, Édouard Sakiz et André Ullmann), le RU 486 est avant tout le fruit des travaux menés à l'hôpital Bichat (U 33 de l'INSERM) par l'équipe du professeur Etienne-Emile Baulieu (Béatrice Coustet, Gilbert Schaison).

(2) Daté du 18 décembre 1986.

(3) On chiffre la grossesse en semaines ou jours d'aménorrhée, c'est-à-dire depuis le premier jour des dernières règles : 41 jours d'aménorrhée correspondent donc à 13 jours (41-28) de retard de règles.

(4) L'étude publiée au mois de décembre dernier dans *The New England Journal of Medicine* faisait état d'un taux de succès de 85 %. En réalité, les derniers essais faits sur un nombre de femmes beaucoup plus important font apparaître que le taux de succès varie de 88 % à 93 %. Ces résultats ont été communiqués par le professeur Baulieu lors d'un symposium qui s'est tenu à Stockholm le 1^{er} octobre 1986.

L'hôpital-fourrière

(Suite de la page 17.)

On peut, très grossièrement, évaluer le coût des hospitalisations médicalement injustifiées de l'enfant à 10 millions par jour en 1986... Soit plus de 3 milliards et demi pour l'année...

Les travaux comparatifs concernant ces évaluations indiquent, notamment, qu'une rhinopharyngite traitée à l'hôpital revient sept fois et demi plus cher que si le généraliste l'avait traitée à domicile.

Les motifs de cette aberration humaine et financière tiennent à la fois aux lacunes des structures sociales françaises, à leurs défauts graves d'organisation ou de cohésion et à la psychologie propre aux parents de certains groupes sociaux. De multiples études ont montré que les immigrés s'adressent beaucoup plus volontiers au système hospitalier qu'aux soins de ville : 72 % de la consommation médicale des maghrébins est

réalisée à l'hôpital (3) et leurs autres dépenses médicales (soins de ville, pharmacie, etc.) sont très inférieures à celles des autochtones.

Rénover le travail social

Le fait que les crèches publiques refusent un enfant malade est, pour la mère qui travaille, une puissante incitation à l'hospitalisation illégitime. En outre, les mères qui ne travaillent pas n'ont pas droit à la crèche, même si elles tombent malades elles-mêmes. Les travailleuses familiales ne sont pas autorisées à s'occuper d'un enfant malade, et les médecins de la protection maternelle et infantile ne font, eux, que de la prévention. En outre, et sur le plan psychologique, il semble que la demande d'hospitalisation pédiatrique

réponde à la fois « au désir maternel de voir l'enfant guéri » et constitue « une absolue de sa carence comme mère ».

Mais, dira-t-on, les médecins de garde, les autorités hospitalières, jouent bien un rôle également lorsqu'ils acceptent ces hospitalisations, parfois prolongées, parfois répétées. Bien que les budgets des hôpitaux, calculés à présent de façon « globale » n'incitent plus comme jadis à la prolongation abusive des séjours pour des malades qui n'en sont pas et donc ne coûtent que peu de chose, et bien que les durées des hospitalisations soient peu à peu réduites dans les hôpitaux les mieux gérés, il reste que les mauvaises habitudes seront longues à effacer.

En outre, les difficultés de culture et de langue constituent pour le médecin de garde une incitation à placer l'enfant en observation, dans l'ignorance où il se trouve de son état exact. Rôle qui devrait être tenu par des services sociaux préalables et mieux organisés. Encore faudrait-il que ces services aient à leur disposition d'autres structures pour l'accueil de l'enfant, et que l'hôpital moderne ne soit plus considéré, ainsi qu'il l'est dix-neuvième siècle, comme le seul refuge possible des déshérités de la société...

Les auteurs du rapport sur les hospitalisations non justifiées des enfants de migrants font un certain nombre de propositions pour en réduire le nombre, notamment en développant les alternatives de soins. Ces derniers pourraient être assurés par les parents eux-mêmes, à condition de légaliser les congés parentaux (ou maternels) pour maladie de l'enfant. Les crèches publiques devraient pouvoir disposer d'un secteur isolé (pour les enfants simplement enrhumés) et devraient aussi faire des dépassements temporaires. Le nombre des travailleuses familiales devrait être accru et leurs tâches élargies, de même que celui des réseaux communautaires (comme celui de Belleville), ou des médecins de protection maternelle et infantile.

L'hospitalisation à domicile (qu'ont organisée déjà quelques services pédiatriques de pointe) pourrait être développée pour les cas sérieux, et les consultations externes hospitalières transformées en petites polycliniques disposant d'un laboratoire pour assurer la quasi-totalité des soins qui impliquent, à l'heure actuelle, une hospitalisation. Il paraît clair, en somme, que s'il ne peut être question d'abandonner ou de rejeter l'enfant de familles en difficulté, bien d'autres dispositifs que l'hospitalisme cruel et coûteux actuellement pratiqué permettraient d'assurer cette mission avec plus d'efficacité, d'humanité, et pour un coût bien inférieur.

Encore faudrait-il qu'un minimum de coordination — encore trop exceptionnel — puisse s'instaurer entre les intervenants socio-sanitaires et ceux des hôpitaux. Autrement dit, qu'une véritable politique de santé soit, un jour, instaurée en France.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

3) Etude de R. Sérango-Ponterme : « La consommation médicale des immigrés ». In : *Prévenir*, n° 7, mars 1983. « Les immigrés dans leur champ social et de santé ». Société coopérative d'édition de la Vie sociale, 5-7, rue d'Italie, 13006 Marseille Cedex 6.

Courrier

UNE PROTECTION POUR TOUS

Un million de personnes sans couverture sociale, ce chiffre résonne comme un signal d'alarme. Il n'est pas acceptable que dans une société de progrès comme la nôtre autant de gens soient accablés à se faire soigner par des circuits parallèles ou à se passer de soins.

Est-ce que la santé devient un privilège ? Il me semble urgent que les pouvoirs publics malgré la crise, ou plutôt à cause d'elle, mettent en œuvre une protection effective pour tous.

CATHERINE JAMIN
(Courbevoie).

DES RIGIDITÉS POLITIQUES

Aucun texte législatif ne définit l'urgence. Certaines circonscriptions ministérielles la limitent même aux « affections inopérables », sans prise en compte de leur gravité. Le refoulement des malades sans couverture sociale prend alors un aspect de loterie. Lorsque consignés de refoulement il y a, elles sont motivées par le souci de limiter les pertes financières. Il n'est en effet pas possible de laisser s'accumuler éternellement des créances irrécouvrables, pour la bonne raison que les hôpitaux n'ont pas le pouvoir de créer de la monnaie.

La mission et les règles de fonctionnement et de financement de l'hôpital sont définies par la loi, donc au niveau politique. Si rigidités administratives il y a, elles incombent donc aux responsables politiques, incapables de préciser les missions de l'hôpital et de définir des règles de financement en cohérence avec celles-ci (...).

Le système français d'assurance-maladie est un système de gestion individualiste des risques. Il introduit donc une séparation irrémédiable entre les ayants droit et les autres. Seule la prospérité économique a permis de masquer le fondement corporatiste-censitaire du système en permettant la multiplication de dérogations paternalistes et la greffe sur un système d'assurance de mécanismes d'assistance. Le résultat est un système hybride, à la fois soupçonneux et si complexe qu'il encourage la fraude.

M.-E. SVARN,
directeur
de l'hôpital Ulysse-Trelat.

LES EXCLUS DE L'HÔPITAL

Les exclus de l'hôpital ne le sont pas seulement de l'hôpital, mais de l'ensemble du système social. Ils retrouvent les mêmes tracasseries administratives à chaque lieu où ils essaient de faire valoir leurs droits (quand ils les connaissent) : carte de séjour, demande de logement, versement de prestations sociales, etc.

La mauvaise utilisation des circuits est la résultante d'autres facteurs — ignorance de la langue, peur des démarches officielles, mauvaise volonté des institutions.

D.V. HALLEY
DES FONTAINES,
hôpital Saint-Ansoine
(Paris).

Le Monde
sur minitel

IMMOBILIER

30 000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ LEMONDE

SOLDES

Dans tous les rayons
et jusqu'à épuisement des stocks

AUX TROIS QUARTIERS

17 Bd de la Madeleine, Paris, tél. 42.60.39.30.

banc d'essai

Comment scier de

سلا من الأصل

DEMANDEZ-L

Le banc d'essai des satellites

Des simulateurs spatiaux pour tester les satellites avant leur lancement. A Noordwijk, le soleil artificiel le plus brulant du monde.

AMAIS il ne viendrait à l'idée d'un constructeur automobile de proposer à sa clientèle un modèle de véhicule qui n'aurait pas connu les froids du Grand Nord, le soleil de l'Afrique, les pluies et les brouillards des îles Britanniques. Ce qui est vrai pour l'automobile l'est aussi pour les satellites. Mais on conçoit fort bien toutes les difficultés techniques et financières qu'il y aurait à tester un tel matériel dans des conditions réelles. C'est pourquoi les responsables des programmes spatiaux ont mis au point de grandes salles hermétiques dans lesquelles ils simulent, séparément ou simultanément, les conditions extrêmes auxquelles les satellites seront soumis lors de leur lancement et pendant toute leur vie dans l'espace.

Sans de pareils tests, comment savoir par avance si ce matériel coûteux supportera, sans dommage, les vibrations que lui transmettent les moteurs de la fusée qui le porte ? Comment apprécier la tenue de ses différents composants électroniques soumis en orbite à des écarts de température importants ? Comment connaître le comportement de ce matériel dans des conditions de vide poussé, analogues à celles rencontrées dans l'espace ? Comment enfin savoir si la mise en rotation du satellite, lors de son injection en orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude), n'affectera pas son comportement futur ?

Les réponses à ces questions ne peuvent se jouer sur un coup de dé. Il y a trop d'intérêts économi-

ques en jeu, à commencer par le prix des satellites, que l'on assure pour des sommes approchant les 100 millions de dollars. Aussi s'efforce-t-on, en bonne logique, de passer au crible tous les paramètres auxquels le satellite sera soumis sa vie durant, soit quelques années.

C'est pour cette raison qu'ont été construits, dans les pays engagés dans des programmes spatiaux, des simulateurs où l'on reconstitue le vide, le froid, les vibrations, les effets du soleil, etc. Bref, des salles gigantesques où l'on soumet les satellites aux pires tortures. De tels équipements fonctionnent depuis plusieurs années en Europe : au centre Interspace de Toulouse en France, à l'ITABG d'Otobrunn en Allemagne fédérale et au centre de Noordwijk (ESTEC) que l'Agence spatiale européenne (ESA) gère aux Pays-Bas.

C'est dans ces installations complexes que la plupart des satellites européens — qu'il s'agisse du satellite météorologique Météosat, du satellite d'observation de la Terre Spot ou des satellites de télécommunications européens Eutelsat — ont subi tous les mauvais traitements. En six mois de tests, ils révèlent leurs capacités, leurs faiblesses et leurs résistances, et ce pour un coût modeste représentant entre 5 % et 10 % seulement du coût total du projet. Mais ce qui hier encore était possible avec la plupart des charges utiles — autour de 900 kilogrammes — que mettaient en orbite les modèles actuels

de la fusée Ariane ne l'est plus aujourd'hui avec les satellites de plus de 2 tonnes qu'emportera la fusée européenne dans sa version lourde (Ariane IV) ou super-lourde (Ariane V).

Fort de ces considérations, l'Europe spatiale s'est donc décidée, il y a trois ans, à se doter d'un simulateur de grande taille (LSS) pour éviter à l'avenir de faire tester ses charges utiles les plus lourdes et les plus volumineuses aux Etats-Unis. Ce LSS, inauguré à Noordwijk mercredi

14 janvier, par le docteur Rudolf W. de Kort, vice-premier ministre et ministre des affaires économiques des Pays-Bas, a nécessité un engagement financier de 22 millions d'unités de compte (environ 150 millions de francs) de la part des Etats membres de l'ESA. Il se compose d'une chambre d'essais de 2 150 mètres cubes formée à partir d'un cylindre vertical de 15 mètres de hauteur pour un diamètre de 10 mètres auquel est accolé un second cylin-

dre, horizontal cette fois, de 11,5 mètres de diamètre pour une longueur de presque 15 mètres.

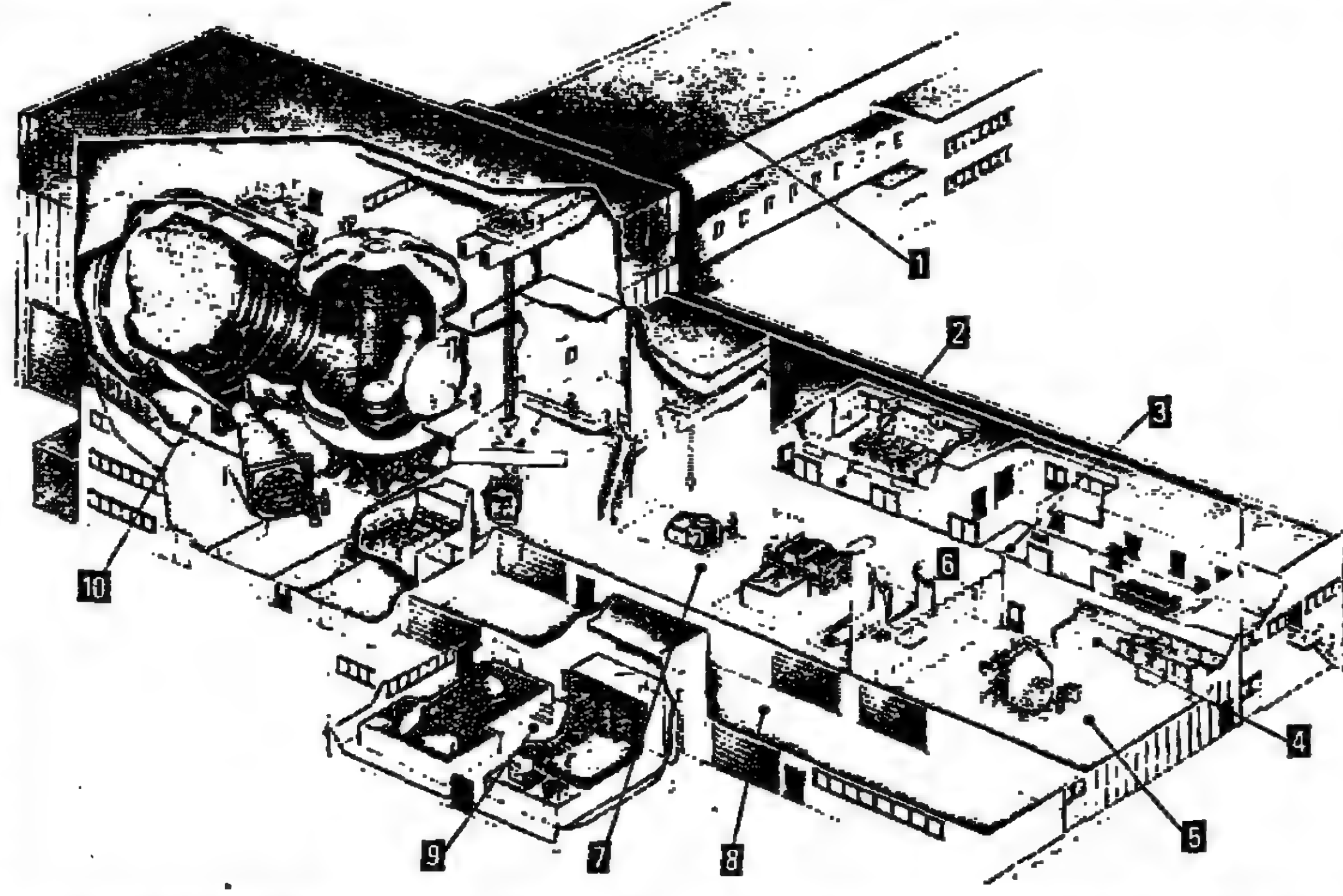
Dans cette enceinte, où sont placés sur une table tournante les matériels à tester, il est possible de reproduire les conditions de pression, de chaleur et de froid que rencontrera le satellite au cours de son existence, ainsi que de réaliser certains essais mécaniques de déploiement de grandes structures. Les tests de vibrations, quant à eux, peuvent être effectués dans une autre partie du cen-

tre de l'ESTEC. C'est ainsi qu'un vide inférieur au millionième de la pression atmosphérique peut être obtenu dans cette enceinte, en même temps que des variations de température comprises entre -196 et +100 °C.

Cette dernière possibilité offerte par le LSS est un peu le clou de l'installation. Les Européens ont en effet réussi à recréer là un soleil artificiel qu'ils estiment « être le plus performant au monde ». Il s'agit d'un ensemble de dix-neuf modules équipés de lampes à xénon d'une puissance de 20 kilowatts chacune, dont la lumière est dirigée sur un grand miroir de plus de 7 mètres de diamètre qui chauffe le satellite de ses rayons. Près de 1 400 watts par mètre carré. Un vrai soleil qui baigne une partie du satellite, tandis que l'autre est plutôt au froid. Infrarouges et lumière visible inondent donc le satellite, dont on mesure aussitôt les réactions.

Les clients de cette nouvelle installation ne manquent pas. Premiers candidats : les Italiens et leur système spatial IRIS, qui sera embarqué sur la navette spatiale américaine, et dont les essais devraient s'achever à la fin du printemps. Ensuite seront testés de grands panneaux solaires qui produisent l'énergie électrique nécessaire aux engins spatiaux, la plate-forme d'expérimentation autonome Eureka. Puis ce sera au tour du satellite astronomique Hipparcos, chargé d'établir une cartographie du ciel, et du satellite d'observation de la Terre ERS-1, avant que ne soient faits quelques tests sur certains des éléments du module habitable qui s'intégrera à la station spatiale permanente que les Américains envisagent de lancer dans le milieu des années 90.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.



Lors de leur passage au centre de l'ESTEC, les satellites restent dans le bâtiment par un sas (8). On les dirige alors vers une salle (5) où ils sont préparés avant de subir différents tests : essais mécaniques et vibrations (6 et 7), essais électromagnétiques et essais d'antennes (9), exposition au rayonnement solaire et au vide de l'espace dans le LSS (10). Pour les charges utiles de moindre dimension, les opérations sont menées dans d'autres locaux (1). Toutes les mesures collectées sont ensuite envoyées dans une série de salles (2, 3 et 4) pour y être dépouillées.

SECTEURS DE POINTE

Comment scier du bois mitrillé

L'Office national des forêts vient de mettre au point un système pour couper les arbres pénétrés d'éclats d'obus.

LA forêt est sans doute la victime la moins connue des deux derniers conflits mondiaux. En Alsace, en Lorraine, dans les Vosges, les arbres déchiquetés par la mitraille ou les éclats d'obus ont continué à pousser, à grossir autour de leurs blessures (1), dont les cicatrices disparaissent au fil des ans... Les données du problème sont connues de longue date. Entre 1914 et 1918, déjà, ces forêts ont souffert, non seulement des mitraillages « classiques », mais aussi des diaboliques *schrapnells*. Cependant, malgré leur antériorité, ces balles en billes en majorité à base de plomb se révèlent moins gênantes pour les lames de scie que, par exemple, les obus de 1940, et surtout les balles à âme d'acier des tirs d'aviation de 1945. Le « record » n'appartient d'ailleurs pas aux ennemis de l'époque, mais à la première armée américaine, qui avança en 1945, précédée par un véritable mur d'acier...

La seule mesure vraiment efficace aurait été de tout couper. Les traces, alors visibles, auraient autorisé une exploitation, même limitée, des arbres abattus. Certains sylviculteurs l'ont fait. Mais l'essentiel de ces arbres sinistrés se trouve au sein des forêts domaniales ou communales, et représente un total impressionnant de 7 millions de mètres cubes, dont la décade varie entre 50 et 70 %. Décade qui fluctue avec la cotation générale du bois, dont elle répercute les écarts en les amplifiant.

Pour toutes les espèces, l'abandon sur pied se traduit par un vieillissement stérile et surtout un retard apporté à la sylviculture, qui se creuse avec le temps, alors que la détection éventuelle de corps étrangers devient plus aléatoire. Leur coupe pure et simple avant leur passage en scierie provoque une usure accélérée des lames, des ruptures et autres avanies aux conséquences très lourdes, car, dans une scierie, comme sur un avion de ligne, l'immobilisation coûte bien plus cher que la casse proprement dite. A cela s'ajoute un problème humain, le passage de fûts mitrillés provoquant un véritable

stress du personnel, soumis à la hantise de l'incident. M. Jean Michant (3), qui « scie du bois mitrillé depuis 1934 », le fait pendant trois jours consécutifs pour pouvoir « passer » du bois sain les trois jours suivants...

Les moyens de détection utilisés jusqu'à présent (« poêle à frire ») pechaient par un manque de précision et n'allaient pas assez profond. L'Office national des forêts (ONF) a créé un service de traitement du bois mitrillé (STBM). Rien de révolutionnaire, mais un travail de longue haleine jalonné par des tâtonnements successifs jusqu'à la mise au point d'un délicat système de détection électromagnétique, et la mise en service d'une véritable usine de détection, à Champ-le-Duc, dans les Vosges.

Le métal une fois détecté, l'usine tronçonne les parties touchées et « livre » le bois exploitable. En 1986, plus de 30 000 mètres cubes ont été traités, et la capacité de croisière devrait atteindre 60 000 mètres cubes par an en 1990, au plus tard. La décade des bois tombe entre 15 % et 30 %. Mais cette initiative est loin de faire l'unanimité dans la profession, qui la juge très coûteuse, après un investissement important. Pourtant, chacun s'accorde sur un argument aussi décisif qu'indéchiffrable : la reprise rendue possible d'une sylviculture « normale » sur des sites qui, économiquement, ressem-

blaient plus à un désert boisé qu'à une partie du patrimoine.

Incontestable aussi, le savoir-faire ainsi démontré, à même fait révéler les plus optimistes, à une possibilité d'exportation de cette technologie, à cela près que les « clients » potentiels ne sont pas légion : l'Allemagne possède relativement peu de bois mitrillé ; la Suède, la Finlande, ont préféré et préfèrent encore couper, quitte à jeter ; quant à l'URSS, elle dispose de telles ressources naturelles non touchées que ce problème ne la préoccupe pas outre mesure.

En tout état de cause, rien qu'en France, on estime que l'exploitation des bois mitrillés prendra encore trente ou quarante ans ; plus qu'il n'en faut pour justifier les importants moyens mis en œuvre.

MICHEL DROULHOLE.

(1) Parmi les objets les plus étonnants « avalés » par un arbre, un pistolet-mitrailleur presque intact a été retrouvé à l'intérieur d'un sapin. Il s'était vraisemblablement incarné dans l'écorce de l'arbre, qui a continué à pousser tout autour, jusqu'à l'englober totalement !

(2) Obus rempli de billes de plomb, qui explose avant de toucher sa cible. Très utilisé par l'armée allemande en 1914-1918, son invention, un siècle auparavant, est pourtant due à un Britannique : Henry Schrapnel.

(3) Actuellement président d'honneur de la Fédération nationale du bois et de l'Organisation européenne des scieries, M. Michant a collaboré comme expert à un rapport sur les débits de bois mitrillé.

Demain

DIGITALES DIGITALISÉES

L'identification des criminels par leurs empreintes digitales remonte à près d'un siècle, et tous les services de police ont à leur disposition de volumineux fichiers d'empreintes. Le temps de recherche croissant avec la taille du fichier, le recours à l'informatique pour cette opération est aussi pratiqué depuis plusieurs années. Mais les résultats n'ont pas toujours été probants.

La difficulté tient à ce que les empreintes relevées par les enquêteurs sur les lieux d'un crime sont généralement partielles et déformées. Un spécialiste de l'identification sait tenir compte de ces défauts et conclure à l'identité de l'empreinte qu'on lui soumet avec l'une de celles qui figurent sur le fichier, alors que les deux images paraissent entièrement différentes à un profane. Mais les programmes informatiques sont moins intelligents.

Un système automatique d'identification d'empreintes, Afis, a été créé par Nippon Electronic Company (NEC) et installé dans plusieurs villes des Etats-Unis, où il a rapidement fait preuve de son efficacité. Son apport essentiel est de repérer les points remarquables d'une empreinte (bifurcations et extrémités des sillons) non par leur position sur le cliché comme on le faisait supé-

vent, mais par le nombre de sillons qui les séparent des points remarquables voisins. Ce nombre reste en effet mesurable même sur des empreintes très « mauvaises ». Accessoirement, NEC a créé pour le système Afis des processeurs spécialisés qui diminuent beaucoup le temps de recherche.

RADIOTÉLÉPHONIE CONFIDENTIELLE

La Conférence européenne des postes et des télécommunications (CEPT) a confié au Centre national d'études des télécommunications le test de nouveaux types de liaisons numériques pour les communications avec les véhicules. Cette recherche participe d'un projet, auquel se sont associées la Grande-Bretagne, l'Italie et la RFA, qui doit conduire avant la fin de la décennie à la mise en place d'un système de radiotéléphonie cellulaire avec les véhicules, en utilisant des fréquences voisines de 800 mégahertz. Un groupe spécial mobile de la CEPT doit établir les spécifications de ce système qui, à terme, couvrira toute l'Europe. L'utilisation d'une transmission numérique — et non analogique comme dans l'actuel Radiocom 2000 de la DGT — présente divers avantages, en particulier de faciliter le cryptage de la communication pour en garantir la confidentialité.

COMMUNICATION EMPLOI : Voir nos annonces pages 20 à 30.

L'achat d'une carte d'abonnement vous donne droit entre autres avantages à 30 % de réduction sur tous les vols. Air Inter vous propose plusieurs formules : abonnement par ligne, lignes groupées, à la carte, toutes lignes...

AIR INTER

Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter 45.39.25.25 ou de votre Agent de voyages.

DEMANDEZ-LA CARTE DU CIEL.

SECTEURS DE POINTE

Futur directeur technique

Une société de transformation de matières plastiques (130 personnes - 75 millions de CA) recherche un jeune

INGENIEUR A.M. ou similaire

Après une période d'intégration et de formation par l'actuel directeur technique, il conduira progressivement des missions d'études et de production. A terme, ses capacités lui permettront d'accéder à la direction technique complète.

En étroite collaboration avec la Direction Générale, il a la responsabilité de toute innovation d'ordre technologique.

Il conçoit et lance les nouveaux produits dont il dirige la fabrication. Ingénieur de fabrication, très au fait des nouveautés techniques, ayant des connaissances en matières plastiques, il est aussi un homme de dialogue et d'animation pour son équipe.

La connaissance de l'informatique constitue un atout supplémentaire. L'opportunité est très attractive et l'environnement celui d'une entreprise à taille humaine.

Le poste est basé à STRASBOURG NORD.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 612.603 H (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
15, rue des Francs-Bourgeois
67000 Strasbourg.

Une informatique avancée pour notre industrie de pointe



6 Centres industriels, 5300 personnes dont 700 Ingénieurs et Cadres, 3,7 milliards de CA. Soyez notre RESPONSABLE PRODUCTION MOYENS TECHNIQUES INFORMATIQUES.

A la tête d'une équipe de 10 personnes et Responsable d'un budget important, vous exploitez et gérez les ressources de notre outil informatique (IBM 4381, VAX 750, P 7000, 170 terminaux), en définissez les évolutions et veillez à la bonne application des procédures. Interlocuteur permanent et avisé des utilisateurs, vous savez dialoguer aussi bien avec les constructeurs qu'avec les ingénieurs systèmes et les Chefs de projet.

Votre acquis technique et vos années d'expérience informatique en milieu industriel complétant votre formation supérieure, votre sens de l'organisation et de la rigueur, votre disponibilité sont vos atouts pour votre réussite. Anglais nécessaire. Poste basé à EVREUX.

Adresser CV, photo et salaire actuel, à F. RAGOT, RTC - COMELEC, 41 rue Pierre Broselette - BP 1642 - 27016 EVREUX CEDEX.

Philippe Frenon, c'est 19 milliards de CA, 25000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'assurance. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales.

Philippe c'est déjà demain.



Telemecanique

les solutions de progrès

recherche pour sa
DIVISION (1700 personnes)
«ACQUISITION DE DONNEES
DIALOGUE HOMME-MACHINE»
située à ANGOULEME

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Le poste : Responsable d'un projet d'étude de nouveaux produits électroniques dans le domaine des capteurs à usage industriel.

Formation : Ingénieur diplômé Grande Ecole électronique ou électronique-mécanique.

Expérience : 3 ans au moins en électronique analogique.

Connaissances requises : électro-magnétisme, micro-processeurs, électronique analogique.

Adresser CV, photo et prétentions :
TELEMECANIQUE Direction du personnel
16340 ISLE D'ESPAGNAC Tél. (45) 69.22.22.



recherche pour DOURDAN et MASSY

Ingénieurs Débutants ou ayant 1 à 3 ans d'expérience

pour participer à la conception et au développement de projets dans le domaine des télécommunications.

Formation : ECP, Sup-Télécom, Supélec, Sup'Aéro, ENSTA, ISEP, ISEN, ENSIMAG, etc...

Adresser C.V. détaillé, précisant votre salaire actuel, ou téléphoner au 47.57.02.50 en rappelant la référence DE 701, à :

GGS CARRIERES

53, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

PARTICIPEZ A L'IMPLANTATION MONDIALE DE NOS PRODUITS !

RESPONSABLES DE MAINTENABILITE

Ingénieurs Grandes Ecoles, vous avez acquis en complément de votre formation initiale de généraliste, une spécialisation en électronique et/ou en informatique et une expérience industrielle dans le domaine d'équipements de pointe.

Dans un environnement de haute technologie vous serez formés à nos produits et vous participerez à la conception et à la mise en œuvre d'une politique garantissant la fiabilité et la maintenabilité de nos équipements.

Selon vos compétences et motivations vous interviendrez plus spécialement sur des produits ou des sous-ensembles mécaniques, électroniques, informatiques ou numériques.

Basés en région parisienne vous serez disponibles pour les déplacements nécessités par la fonction notamment en Europe et en Amérique.

Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.



THOMSON CCR

Merci d'adresser votre C.V. à Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CCR - Service du Personnel - Réf. 85.87/ST/LM
3, rue d'Amiens - 93240 STAINS

DANS UN GROUPE QUI MONTE VITE, VOTRE CARRIERE SE CONSTRUIT PLUS VITE.

ANALYSTES, CHEFS DE PROJETS

Vous avez déjà fait vos preuves et aspirez à intégrer une Entreprise qui vous donnera plus d'autonomie et de responsabilités. Au Groupe Segin, nous sommes 500, nous connaissons 50 % de croissance annuelle avec trois activités : la Monétique, la Télémétrie et l'Ingénierie Informatique et si nous sommes devenus une des toutes premières SSI françaises c'est aussi parce que chez nous on apprécie l'envergure.

DATAFORCE, notre unité ingénierie informatique recherche actuellement l'encadrement de ses équipes de conception, d'études et de programmation sur Paris La Défense. Un bon diplôme (Ecole d'ingénieur ou universitaire), une expérience réussie en conduite, développement et réalisation d'applications informatiques sur grands systèmes IBM ou Bull, et le désir d'élargir votre champ d'expérience en participant à des projets valant (SGD, réseaux...), tels sont vos atouts pour nous rejoindre. Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM 702 à Anne de KEMMETER - 3, rue Belini - Paris La Défense 11 - 92808 PUTEAUX. Pour informations sur Minitel, composez le 3614 code SEGIN*SECL.

DATAFORCE



DEBUTANTS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL, LEADER MONDIAL DANS SON ACTIVITÉ, RÉALISANT UN CA DE 1 MILLIARD DE FRANCS RECHERCHE

Ingénieur de développement

Missions : au sein d'une équipe, il est responsable de la création de nouveaux produits : conception et mise au point d'appareils industriels. Il est également chargé d'améliorer les produits existants.

Profil : de par sa formation d'Ingénieur Hydraulicien (ENSHC Grenoble ou INPT Toulouse...) il complète par sa spécialité une équipe pluridisciplinaire.

Il est débutant ou a acquis une première expérience de 2 à 3 ans au sein d'un laboratoire de recherche en hydraulique ou en milieu industriel dans une fonction similaire.

Il possède le sens industriel nécessaire à la matérialisation de la recherche et de l'innovation mais également des qualités relationnelles. Ce poste implique, en effet, une étroite collaboration tant avec les équipes de recherche qu'avec celles du terrain.

Au carrefour de ces différentes missions, il offre de réelles perspectives d'évolution vers nombre d'entre elles.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Déplacements de courte durée à l'étranger à prévoir.

(Réf. M 46)

Ingénieur de mise en route à l'étranger

Missions : responsable de la réception des installations auprès des clients, leur fourniture des garanties contractuelles, il a au préalable assuré la mise en route d'un ensemble d'équipements : fait les essais, vérifié les process, contrôlé la qualité des installations mettant en œuvre de nombreux automatismes.

Profil : Ingénieur électromécanicien ayant de bonnes connaissances en chimie pour la mise en route d'équipements en particulier électriques, inclus dans un processus chimique (Arts et Métiers, INSA, ESME, ENSI...).

Parce qu'il est seul sur le site et représente la société auprès des clients, cette offre s'adresse à un candidat autonome. Il est apte à faire face à des situations variées où les qualités de contact minimisent souvent les difficultés matérielles.

Il doit avoir une parfaite maîtrise de l'anglais et faire preuve de mobilité pour des missions qui varient de quelques semaines à plusieurs mois.

Il bénéficie des avantages liés au statut d'expatriation et peut envisager une carrière internationale dont ce poste est la première étape.

(Réf. M 47)

Ces postes sont basés en proche banlieue Oise.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à notre Conseil : STANDARDATA, 128, boulevard Haussmann 75008 Paris, en indiquant la référence du poste choisi.

STANDARDATA



Recherche et Développement : notre fer de lance

Nous appuyons notre stratégie de diversification produits et marchés sur la qualité de notre équipe R & D. Les investissements et projets en cours justifient l'appel à deux nouveaux ingénieurs.

Un Ingénieur Chimiste + IFOCA ou 3^e cycle

pour se consacrer à la formulation de polymères et d'élastomères et à la mise au point de matériaux nouveaux. (réf. 127 M)

Un Ingénieur Science des Matériaux + 3^e cycle

possédant une bonne connaissance des comportements physico-chimiques et mécaniques, pour travailler sur la combinaison de matériaux et la mise au point de prototypes. (réf. 128 M)

Une première expérience R & D dans des domaines similaires et la maîtrise de l'anglais sont indispensables. Au-delà des compétences spécifiques, créativité, rigueur, dynamisme sont pour nous des critères déterminants.

Filiale du groupe chimique GRACE, nous sommes présents dans le monde entier sur des marchés industriels diversifiés et de pointe pour lesquels nous réalisons des pièces techniques complexes et multifonctionnelles. 400 pers, 75% du CA à l'export, une croissance élevée et continue qui permet une évolution pour des candidats à potentiel.

Notre conseil ALGOE vous remercie d'adresser votre candidature mentionnant votre rémunération actuelle et la référence du poste choisi à Carole de CHILLY

ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CEDEX.

ALGOE
DE L'IDEE A L'ACTION

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

UN PATRON POUR NOTRE
LABORATOIRE D'ÉLECTRONIQUE

Grande entreprise d'Automatismes Industriels, développant une importante activité de maintenance d'équipements électroniques à partir d'outils technologiques avancés, nous recherchons le Responsable de notre Laboratoire, situé en Banlieue Sud de Paris.

Ingénieur grande école
ESE ou équivalent

Vous disposez d'au moins 5 ans d'expérience en électronique, acquise en laboratoire, en R/D ou Service Technique. Vous possédez évidemment de réelles qualités techniques et une très bonne connaissance de matériels électroniques diversifiés.

A la tête de votre équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous assurerez, dans un premier temps, la responsabilité technique du Laboratoire et vous serez en relation avec nos clients.

Votre goût pour les contacts et pour l'animation d'équipes importantes vous permettra d'exercer, ensuite, des responsabilités plus globales. L'Anglais et/ou l'Allemand sont indispensables.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence 2005, à notre Conseil :

MILO Ressources Humaines 3, Av. des Termes - 75017 Paris



Pour renforcer son équipe FORMATION, la Compagnie Générale d'Informatique, leader européen du logiciel au premier rang des SSI tant par son développement que par ses résultats, recherche des

Formateurs débutants
Diplômés d'études scientifiques

Ils suivront une formation initiale de 10 semaines aux méthodes et outils originaux de CGI.

Ils animeront ensuite nos séminaires de formation.

Selon leurs aptitudes et leur désir d'évolution, leur carrière pourra s'orienter ensuite vers les différents métiers offerts par CGI : Consultant, Ingénieur Système, Ingénieur Technico-Commercial, Ingénieur Commercial, Concepteur de produits nouveaux.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) à M^{me} JAMET, CGI 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS, sous la référence JLB/EM/187.

Compagnie Générale d'Informatique

L'Energie Créative

MONTREUIL

CENTAURE
VISIONIC

Ingénieur d'application

LA TECHNIQUE,
UNE NOUVELLE VISION DE LA VENTE...

Nous sommes une jeune PMI (150 personnes, moyenne d'âge : 30 ans) à la conquête des marchés internationaux dans le domaine de la vision artificielle.

Nous produisons des machines de haute technologie destinées aux contrôleurs des circuits imprimés associant l'ELECTRONIQUE, l'INFORMATIQUE, l'OPTIQUE ET LA MECANIQUE DE PRECISION.

Nous créons, au sein de notre service commercial, le poste d'INGÉNIEUR D'APPLICATION. Vous assurez l'interface entre le commercial et le technique grâce à votre connaissance du marché mondial du circuit imprimé. Vous remplirez d'autant mieux ce rôle que vous saurez analyser les besoins de nos clients, concevoir et réaliser les solutions techniques correspondantes en collaboration avec nos chefs de produits.

Vous êtes un ingénieur diplômé à la pointe des technologies nouvelles, ouvert sur le monde et homme de communication. Une solide expérience professionnelle vous a habitué aux contacts de haut niveau en Europe et dans le monde. Vous maîtrisez, bien sûr, la langue anglaise.

Votre rémunération tiendra compte de votre expérience et de vos acquis.

Notre Conseil, Marc NISOLLE, traitera confidentiellement votre dossier de candidature (C.V. et photo), sous la réf. IA/CR.

AXONE

83, rue de Rivoli
75001 PARIS

Lille • Paris • Nantes • Strasbourg • Lyon • Marseille

Bâtir
pour un programme Eureka

Nous sommes la Division Recherche d'une entreprise de dimension et renommée mondiale et souhaitons intégrer pour un projet électronique d'envergure européenne.

Ingénieurs Electroniciens
confirmés et débutants

De formation Grande Ecole vous avez des connaissances ou une expérience en CONCEPTION de circuits analogiques, numériques, microprocesseurs, en INFORMATIQUE (langages de haut niveau, assembleur), en TRAITEMENT DU SIGNAL.

Pour évoluer au sein de notre groupe, il est souhaitable que vous parliez l'anglais.

Lieu de travail : Proche banlieue Ouest.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence A55/M à CURRICULUM "L'ATELIER", 6, Passage Lathuille 75018 Paris.

Du conseil en schéma directeur...
à l'architecture système en entreprise

Nous sommes la filiale française (5200 personnes, CA 5 milliards) d'un grand groupe industriel mondialement connu.

Notre chiffre d'affaires croît régulièrement de 15 % l'an.

Notre informatique, très opérationnelle, est composée pour partie d'applications nationales et pour partie d'applications internationales. Nous travaillons en environnement IBM grands systèmes (MVS-IMS).

L'architecte de notre système d'information sera le responsable de l'intégrité des applications et des bases de données, animera les groupes de travail sur le schéma directeur, participera aux

études de faisabilité des applications et sera "leader" en matière de réflexion sur les projets stratégiques.

Ce n'est pas tout... Il sera l'interlocuteur des filiales européennes du groupe pour les stratégies de migration et d'installation des systèmes internationaux.

Vous avez quelques années d'expérience dans ce type de responsabilités, soit en cabinet conseil, soit en entreprise, la trentaine, un anglais courant et une formation supérieure solide, alors envoyez-nous votre CV et rémunération souhaitée sous référence 113.02.M.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

CE
RA

58 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16.

Hoechst High Chem
Responsable de production

La Société Française Hoechst est filiale de l'un des leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués. Son activité industrielle s'exerce au sein d'un Centre de Recherches et d'Applications et de quatre usines. Une de celles-ci, située à Stains (93) produit une large gamme de DISPERSIONS, destinées notamment aux industries de la peinture, des colles et du textile. Pour lui confier la responsabilité de sa Production (50 personnes environ), elle recherche un :

Ingénieur Chimiste

ayant une première expérience de la production si possible en polymères.

La modernisation en cours de cette unité rend très souhaitable des connaissances en automatisation. Langue allemande (et/ou anglaise) souhaitée.

Merci de préciser la référence 802 dans la candidature (CV + prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 PARIS LA DEFENSE

EXIGENCES D'INFORMATION

Hoechst

IMAGERIE MEDICALE :
L'INFORMATIQUE AU SERVICE
DE LA SANTE

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie.

Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence de nos équipes. Notre Direction Technique et Scientifique implantée récemment à Buc renforce son potentiel. Vous êtes

INGENIEURS INFORMATIENS
GRANDE ECOLE

avec une expérience industrielle de 2 à 5 ans en logiciel Temps Réel. Vous êtes motivés par les technologies modernes :
- systèmes d'acquisition rapide de données,
- processeurs spécialisés de traitement du signal,
- processeurs d'images,
- disques optiques numériques.

Vous désirez participer au développement des logiciels de nos scanners. L'envergure et la diversité de nos projets vous assureront de larges perspectives d'évolution.



THOMSON-CGR

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence DUB/LM à Françoise LEMAIRE - THOMSON-CGR - 283, rue de la Minière - 78530 BUC.

Vous rêvez de réussir, 1987 est votre chance !

CAP GEMINI
SYSTEMS SOFTWARE

Filiale de CAP GEMINI SOCIETY, Premier groupe européen de services informatiques, spécialisée dans la conception, le développement et la distribution de logiciels, nous recherchons dans le cadre de notre expansion un

Ingénieur support

VOTRE MISSION : En étroite collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, vous intervenerez pour les tests de notre produit, la mise en place et le suivi des logiciels en clientèle, la formation et le support des utilisateurs.

VOTRE PROFIL :

- environ 35 ans,
- formation supérieure (BAC + 2),
- connaissance approfondie des grands systèmes,
- expérience IBM (43xx, 30xx) sous V.M., D.O.S./V.S.E., M.V.S./XA,
- goût des contacts et esprit d'équipe,
- sens de la communication,
- une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Envoyez par ce poste bnd à Paris, adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14bis, rue Dauri, 75008 Paris, sous la réf. E2.970 portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

LA VOIE
DU
SUCCES

INGENIEURS



A 23-25 ans environ, vous sortez d'une grande école d'ingénieurs - CENTRALE, MINES, PONTS & CHAUSSEES, ARTS ET METIERS... - vous êtes jeune diplômé ou vous avez une première expérience.

Quel qu'il en soit, vous recherchez, aujourd'hui, l'entreprise capable de vous former, de vous donner tous les outils pour optimiser votre potentiel et votre professionnalisme.

Au départ, vous avez la rigueur, l'ambition et la mobilité pour prendre des responsabilités opérationnelles, après une première période d'intégration, dans un GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS comptant à ce jour 11 USINES EN FRANCE ET AUX ETATS-UNIS.

Tournée vers l'avenir, nous connaissons un taux de croissance constant, un développement et une diversification qui vous permettront, à court et moyen terme, de saisir de NOMBREUSES OPPORTUNITES DE CARRIERE en France comme à l'étranger.

Si vous souhaitez relever ce challenge et vous engager dans la voie du succès, merci d'adresser, sous la réf. 4525/LA, votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, à

Communiqué

71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

INGENIEURS COMMERCIAUX

Agences

LILLE - PARIS - LYON
BORDEAUX - METZ
NANTES - STRASBOURG
TOULOUSE - TOURS - ROUEN
ORLÉANS - MARSEILLE



micro
informatique

Une croissance moyenne de 40% depuis plusieurs années, ECS, première société française de location d'ordinateurs IBM moyens et grands systèmes a pris rapidement une place de leader dans la distribution micro-informatique.

Une gamme de services complète (maintenance, formation, support technico-commercial...) nous permet de continuer à progresser sur ce marché très concurrentiel.

Vous avez une formation de type ESC, Sciences Eco... le goût de l'informatique, un tempérament de négociateur et de bâtisseur et, de préférence, une première expérience de la vente de produits ou services similaires.

Après une période de formation approfondie à nos méthodes et produits, vous rejoindrez l'une de nos agences commerciales à Paris ou en province. Vous y trouverez une équipe compétente et solidement implantée au niveau local, elle sera votre support pour vous permettre d'introduire notre gamme micro IBM - BULL - COMPAQ auprès des grandes et petites entreprises.

Si vous avez choisi de faire une carrière dans un environnement de technologies d'avenir au sein d'une entreprise où le dynamisme est une réalité, prenez contact sous réf. FN749 avec Françoise Nogaredes, Responsable des Ressources Humaines, ECS, 16, rue Washington 75008 Paris.

ECS



THOMSON-CSF
DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de produits et de systèmes de radio-communications destinés aux domaines militaires et civils. Dans le cadre de notre développement, nous recrutons pour renforcer nos équipes un

Ingénieur qualité logiciel

Vous aurez pour mission, au sein de notre Service Qualité, d'assurer la fiabilité et la maintenabilité des logiciels temps réel développés par notre Direction Technique.

Vous interviendrez au cours des projets avec un double rôle d'assistance et de suivi auprès des développeurs et des chefs de projets afin de définir les critères de qualité et de mettre en place les moyens de leur respect pour minimiser les contrôles et la maintenance des logiciels développés.

Ingénieur de formation de base en électronique, vous avez acquis, au cours d'une première expérience en développement de logiciels temps réel, les connaissances techniques indispensables (Pascal, C, Micro-processeur). Le poste est situé en région parisienne dans la banlieue Nord-Ouest.

Patrick LECLERC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MPL/TL/IQL à



NANTES

LYON

LILLE

**Vos objectifs
sont ambitieux,
les nôtres
aussi.**

Près de 20 ans de succès ont fait de nous une entreprise majeure de services et d'ingénierie informatique.

Notre fort développement en province, soutenu par un projet d'entreprise ambitieux, nous amène à pourvoir des postes de haut niveau de

Directeurs d'agence

■ Diplômé d'une Grande Ecole, commerciale ou scientifique, vous avez une expérience incontestable acquise de préférence dans le secteur « services et ingénierie informatique ».

■ Votre tempérament commercial, vos réussites en tant qu'animateur d'équipes, feront de vous le Directeur d'un de nos centres de profit.

■ Vous bénéficierez d'une réelle délégation d'action sur votre territoire.

■ Votre rémunération annuelle sera à la hauteur de votre performance et pourra dépasser F 400 000.

■ Si ce challenge vous intéresse, merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la ville choisie, à Georges Kossler, SOPRA 20, chemin du Rondin 69130 Ecully.

SOPRA
Ingénierie informatique



UN DÉFI TECHNOLOGIQUE POUR VOS AMBITIONS

Notre département CONSEIL ET APPLICATIONS comprend 120 ingénieurs qui ont pour mission:

- le support technique de notre force commerciale et,
- les prestations de haut niveau dans le domaine des services liés à la mise en œuvre de nos systèmes et à l'ingénierie des APPLICATIONS de nos clients.

Nous recherchons notre:

CHEF DE SERVICE DÉVELOPPEMENT APPLICATIONS

Vous développez et réalisez des produits "High Tech" que notre clientèle utilisera.

Vous travaillez sur des domaines de pointe variés tels que l'intelligence artificielle, le génie logiciel, les bases centralisées. Votre capacité d'anticipation fera aboutir concrètement vos idées d'applications.

De formation supérieure, vous avez déjà acquis une expérience d'une dizaine d'années dans ces domaines (notamment un savoir-faire méthodologique), et une connaissance des systèmes d'information.

Votre maîtrise de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail: MARNE-LA-VALLÉE

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. MC 12 à notre conseil qui traitera les candidatures confidentiellement: COGEPLAN 2, rue Louis-David 75016 PARIS.



MATRA DATASYSTÈME, constructeur informatique dans les domaines de haute technologie, recherche son

Chargé de Formation

Rattaché au responsable du développement des ressources humaines, vous avez pour mission d'analyser et d'évaluer les besoins et les moyens de formation (internes et externes) de notre personnel.

Vous conseillez nos spécialistes et experts dans l'élaboration et la diffusion de formations internes.

De formation supérieure (sciences humaines, économie, informatique...), vous avez une première expérience (2 à 3 ans) de la mise en place et de la gestion de plans de formation, ainsi que de la formation de formateurs.

Si vous voulez rejoindre une jeune équipe dynamique, et participer à une aventure passionnante, veuillez envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions) sous la référence 701/12/LM à DRH

MATRA DATASYSTÈME 1 avenue Népce - 78180 Montigny-Le-Germain

MATRA DATASYSTÈME
L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

DE LA TECHNIQUE À LA COMMUNICATION

BAC+4, ingénieur, école de commerce, maîtrise scientifique, une première expérience de 2 à 3 ans vous a donné le goût de l'utilisation d'outils informatiques performants et convaincu qu'une bonne gestion passe par une bonne communication.

Un poste de généraliste dans une technique avancée, c'est difficile à concilier... pas pour nous.

Nous sommes un groupe français de 7000 personnes bénéficiant d'une très forte notoriété et nous souhaitons vous associer à la mise en place de nos nouvelles applications de gestion commerciale.

Intégré à l'équipe de Direction d'une unité de distribution, vous serez la charnière entre les opérationnels et les informaticiens. Il vous faudra donc analyser les besoins, mettre au point un cahier des charges et former les utilisateurs à ce nouvel outil.

Nous vous souhaitons à la fois rigoureux et ouvert à la communication, aimant les techniques avancées mais généraliste dans votre démarche. Si vous faites la preuve de votre efficacité, nous saurons nourrir vos ambitions.

Notre groupe évolue et les projets pour des hommes à potentiel ne manquent pas.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + prétentions sous réf. TCAM à notre Conseil KER 22, rue Legendre 75017 PARIS, qui vous garantira l'entière confidentialité.



GRENOBLE

Dans le cadre de l'expansion de notre Département Régulations Automatismes, nous recherchons des

Ingénieurs électroniciens

de formation E.S.E., ENSI, NSA ou équivalent

Chef de projet :

Négociation, compétences techniques, animation d'une équipe, expérience de 4 à 5 ans.

Ingénieur électronique de puissance :

Développement produits nouveaux à base de commutation en moyenne puissance ; expérience de 2 à 3 ans souhaitée.

Ingénieur développement en électronique analogique et numérique :

Développement et adaptation des équipements utilisés dans nos régulateurs ou dans des dispositifs permettant leur contrôle ; débutants acceptés.

Pour l'ensemble de ces postes, votre sens de la rigueur allié à vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer au sein de notre entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions, poste retenu) à : M.R. Bouverot - Gestion des Cadres - Sté Neyrpic - B.P. 75 X - 38041 Grenoble Cedex.

NEYRPIC

PRODUCTION et ETUDES

P.M.I. dotée d'une structure financière solide, la réputation de nos produits nous a permis d'élargir notre MARCHÉ au niveau MONDIAL.

Grâce à notre VOLONTÉ DE DÉVELOPPEMENT et à la MODERNISATION RAPIDE de nos moyens, nous avons REUSSI, en quelques années, une DIVERSIFICATION dans des produits LIÉS à l'ELECTRONIQUE et à la ROBOTIQUE.

Désirant renforcer notre structure, nous recherchons un

INGENIEUR RESPONSABLE PRES DE LA D.G.

Possédant 3 ans d'expérience minimum, vous êtes avant tout un MENEUR D'HOMMES qui sait ECOUTER et DIALOGUER, qui fait AVANCER LES CHOSES sans oublier les objectifs à atteindre.

Travaillant avec une EQUIPE JEUNE et MOTIVÉE, vous utiliserez vos connaissances : production - méthodes - B.E., pour mettre en place, en premier lieu, une MEILLEURE GESTION DE PRODUCTION.

Ce poste se situe au cœur de la BOURGOGNE, à BEAUNE (21).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et salaire actuel sous la réf. 2862.

La Société de Recrutement CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy BP 1388 21051 DIJON Cedex

RÉSULTATS

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 21 janvier 1987 23

SECTEURS DE POINTE



ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

ROHM AND HAAS COMPANY est un des plus importants groupes chimiques américains dans le domaine des spécialités pour l'agriculture et l'industrie (C.A. mondial de plus de 2 milliards de dollars, résultat net 141 millions de dollars en 1985).

Environ 20 % de notre chiffre d'affaires sont réalisés en Europe où nous avons implanté 7 usines qui fabriquent la plus grande partie de nos gammes de produits phytosanitaires et industriels.

Notre centre de recherche appliquée, à vocation européenne, développe nos produits et recherche de nouvelles applications. Il est situé à SOPHIA-ANTIPOLIS (Alpes-Maritimes).

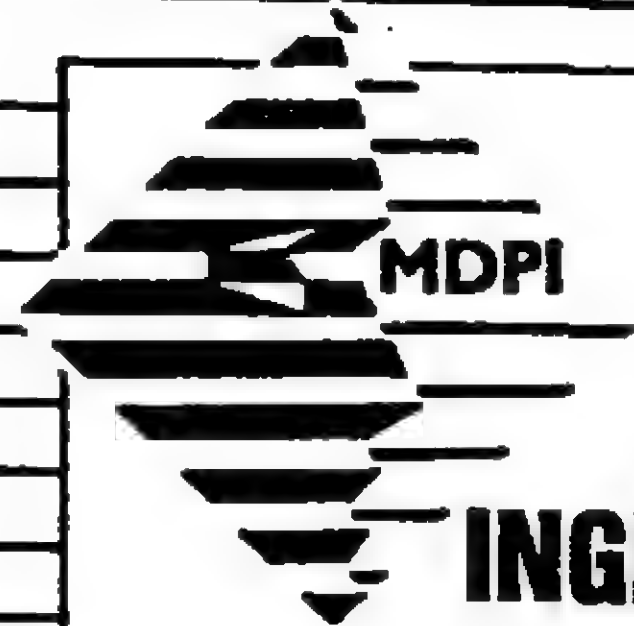
Au sein de ce centre, le laboratoire textile non tissé a la responsabilité de développer avec nos polymères des formes répondant aux besoins des clients. Il recherche un

Ingénieur Chimiste

Vous êtes ingénieur d'une grande école de chimie, une première expérience dans la formulation des polymères en dispersion et dans la chimie du textile seront des atouts supplémentaires. Votre anglais est opérationnel et vos qualités de contact vous permettent de communiquer à tous les niveaux, tant à l'intérieur de la Société que chez nos clients.

Une formation à nos produits aura lieu à Sophia-Antipolis ainsi qu'à notre centre de recherche américain à Philadelphie.

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo + prétentions au
Directeur Adjoint du Personnel
Société ROHM AND HAAS FRANCE S.A. - La Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75579 Paris Cedex 12



MIRA DEL PONS INFORMATIQUE INGÉNIERIE

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Niveau I et II option informatique

Pour interventions sur grands projets en

- INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET TEMPS RÉEL
- INFORMATIQUE DISTRIBUÉE

Expérience 3 ans minimum.

Langages évolués / UNIX / C / Matériel: VAX, MITSUBISHI, INTEL.

Salaires motivants. Possibilités d'évolution de carrière.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et domaines

souhaités à Carole FANNÉAU, sous références GAC/M, à :

MDPI 112-114, Bd Haussmann 75008 PARIS

Tél. : (1) 42.94.21.41 et (1) 42.94.21.71

PARIS - MARSEILLE - NANTES - TOULOUSE.

Responsable méthodes

TRAITEMENT ET TRANSFORMATION

DU COTON

140 km ouest de Paris

Une entreprise spécialisée dans le traitement et la transformation du coton, recherche pour une unité de production de 300 personnes, un collaborateur de formation ingénieur ou BTS-DUT, possédant obligatoirement l'expérience des méthodes.

Rattaché au Directeur de l'usine, il sera chargé d'analyser les processus de fabrication existants et de proposer des améliorations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions

sous référence 480 LM à L. D. LAVALD

IDL CONSEIL - Tél. 32.37.58.82

Le Mesnil Chaudron 27220 JUMELLES (près d'Evreux).

IDL

SINORG

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE MANAGEMENT

D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

recherche des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

De formation Grandes Ecoles de Commerce ou Grandes Ecoles d'ingénieurs avec formation complémentaire commerciale, ils possèdent une expérience en commercialisation de produits informatiques.

Leur mission s'exercera au sein de ses départements :

- TECHNOLOGIES NOUVELLES

Commercialisation de stations de travail (logiciels documentaires, bureautiques, systèmes experts).

Vente de systèmes clés en main. Réf. 4112/A

- INDUSTRIE

Commercialisation de produits de maintenance assistée par ordinateur (logiciels 5100g).

Expérience grandes entreprises industrielles souhaitée. Réf. 4112/B

- SANTÉ

Développement de l'activité commerciale diffusion de logiciels hospitaliers et médicaux auprès des établissements publics français et étrangers.

Adresser candidature avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité en rappelant la référence au

Département des Ressources Humaines

SINORG

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

LEADER MONDIAL DU PALIER MAGNETIQUE ACTIF



- Technologie innovatrice : la mécatronique
- PMI et multinationale (filiale aux USA et au Japon)
- Actionnaires : S.E.P. - S.E.F. - SEIKO
- Vernon (Eure) 1 heure de Paris.

Nous sommes une jeune PMI en pleine expansion.
Pour maintenir notre leadership dans notre domaine d'activité, nous recrutons :

Ingénieur d'étude automatique.

Pour : la conception du système numérique de commande des paliers magnétiques (basé sur l'utilisation d'un processeur de signal associé à un microprocesseur 68 000 de contrôle) et l'élaboration du logiciel temps réel associé.

Une formation en traitement du signal et en informatique temps réel est souhaitée.

Ingénieur électronicien "Software".

Pour : la conception et la mise en œuvre d'asservissements numériques très performants.

Ingénieur électronicien "Hardware".

Pour : la création de carte autour de microprocesseurs en vue de leur utilisation en asservissements numériques et en systèmes de diagnostic.

Pour ces 3 postes, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure de type ESE - ESEP - ISEN - ENST... ayant de préférence quelques années d'expérience en ce domaine et parlant anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi à Micheline CHRISTOT - SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE MAGNÉTIQUE - ZI Vernon/Saint Marcel - BP 2282 - 2, rue des Champs - 27950 SAINT-MARCEL.

Ingénieur bureau méthodes électroniques.

Pour : tenir la documentation concernant nos équipements, participer à la mise en place d'un système de CAO/DAO électronique et encadrer une petite équipe de dessinateurs et maquetistes électroniques, participer à l'industrialisation de nos matériels et aux relations avec l'équipe recherche et développement.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure de type ISEP - ISEN - ESBO - ESIEE ayant un réel intérêt pour l'électronique de

puissance et les transitions en régime de commutation. Des compétences en conception, implantation de câblage sur circuits imprimés et une expérience en CAO type RACAL-REDAC ou P.CAD seraient appréciées.

Ingénieur recherche et développement électronique analogique.

Pour : participer à l'étude, la réalisation et l'expérimentation de chaînes d'asservissement de position dont les actionneurs sont des électroaimants de paliers magnétiques.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure de type ISEP - ISEN - ESBO - ESIEE ayant un réel intérêt pour l'électronique de puissance et les transitions en régime de commutation. Des compétences en conception, implantation de câblage sur circuits imprimés et une expérience en CAO type RACAL-REDAC ou P.CAD seraient appréciées.

Cette banque de la région parisienne - un millier de personnes, une cinquantaine d'agences - répond aux besoins d'une clientèle diversifiée de petites et moyennes entreprises et de particuliers.
Sa Direction Informatique, forte d'une trentaine de personnes, recherche un

Responsable de projets

Banque

Rattaché au directeur de la Direction Informatique, vous êtes en charge du domaine des produits de l'établissement : gestion des opérations sur titres, produits d'épargne, moyens de paiement, opérations internationales... Ces applications doivent être re-analysées au vu de leurs évolutions fonctionnelles et des projets existants sur le marché.

Votre mission consiste pour l'essentiel à :

- participer, comme collaborateur direct de votre responsable, à la réflexion générale sur l'informatisation de la banque,
- apprécier le marché informatique en termes de produits applicatifs et d'évolution technologique,
- diriger les études et mises en place de produits délégués à vos chefs de projets.

Âgé d'au moins 30 ans, vous êtes issu d'un cycle de formation supérieure, de préférence écoles d'ingénieurs. Votre expérience de conduite de projets s'est déroulée au moins pour partie au sein d'établissements bancaires par le biais éventuel de sociétés de services. Votre connaissance des systèmes IBM en milieux hétérogènes se complète de l'approche d'applications sous forme de projets.

Michel DHEUR étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8701.62 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Pion Champs

Maitrisons les risques

QUALITÉ, FIABILITÉ, SÉCURITÉ, sont aujourd'hui des besoins majeurs des clients de CEP, Société de Services Techniques, 400 MF de C.A., 1300 personnes. Nous écoutons nos clients et les conseillons dans la maîtrise des risques et de leurs conséquences économiques.

Ingénieur électricité

Depuis 2-3 ans, vous évoluez au sein d'un bureau d'études ou d'une entreprise industrielle, vos compétences en électricité (courants forts, courants faibles) et peut-être aussi en électronique, font de vous un partenaire apprécié.

CEP vous propose

- de devenir le spécialiste électricité d'une agence importante de la région parisienne et l'homme de conseil que nos clients attendent ;
- véritable ingénieur d'affaires, votre réussite repose sur votre autonomie, votre rigueur technique, votre sens du service et des contacts.

Merci d'envoyer votre candidature (CV + photo) sous référence 87.12

à la Direction des Ressources Humaines - CEP, 34 rue Rennequin, 75017 PARIS.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

LIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

VOUS PENSEZ QUE VOTRE EVOLUTION PASSE PAR UNE DIVERSITE DE PROJETS DANS UN UNIVERS DE HAUTE TECHNOLOGIE !...

Rejoignez-nous en tant que

INGENIEUR INFORMATICIEN

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole option informatique et possédez une première expérience (1 à 2 ans).

Vous intégrerez un département en forte expansion où vous serez confié le développement de projets :

- systèmes temps réel, automatismes industriels, robotique,
- logiciels de base, architecture de systèmes,
- réseaux d'entreprise, messagerie, interconnexion de systèmes hétérogènes.

L'expérience de systèmes et langages tels que Unix, VMS, C, assembleur 68000, etc... sera appréciée.

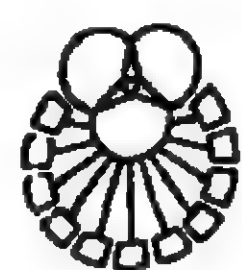
Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence FDP4/AS à

Anna STAROSWIECKI - Service Recrutement - SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49 -

92067 PARIS LA DEFENSE 9.

SLIGOS

SECTEURS DE POINTE



INGEVISION
DIVISION DE FRAMATOME

Avec INGECAD, Solution intégrée pour la conception d'installation industrielle INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie assistée par ordinateur et cherche pour son service MARKETING - VENTE.

Ingénieur commercial

Ingénieur de formation, vous aurez pour mission d'assurer la commercialisation des produits IAO/CAO développés par INGEVISION (Logiciels dès en main). Responsable d'un secteur géographique en France, vous pourrez être amené à développer des actions à l'export, aussi une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Ce poste évolue pour tout candidat de valeur requiert de réelles qualités commerciales. Une première expérience réussie dans la vente est nécessaire. Une

connaissance du secteur de l'ingénierie d'entreprise industrielle est appréciée, celle de vente de CAO constituerait un plus. Le poste est basé à La-Défense. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à FRAMATOME sous référence BS/63003 DEPARTEMENT RECRUTEMENT - PLACE DE LA COUPOLE - TOUR FIAT CEDEX 16 92084 PARIS-LA DÉFENSE.

FRAMATOME



THOMSON-CSF
DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de produits et de systèmes de radio-communications destinés aux domaines militaires et civils. Dans le cadre de notre développement, nous recrutons pour renforcer nos équipes un

■ Responsable coordination grand projet logiciel temps réel

Vous aurez pour mission, au sein de notre Direction Projets Systèmes, de prendre en charge la coordination et le suivi de la partie logiciel d'un projet de guerre électronique. Vous interviendrez, en tant que maître d'œuvre, depuis les spécifications du système jusqu'aux essais et expérimentations et vous assurerez les relations avec les sous-traitants, ainsi que le suivi de l'avancement du projet. Ingénieur de formation, vous avez une expérience d'au moins 5 années en informatique temps réel et réseaux et vous souhaitez évoluer aujourd'hui vers un poste à large autonomie. Le poste est situé en région parisienne dans la banlieue Nord-Ouest.

Patrick LECLERC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MPL/TL/RPL à

ORDIS

Important Groupe Industriel Français, nous réalisons des ensembles complexes intégrant une électronique sophistiquée. Notre volonté d'affirmer la qualité des prestations de notre Direction Après-Vente auprès d'une clientèle essentiellement internationale, nous amène à créer le poste de :

RESPONSABLE DE PROJET TELE ASSISTANCE

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une expérience confirmée des diverses techniques de télécommunications (modems, réseaux, protocoles de transmission...), expérience acquise chez un constructeur informatique ou dans le domaine de la téléassistance.

En étroite liaison avec les responsables de produits après-vente, vous devrez définir et valider les outils, procédures et protocoles d'implantation des services à travers les réseaux de télécommunication.

Vous participerez sur le plan international à la mise en place opérationnelle des Centres de télé assistance et serez le garant de l'homogénéité des méthodes sur les différentes lignes de produits.

Poste basé en Région Parisienne, mais comportant des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 487/JS/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

PARTICIPEZ A L'EXPANSION DE LA M.A.O.

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

Vous êtes de formation Grande Ecole et connaissez les Systèmes de Gestion de Bases de Données relationnelles, le langage C et les systèmes d'exploitation VAX/VMS ou 43XX/VMS.

Intégrés à une équipe de haut niveau, vous participerez au développement d'un nouveau produit logiciel dans le domaine de la Maintenance Assistée par Ordinateur.

Notre politique active de formation continue et la croissance permanente de nos activités, vous permettront d'étendre rapidement vos responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 3/87/LM à la Direction des Affaires Sociales - SODETEG/TAI - Sandrine MANDIN - 283, rue de la Minière - BP 11 - 78530 BUC.



THOMSON



L'Entreprise Industrielle

Le groupe de L'EI (9000 personnes, 3 milliards de CA, 5 Directions Régionales et 80 Centres de travaux en France) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention :

Travaux Electriques (3^{ème} groupe en France) Génie Civil, Bâtiment, Génie Climatique.

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous vous offrons une carrière d'Ingénieur d'Affaires avec la responsabilité technique, commerciale, financière et humaine des marchés qui vous seront confiés.

Formation à dominante électrotechnique : ENSIEG, HEI, INSA/GC, ETP/ME, ESME... ou généraliste ENSAM, ECAM, IDN... Pour nos services : Installations Electriques Industrielles, Automatisme.

Formation à dominante BTP : ETP/TP/B, INSA/GC, ENSI... Pour nos services : Génie Civil, Bâtiment, Assainissement, Etanchéité, Electrification Rurale, Vidéo Communications.

Postes : Rhône Alpes - Ouest - Sud Ouest - Gard - Normandie et Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE Madame JEUNOT - 29, rue de Rome - 75008 PARIS.

Industrie

Nous sommes un puissant groupe industriel (CA : 2 milliards F) n° 1 français dans notre domaine.

Pour optimiser nos systèmes d'information, nous recherchons un

RESPONSABLE DES ETUDES IBM 38

Votre mission sera d'animer l'équipe Etudes et Systèmes (5 personnes) à laquelle vous transmettez votre savoir faire technique et méthodologique. Vous planifierez et suivrez les développements d'applications, en particulier de gestion de production, en coordonnant la qualité des réalisations. Diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur, MAGE) vous avez une dizaine d'années d'expérience dans des responsabilités équivalentes ou mené à bien de gros projets, de préférence en milieu industriel. Ce poste doit évoluer à court terme vers une fonction de Responsable Informatique.

Localisation : proche banlieue Ouest de Paris. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 701 65 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

LA NEGOCIATION AUX PLUS HAUTS NIVEAUX.

Notre groupe fabrique et commercialise des produits hautement spécialisés destinés aux industries de pointe. Nous sommes n°1 européen sur nos marchés.

INGENIEUR D'AFFAIRES ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Vous aurez pour mission d'ouvrir de nouveaux marchés, développer votre clientèle, négocier des contrats à haut niveau de décision, suivre vos affaires et, enfin, contribuer à la définition de produits nouveaux.

Il faut être franc : le marché est très concurrentiel. C'est pourquoi vous devez être très compétent sur le plan technique : Ingénieur en électronique, (ESME, INSA, ISEP, ESIEE). Vous devez par ailleurs être parfaitement rodé à la démarche commerciale (expérience de quelques années en qualité d'ingénieur d'affaires ou technico-commercial).

Le poste est basé en proche banlieue parisienne mais suppose naturellement de nombreux déplacements de courte durée. Il peut déboucher sur la responsabilité complète d'une ligne de produits.

Veuillez adresser votre candidature (lettre man., CV, photo) s/réf. 5107M à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS qui transmettra. Précisez sur une double enveloppe le ou les noms des entreprises auxquelles votre candidature ne doit pas être communiquée.

Chef de service INFORMATIQUE

Nous sommes un groupe industriel parmi les plus importants en France, dans le milieu de la Transformation des Matières Plastiques (CA 650 M, 1200 personnes).

Après plusieurs années de vive expansion, nous voulons conforter notre structure en recrutant pour notre Siège en région Rhône-Alpes, un responsable qui prendra en charge l'ensemble des problèmes d'informatique, principalement de gestion, mais aussi de production.

Il saura gérer l'outil existant actuellement, mais il aura également pour tâche de participer à la définition des méthodes et des moyens de son service à l'horizon 1990.

Une expérience similaire d'environ 5 ans comme Responsable ou numéro 2 d'un Service Informatique dans une Entreprise Industrielle, ou Chef de Projets importante dans une SSI, est souhaitable.

Des facultés de rigueur, d'initiative et un tempérament de diplomate seront pour nous un critère de choix essentiel.

La pratique des matières HP, et/ou IBM, et/ou KENZIE serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à CONTESSÉ PUBLICITE

sous réf. 44843 (sur l'enveloppe) 74, rue Béchevalin, 69363 LYON Cedex 07.

Importante Société d'Ingénierie recherche

JEUNES INGENIEURS "PROCESS"

Centre Paris/Lyon ou Ecoles Supérieures de Chimie

Débutants ou possédant une expérience de 1 à 3 ans, vos fonctions seront :

- Définitions ou adaptations de procédés.
- Suivis de montage sur chantiers étrangers.
- Mises en route.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., sous réf. 59389 à DEBS, 103 rue Jouffroy, 75017 PARIS, qui transmettra.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

dans le cadre du renforcement de ses équipes d'études, recrute pour sa Direction Informatique des

INGENIEURS PROJET

qui, dans l'ensemble de ses systèmes d'information conduiront ou participeront à la conduite de projets de grande envergure, en utilisant des méthodes et des outils à la pointe de la technique informatique.

Vous êtes diplômé(e) d'une école d'ingénieur ou équivalent.

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion.

Vous souhaitez pouvoir continuer à développer vos compétences et les faire apprécier : Adressez votre lettre de candidature, CV détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions sous réf. MAF/105 à CNCA - BP 48 - Service Gestion des Personnes 78280 GUYANCOURT.

50 من الأمل

SECTEURS
DE POINTE

Ingénieur électronicien

Massiot Philips la branche matériel médical de Philips France recherche pour son Service Central Après-Vente, basé à Suresnes, un jeune Ingénieur Electronicien. Vous possédez de solides connaissances pratiques et théoriques en analogique et logique. Après plusieurs mois de formation, vous interviendrez au sein d'une équipe d'ingénieurs en tant que spécialiste du matériel haut de gamme d'imagerie médicale. Pour cela :

- vous agirez en support technique auprès de l'équipe nationale d'après-vente,
- vous définirez les moyens nécessaires à un service de qualité (outils, formation, pièces détachées...),
- vous assurerez la liaison internationale avec les spécialistes mondiaux.

Outre la maîtrise de l'anglais, vous possédez des facultés d'analyse et d'animation. Le poste nécessite des déplacements de courte durée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à **MASSIOT PHILIPS**, M^r MORANGE, 177 rue de Bezons, 78420 Carrières/Seine.



PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

Vallée du Rhône

Une Société (2.000 personnes), filiale d'un groupe français à implantation internationale, crée pour son unité de production deux postes :

Jeunes Ingénieurs Automaticiens

Nous accueillons des débutants généralistes à fort potentiel qui seront intégrés au départ dans un Service Méthodes Centrales ou Méthodes Applications. Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils participeront à l'élaboration des schémas d'articulation des produits dès la conception, établiront et gèreront les arborescences de production et d'une manière générale collaboreront à l'optimisation des coûts sur des matériels à la pointe de l'industrie française. Leur évolution ultérieure sera programmée selon leur sens du terrain et leurs aptitudes relationnelles. Les entretiens auront lieu à LYON ou à PARIS. Ecrire au **CABINET GATIER**, 32, rue Barrême, 69006 LYON, sous référence 380/LM.

**Cabinet
Gatier**



CONVERTISSEURS STATIQUES ALIMENTATIONS DE HAUTES PERFORMANCES POUR : MISSILES, ENGINES, AVIONS, HELICOPTERES

INGENIEURS (ENSEEINT, ESE, GRENOBLE) ELECTRONIQUE DE PUISSANCE

Expérience, et débutants
pour son département RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.
Adresser C.V. et prétentions à E.A.S. service du personnel
B.P. 51 - 93 350 Le Bourget.

Constructeur dans des SECTEURS TECHNIQUES DE POINTE : DEFENSE, TRANSPORT, TELECOMMUNICATIONS, nous recherchons dans le cadre d'une percée dans le domaine de l'électronique de puissance :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Grande école ou doctorat option électrotechnique.
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les points forts de la mission : innovation et optimisation de structures de convertisseurs d'énergie, mais aussi recherche technologique avancée client de pointe avec l'expansion de l'activité ASSURISSEMENTS DE PUISSANCE. Lieu de travail : ORSAY (91).



Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) sous référence IMEP à CSEE - DRH - 99, avenue Aristide Briand 92120 Montrouge.

Responsable maintenance

INGENIEUR AM ou équiv. 140 km ouest de Paris

Une entreprise spécialisée dans le traitement et la transformation du coton, recherche pour une unité de production de 300 personnes, un ingénieur expérimenté, âgé d'environ 30 ans, de formation AM ou équivalent. Rattaché au Directeur de l'usine, il assurera, avec une équipe de 15 personnes, la maintenance d'un parc de machines, d'une chaudière et d'une station d'épuration des eaux.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 481 LM à I. ou D. LAVALD
IDL CONSEIL - tél. 32.37.55.82 -
Le Mesnil Chausson 27220 JUMELLES (près d'Evreux).



Composants Industrialisés du Bâtiment

Leader dans son domaine d'activité (isolation, étanchéité, parachèvement des toitures) cherche, pour appuyer une évolution rapide de son chiffre d'affaires en France et à l'international,

SON RESPONSABLE COMMERCIAL PRODUITS GEOSYNTHETIQUES (PARIS)

Il assure la promotion auprès des professionnels des travaux publics (Ingénieurs et architectes) d'un produit «hauf de gamme» destiné à la stabilisation et au renforcement des sols, talus, berges, routes. Son rayon d'action s'étend sur la France entière. C'est un ingénieur des Travaux Publics ou un technicien très confirmé, connaissant bien les techniques des travaux publics (de présélection, routes) ainsi que les problèmes de mécanique des sols. A 30 ans environ, il a trois années d'expérience. Il s'appuie sur une bonne culture des travaux publics pour vendre un produit très technique à des professionnels exigeants.

(Réf. 528)

SON DIRECTEUR DU MARKETING (PARIS)

Il est responsable des études de marché, de la prospective du développement de la communication et des campagnes promotionnelles. Diplômé d'une école de commerce, il a au minimum cinq ans d'expérience du marketing de produits industriels ou du bâtiment. C'est un créatif qui voit loin. Bien sûr, il parle anglais.

(Réf. 525)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence correspondante, à Alain Volstère, JACQUES TIXIER S.A., 7 rue de Logelbach, 75017 PARIS.



jacques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

Ingénieurs confirmés et débutants, saisissez nos atouts !

Nous sommes en effet l'un des rares fournisseurs à présenter une gamme complète de produits réseaux. L'avance ainsi prise repose évidemment sur le haut niveau de compétences de nos ingénieurs. L'avenir des réseaux de télécommunications est suffisamment prometteur pour nous inspirer nos positions, aller plus vite, plus loin, nous repositionner.

Ingénieurs Projet ou Développement

Ingénieur Projet, vous serez chargé de réaliser et développer des produits logiciels et matériels relatifs aux réseaux de données. Ingénieur Développement, vous participerez à des projets relatifs aux développements de logiciels et matériels sur micro-ordinateurs.

Ingénieurs Support Logiciels Réseaux

Vous êtes capable d'assurer le support technique en environnement IBM ou compatible, et connaissez bien pour cela les systèmes DOS, MVS, ou VM, Moniteurs TP : CICS, IMS ou CMS. 2/3 ans d'expérience du support chez un constructeur ou une SSI seraient très appréciées. Mais nous croyons aussi qu'un Ingénieur Système peut valablement postuler.

Ingénieurs Commerciaux Grands Comptes

Paris (secteur bancaire) Rennes/Nantes - Strasbourg (Banques, SSI, Assurances, Industries) Très autonome sur votre secteur, vous allez défendre nos couleurs auprès des plus grandes entreprises et institutions. Votre objectif : étudier et proposer de véritables solutions organisationnelles. Une mission que vous mènerez de main de maître puisque vous êtes reconnu comme un professionnel de la vente de systèmes informatiques.

Ingénieur Commercial Logiciels

Vous ferrez d'attaque : les sites IBM ou compatibles. Vous travaillerez sous moniteurs TP (CICS, IMS, MVS) dans des structures variées (DOS, MVS, VM...). Des domaines qui n'ont plus de secrets pour vous ! Bref avec quelques années d'expérience de la vente de logiciels en environnement IBM, vous êtes le candidat que nous attendons.

Nos structures, à taille humaine, privilégient l'initiative, l'autonomie. Des atouts importants pour vous surprendre et pour laisser s'exprimer vos plus grandes ambitions.

Adressez votre candidature complète sous référence M en précisant bien sûr votre choix, à Jean Richet, ITT Data Systems France, Tour Maine Montparnasse, 33 Av. du Maine, 75755 PARIS CEDEX 15.

ITT Data Systems France

Notre société spécialiste de la Logistique et du Commerce International des produits Pétroliers et Chimiques recherche (H/F)

RESPONSABLE de son implantation Sud France

Il est âgé d'au moins 32 ans et est à même d'assurer la gestion complète de son centre de profit en s'appuyant sur de réelles qualités de contacts humains surtout externes mais également internes. Le poste nécessite une formation de niveau ingénieur et une bonne connaissance des produits pétroliers et/ou pétrochimiques. Des connaissances en matière de transports de ces produits peuvent constituer un avantage. L'anglais courant est indispensable.

Les candidats intéressés adressent CV, prétentions à Monsieur Jean-Michel TECHENE 93 rue Jeanne d'Arc - 75013 PARIS - qui transmettra

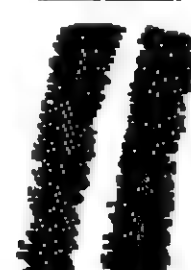
CHEF DE PROJETS AUJOURD'HUI

MANAGER
DEMAIN



G.CAM

UN GRAND NOM • DE GRANDS PROJETS



Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs. Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans la conception et le développement d'importants projets, de préférence sur gros systèmes BULL. Vous souhaitez mettre en valeur votre potentiel technique, vos capacités de leader, ainsi que votre aptitude à la négociation de haut niveau.

Le G.CAM - SSI - 500 personnes - CA 280 MF - filiale de la Caisse des Dépôts - solidement implanté dans le domaine de l'ingénierie sur les marchés des entreprises industrielles et tertiaires, vous propose de participer à la Direction de l'un de ses plus importants centres de profit.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 355 à Marie-Françoise ALETTI - G.CAM TOUR MAINE-MONTPARNASSE, B.P. 68, 75755 PARIS CEDEX 15.

ANNA PUDINE

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE



VOTRE MISSION :
la stratégie
et le développement
commercial.

VOS OUTILS :
les technologies avancées.

VOTRE MARCHÉ :
les grandes entreprises
industrielles.

Unité autonome au sein de FRAMATOME, nos activités couvrent, outre les Services, la conception et la mise en œuvre de systèmes permettant l'optimisation de la productivité d'équipements industriels : machines spéciales, chaînes de production... Nos interventions, qui s'appuient sur des technologies avancées dans divers domaines (Systèmes experts, vibrations, émissions acoustiques, ultra-sons...), se situent sur un marché très porteur en France et à l'étranger.

Nous recherchons l'

Ingénieur commercial confirmé

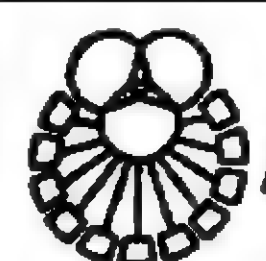
qui prendra, auprès du Directeur de l'Unité, la responsabilité du développement de ces activités.

Agé d'au moins 30 ans, issu d'une grande école et possédant une bonne expérience de vente d'équipements industriels, il définira la stratégie marketing et commerciale à court et à long terme et en assurera l'application sur le terrain en France et à l'Export.

Sa rémunération et ses perspectives de carrière au sein de l'Unité de FRAMATOME seront à la mesure de sa réussite dans ses fonctions.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous la référence 2002/MA, à notre Conseil qui vous assure d'une totale confidentialité.

MILO Ressources Humaines 3, av. des Termes, 75017 PARIS



INGEVISION

Avec INGECAD, solution intégrée pour la conception d'installation industrielle INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie assistée par ordinateur et cherche pour son service DEVELOPEMENT.

Ingénieur tuyauteur

Vous avez une formation d'ingénieur et avez acquis lors d'une expérience de quelques années dans le domaine de la tuyauterie industrielle (Etudes, Approvisionnement ou Fabrication) une compétence en informatique. Nous vous proposons après une période de formation à nos outils informatiques, de participer au développement d'un logiciel IAO relatif aux activités de réalisation de réseaux de tuyauterie industrielle.

Ce poste est basé à La-Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à FRAMATOME sous référence BS/63002 DEPARTEMENT RECRUTEMENT PLACE DE LA COUPOLE - TOUR FIAT CEDEX 16 92084 PARIS-LA DEFENSE

FRAMATOME

météo-system

SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS CIVILES

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Cette entreprise, membre d'un important groupe industriel français est spécialisée, entre autre dans la construction de systèmes et sous systèmes de télécommunications civiles.

Au sein d'une petite équipe autonome, vous prendrez en charge la vente des systèmes sur la plupart des continents. Les négociations de longue durée seront menées généralement à haut niveau auprès d'organismes étatiques ou privés du domaine des Médias (TV et Radios).

Ce poste est basé à Paris. Il conviendrait bien à un diplômé d'école supérieure de commerce, maîtrisant parfaitement l'anglais. Il aura acquis une expérience export d'au moins 3 ans dans la vente de systèmes ou d'équipements industriels.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet et rémunération actuelle sous référence M 32/1386 V à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

Constructeur recherche pour

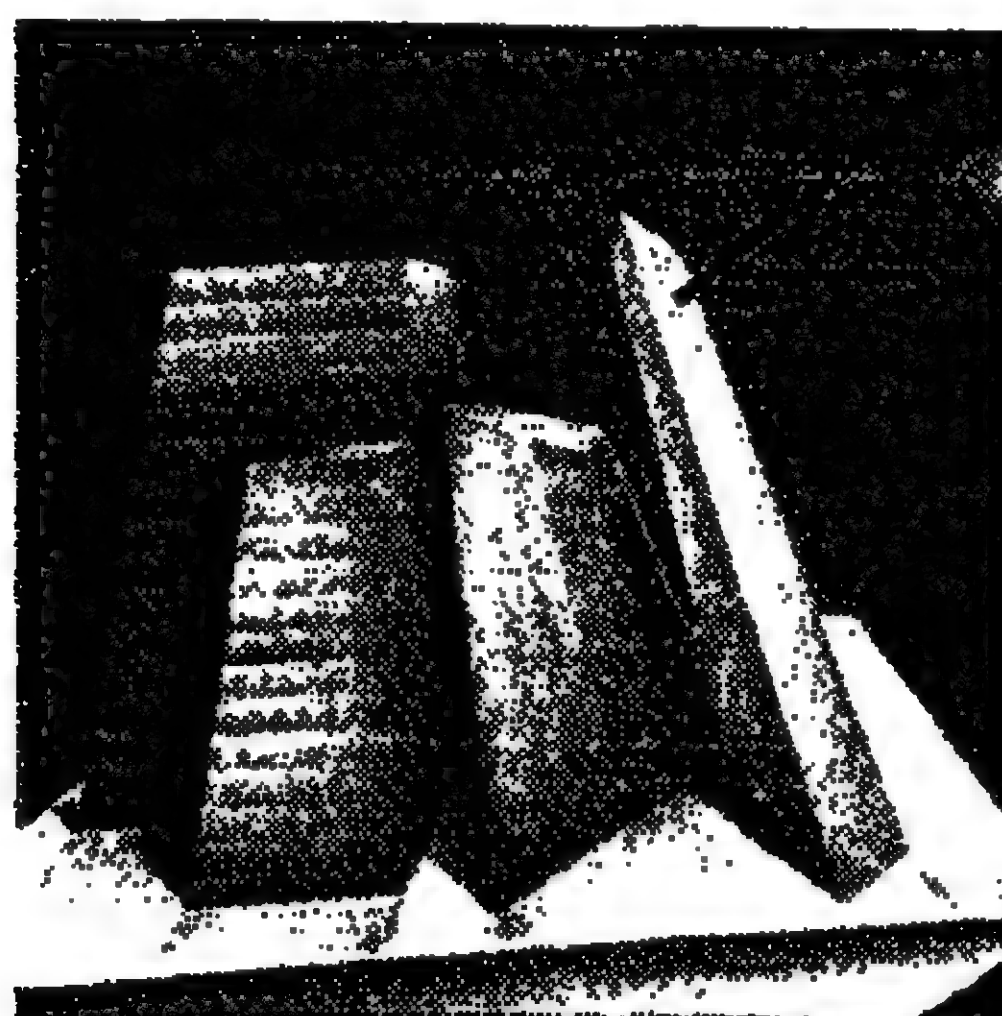
PROJET INFORMATIQUE TEMPS REEL

SECTEURS TECHNIQUES DE POINTE : TELECOMMUNICATIONS, ARMEMENT.

■ Application NOUVELLE de télé-supervision répartie sur un nombre important de MINI INGENIEUR EXPERIMENTE SYSTEME GCOS La pratique du système GCOS acquise sur MINI 6 ou DPS4 et l'expérience de la rédaction de spécifications logicielles lui permettant d'assurer le responsable de l'équipe logicielle dans la définition de l'architecture du système, tout en développant une partie de logiciel. Lieu de travail : PALAISEAU (91). Réf. 1M672

■ Projets en informatique DEDIEE appliquée à des calculateurs embarqués 16/32 bits. INGENIEURS PRATIQUANT LANGAGES EVOLUES Au sein d'une petite équipe de projet, chaque ingénieur prendra en charge la conception et la réalisation de fonctions de logiciel - opérationnel ou calculateur -, depuis l'analyse jusqu'à la validation de ces fonctions dans le calculateur. Lieu de travail : ORSAY (91). Réf. 1M694

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à CSEE - DRH - 99, avenue Aristide Briand 92120 Montrouge.



DESTINATION SYSTEMES EMBARQUES, AVIONIQUE, IMAGERIE, LOGICIELS DE BASE...

INGENIEURS MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEIHT...

... nous vous proposons de franchir le cap décisif de votre carrière en rejoignant notre département, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...). Vous avez acquis une première expérience sur l'un des environnements suivants : 68000, UNIC, C, PASCAL, VAX, 8086, 8088, RMK, PDP, MITRA, SOLAR. Société de services et d'ingénierie informatique, notre système informatique est varié et nous gardons le goût de l'aventure et un certain esprit « mission » qui font de chacun des collaborateurs un professionnel qui réussit.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à BETEL INGENIERIE - 23 rue de la Paix 75002 Paris.



L'ODYSSEE INFORMATIQUE

CORNING

CORNING GLASS WORKS, accorde une place privilégiée à la recherche et à l'innovation. Leader sur le marché des verres spéciaux, nous recherchons pour notre direction technique européenne un :

ingénieur métallurgiste thermicien

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou d'un doctorat universitaire, débutant ou disposant d'une première expérience, vous souhaitez confirmer vos connaissances dans un secteur de hautes technologies.

Les exigences de qualité de nos produits aussi bien que les performances croissantes de nos lignes de production nous amènent à renforcer nos compétences dans les domaines de la métallurgie et de la thermique. Nous vous proposons de participer à nos interventions en usine (France et U.K.) sur les problèmes d'échange de chaleur.

Le candidat recherché doit pouvoir allier de solides connaissances théoriques (métallurgie, matériaux, thermique) à une approche concrète et réaliste des problèmes de production. Vous disposerez d'un outil informatique élaboré et de l'acquis technologique de notre groupe (Europe et U.S.A.).

Progressivement votre compétence devrait vous permettre d'évoluer au sein de nos fonctions techniques. Anglais indispensable. Localisation Fontainebleau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à CORNING EUROPE INC. Direction du Personnel, 7 bis Avenue de Valmy, 77211 AVON CEDEX sous réf. IM/M

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

recherche

TRADUCTEUR ANGLAIS-FRANÇAIS

expérimenté informatique

(documentation et logiciel)

Pour assurer la formation du personnel, l'organisation et le suivi des projets.

Ecrire à : INK LANGAGES
6, rue de Brague, 75003 PARIS.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

en pleine expansion

(région Versailles)

recherche

un jeune ingénieur

(ou équivalent type MIAGE).

Dans le cadre de la structuration de son réseau vaste médical, il aura la charge d'étudier et de mettre en place les applications informatiques spécifiques en collaboration étroite avec le service informatique de la société.

Il aura à terme la responsabilité de l'administration du réseau de la visite médicale.

Il devra posséder :

- de très bonnes connaissances en informatique,
- des notions approfondies de gestion,
- une expérience (souhaitée) de quelques années dans ces domaines.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : M^{me} M.L. SARFATI
33/A, avenue de Sceaux - 78000 VERSAILLES.



Créée en 1972, notre Société est devenue le leader français dans le domaine de la GFAO (Gestion de Production Industrielle).

Pour faire face à notre forte croissance de l'ordre de 30% par an, nous recherchons :

Ingénieur commercial

Résidence souhaitée GENEVE

NOUS VOUS PROPOSONS :

- de répondre à la demande d'une clientèle industrielle nationale,
- la responsabilité de la vente de notre produit de renommée internationale,
- des contacts variés et de haut niveau,
- une expérience de travail éprouvée au sein d'une équipe à taille humaine,
- une formation personnalisée et un support technique de qualité,
- une mission très motivante + flex.

VOUS AVEZ :

- un fort tempérament commercial,
- une formation supérieure : Grande Ecole de Commerce, Ingénieur ou équivalent,
- un goût et, si possible, une expérience pour la vente de produits techniques élaborés.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle

à : MERCURI URVAL 194, rue Gerbault,

69437 Lyon Cedex 03, s/réf. 57 671 34,

préciser sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES MECANQUES

AM - ENSI - INSA ou similaire

3 à 5 ans d'expérience BE

Un très important constructeur de matériels électromécaniques de production, de technologie avancée, exportant 80% de sa production, recherche ce jeune ingénieur qui participera à l'étude et à la mise au point de nouveaux matériels, tant en BE qu'aux essais de prototypes, en liaison avec les services méthodes et fabrication. Résidence ville de l'Est, agréable région touristique, proche d'une grande ville universitaire.

Ad. CV dét.
ou réf. 1218 à

seletec
67008 STRASBOURG
CEDEX

سكزا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 21 janvier 1987 27

Le Monde
CADRES

2 CHEFS DE MARCHES

LUBRIFIANTS (réf. T/MO/228) NUTRITION ANIMALE (réf. T/MO/221)
INGENIEUR GENERALISTE INGENIEUR AGR/AGRO

A la fois homme de marketing, commercial et excellent gestionnaire, votre expérience technico-commerciale dans le domaine pétrolier (ou similaire) pour l'un, de la nutrition animale pour l'autre, a confirmé votre capacité à animer et conseiller un réseau de vente. Responsable de la ligne de produits, vous en assurez la progression par une gestion rigoureuse, une promotion permanente et une connaissance parfaite du marché. Les postes sont basés à SAINT-MALO. Merci d'adresser votre candidature, CV, lettre motivée, sous réf. choisie à Organisation et Publicité, 2, rue Maréchal, 75001 PARIS, qui transmettra.



Le Groupe Roullier de dimension internationale est leader en agro-alimentaire et emploie 2100 personnes. Son C.A. est de 24 milliards de Francs.

Nous sommes un des premiers groupes industriels français très diversifiés. Notre forte croissance nous amène à créer le poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

dans plusieurs de nos filiales. De formation Sup. de Co. + DECS, ils ont 8 à 10 ans d'expérience de la fonction. Rattachés au directeur général de la filiale, ils auront les responsabilités de l'intégralité de la fonction pour des unités de 300 à 500 personnes réalisant un CA de 130 à 300 Millions de Francs et en progression rapide. Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.



Merci de nous adresser votre CV détaillé ainsi que vos prétentions en précisant sur l'enveloppe le N° 9897 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Diriger un cabinet de recrutement

Diriger un cabinet de recrutement n'est pas à la portée du 1^{er} venu... Il faut des qualités de réalisateur : être consultant soi-même, avoir des clients, les satisfaire, développer un business profitable. Mais il faut aussi des qualités d'animateur particulièrement : les consultants sont des êtres où l'ego est important, où le goût de l'autonomie est prononcé. Et pourtant un cabinet de recrutement est une société qui, comme les autres, doit avoir un leader. Responsable du développement, gestion des méthodes et de la qualité, compétences professionnelles, le Directeur d'un cabinet de recrutement entraîne l'adhésion, motive son équipe, crée un climat. Notre cabinet a une excellente image. Il est en forte croissance. Son patron est appelé à d'autres responsabilités. Son équipe de consultants ne veut pas rester orpheline. Alors... à vous de jouer si vous vous sentez des ailes.

Merci d'adresser à Jean-Claude Bugat, 7, rue de la Planchette 75007 Paris. Confidentialité totale assurée.

L'AVENIR AU QUOTIDIEN

Groupe Industriel français comptant 8000 collaborateurs, dont de nombreux Ingénieurs et Cadres. Nous intervenons dans plusieurs domaines technologiques avancés, en France et à l'étranger. Nous mettons en œuvre de solides stratégies d'adaptation aux évolutions de nos marchés et nous recherchons, pour y contribuer dans le domaine du

Recrutement et gestion prévisionnelle

un cadre maîtrisant ces techniques au titre d'une expérience de 4 à 7 ans de gestion des cadres en milieu industriel. Capable de conduire ses activités en préparant en même temps le moyen et le long terme, il sera responsable du recrutement et de la gestion des cadres d'une Unité importante. Il définira et mettra en œuvre une politique prévisionnelle de développement, de mobilité et d'évolution des ressources humaines. Au niveau du Groupe, il participera aux réflexions et aux études touchant à la gestion des ressources humaines. Ces premières fonctions nécessitent de réelles qualités de contact et de négociation. Appelées à couvrir de plus larges responsabilités au sein d'une direction disposant de moyens importants, elles impliquent un fort potentiel d'évolution et d'autonomie. Adresser un dossier complet de candidature, sous la référence 2003, à notre Conseil, qui vous assure d'une totale confidentialité. MILO Ressources Humaines - 3, Av. des Termes. 75017 PARIS.



SECTEURS DE POINTE

GL GROUPE LINCOLN CCE CONSEIL

SSI en forte croissance développant pour le secteur tertiaire des applications spécifiques sur

IBM 36 et 38

recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

Son excellent niveau - sanctionné ou non par un diplôme - son expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de projets sur ces matériels, son envergure personnelle le définissent aujourd'hui comme un véritable manager. C'est bien sûr un homme de planification et d'encadrement. Participant à la définition de la stratégie de la société et donc à son expansion, il verra s'ajouter à son fixe un intéressement. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature à notre cabinet conseil CCE LINCOLN 14, rue Lincoln 75008 PARIS

Telemecanique

14.000 personnes dans le monde
60 % du chiffre d'affaires à l'export
11 % du chiffre d'affaires en investissements
60 établissements industriels à taille humaine en France et à l'étranger

La Direction APPLICATIONS et SYSTÈMES est chargée, au sein de la Direction Commerciale, de :

- développer des nouveaux CONSTITUANTS et des PRODIGES ;
- réaliser des SYSTÈMES D'AUTOMATISMES ;
- créer et tester les outils D'AIDE À LA CONCEPTION des applications.

La Direction APPLICATIONS et SYSTÈMES contribue ainsi, de manière privilégiée, à la formation des techniciens de demain. Dans ce cadre, elle recherche :

INGÉNIEURS EN AUTOMATISMES ET MICRO-INFORMATIQUE

TEMPS RÉEL

DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Elle leur confiera des missions :

- de développement de logiciel ;
- d'étude et de mise en service d'automatismes ;
- d'exploitation des moyens de conception de systèmes assistés par ordinateur (C.S.A.O.).

Envoyer candidature et C.V. à :
TELEMECANIQUE
Direction du Personnel - Applications et Systèmes
33, av. de Chalon, 92500 RUEIL-MALMAISON.

Vous souhaitez commencer votre carrière en production.

Nous vous proposons dans nos usines de Cadix-St-Hilaire et de Moulins

2 postes d'INGENIEUR DE FABRICATION

MINES, FONTS, CENTRALE

Quatre à six ans d'expérience, la Société des Travaux Publics (STP) développe ses activités dans le domaine de la construction de grands ouvrages et de la maintenance des équipements. Elle recherche des ingénieurs pour ses services de conception et de suivi de projets.

Si vos perspectives vous intéressent, nous vous invitons à nous adresser votre candidature (CV, photo et lettre de motivation) sous la référence 057 à :
SOCIÉTÉ DES TRAVAUX PUBLICS
BP 37 63 700 Rueil-Malmaison

bonna

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA HAUTE-NORMANDIE

JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL

HF

Ses missions portent sur les dossiers essentiels de gestion du personnel (1 000 salariés) dans un secteur en pleine mutation. Il participera :

- au développement de la gestion dynamique des carrières et des emplois, au recrutement, aux actions de relations sociales, ainsi qu'aux actions de mobilité et de reconversion.

Homme de dialogue, ouvert aux autres, il est doté de fortes capacités d'adaptation et d'innovation. De formation supérieure, le candidat aura une expérience de 2 à 3 ans minimum dans une fonction similaire. Basé à ROUEN, ce poste offre des possibilités d'évolution dans la fonction, comme dans l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo, s/réf. 5285 M, Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Département des Ressources Humaines - B.P. 3027 - 76041 - ROUEN Cédex.

Directeur Général à 30 ans

Au Sud des Vosges

ne manquez pas cette chance

• Cette entreprise d'horlogerie d'une petite centaine de personnes fait partie d'un groupe industriel de grand renom.

• Directeur Général, vous rendrez compte régulièrement de votre activité au Président à Paris et êtes véritablement le patron de cette PME où produire, vendre, gérer, animer les hommes vous concernent directement chaque jour.

• De formation ingénieur et gestionnaire (type IAE), votre expérience des méthodes ou de la production vous sera indispensable pour réussir à ce poste où une sensibilité artistique est nécessaire.

Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de poste détaillé.

Ecrivez, sous réf. C/230, à notre Conseil en Recrutement, Concordeances, 81 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris ou 129 rue Sarville, 59003 Lyon. Tél. 78.63.85.80.

Concordeances

EMBALLAGE

Société de Conseil et d'Ingénierie, située à LYON, leader dans son domaine recherche

INGENIEUR CONFIRME

Possédant une bonne expérience, acquise en milieu industriel, de l'emballage de produits en série et de la chaîne logistique correspondante, il aura complété sa formation par une connaissance générale de l'entreprise lui facilitant les contacts au plus haut niveau. Il sera responsable des études qui lui seront confiées ayant trait à la conception d'emballages et à leur mise en œuvre automatisée. La rémunération tiendra compte de l'expérience et sera attractive pour un candidat très bon professionnel. Envoyer lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à :

s.e.m.
Service Etudes et Mécanisation
169, avenue Charles-de-Gaulle - 69160 TASSIN

impulsion

SSI indépendante, partenaire informatique HEWLETT PACKARD recherche

INGENIEUR COMMERCIAL GESTION

De formation supérieure (écoles de commerce ou universités), vous possédez éventuellement une expérience professionnelle dans la vente de prestations de services en informatique de gestion (progiciels administratifs et financiers, G.P.A.O., L.4.G.). Motivé et autonome, vous rejoindrez notre département commercial soutenu par une équipe technique. Vos qualités d'écoute et de synthèse seront appréciées.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à :
28-30 rue des Peupliers,
75013 PARIS. Tél. 45.65.16.89

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE
PROJETS TRÈS VALORISANTS

INGENIEURS BULL

SYSTEMES BULL
DPS 6 - DPS 7 - DPS 8
Importants projets de développement et de qualification.

CHEFS DE PROJET

BULL DPS 7 - DSA
Avec de la technique, des capacités d'initiatives et d'imagination aboutissant à des solutions fiables. Pour encadrer une équipe d'ingénieurs.

INGENIEURS SYSTEME

Pour développement de MONITEURS TEMPS RÉEL
Expérience UNIX-C-SP 000

INGENIEURS RESEAUX

TRANSPAC - J25 - DSA - SNA
PROJETS TELEMATIQUES

INGENIEURS PROCESS

Projets de systèmes MILITAIRES
SEL 32, CONCEPT (BOULI)
24, r. Daubenton - 93 43-97-99-22

Dans le cadre du

FORUM CENTRALE ENTREPRISES

où 110 sociétés seront présentes

les 21 et 22 janvier 1987

LE MONDE et l'ÉCOLE CENTRALE

seront heureux de vous accueillir au débat

« Ingénieur : généraliste de l'entreprise »

Le jeudi 22 janvier à 17 heures.

Autour de Jean-Marie Dupont, journaliste au Monde, participeront :

M. Daniel GOURISSE, directeur de l'Ecole centrale, président de la conférence des grandes écoles. M. Alain CADIX, directeur du développement et des programmes du CRC (centre de recherches et d'études des chefs d'entreprise). M. Jean-Louis DELAFRAYS, directeur logiciel Paris de Digital. M. Henri FLORENTIN, directeur du cabinet ETAP. M. Christian LAUE, président-directeur général du cabinet Egor. M. Maurice MARCELLIN, président-directeur général d'Union Carbide France. M. Jean-Philippe MOUTON DE VILLARET, directeur de département du cabinet Bernard JULHIET-PSYCOM. M. Francis WILLIGSECKER, directeur général du cabinet PA. M. Bernard WOUTS, administrateur général du Monde.

FORUM CENTRALE ENTREPRISES, ÉCOLE CENTRALE
Grande-Voie-des-Vignes, 92290 CHATENAY-MALABRY
RER B. Antony, navette gratuite.

Le Monde CADRES



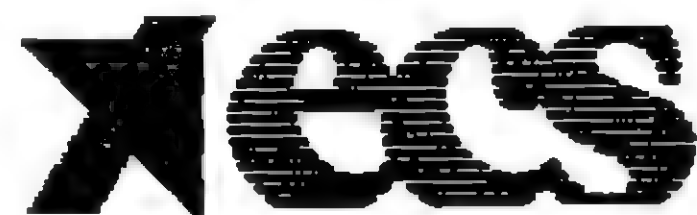
ECS, leader sur le marché de la location d'ordinateurs, recherche pour renforcer son équipe **RELATIONS HUMAINES**

Chargé de Recrutement

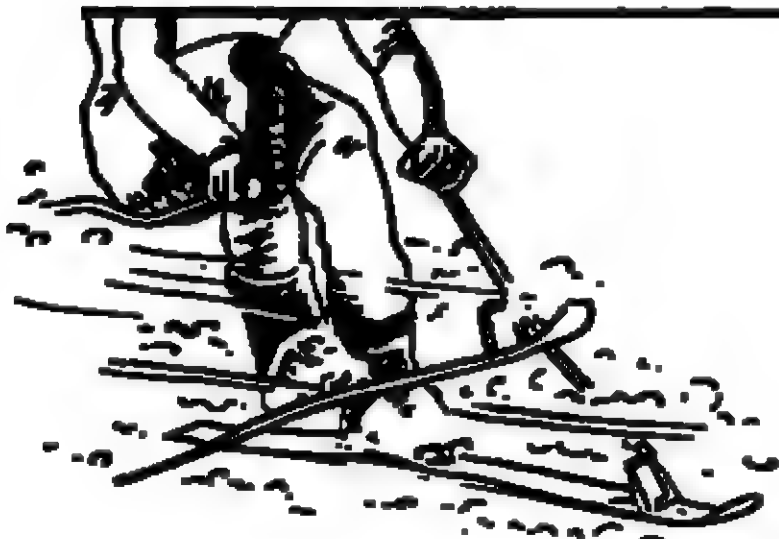
H/F

En collaboration directe avec le Responsable du Département, vous prendrez en charge de façon autonome, une partie des recrutements, de la définition de poste au suivi de l'intégration. De plus, vous participerez aux actions de planification de formation, d'évaluation de potentiel et de promotion, à l'intérieur du groupe (actuellement 600 personnes).

Notre forte croissance, 40% sur les cinq dernières années, nous conduit à rechercher une personne de formation supérieure (psychologie ou équivalent) qui a déjà acquis une première expérience professionnelle réussie et qui cherche à la valoriser.



Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. FN/753 à ECS, Relations Humaines, 16, rue Washington 75008 PARIS.



SALOMON, une équipe passionnée, une entreprise passionnante

Leader mondial sur le marché des sports d'hiver, nous réalisons 2,4 Milliards de C.A., dont 90 % à l'export.

Nos performances et notre forte croissance passent par une évolution permanente de nos produits et de nos méthodes.

Dans ce cadre, nous créons un poste de

RESPONSABLE DU SERVICE METHODES

pour notre division chaussures de sport et équipement.

Votre fonction : définir et rationaliser les produits, définir de nouveaux moyens de production (à 5 ans), animer une équipe et des ateliers pilotes, ce qui suppose une ouverture et un travail d'équipe importants.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience de 2 à 5 ans, dans un service méthodes de préférence, et de solides connaissances en informatique industrielle, automatisme, robotique. Peut-être êtes-vous de plus skieur ou golfeur ?

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., lettre manuscrite, sous réf. 520 M à : KEY MEN - Rue Childebert - 69002 LYON.

ANNECY

SALOMON

Négocier nos contrats industriels

DEA DROIT DES AFFAIRES

Nous sommes une société de premier ordre dans le domaine des techniques de l'espace. Nous souhaitons intégrer au sein de notre Direction Administrative et Financière - Service des Contrats Industriels - un **JURISTE ACHETEUR**. Sous l'autorité du Chef de Service, vous devrez :

- préparer, négocier et administrer les contrats conclus avec nos fournisseurs,
- prendre en charge certains dossiers à caractère juridique, concernant plus particulièrement le domaine de la responsabilité et des assurances.

Vous justifiez d'une réelle expérience en tant qu'acheteur de matériels de haute technologie, si possible dans le domaine aérospatial. Titulaire d'un DEA de Droit des Affaires, vous avez la trentaine environ et vos prétentions sont de l'ordre de 200 KF+. Naturellement, vous possédez la langue anglaise couramment et vous êtes suffisamment mobile pour traiter vos affaires en France et en Europe, le poste étant basé en région Parisienne. Parmi les qualités personnelles que l'on vous attribue ordinairement : le sens de l'organisation du travail et une réelle aptitude à l'expression orale et écrite. Devant contribuer à la réussite d'un grand programme, vous saurez, auprès de nos Directions Techniques, être un partenaire actif et responsable, car vous aurez su avant tout gagner leur confiance.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, merci de m'adresser votre candidature, avec photo, en me précisant les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, Jean-Michel DUBOST - Réf. JM - 149, rue St-Honoré, 75001 PARIS.



SALOMON : Une équipe passionnée, Une entreprise passionnante...

Leader mondial du marché des sports d'hiver, nous poursuivons activement notre politique de croissance.

Notre développement passe par une évolution permanente de nos produits et de nos méthodes.

Dans ce cadre, nous créons un poste d'

INGENIEUR GESTION DE PRODUCTION

pour notre Division Fixations.

Votre mission : définir des méthodes et moyens pour améliorer l'efficacité des systèmes de gestion de production en liaison avec les utilisateurs.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience de 2 à 4 ans dans ce domaine et des qualités d'animation.

Nous offrons, en retour, l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo à : Geneviève LEPELLETIER - SALOMON - METZ-TESSY - B.P. 454 74011 ANNECY Cedex.

ANNECY

SALOMON

Une opportunité pour un spécialiste du marché obligataire : gérer un portefeuille de 10 milliards

Nous sommes un important groupe d'assurances qui, outre la gestion financière de ses fonds propres et de ses provisions techniques, assure celle de capitaux importants pour le compte de caisses de retraite. Notre service financier (basé à Paris) souhaite intégrer dans son équipe un professionnel du marché des obligations qui prendra en charge l'ensemble de la gestion du portefeuille obligataire dans le cadre d'orientations, à la définition desquelles il aura largement participé.

Sa mission s'étendra tout naturellement à la gestion de la trésorerie à court terme (nouveaux produits monétaires...). Il serait très apprécié que le candidat soit en mesure de participer au développement informatique des services financiers et trouver ainsi une extension de ses responsabilités.

La personne recherchée possède une formation supérieure, si possible l'actuariat et au moins une expérience de plusieurs années du marché financier obligataire acquise dans l'assurance, la banque ou chez un agent de change.

Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5.016 M à Roland Gardoux - Sérifo, 47 bis, Avenue Bosquet, 75007 Paris.



Membre de Syneco

labinal

PRECISION MECANIQUE
LABINAL 7300 personnes,
20 usines en France,
14 filiales à l'étranger,
C.A. : 2,3 Milliards de francs

recherche pour sa Division
Aérospatiale Electronique, le

**FUTUR RESPONSABLE DE
SON ADMINISTRATION COMMERCIALE**

Engagé en qualité d'adjoint, le candidat devra très rapidement pouvoir remplacer le titulaire actuel du poste et assurer les fonctions suivantes :

- contrôler la bonne gestion des flux (commandes, livraisons, facturations, recouvrement des créances),
- participer à l'élaboration et au suivi des plans et budgets et contrôler les dépenses de fonctionnement de l'ensemble de la Direction Commerciale de la Division,
- mettre en place les outils d'analyses statistiques d'aide à la prise de décision.

Le candidat recherché devra justifier d'une solide formation supérieure de type contrôle de gestion ainsi que d'une expérience approfondie de l'administration commerciale acquise dans un contexte industriel et international.

Pour ce poste, basé à MONTEBELLERIE (78), une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée, ainsi qu'une pratique de la gestion informatisée.

Adresser C.V. et prêt à
Précision Mécanique
LABINAL

Direction des Affaires
Société - BP 64,
78301 Bois d'Arcy Cedex

GESTION DES RÉMUNÉRATIONS

La Direction des Ressources Humaines d'un Groupe Industriel français (8000 personnes, dont une forte proportion d'ingénieurs et Cadres) souhaite intégrer un professionnel confirmé de la gestion des rémunérations.

Vous disposez d'une solide expérience de l'élaboration des politiques salariales en milieu industriel.

Vous connaissez l'ensemble des éléments constituant les rémunérations de populations diverses (salaires, primes, intéressements, participation, actionnariat...) et vous maniez les techniques statistiques appropriées.

Vous piloterez, pour le Groupe et ses filiales, les opérations salariales annuelles et vous serez le garant de l'application des politiques générales dans ce domaine.

Vous élaborerez et vous proposerez ces politiques à partir d'enquêtes, d'études et de contacts internes et externes. Les responsabilités couvertes par ces fonctions nécessitent de réelles qualités de contact et de négociations.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 2004, à notre Conseil, qui vous garantira une discrétion totale.

MILO Ressources Humaines
3, Av. des Termes, 75017 PARIS.



Filiale d'un puissant groupe industriel français, nous sommes le n°1 européen dans la fabrication et la commercialisation de la fibre de verre. Les professionnels et utilisateurs reconnaissent la qualité de nos produits et de nos services.

Dans un domaine en pleine expansion, nous recherchons pour notre siège basé en SAVOIE un :

Chef de produits international

En collaboration avec notre Directeur Marketing International, vous serez responsable de la conception et de l'application du plan marketing de votre produit sur le plan international. Action commerciale, suivi du marché, définition et lancement de nouveaux produits... sont vos priorités.

Très autonome et avec l'appui d'un important réseau de ventes, vous aurez à collaborer avec les différentes directions de nos filiales étrangères, et de notre centre de recherches.

Nous lançons ce défi à un professionnel du textile industriel.

De formation ingénieur ou commerciale, vous bénéficiez d'une expérience textile (fibre naturelle ou synthétique, procédé de transformation). Vous avez de préférence, déjà eu des responsabilités commerciales (chef de produit ou technico-commercial).

Bien entendu, votre anglais est courant et vous avez de très bonnes connaissances en allemand.

Si vous avez la ferme volonté de vous impliquer, votre réussite et votre évolution seront certaines au sein de notre entreprise et de notre groupe.

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.

Merci d'adresser dossier de candidature, C.V. photo et rémunération actuelle, sous référence 601 LY, 24, rue du Commandant Faurax, 69006 LYON.

Confidentialité assurée.

FRANCE MARKETING
CONSEILS EN MARKETING

LE DEPARTEMENT DES INVESTISSEMENTS

SON SECTEUR DES PLACEMENTS IMMOBILIERS un Responsable de Programmes

chargé d'opérations de rénovation ou de réhabilitation d'immeubles de son patrimoine.

De formation supérieure (I.E.P. - (école) écoles de commerce...) avec une expérience réussie d'au moins deux ans dans ce type d'activité, vous assurerez la coordination administrative, juridique, financière et technique des programmes qui vous seront confiés.

Les services commerciaux et techniques du Groupe vous assisteront dans votre tâche.

Ce poste situé à Paris (Place Vendôme) offre de réelles perspectives d'évolution à un candidat dynamique sachant allier esprit de synthèse et de rigueur à de bonnes capacités de négociation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence JM/1, à M. LE FILIAIRE, Service du Recrutement Cadres - UAP - Tour Aesx, 34 Rue - 92083 Paris-La Défense Cedex 14.



Le Monde
CADRES

Contrôleur de gestion usine
Ingénieur + formation éco

Vous avez une première expérience terrain réussie de 2 à 3 ans dans une entreprise industrielle.

Nous vous proposons aujourd'hui après une période de formation initiale de prendre la fonction contrôleur de gestion usine (anticipation des tendances, contrôle budgétaire, analyse des écarts...), de vous y investir, pour évoluer dans notre entreprise après avoir fait vos preuves dans cette fonction.

Hauserman est le leader européen des systèmes de décisions amovibles et de plateformes intégrées (technologie de la tête fixe et installation sur chassiers), destinés à l'équipement des bureaux et des laboratoires.

Nos résultats constamment bénéficiaires (pour un CA actuel de + de 500 Mio FF) sont fondés sur :

- Un couple marketing/technique qui nous permet d'offrir des produits de haute qualité et s'adaptant à une clientèle exigeante ;
- Un développement résolument international des forges : 2/3 du CA hors de France, filiales locales dans 8 pays européens et activité grande exportation, 950 personnes dont 350 hors de France ;
- Une unité de production performante (400 personnes) travaillant depuis l'origine en quasi-tour de France ;
- Un réel esprit d'entreprise où le professionnalisme de chacun et le service au client sont la clé de la réussite de notre groupe.

Si Hauserman vous motive et si vous pensez que ce premier poste pourra révéler vos qualités, adressez CV + lettre manuscrite à : HAUSERMAN S.A., Direction des Plans et du Contrôle de Gestion, 56, rue Jean-Girardot, BP 46, 67034 Strasbourg Cedex.

HAUSERMAN

FINANCES ET GESTION EN PAYS DE LOIRE
UN GESTIONNAIRE 250 000 F +
POUR DIRIGER NOS SERVICES
COMPTABLES ET FINANCIERS

...Les restructurer, les améliorer. La comptabilité générale - qui compte 7 personnes - doit être modernisée, et en particulier mieux informatisée. La comptabilité analytique et de gestion doit être également reconstruite par un spécialiste de haut niveau qui dirigera par ailleurs le contrôle budgétaire.

Voilà brièvement la mission que nous souhaitons confier à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou gestion, titulaire d'un D.E.S. et d'une première expérience en cabinet d'audit ou similaire avec une évolution rapide vers la Direction Financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 67/37/803 à notre Conseil Pascale GALAMPOUX.

Dominique Laligot, Centre
Tél. 02 40 00 15 55 - 02 40 15 55 55

Bâtir
pour un programme Eureka

Nous sommes la Division Recherche d'une entreprise de dimension et renommée mondiale et souhaitons intégrer pour un projet électronique d'envergure européenne.

Ingénieurs Electroniciens
confirmés et débutants

De formation Grande Ecole vous avez des connaissances ou une expérience en CONCEPTION de circuits analogiques, numériques, microprocesseurs, en INFORMATIQUE (langages de haut niveau, assembleur), en TRAITEMENT DU SIGNAL.

Pour évoluer au sein de notre groupe, il est souhaitable que vous parliez l'anglais.

Lieu de travail : Proche banlieue Ouest.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 455/M à CURRICULUM "L'ATELIER", 6, Passage Lathuille 75018 Paris.

CNAB LYON

LA CONFEDERATION NATIONALE
DES ADMINISTRATEURS DE BUREAU DE LYON
recherche un

SECRETAIRE GENERAL
Permanent H/F

Agé de 30 ans minimum, il possède une formation supérieure juridique, s'intéresse à l'informatique.

Ses tâches, de communication, de gestion, d'organisation, d'information, de suivi de dossiers, de relations extérieures... seront extrêmement diversifiées.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) sous la réf. 357 à :

M. 2 M. - Martine CORNILLAT
Conseil en Recrutement
361, rue Garibaldi 69007 LYON
Tél. 78.69.20.95



Société de produits chimiques
filiale d'un grand groupe
international recherche

UN JEUNE
DIPLOME

DEBUTANT TITULAIRE D'UN DEA
pour lui confier un travail de recherche en immunologie dans le cadre d'un contrat Université / Entreprise sur 3 ans et débouchant sur une thèse.

Ce poste situé en région parisienne est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser CV détaillé s/réf. 9049 à PIERRE LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

BANQUE A TAILLE HUMAINE
EN FORT DEVELOPPEMENT
(80 points de vente) recherche des

PERSONNALITES

pouvant se prévaloir d'une première expérience réussie dans la fonction commerciale...

... Soucieuses d'une évolution rapide de carrière à la mesure des qualités démontrées et des résultats obtenus.

Pour, après période de formation, première affectation en région parisienne (de préférence) dans postes requérant autonomie et sens des responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) s/réf. 4968, qui seront transmis par :

Pierre Lichou S.A.
10, rue de Louvois - 75002 PARIS

Champ d'action international
pour une carrière chez B S N

Dans le cadre des brasseries où B.S.N. a des intérêts, et pour préparer la relève des cadres qui vont rentrer en Europe, nous recherchons des opérationnels polyvalents, parlant anglais couramment, capables de transmettre leurs compétences et d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies.

DIRECTEUR D'USINE, de formation ingénieur brasseur de préférence

A la tête d'une brasserie d'environ 400 personnes, produisant plus de 500 000 hectolitres par an, vous devrez animer une équipe de cadres, dont certains sont expérimentés, pour assurer le bon fonctionnement de l'usine, en termes de qualité, de productivité. Vous devrez être capable aussi de vous insérer harmonieusement dans le tissu économique et social du pays (CONGO - NIGERIA).

Une solide expérience sur le terrain, incluant des responsabilités d'encadrement, si possible à l'étranger, vous a préparé à relever ce challenge. Réf. C 5 M

INGENIEURS DE MAINTENANCE

Au sein de l'équipe de management de l'usine, vous prendrez en charge l'entretien des matériels de l'usine, soit dans le domaine électrique (responsabilité d'un atelier d'une dizaine de personnes), soit dans le domaine du conditionnement.

Ingénieurs généralistes, à option électricité et automatisme, c'est pour vous l'opportunité de donner la mesure de votre potentiel dans un poste opérationnel d'autant plus intéressant qu'il fait appel à l'imagination, au sens de l'organisation et à la pédagogie. Une première expérience technique est indispensable pour accéder à ces postes basés au Nigeria, qui évolueront rapidement vers des fonctions plus larges. Réf. C 21 M



Le groupe BSN est 35 Mds de francs de CA, dont 40 % à l'étranger, plus de 100 sociétés 43000 personnes dont 3000 cadres.

Un des 20 premiers groupes alimentaires dans le monde, implanté industriellement et commercialement dans plus de 10 pays.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. choisie en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 Paris.

SALOMON

Leader mondial sur le marché des équipements de sports d'hiver (1700 p. - 2400 MF de CA) à Annecy.

Nous poursuivons notre croissance en développant de nouvelles activités. Renforçant notre équipe, nous cherchons,

un chargé d'études marketing, H/F

venant nous aider à définir et réaliser les études de marketing pour l'ensemble du groupe.

Au sein du service Etudes Marketing, venez piloter des études (produits, distribution, communication) tant en France que sur les marchés extérieurs et préparer nos décisions.

Vos atouts : une solide formation en marketing (HEC, ESSEC, Sup de Co), une première expérience en entreprise et une pratique courante de l'allemand et/ou de l'anglais.

Nous vous offrons, en retour, l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge.

Mme F. JOUISHOMME,
vous remercie
de lui écrire (réf. 1227 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
7, rue Servient - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Dans le cadre de son expansion, MUTATIS, Conseil de direction en stratégie d'entreprises et mutations techniques, industrielles et sociales cherche des

Consultantes expérimentées
pour des missions terrain

Agée de 30-35 ans, vous êtes une professionnelle avisée ayant fait ses preuves en entreprise ou en cabinet, en particulier en outplacement, grâce à votre goût des relations humaines, de la gestion du potentiel psychologique et professionnel des candidats.

Vous maîtrisez parfaitement les outils d'évaluation des hommes et des techniques d'entretien ainsi que le marché de l'emploi et de la formation.

Vous établirez des diagnostics fiables, indispensables à la réussite des stratégies de réinsertion professionnelle des candidats et vous devez avoir la capacité d'animer des groupes sur le terrain.

Si vous réunissez les critères indispensables au succès de ces missions, notre équipe de consultants sera heureuse de vous accueillir.

MUTATIS

Envoyer C.V. + photo à MUTATIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS sous la référence GB4.

VILLE DE COLOMBES
92701, 80 000 habitants
recrute :

DIRECTEUR(TRICE)

pour division action culturelle jeunesse et sports.

Mission :

Contribuer sur la base des orientations municipales à la définition des grands axes :

• Coordonner et contrôler l'activité des services de la division (jeunesse, action culturelle, sports, vie associative, relations publiques) ;

• Préparer le budget ;

• Encadrer le personnel.

Poste peut être pourvu par mutation.

Expérience dans le secteur similaire souhaitée.

Cand., c.v., copie des diplômes à adresser à M. le Maire.

Ville de Metz

recrute :

pour mission développement économique :

CHARGÉ DE MISSION

Formation type ESSEC, ESC, Sciences politiques...

Bonne expérience de la gestion des entreprises, du contact avec les investisseurs, des circuits financiers (5 ans env.).

Anglais courant.

Salaire à négocier sur la base brute annuelle de 168 000 F + 13e mois.

Ecrire avec c.v. et prétentions à Monsieur le Maire de Metz, Hôtel de ville, place d'Armes, 57000 METZ.

NOVO INDUSTRIE ENZYMES

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION :

- Assurer assistance technique et vente de nos produits dans divers industries (déplacements fréquents).

PROFIL :

- Ingénieur L.A.A., AGRO, INSA-BIOCHIMISTE ou équivalent (4 ans d'expérience environ) ;

- Connaissance et expérience approfondie des IAA ;

- Bonne connaissance de l'enzymologie ;

- Anglais parlé et écrit courant.

Envoyer lettre manuscrite c.v. et photo et prétentions à NOVO INDUSTRIE ENZYMES, 26, rue Fortuny, 75017 Paris.

Le centre d'orientation sociale
recherche

UNE(D) DIRECTEUR(TRICE)

- Pour son établissement d'HYÈRES (VAR), 236 lits (100 agents).

- Solide formation juridique, économique, expériences 5 ans minimum dans fonctions direction exigées.

Envoyer lettre, c.v. et références à :
C.O.S.
52, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris.

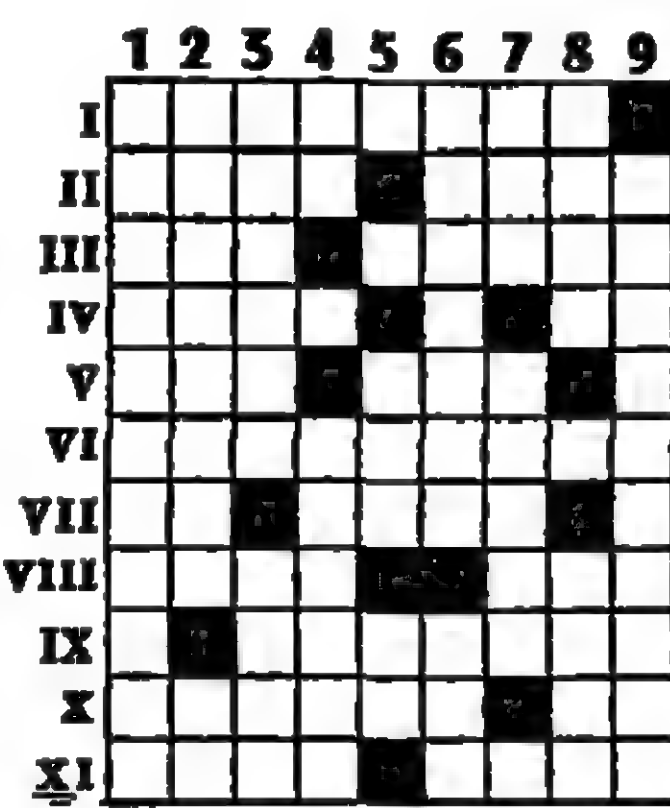
UAP

Le Carnet du Monde

Le Monde • Mercredi 21 janvier 1987 31

Mots croisés

PROBLÈME N° 4403



ouvert. Adverbe cher à l'absolutiste.

VERTICALEMENT

1. CIA ou KGB. - 2. Mange ou aspect de celle ayant trop mangé. Divinité. - 3. Directeur d'une entreprise de chauffage. Charming l'œil mais rebute l'oreille. - 4. Carrefour ferroviaire. Concert de bois. - 5. Sigle. Personnel. - 6. Telle une commission à faire sans remise. Direction. - 7. Diplôme. C'est généralement quand il est riche qu'il prête le moins. - 8. Artères souvent frappées de congestion. Dindon ou pigeon avec force aux lentilles. - 9. Uniformité militaire.

HORIZONTALEMENT

I. Opter pour la retraite anticipée. - II. Beaucoup d'arbres ou un seul morceau. Ce que fit l'excubateur de Mandrin. - III. Régime. - Mouton d'or. - IV. L'Empereur le franchit avant d'y séjourner. Note. - V. Transporte ou soulage. Dupont. - VI. Multiplication plus pléthorique que mathématique. - VII. Sont dans l'attente. Deux guerriers. - VIII. L'équipage d'Angleterre. Longue tige, tout au moins dans le temps. - IX. La femme à barbe. - X. Plus explosifs qu'harmonieux quand ils sont dans l'air. Bon et mal dans une idée comparative. - XI. A deux ailes toujours.

Solution du problème n° 4402

Horizontalement
1. Magnanime. - II. Acrobates. - III. Rhéus. TP. - IV. Gel. SS. lo. - V. Imite. Cl. - VI. Ninas. Dur. - VII. An. Ail. - VIII. Lectures. - IX. Isale. Tue. - X. In. Pèse. - XI. Endettés.

Verticalement

1. Marginalité. - 2. Acheminés. - 3. Grélin. Catil. - 4. Nos. Tarte. - 5. Abusés. Ré. - 6. Nasse. Al. Pt. - 7. Il. Dictée. - 8. Méticuleuse. - 9. Espoir. Sees.

GUY BROUTY.

BERTEIL SOLDES

à partir du 20 janvier

3. PLACE ST AUGUSTIN 75008 PARIS 7. RUE DE SOUFFRAN 75007 PARIS

CURE THERMALE 1987

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, leader du thermalisme français.

RHUMATISMES ET TRAUMATOLOGIE : En Haute-Provence : Gréoux-les-Bains (04), en Hautes-Côtes : Saint-Laurent les Bains (07), Dans les Cevennes Méridionales : Lamalou les Bains (34), En Roussillon : Amélie-les-Bains, Molitg les Bains (66), En Aragnac : Barrou-lez-Thermes (32), Dans les Landes de Gascogne : Eugénie-les-Bains (40), Au cœur du Pays Basque : Cambo-les-Bains (64), En Hautes-Pyrénées : Jonzac (17).

VOIES RESPIRATOIRES : En Haute-Provence : Gréoux-les-Bains (04), En Roussillon : Amélie-les-Bains, Molitg les Bains (66), Au cœur du Pays Basque : Cambo-les-Bains (64).

DERMATOLOGIE - STOMATOLOGIE : En Haute-Provence : Gréoux-les-Bains (04), En Roussillon : Amélie-les-Bains, Molitg les Bains (66), En Hautes-Pyrénées : Jonzac (17).

NEUROLOGIE : Dans les Cevennes Méridionales : Lamalou-les-Bains (34).

Corps médical et paramédical de spécialistes dans toutes les stations. Equipement thermal moderne et exécutif de 10 à 30 acres différents permettant un traitement complet personnalisé. Possibilité de soigner simultanément 2 affections (double handicap). Toutes les formules d'hébergement.

Document, gratuite N° A33 (hébergement et cures) aux THERMES de chaque station concernée ou à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, MAISON DU THERMALISME, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 47 42 67 91. Minitel : 36 14 Novotherm

Le Monde sur minitel

METEO

Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

36.15 TAPPEZ LEMONDE

PHILATELISTES

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

• Jeux d'enfants
• Bilan philatélique de l'année 1986
• Les 100 ans du Carré Marigny
• Trois non-amis de la Réunion.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Naissances

- Laurence et Aurélie FERENCZI

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Alexis, Thomas, Pierre,

le 14 janvier 1987.

32, rue Legendre, 75017 Paris.

- M. Eric LEGROUX

et M^{me} Christine LEVIN,

ont très heureux d'annoncer la naissance de

Constance,

à Paris, le 16 janvier 1987.

- Marcelle SANQUER

et Catherine WERNER,

ont la joie de faire part de la naissance de

Edmond SANQUER

et David SIMONSON,

ont la joie de faire part de la naissance de

Edmond,

le 12 janvier 1987.

24 bis, rue des Plantes, 75014 Paris.

Décès

- Le docteur et M^{me} Maurice Musat

et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Bigot

et leurs enfants,

Gisèle Benmansa,

Simone Benmansa,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne BENMUSAT,

née Samadje,

survenue le 18 janvier 1987.

L'inhumation aura lieu le mardi

20 janvier, à 9 h 45, au cimetière de

Montmartre, 26, rue de Labeck, à

Paris-16.

- M^{me} Pierre A. Darveville,

Georges et Joëlle Gordé

et leurs enfants,

Maryse Darveville,

Pierre J. et Françoise Darveville

et leurs fils,

Daniel et Noëlle Darveville

et leurs enfants,

Michel et Michelle Darveville

et leurs enfants,

Bernard Darveville,

Catherine Ertel,

Raymond et Gayline Darveville,

M. René Bazin,

M. Raymond Debenodetti,

M. et M^{me} Guy Jutier,

ont la profonde tristesse de faire part du

décès de

Pierre A. DARTEVILLE,

officier de la Légion d'honneur,

combattant volontaire FFC,

réseau Résistance fer,

ingénieur principal

hors classe honoraire à la SNCF,

ingénieur ESE,

ingénieur Arts et Métiers,

- M^{me} et M^{me} Jean-Paul Lemaire,

M^{me} Françoise Hély-Eglhoff,

M. et M^{me} Michel Nollin,

M. et M^{me} Philippe Zindel,

M^{me} Marie-Gabrielle Eglhoff-Mahoux,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Louis EGLOFF,

née Geneviève Cely,

font part du rappel à Dieu de

M^{me} Louis EGLOFF,

née Geneviève Cely,

survenue le 17 janvier 1987, dans sa

soixante-dix-neuvième année, munie des

sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 23 janvier, à 10 heures, en

l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue

Amphère, à Paris-17^e, suivie de l'inhuma-

tion dans le caveau de famille, au cime-

tère Sainte-Marie de Harve, vers

16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Pierre JACQUEY

s'est endormi dans la paix de Dieu,

entouré des siens, dans sa quatre-vingt-

deuxième année, le 17 janvier 1987.

De la part de :

M^{me} Pierre Jacquey,

son épouse,

Sœur Elisabeth Jacquey,

l'abbé François Jacquey,

Bernadette et François Roy,

Xavier, Sophie et Claire,

Michel et Marie-Clotilde Jacquey,

Jean-Baptiste J., Bénédicte et

Pauline,

Xavier et Marie-Jo Jacquey,

Nicolas, Caroline et Stanislas,

son épouse et petits-enfants,

M^{me} Pierre Timmer,

sa sœur,

Ses beaux-frères et belles-sœurs,

Ses neveux et nièces,

Ses amis.

Une messe des obsèques sera célébrée

en l'église Notre-Dame de Versailles,

chapelle du Sacrement, le mer-

credi 21 janvier, à 15 h 30.

La cérémonie d'inhumation aura lieu

à Servance (Haute-Saône), le vendredi

23 janvier, à 10 h 30.

5, rue Galloni, 78000 Versailles.

- L'Association de presse France-

Japon

a le profond regret de faire part du

décès de notre confrère

- Claude-Rémy MUESS,

pasteur,

ont eu la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne Niederhoffer-

Ferrand,

survenue le 11 janvier 1987, dans sa

quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière

parisien de Bagneux le 15 janvier, dans

la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Juliette Steiner,

son épouse,

M^{me} le docteur Anna Steiner,

sa belle-fille,

Françoise, Jean et Irène Steiner,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph STEINER,

survenue le 11 janvier 1987, dans sa

quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière

parisien de Bagneux le 15 janvier, dans

la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Georges Touchéouf,

son épouse,

Robert et Marguerite Touchéouf,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph WIERUSZ-KOWALSKI,

survenue le 15 janvier 1987, à l'âge de

treize ans, à Plessy-Val (Manche),

où ont lieu les obsèques religieuses, le

20 janvier, à 15 heures.

- M^{me} Joseph Wierusz-Kowalski,

née d'Elle,

M. et M^{me} Christiane Gorge,

Le comte Jean Sobanski,

M. et M^{me} Jacques Dumon,

M. et M^{me} Alfred Dufour,

M. et M^{me} Michel Wierusz-Kowalski,

ont la grande douleur de faire part du

décès de

M. Joseph

WIERUSZ-KOWALSKI,

croix de la Résistance polonaise

(1939-1945),

enlevé à leur tendre affection, le 16 jan-

vier 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième

année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célé-

brée en l'église Sainte-Thérèse de

Genève, le mardi 20 janvier, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, rue de l'Athénée,

1206 Genève (Suisse).

Remerciements

- M^{me} René LOCHMANN

et ses enfants

remercient très profondément tous ceux

qui, avec eux, ont accompagné

Jacques

au seuil de sa nouvelle Vie.

- La famille et les proches de

Marcel SAUVIGNON,

profondément touchés des marques de

sympathie que vous leur avez témoi-

gnées, vous adressent leurs sincères

remerciements.

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société

papiers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

loterie nationale

TRANCHE N°6 DU

DUPENSE

TIRAGE DU LUNDI 19 JANVIER 1987

LE NUMÉRO 275627

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 866

GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

RESULTATS COMPLETS

LOTTO SPORTIF

1 ^{er} lot	1	163 712,00 F
2 ^e lot	200	7 040,00 F
3 ^e lot	5 760	372,00 F
4 ^e lot	19 024	38,00 F
5 ^e lot	324 828	8,00 F
6 ^e lot	26 132	7,00 F

Tirage du 19 Janvier 1987

Economie

Après le réaménagement monétaire M. Guillaume, isolé, cherche à éviter une pénalisation des agriculteurs français

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

M. François Guillaume est obstiné. Lundi, tout au long de la réunion des ministres de l'Agriculture des Douze, il s'est farouchement battu pour obtenir que la réévaluation de 3 % du deutschemark et du florin n'entraîne pas en France, dans les échanges de porc, d'œufs et de volaille, l'application de nouveaux montants compensatoires monétaires (MCM). En fait, ce sont surtout les MCM « porc » qui donnent de l'artifice aux Bretons et dont le ministre ne veut pas. « Leur instauration est pour nous inacceptable », a-t-il répété inlassablement.

Ces MCM, qui, dans le cas du porc, seraient de 1,5 %, jouent comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation. Une prime pour nos concurrents allemands, hollandais et belges. A première vue, le combat pouvait sembler désespéré. Mercredi dernier, la Commission européenne, à qui il revient de le faire, avait instauré les nouveaux MCM destinés à neutraliser les effets commerciaux de l'ajustement monétaire auquel les ministres des finances venaient de procéder.

Mais, dans le cas du porc, des œufs et de la volaille, reconnaissant qu'il y avait là un problème particulier, elle avait suspendu leur application jusqu'au jeudi 22 janvier, donnant ainsi aux ministres le temps de s'exprimer. Lundi, trois fois, quatre fois, la présidence de Guillaume estimait que la majorité des délégations estimait que les règles normales de la politique agricole commune devaient être mises en œuvre — et donc les MCM « porc » s'appliqueraient jusqu'à la prochaine fixation des prix (en principe avant le 1^{er} avril), — voulait lever la séance. A chaque

fois, M. Guillaume, peu gêné de laisser, insister pour que les discussions soient reprises. Vers minuit, de guerre lasse, le président belge décida de reporter la séance à mardi 15 heures, alors qu'à l'origine il était prévu que la réunion ne durerait qu'une journée.

Les arguments de M. Guillaume sont connus. Il n'y a pas de véritables raisons économiques d'appliquer des MCM dans ce secteur où il n'existe pas de prix garantis. La réévaluation du mark et du florin ne se traduit d'aucune manière par une augmentation des coûts de production pour la RFA et les Pays-Bas. Ce serait plutôt l'inverse, puisque les éleveurs de ces deux pays ne nourrissent pas leurs porcs avec des céréales fourragères produites dans la CEE mais avec des produits de substitution des céréales importés et donc achetés à meilleur compte avec un mark ou un florin revalorisés.

M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand, qui s'oppose avec détermination à M. Guillaume, n'a que faire d'une telle démonstration : pour lui, l'essentiel, à cinq jours des élections, c'est bien sûr de ne pas décevoir ses producteurs en renonçant à ces MCM négatifs qu'ils considèrent comme un « plus » appréciable pour consolider la place qu'ils se sont acquise à Rungis.

Que dit M. Guillaume à ses collègues, en séance restreinte, pour réussir, bien qu'isolé, à prolonger le débat ? Sans doute que c'est là un problème politique, voire un problème d'ordre public. « L'essentiel, pour nous, c'est de garder le marché français ouvert », commentent comme en écho les Hollandais. Une manière d'expliquer qu'ils préfèrent se passer d'un MCM de 1,5 % si c'est la condition pour éviter les commandes qui interceptent leurs camions à la frontière.

PHILIPPE LEMAITRE.

mesures de « contre-représailles ». La délégation américaine était conduite par MM. Alain Woods, représentant commercial adjoint et Daniel Amstutz, secrétaire adjoint à l'agriculture ; les représentants de la CEE avaient à leur tête MM. Guy Lagras et Leslie Fielding, respectivement directeur général de l'agriculture et directeur général des relations extérieures. À la Commission européenne. Officiellement, cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la préparation des entretiens formels, prévus à Washington, les 23 et 24 janvier.

Le dollar s'est légèrement raffermi, mardi 20 janvier, sur tous les marchés des changes, après sa chute des jours derniers (10 % vis-à-vis du mark depuis Noël).

A Tokyo, il est passé de 150 yens à 152,50 yens ; à Francfort, il a pris plus de deux

TOKYO
de notre correspondant

Dans le hall d'entrée du Keidanren, la Fédération des organisations économiques japonaises, un tableau digital enregistre les fluctuations du yen par rapport au dollar, lançant inopinément des flashes spasmodiques à chaque changement de parité. Au septième étage, dans son bureau aux fauteuils de cuir blanc, M. Eishiro Saito, le président du patronat japonais, sous un abord enjoué et chaleureux, ne cache pas ses préoccupations.

Depuis le réalignement des monnaies européennes, le yen a repris son ascension par rapport à la devise américaine et atteint une parité que les Japonais estiment « intolérable ». « J'espère que cette parité est provisoire, mais si elle se maintient, notre économie qui souffre déjà beaucoup subira des dégâts considérables », estime M. Saito. L'hypothèse de la poursuite de l'appréciation de la monnaie n'est pas à exclure : un rapport de la Banque du Japon, publié la semaine dernière, prévoit un cours de 142 yens pour 1 dollar entre 1987 et 1990.

M. Saito est particulièrement inquiet de la détérioration rapide de la situation de l'emploi : selon le même rapport de la Banque centrale, d'ici à 1990, le nombre des salariés du secteur industriel sera réduit de plus d'un million de personnes. La restructuration de la machine industrielle japonaise est en cours, affirme M. Saito, mais les orientations définies par le rapport Maekawa ne constituent pas un « médicament miracle ». « La plus importante transformation que l'économie japonaise doit subir depuis les années 60 ne se fera pas sans grincements. Comment en serait-il autrement ?

Estimant que le niveau actuel du yen prive le Japon de toute compétitivité « raisonnable », M. Saito évoque le taux de change « normal » par rapport à la devise américaine aux alentours de 180 yens. Le Japon sera bientôt amené à « demander à ses partenaires du groupe des cinq pays industrialisés d'intervenir en sens inverse aux orientations de septembre 1985 ». A l'époque, Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, s'étaient mis d'accord sur la nécessité de coordonner une

La réévaluation du yen par rapport au dollar

« Nous ne pouvons remédier seuls au déséquilibre du commerce international » déclare le président du patronat japonais

points à 1,8275 DM contre 1,8050 DM, et à Paris il s'est élevé de 6,05 F à 6,11 F, ce qui a permis au franc de se redresser vis-à-vis du mark, dont le cours est revenu de 3,35 F à 3,3425 F. Ce raffermissement est attribué à

la baisse du dollar et par là même une remontée du yen.

« Sous la pression de ses partenaires, le Japon a artificiellement modifié la parité de sa monnaie au lieu de laisser son cours s'établir naturellement », souligne M. Saito. « Ce fut une grande erreur d'agir ainsi », ajoute-t-il sans ménager pour autant ses critiques envers le gouvernement japonais qui, par manque de clairvoyance, n'est pas intervenu plus tôt pour amener progressivement le yen à une parité plus conforme à la puissance économique du Japon : en d'autres termes, pour remédier de lui-même à sa sous-évaluation. « Le pendule est reparti en sens inverse beaucoup trop brutalement. »

« Le principal problème aujourd'hui est assurément le déséquilibre commercial : sous les autres en décalent. Après le choc Nixon (réalignement du yen par rapport au dollar en 1971) puis la crise pétrolière, le Japon s'est efforcé de développer ses exportations pour remédier à ses déficits commerciaux et financiers. Peut-être ses efforts ont-ils été excessifs. En tout cas, depuis le début des années 80, il a enregistré d'important excédents. Il faut certes transformer une structure économique excessivement orientée vers l'exportation en stimulant la demande interne. Mais le Japon n'est pas le seul en cause et il ne peut opérer ce réajustement sans la collaboration de ses partenaires. »

Le rapport Maekawa ne constituait-il pas une sorte d'engagement du Japon à transformer son économie ? « Le rapport Maekawa définit des orientations sur lesquelles sont d'accord le gouvernement et les milieux d'affaires afin d'harmoniser les relations du Japon avec ses partenaires », nous dit

M. Saito. « Mais ce n'est ni un programme de gouvernement ni un engagement public du Japon. Encore une fois, nous ne pouvons remédier seuls au problème du déséquilibre du commerce international. Les Etats-Unis en particulier devraient bien eux aussi faire leur propre « rapport Maekawa » : ils ont une bonne part de responsabilité dans la situation actuelle, notamment en raison de leur déficit budgétaire. L'opinion publique japonaise ne pourra jamais accepter d'assumer seule la responsabilité de la situation économique mondiale et d'être en position d'accusé. Le Japon, par le rapport Maekawa, a démontré qu'il avait conscience du problème qui le concerne et qu'il était prêt à y remédier. Mais pour qu'il y ait équilibre il faut être deux. »

Les mutations préconisées par ce rapport, en particulier la stimulation de la demande interne, supposent en outre des changements profonds dans les mentalités et les structures sociales. Il semble vain par exemple d'attendre que les Japonais consomment plus tant que la couverture sociale les contraindra à épargner. « Il est vrai, nous dit M. Saito que la couverture sociale au Japon est plus faible que dans les autres pays industrialisés. Il existe un réflexe tenace chez les personnes âgées à assumer elles-mêmes leurs vieux jours. On ne changera pas rapidement une telle mentalité. »

Le patronat japonais n'en entend pas moins s'attaquer à une autre question qui touche directement la consommation : les prix des denrées agricoles et l'ouverture du marché alimentaire. En demandant la levée des barrières protectionnistes sur les produits alimentaires, le Keidanren s'en prend à un « sanctuaire » politique : le lobby paysan qui constitue

l'une des forces électorales du Parti libéral démocrate au pouvoir depuis 1955. Pour les patrons japonais, une diminution du prix des denrées alimentaires aura le même effet sur la consommation que des augmentations de salaire. « La plupart des pays prospèrent leur agriculture. Mais il faut que le prix du riz par exemple, le principal aliment des Japonais, soit plus proche des cours mondiaux », estime M. Saito. Pour sauver son industrie, le Japon va-t-il sacrifier son agriculture ? Ce sera en tout cas le débat politique de ces prochaines années, admet le président du patronat japonais.

Des secteurs comme les chantiers navals et la sidérurgie sont-ils appelés à décliner ? « C'est une question préoccupante. Ces industries sont en train de perdre leur compétitivité internationale d'une façon si rapide que se pose un grave problème d'emploi : il est significatif que les syndicats de la sidérurgie aient renoncé cette année à demander des augmentations de salaire : c'est la première fois depuis la guerre. Le problème, dans le cas de la sidérurgie, tient essentiellement à l'appréciation du yen. Voilà une industrie qui, du point de vue technologique, est la plus avancée du monde. Aujourd'hui, elle tend à être évincée du marché simplement en raison d'une parité fixée arbitrairement. Comment les industries japonaises espèrent-elles survivre si nous sommes contraints d'importer l'acier pour construire nos navires et nos ponts ? Nous devons préserver à tout prix notre secteur secondaire. Ce qui est possible tant que notre technologie demeurera la meilleure... Et à condition que le yen retrouve un cours plus normal. »

PHILIPPE PONS.

Les industries aéronautiques françaises partent à la conquête du marché américain

Avec l'assistance, sur place, de l'ambassade de France à Washington, le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), qui est le syndicat patronal de la

construction aérospatiale, organise, du mardi 20 au vendredi 23 janvier, une série de conférences et d'expositions, dans la capitale américaine, pour vanter les produits français de ce secteur.

C'est la première fois qu'une telle manifestation a lieu à Washington, pour mettre en vedette la technologie aérospatiale française. Comme si

les industriels français venaient de découvrir l'importance du marché américain après leurs récents succès illustrés par la vente d'hélicoptères Dauphin (par l'Aérospatiale) au service américain des garde-côtes, l'achat de missiles anti-pistes Durandal (coups par Matra) par l'armée américaine, la commande à Thomson de tout un système de transmissions automatiques des informations du champ de bataille (le RITA) par l'armée de terre américaine, et après la décision de l'armée de l'air des Etats-Unis d'équiper ses avions de pneumatiques Michelin.

Plus récemment encore, le Pentagone a décidé d'évaluer, pour les besoins de l'armée de terre américaine, le nouveau missile anti-chars Eryx de l'Aérospatiale, qui a la particularité de pouvoir être tiré depuis une pièce d'habitation (en ambiance dite confinée) contre des blindés à 500 mètres de distance en combat de rue. Ce missile léger sera prêt à partir dès 1989. Déjà, l'armée de terre américaine évalue le missile anti-chars Milan, plus classique, co-produit par l'Aérospatiale et par l'Allemagne fédérale.

La même société française ne désespère pas de voir les Etats-Unis retenu, pour un examen technique plus approfondi, son projet de nouveau missile sol-air Aster, que l'Aérospatiale et Thomson préparent pour l'horizon 1995. A l'origine, le missile Aster devait remplacer les systèmes d'armes anti-aériennes Hawk, Roland et Crotale. Mais les caractéristiques et les performances attendues de ce missile pourraient en faire, ultérieurement, selon de nouvelles versions à dériver, la base même du concept de défense occidentale, en Europe, contre les missiles du pacte de Varsovie.

Pour toutes ces raisons, les industries françaises de l'aéronautique ont décidé de ne plus partir en ordre dispersé à la conquête éventuelle du marché américain. Sous la houlette du GIFAS auquel elles adhèrent, une trentaine de sociétés françaises, de la plus grande à la plus modeste, ont donc investi l'ambassade de France à Washington et invité des responsables américains à constater, pendant quatre jours, l'état de la technologie française dans des domaines aussi variés que les hé-

licoptères, l'aviation d'affaires, les missiles, l'espace, les matériels électroniques, l'aviation commerciale, les lessers et les matériaux nouveaux.

« Ce n'est pas un simple investissement publicitaire », explique un industriel français à propos du marché américain dans lequel, en effet, certains voudraient voir, d'abord, une carte de visite pour emporter d'autres contrats ailleurs. « C'est un marché où l'on se doit de gagner de l'argent », ajoute-t-il, malgré les difficultés nombreuses et de taille qu'il convient de surmonter.

Certes, un succès aux Etats-Unis sert ensuite de référence auprès d'autres clients potentiels à l'étranger. Mais le marché américain ne s'obtient pas aisément et il a ses règles propres. Les industriels français considèrent, généralement, que le client américain est très protectionniste en matière de défense et que le Congrès, à tout moment, à l'occasion de chaque année budgétaire, tout remettre en cause en refusant les crédits alloués à l'exécution d'un contrat avec un fournisseur étranger, ou en exigeant d'ouvrir davantage la compétition avec un producteur national. « Contrairement aux idées reçues, estime un constructeur français, le marché américain n'est pas d'une grande stabilité et, de surcroît, comme il réclame de nombreuses et importantes modifications des matériels qui lui sont soumis, cela coûte cher à l'industriel et peut, à la limite, lui interdire d'autres clients peu soucieux de disposer des « gadgets » américains. »

En réalité, les chances des exportateurs étrangers aux Etats-Unis ont tendance à s'accroître depuis quelque temps. Pour la raison que, dans le domaine de la défense par exemple, le Pentagone et les Etats-majors préfèrent acheter « sur étagère » comme on dit, des équipements que les industriels américains n'ont ainsi pas besoin de réinventer puisque des alliés les fabriquent déjà. Le budget de la défense peut, dès lors, se consacrer à d'autres investissements et le contribuable à le sentiment que le Pentagone cherche à réaliser des économies sur les dépenses nationales d'études et de développement militaires.

JACQUES IGNARD.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le jeudi 29 janvier 1987, à 14 heures
UNAPPARTEMENT
de 2 p. princ. au 4^e ét. CAVÉ.
Bât. A, dans un état immobilier.
116-120, RUE J.-P. TIMBAUD, PARIS (11^e)
M. à P. : 150 000 F
S'adr. à M^{rs} BRUN et ROCHER, avocats associés à PARIS (9^e), 40, rue de Ligny, tél. : 42-93-50-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE
le jeudi 29 janvier 1987, à 14 heures
APPARTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT
(Hauts-de-Seine), route de la Seine, n° 94
de 2 pièces princ., 3^e ét., B. n. c. 1, PORTE DROITE, avec jardin, exclusive balcon et terrasse, cave et empl. parking.
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adr. à M^{rs} WISLIN, avocats, 7, av. de Madrid, NEUILLY-SUR-SEINE ;
SCP COURTAULT, LECOCQ, BIRADEAU-DUMAS, avocats, 17, av. de Lamoignon, PARIS (16^e), tél. : 45-24-46-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS,
le jeudi 5 février 1987, à 14 heures
1^{er} lot : APPARTEMENT de 4 pièces principales
Mise à prix : 276 000 F
2^e lot : APPARTEMENT de 3 pièces principales
Mise à prix : 136 000 F
au 3^e étage d'un immeuble sis à
PARIS (10^e) - 30, RUE DE L'ÉCHOUER
S'adr. à M^{rs} JEAN NOUËL, avocats, 26, bd Raspail, 75007 Paris. Tél. 45-44-10-33

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS
le jeudi 5 février 1987, à 14 heures
APPARTEMENT LIBRE de 4 pièces
entrée, cuisine, cabinet de toilette, WC, deux débarras
au 5^e étage, porte parée, CAVÉ au sous-sol
PARIS (14^e), 9 bis, rue Gazan
FACE AU PARC MONTSOUSIS
MISE A PRIX : 350 000 F
S'adresser pour tous renseignements à :
M^{rs} J. BORONAT avocats poursuivants, 64, rue d'Amsterdam
75002 PARIS, tél. : 48-14-17-24
et 45-01-67-00 ; et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 29 janvier 1987, à 14 heures
APPARTEMENT à RIS-ORANGIS
rue de Rigny, n° 12
comp. entrée, séjour, 2 chambres, WC, s. de bains, jardin, garage et cave
occupé - MISE A PRIX : 250 000 F
M^{rs} Yves TOURAINE, avocats à PARIS (9^e), 48, rue de Cléry, tél. : 48-74-45-85 ;
M^{rs} J.-Y. GUILLEMONAT, syndic à PARIS, 7, rue de Turbigo.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE
le jeudi 29 janvier 1987, à 14 heures
APPARTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT
(Hauts-de-Seine), route de la Seine, n° 94
de 2 pièces princ., 3^e ét., B. n. c. 1, PORTE GAUCHE, avec jardin, exclusive balcon et terrasse, cave et empl. parking.
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adr. à M^{rs} WISLIN, avocats, 7, av. de Madrid, NEUILLY-SUR-SEINE ;
SCP COURTAULT, LECOCQ, BIRADEAU-DUMAS, avocats, 17, av. de Lamoignon, PARIS (16^e), tél. : 45-24-46-40.

Vente au Palais de Justice de PARIS, jeudi 29 janvier 1987, à 14 heures
EN UN SEUL LOT
IMMEUBLES, APPARTEMENTS, TERRAINS
FESCHES-LE-CHATEL, DAMPIERRE-LES-BOIS ET DASLE
(Doubs)
et BEAUMONT (Territoire de Belfort)
EN PARTIE OCCUPÉES (voir cahier des charges)
MISE A PRIX : 500 000 F
M^{rs} Yves TOURAINE, avocats à PARIS, 48, rue de Cléry, tél. : 48-74-45-85 ;
M^{rs} Alain PERNOT, syndic à PARIS, 144, rue de Rivoli.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 5 février 1987, à 14 heures - En un lot
2 LOCAUX COMMERCIAUX à PARIS (7^e)
80, rue de Grenelle, et 82, rue du Bac
1) Au rez-de-chaussée av. accès à la rue du Bac, comp. boutique, arrière-boutique et 105/10 000^e de part. com. gén. (lot 27) ;
2) Au rez-de-chaussée av. accès à la rue du Bac, comp. boutique, arrière-boutique et 108/10 000^e de part. com. gén. (lot 28).
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adr. par telex à M^{rs} François TRIBONA, de la SCP MORIS, LUCAS, TRIBONA, avocats, 4, av. Sully-Prudhomme, à PARIS (7^e), tél. : 45-53-54-66.

Affaires

Selon M. Claude Quin, ancien président de la RATP

L'endettement menace les entreprises publiques et non les hausses de salaires

Il en aurait, des choses à dire sur les grèves qui viennent de paralyser les métros et les trains, M. Claude Quin, président de la RATP de 1981 à 1986. Professeur de gestion à l'université de Paris-Dauphine et membre du Parti communiste, il aurait pu, à deux autres titres, diagnostiquer la crise sociale amorcée en décembre, mais il s'est donné pour règle de ne pas importer ses successeurs par des déclarations péremptives. Alors, s'il évoque tout de même à l'analyse une situation qui le passionne, c'est d'un peu plus haut que l'actualité immédiate.

« Ce ne sont pas les revendications salariales qui menacent les entreprises publiques, mais d'abord leur endettement croissant, dit-il. L'Etat n'a pas fait son devoir d'actionnaire. Il n'a pas apporté les fonds nécessaires à leur fonctionnement et a chargé le marché financier de les remplacer dans ce rôle. » Si l'on prend les huit « grandes entreprises nationales » reconnues par l'INSEE, EDF, GDF, SNCF, RATP, Air France, Air Inter, Charbonnages et PTT, la dette excède les 500 milliards de francs. Avec 213 milliards de francs d'endettement pour un chiffre d'affaires de 131 milliards, EDF détache la palme du plus gros débiteur public.

« La conséquence de cette situation est une montée des charges financières, poursuit Claude Quin. En 1976, elles représentaient 8,5 % de la valeur ajoutée des huit grandes entreprises nationales, et les salaires bruts 24,6 %. En 1985, les frais financiers ont atteint 21,1 % et les salaires bruts 41 %. » A EDF, le remboursement de la rémunération des emprunts mobilise 28,5 % des ventes d'électricité ; à la SNCF, un quart des recettes marchandises et voyageurs ; à la RATP, un tiers du prix acquitté par le voyageur.

« Ces entreprises sont victimes d'une véritable saignée financière », estime l'ancien président de la

RATP, qui voit plusieurs solutions pour les tirer de l'ornière où elles s'enfoncent inexorablement. D'abord, transformer en capital les prêts publics en cours, comme cela s'est pratiqué à la RATP, où 1,8 milliards de francs de dettes ont été changés en capital social. Ensuite, créer une caisse d'amortissement qui rembourserait les prêts par anticipation afin de permettre aux entreprises de renégocier des crédits à des taux plus faibles, avec des différés d'amortissement.

Pour que le trou financier ne recommence pas à se creuser, il souhaite que l'Etat paie, sous forme de capital, une partie significative des investissements, centraux téléphoniques, barrages, rail — réalisés par les entreprises publiques et bonifie les intérêts. « Il veut mieux aider des investissements utiles que subventionner après coup des déficits d'exploitation causés par des charges financières devenues insupportables. »

Il est une autre critique que Claude Quin formule à l'égard de la politique qui préside aux destinées des grandes entreprises nationales. « Aujourd'hui ces entreprises sont condamnées à contracter leur activité pour satisfaire aux exigences d'une certaine productivité. Cela signifie une réduction des effectifs. La spirale du déclin est ainsi amorcée, car l'outil devient surdimensionné et une partie des atouts ne sont plus utilisés. On demandera alors à nouveau aux entreprises de réduire leur activité. A terme, on signe leur arrêt de mort. La logique de la rentabilité purement financière n'est pas faite pour les entreprises publiques. »

Claude Quin rappelle qu'il a fallu à la RATP une politique opposée à celle-ci, c'est-à-dire comme dans le cas des ateliers Champignon, une augmentation du plan de charge qui permette un accroissement de la productivité et qui sauve des

emplois. Il appelle de ses vœux « une dynamique audacieuse, où le secteur public porte la concurrence sur le territoire du privé, car il n'y a aucune raison de laisser à celui-ci les produits les plus intéressants des télécommunications par exemple. Le bureau de poste lui-même peut devenir un centre très vivant de service administratif et financier. Je plaide, dit-il, pour qu'on utilise à fond les infrastructures et le personnel, pas sans d'autres critères de gestion et une autre culture d'entreprise. »

Une révolution culturelle

Il est normal que ce militant communiste place le personnel au centre de ses préoccupations. Après avoir décrit une autre gestion des choses, il vante les mérites d'une autre vie sociale : la démocratie dans l'entreprise. « Le personnel a son mot à dire dans la gestion quotidienne. Il dispose d'un potentiel considérable d'idées pour améliorer le fonctionnement du service. Les grandes entreprises nationales ne le peuvent pas sans l'intervention de la gestion de leurs salariés. Il s'agit d'une véritable révolution culturelle car il faudra que le débat s'installe partout, et bien au-delà des cercles de qualité. Il faut cesser de vouloir imposer un consensus à partir de canons financiers autoritaires. Les cadres eux-mêmes ne peuvent plus se contenter de faire descendre les ordres et remonter les comptes rendus d'exécution pour animer enfin et dialoguer vraiment. »

La démocratie interne donnera confiance aux salariés. Une qualification plus élevée, davantage de formations, de meilleures conditions de travail, les salaires correspondants, c'est, dans l'entreprise publique, la véritable efficacité. Tel est le credo que Claude Quin préfère baptiser le « cercle vertueux ».

ALAIN FAUJAS.

La rénovation du parc hôtelier

Les atouts de la franchise et ses limites

La franchise, née aux Etats-Unis, a fait une entrée en force dans l'économie française. Dans l'hôtellerie et la restauration elle a permis de rénover la capacité d'accueil de l'Hexagone mais l'expérience de ces dernières années oblige aujourd'hui les professionnels à plus de prudence.

C'est en 1970 que la franchise s'est développée en France derrière deux pionniers Novotel et Courmayeur. Elle venait à point nommé : le parc hôtelier français compte 800 000 chambres et bon nombre d'entre elles sont vétustes. Si 10 000 nouvelles chambres sont construites chaque année, autant disparaissent. La franchise a donc été un moyen de financer de cette modernisation, mais elle a été inégalement utilisée par les professionnels. Les chaînes traditionnelles y ont tout d'abord eu recours : Concorde (48 % des établissements), Mercure (24 %), Ibis (44 %), Frontal (17 %) (1). A titre d'exemple, la moitié des établissements deux étoiles sont aujourd'hui en franchise. Certaines chaînes, les plus jeunes, ont même fait un usage systématique de cette formule : Courmayeur a fondé sa croissance,

exclusivement sur ce modèle. Campanile en use largement : la franchise permet ainsi de faire appel à de nouveaux investisseurs qui ne sont pas professionnels de l'hôtellerie et qui considèrent l'achat d'un établissement comme un placement tel... Marius Trésor pour Courmayeur.

Si la franchise est à la mode c'est qu'elle ne manque pas d'atouts. Il faut, pour acquiescer une notoriété suffisante et une image de marque nationale, construire un nombre significatif d'hôtels : « au moins cinquante », estime M. Jean Bréville, responsable de la franchise chez Accor. D'autre part, l'investissement dans ce secteur est lourd (400 000 F par chambre pour un trois étoiles, 100 000 F dans la catégorie économique) et sa rentabilité se fait attendre plusieurs années. Pour le « franchiseur », cette formule est un moyen de financer le développement d'une chaîne puisqu'il ne prend pas en charge l'investissement, pour le « franchisee », c'est la possibilité d'assurer sa commercialisation. Les clauses du contrat de franchise sont variables : la chaîne assure des services plus ou moins nombreux (ingénierie, formation, gestion, formation)

contre un pourcentage variable du chiffre d'affaire.

Mais après l'euphorie des années 1970/1980 l'accumulation d'expériences malheureuses va-t-elle jeter le discrédit sur la formule ? L'affaire de Climat de France (chaîne hôtelière deux étoiles), qui a déposé son bilan en juillet dernier est, à cet égard, exemplaire. Cette entreprise avait franchisé 110 établissements sur 125. Mais elle avait oublié qu'il ne suffit pas de construire des hôtels. Il fallait gérer l'ensemble et assurer les services attendus. Les gérants insatisfaits de Climat de France ont refusé de verser leur cotisation et l'image de marque de la chaîne s'est effondrée. Dans la restauration Astérix Burger a également disparu et Tarte Julie souffre de la défection de franchisees trop fragiles.

Assurer les services attendus

La morale économique de ces histoires est simple : les chaînes doivent choisir soigneusement leurs candidats. Etudes de marché, de site, de rentabilité, avant de confier leur griffe. D'autre part, la chaîne doit avoir mis au point et éprouvé un produit avant de le franchiser. « On a vu des entreprises trépasser au Salon de la franchise sans avoir construit un seul établissement », déplore M. Michel Kossoway ancien responsable chez Accor. Certains « tricheurs » ont dévalorisé d'autre part la formule : des entreprises y ont vu un moyen rapide de récupérer un pourcentage des chiffres d'affaires mais sans assurer les services attendus. Des investisseurs néophytes espéraient que la franchise limiterait les risques de leur placement.

Certaines chaînes hôtelières comme Novotel, après l'avoir utilisée comme moyen de croissance, rachètent désormais les établissements pour mieux maîtriser leur image de marque. En revanche, cette formule sera plus largement utilisée pour Mercure dont les normes sont plus souples. En tout état de cause, de nouveaux modes de financement viennent aujourd'hui à la concurrence, le recours au marché financier et la construction d'hôtels en co-propriété.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Réussir en hôtellerie et en restauration. Edition Réussir, 364 pages, 245 F.

A Brest, Dunkerque, Saint-Nazaire Coupes sévères dans la réparation navale

BREST de notre correspondant

Le secteur de la réparation navale va perdre quelque 1 100 emplois et ce nombre pourrait bien s'alourdir encore dans les prochains jours. Le tribunal de commerce de Paris a en effet accepté, lundi 19 janvier, le plan de redressement présenté le 15 janvier au comité central des ARNO (Associations régionales du Nord et de l'Ouest) de ces entreprises, qui comptent 1 870 personnes, sont durement touchées. Des manifestations ont eu lieu au Havre, à Dunkerque et à Brest. A partir du 1^{er} février, le chantier de Saint-Nazaire n'emploiera plus que 98 salariés sur 311 ; à la même date à Rouen, il n'en restera que 19 sur 80 ; à Dieppe, 42 sur 71 ; au Havre, 30 sur 310 ; à Dunkerque, 55 sur 589.

Toutefois, au Havre et à Dunkerque, des négociations sont en cours pour garder respectivement quelque 100 et 130 personnes. Les licenciés bénéficieront de la procédure des congés de conversion pendant douze mois. Mais ils contestent cette proposition, dans la mesure où, à la NORMED, ces congés portaient sur vingt-quatre mois, tout comme lors de précédents « dégraisages » aux ARNO. En revanche, le sort de Brest n'a pas encore été défini. Le tribunal de commerce s'est en effet octroyé un délai de quelques jours avant de rendre sa décision, ce qui tend à prouver que des négociations sont en cours entre les pouvoirs publics et les représentants locaux, alors que l'on pensait ces derniers temps que le chantier n'avait guère de chances de survivre.

De toute façon, si des industriels locaux reprennent, avec l'appui des collectivités locales, l'activité de réparation navale, l'effectif de départ ne sera que de 150 personnes sur 470 actuellement... et 800 en 1984.

Les élus multiplient les démarches auprès du gouvernement pour obtenir un surcoût pour Brest. « Il faut préserver, déclare M. Georges Kerbrat (RPR), maire de la ville, cet outil primordial pour la réparation nationale qu'est la grande forme de radoub », qui avait été construite pour des pétroliers de 500 000 tonnes.

GABRIEL SIMON.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Accord Olivetti-Canon dans la bureautique

Olivetti et la société japonaise Canon vont créer, à égalité, une société commune basée à Turin, pour développer et vendre une série de matériels de bureautique : photocopieurs, imprimantes à laser, télécopieurs. La société nouvelle reprendra l'usine d'Olivetti à Agliè (proche de Turin), qui emploie trois cent cinquante personnes. Elle utilisera des technologies des deux maisons mères. Canon, qui possède déjà deux usines de photocopieurs en RFA et en France, ne les transférera pas au nouvel ensemble. Les accords d'Olivetti, avec Toshiba notamment dans l'informatique, ne seront pas affectés, selon M. Pini, vice-président du groupe italien. En revanche, ceux qui lient sa filiale ouest-allemande Triumph Adler seront vraisemblablement revus.

Cet accord obtenu sur d'inhabituelles bases d'égalité entre une société japonaise et une européenne devrait permettre à Olivetti de se développer sur de nouveaux créneaux qui compléteront sa gamme de machines à écrire et de micro-ordinateurs.

RFA : privatisation totale de VEBA en mars

Le groupe pétrolier ouest-allemand VEBA sera totalement privatisé dans la seconde moitié de mars, après la vente des 25,55 % du capital encore détenus par l'Etat fédéral, a annoncé le 19 janvier le ministre des finances, M. Stoltenberg. L'Etat avait déjà réduit sa participation de 43,75 % à 25,55 %. Cette vente devrait rapporter environ 3 milliards de deutschmarks et 20 % du capital devraient être placés à l'étranger. VEBA, quatrième groupe ouest-allemand par le chiffre d'affaires, contrôle le principal réseau de distribution de carburant en RFA et plusieurs sociétés d'électricité.

M. Stoltenberg a annoncé, par ailleurs, que la participation publique de 16 % dans le capital de Volkswagen sera vendue « dans le courant 1987 ». En revanche, la vente de 25 % des actions de Lufthansa (l'Etat en possède 79,91 %) n'est pas au programme de 1987 du fait de l'opposition de la CSU.

Les Aéroports de Paris restaurant-ils à la deuxième place européenne ?

« Nous devons tout faire pour être la deuxième plate-forme aérienne après Londres », a déclaré, le 19 janvier, M. Bernard Luthière, président d'Aéroports de Paris. « Sinon, nous regarderons les avions passer au-dessus de nos têtes. » Tel est bien le problème posé à l'institution aéroportuaire de la capitale française. L'année 1986 a été plutôt bonne avec un bénéfice de 100 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs (+ 4 %). On a dénombré 310 500 mouvements d'avions (+ 4,5 %), 33,5 millions de passagers (+ 1,5 %) et 714 000 tonnes de fret (+ 2,5 %). Dans une conjoncture maussade, ce résultat est honorable. Rasta que Paris est toujours classé au deuxième rang européen pour les passagers, derrière Londres (48,5 millions de passagers), mais ne figure qu'en troisième position pour le fret, derrière Francfort (825 000 tonnes, soit + 7,9 %) et Londres (717 000 tonnes, soit + 2,9 %), qui progressent plus vite.

REPÈRES

Prix des matières premières

- 16 % pour la France

Les prix en francs des matières premières importées par la France ont baissé de 2,9 % en décembre par rapport à novembre et de 16,1 % en un an (décembre 1986 comparé à décembre 1985). Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 8,2 % en un mois et de 30,2 % en un an. Quant au prix des matières premières industrielles, ils ont baissé de 0,4 % en un mois et de 8 % en un an.

Production industrielle

Amélioration en Grande-Bretagne

La production industrielle s'est redressée de 0,2 % en novembre en Grande-Bretagne, annonce l'Office central des statistiques. Durant les trois mois se terminant en novembre, la progression est de 1,5 % et de 2 % sur la période correspondante de 1985. L'industrie britannique a profité du dynamisme de la consommation et des nouveaux débouchés à l'exportation offerts par la chute de la livre à la fin de 1986. Parallèlement, la productivité s'est nettement améliorée : 4,4 % en rythme annuel durant la période septembre-novembre, contre 3,7 % durant les trois mois précédents. L'augmentation des coûts salariaux est ainsi devenue la plus faible depuis deux ans et demi, 3 % en rythme annuel.

SOCIAL

Accord salarial dans la métallurgie italienne

Un accord salarial est intervenu le 18 janvier dans la métallurgie italienne entre les représentants du patronat et les organisations syndicales, CGIL, CISL et UIL. Cette nouvelle convention, signée pour trois ans, s'applique aux 1,5 million de salariés de ce secteur, la métallurgie publique n'étant pas concernée. Elle complète les accords déjà obtenus, à la fin de 1986, par les

fonctionnaires ministériels et ceux des services para-étatiques qui s'étaient vu accorder des augmentations salariales, généralement jugées favorables. Cette période de négociations sociales est considérée comme importante en Italie où, progressivement, les contrats collectifs de 10 millions de personnes devaient être révisés.

Dans le cas de la métallurgie, la précédente convention était éclose depuis le 31 décembre 1985 et devait donc être renouvelée. Il aura fallu de nombreuses séances de négociations pour une ultime discussion de 30 heures pour aboutir à un résultat.

Selon les termes de l'accord, une augmentation moyenne de 110 000 lire par mois (500 F) est prévue et sera échelonnée sur les trois ans à venir. La durée du travail devra en outre diminuer de 16 heures par an. Pour les syndicats, le nouvel accord est jugé « socialement bon ». Pour leur part, les milieux patronaux l'estiment « économiquement onéreux » puisque le pouvoir d'achat devrait être légèrement amélioré. Les industriels italiens observent que la convention collective sera lourde à supporter mais reconnaissent que le climat actuel et les résultats des autres négociations rendaient inévitable une telle conclusion.

La CGT repousse au 22 mars sa manifestation pour la Sécurité sociale

Le bureau confédéral de la CGT a décidé, le lundi 19 janvier, de reporter au dimanche 22 mars la manifestation nationale pour la défense de la Sécurité sociale prévue initialement dimanche 25 janvier, « compte tenu des conditions climatiques exceptionnelles qui rendent difficile la circulation de centaines d'autobus, de milliers de voitures et le transport ferroviaire lui-même ». La CGT pourra-t-elle maintenir la journée d'action dans la fonction publique qu'elle avait déjà reportée du 15 au 22 janvier en raison de « l'offensive du froid » qui nécessitait « l'intervention accrue des services publics » ?

Les mêmes difficultés ont quelque peu retardé les journées de débats organisées, le week-end dernier, par la CFDT dans les entreprises et sur les lieux publics, notamment pour diffuser un questionnaire sur la consommation médicale et pharmaceutique, les hôpitaux, la rémunération des médecins, la situation de la Sécurité sociale, son financement et sa gestion : ce « sondage » doit servir à la préparation d'assises départementales de la protection sociale en avril prochain, et d'assises nationales à Paris le 10 juin.



à dévorer

Le livre : 700 photos, 195 francs. Editions Du May. L'expo : du 7 janv. au 7 fév. 200 offices. M.H.C.-B.O.C. Hôtel des Invalides. Un livre. Une expo

INFORMATION SICAV

	Valeur de l'action au 31.12.86 en France	Dernier dividende (cours d'achat) en France	Rendement (dividende et cours d'achat) au 31.12.86
INDOSUEZ VALEURS actions et obligations France et étranger	714,05	23,23 16,12	-129,39%
UNIGESTION actions et obligations France et étranger	838,98	28,31 25,86	-150,18%
GESTION SÉLECTION (France) Sicav Manory-CEA	726,42	23,82 23,86	-254,31%
GESTION RENDEMENT obligations françaises et étrangères	474,34	39,20 24,88	-86,16%
SÉCURITÉ MOBILIÈRE obligations de première catégorie (garanties par l'Etat)	375,75	39,54 16,12	-90,06%
MULTIOBLIGATIONS obligations françaises et étrangères	402,35	29,12 16,12	-75,08%
SICAVIMMO actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	761,00	31,32 27,86	-199,97%
IMSI actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	594,31	25,36 14,86	-200,63%
UNIJAPON actions japonaises	1358,31	36,75 16,36	-150,19%
ORIENT GESTION actions asiatiques (maximum 50%)	164,24	4,02 3,76	-39,21%
AMÉRIQUE GESTION actions américaines	334,06	13,07 27,46	-39,21%

BANQUE INDOSUEZ
tout un monde d'opportunités
Direction de la Clientèle Privée
96, bd Haussmann 75008 Paris - Tél. : 45.61.29.61

Cet emprunt ayant été souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement.

Décembre 1986

CNTCaisse Nationale
des Télécommunications

Emprunt obligataire de CAN \$ 100.000.000

9% 1987-1994

Garantie inconditionnelle de

La République Française

Prix d'émission : 101 1/2 %

Banque Nationale de Paris

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Daiwa Europe Limited

Orion Royal Bank Limited

Algemene Bank Nederland N.V.

Bank of Montreal Capital Markets Limited

Bankers Trust International Limited

Banque Indosuez

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Banque Paribas Capital Markets Limited

Credit Suisse First Boston Limited

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Generale Bank

Girozentrale und Bank der Oesterreichischen Sparkassen

Goldman Sachs International Corp.

McLeod Young Weir International Limited

Merrill Lynch Capital Markets

Mitsubishi Finance International Limited

Morgan Guaranty Ltd.

The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd.

Sanitomo Finance International

Toronto Dominion International Limited

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Wood Gundy Inc.

Yamaichi International (Europe) Limited

Conjoncture Marchés financiers

Les grèves de la SNCF
ont en peu de conséquences
sur l'activité,
estime la Banque de France

L'activité industrielle « qui avait légèrement fléchi en novembre » en France « a quelque peu progressé en décembre » et « devrait se développer à nouveau, après les pertes des productions liées aux mouvements sociaux de début janvier », estime la Banque de France dans son enquête mensuelle de conjoncture, pour le mois de décembre.

La Banque ajoute que les grèves survenues à la SNCF « ont eu une incidence limitée, car les livraisons et approvisionnements, habituellement réduits en fin d'année, ont pu être assurés par les moyens restés disponibles ». La Banque note que la demande intérieure adressée à l'industrie s'est « quelque peu renforcée, en particulier dans l'agro-alimentaire », mais qu'en revanche les commandes étrangères ont à nouveau régressé, du fait notamment de la baisse de la monnaie américaine.

Aussi, les chefs d'entreprise estiment que leurs carnets de commandes n'ont guère évolué, à l'exception du secteur des biens d'équipement où l'on constate une amélioration des commandes. Les perspectives d'investissements pour 1987 sont supérieures à celles de 1986, poursuit l'étude, tournées le plus souvent vers la modernisation des installations que leur simple entretien ou leur remplacement.

Enfin, l'emploi « continue de décroître dans l'industrie, où la modernisation de l'appareil productif aggrave les carences », mais se stabilise dans les bâtiments et les services et progresse dans le commerce.

Par secteurs, la Banque s'attend à une croissance de la production dans la plupart des industries du secteur des biens d'équipement professionnels, ainsi que dans le secteur des biens de consommation (à l'exception de l'équipement ménager) et des industriels du transport (hors voitures particulières, en voie de stabilisation).

Dans le bâtiment, en nette reprise au second semestre 1986 « le plan gouvernemental en faveur du logement devrait confirmer cette tendance ».

Enfin, dans le commerce, dont les ventes en volume ont excédé de 1,1 % en novembre-décembre 1986 celles de novembre-décembre 1985, les professionnels demeurent relativement optimistes, et « manifestent des intentions de commandes encore substantielles ».

Les professionnels demeurent relativement optimistes et « manifestent des intentions de commandes encore substantielles ».

(ESD)
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
FORTE PROGRESSION
DU CHIFFRE D'AFFAIRES
EN 1986

Le chiffre d'affaires de l'Electronique Serge Dassault, pour l'année 1986, a été de 3 673 MF TTC (3 173 MF HT), contre, en 1985, 3 096 MF TTC (2 678 MF HT), soit une progression de 19 %.

Le montant des commandes prises au cours de l'année 1986 s'élève à 4 003 MF TTC (3 498 MF HT), soit ainsi le carnet de commandes de la société, au 31 décembre 1986, à plus de deux années de chiffre d'affaires.

Ces chiffres confirment l'expansion de la société et permettent de prévoir à nouveau une importante croissance du chiffre d'affaires pour 1987.

CICA
(SOCIÉTÉ COMMERCIALE
ET INDUSTRIELLE
DE LA CÔTE D'AFRIQUE)
Groupe CFAO

Dans sa séance du 14 janvier 1987, le conseil d'administration de la société, évoquant les chiffres prévisibles de l'exercice 1986, a constaté une nouvelle progression, de l'ordre de 33 %, du chiffre d'affaires consolidé, qui atteindra 1 750 millions de francs pour l'année 1986, contre 1 313 millions de francs l'année précédente.

Les résultats consolidés seront aussi en nette augmentation et dépasseront 50 millions de francs, contre 38,1 millions de francs en 1985, soit une avance de 31 %.

Par ailleurs, le bénéfice net de la société mère pour 1986 devrait s'établir à 15,4 millions de francs, contre 12,3 millions de francs pour l'exercice 1985.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

PARIS, 19 janvier

« Bourse monétaire »

Les monnaies ont une fois de plus dicté leur loi au marché. Lundi, en effet, la violence chute du dollar, suivie d'une forte poussée du mark, a refroidi l'atmosphère à la corbeille. A l'issue d'une séance plus calme que les jours précédents, les valeurs françaises ont baissé 0,86 %.

Les remous monétaires dissipent en effet l'espoir d'une baisse rapide des taux d'intérêt. Or, ces derniers jours, après la réévaluation du mark de 3 %, tout le monde anticipait une diminution des taux en Europe et notamment en Allemagne. La Bourse de Paris avait atteint le semaine dernière ses plus « hauts historiques » sur cette perspective.

Lundi, à Paris, les taux sur le marché monétaire se sont très légèrement tendus à 9 1/4 %.

Les investisseurs ont donc stoppé leurs achats et ont même dégage quelques bénéfices à trois jours de la liquidation mensuelle.

Imétil vient d'annoncer qu'il avait cédé ces derniers temps, en Bourse, 25 % du capital de sa filiale Penarroya. Ce dernier titre, qui avait beaucoup monté ces dernières semaines en raison de la restructuration entreprise par le groupe, a cédé près de 7 % à 59,50 F. Imétil a de son côté, perdu 2,5 %.

Le certificat Total a abandonné 4,9 %. Havas 4,7 % et le certificat BP-Aquitaine 4,3 %. Recrut a de 4 % de Boussac-Lodé et de 3 % de Sefem.

A l'énergie, la Redoute a gagné 4 %, Docks de France 3,9 % et Casino 2,4 %. Michelin a pris 1,4 %.

A Londres, sur le « marché gris », l'action Paribas était recherchée entre 472 F et 486 F. Le groupe est resté à 405 F.

La MATIF était tout juste soutenue. Au comportement des valeurs étrangères, légère hausse des mines d'or. Les Allemandes étaient faibles ainsi que certaines américaines, ces dernières ne pouvant répercuter la hausse enregistrée à Wall Street en raison de la chute du dollar.

L'or était très ferme. A Londres, il atteignait 421,25 dollars et à Paris 423 dollars. Le lingot a cédé 100 F à 82 600 F et le napoleon 3 F à 830 F.

NEW-YORK, 19 janvier

Nouveau record

Wall Street a poursuivi sur sa lancée de la semaine passée le 19 janvier, l'indice Dow Jones palpitant - c'est devenu une habitude - son précédent record du 16 janvier. En clôture, il s'inscrivait à 2 102,50, en progression de 25,87 points, après avoir pourtant légèrement reculé à la mi-séance. L'activité, qui restait soutenue, était cependant un peu moins échauffée que durant les dernières séances. 162,83 millions de titres étaient échangés, contre 218,39 millions le 16 janvier. On notait 1 048 valeurs en progression, contre 567 en repli et 370 inchangées.

Autour du Big Board, on attribuait cette nouvelle hausse à l'attrait pour les valeurs américaines mis en exergue par la chute du dollar, tombé face au yen à son niveau le plus bas de l'après-guerre. Les investisseurs ont montré un intérêt soutenu pour les valeurs technologiques, comme Digital Equipment (+ 5 3/4, à 142 3/4) et même IBM (+ 4 7/8, à 125). ATT et IBM figuraient parmi les valeurs les plus traitées, avec respectivement 2,25 et 2,20 millions de titres échangés.

VALUEUR	Cours de 19 jan.	Cours de 18 jan.
Alcoa	39 7/8	39 7/8
AT&T	25 7/8	26 3/4
Bell	51	50 3/4
Chrysler	39 3/8	39 1/8
Du Pont de Nemours	58	56 3/8
General Electric	58 5/8	58 1/2
IBM	125	125
Intel	78 1/8	78 1/8
Johnson & Johnson	70 1/8	70 1/8
Merck	94 1/4	94
General Motors	59 3/4	59 7/8
Goodyear	43	44 1/4
IBM	120 1/8	120 1/8
ITT	58 5/8	58 1/8
Mobil Oil	44	43 3/4
Pepsi	55 5/8	55 1/2
Schlumberger	38 3/8	38 1/4
Texas	38	38 3/4
Union Carbide	57 5/8	58 3/8
Westinghouse	75 1/8	75
U.S. X	23 3/4	24 1/8
Westinghouse	65 1/4	67 7/8
Weyerhaeuser	88 3/4	88 1/2

CHANGES

Dollar : 6,14 F ↑

Le dollar s'est nettement renforcé mardi 20 janvier, passant de 1,80 DM à près de 1,84 DM, de 6,05 F à 6,14 F et de 150 yens à 152 yens. Cette reprise, qualifiée de « technique », est due à des rachats de vendeurs et à l'annonce du voyage de M. Miyazawa à Washington. Conséquence, le deutschemark, à Paris, a baissé, revenant de 3,35 F à moins de 3,34 F.

FRANCFORT 19 jan. 20 jan.
Dollar (en DM) .. 180,58 183,75

TOKYO 19 jan. 20 jan.
Dollar (en yen) .. 150 152,68

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (19 janv.) .. 9 1/2 %
New-York (16 janv.) .. 5 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

16 jan. 19 jan.

Valeurs françaises .. 184,5 181,2

Valeurs étrangères .. 183,8 180,7

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général .. 477,5 475,6

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

16 jan. 19 jan.

Industrielles .. 2 076,43 2 102,50

LONDRES

(indice Financial Times)

16 jan. 19 jan.

Industrielles .. 1 403 1 397

Mines d'or .. 333 335,28

Fonds d'Etat .. 85,43 85,31

TOKYO

19 jan. 20 jan.

Nikkei .. 19 188,78 19 218,88

Indice général .. 1 654,37 1 653,91

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 janvier

Nombre de contrats : 15 603

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	108,35	108,25	108,20
Précédent	108,05	107,95	107,60

AUTOUR DE LA CORBEILLE

IMÉTAL CÈDE 25 % DE PENARROYA. - La holding minière Imétil (métaux non ferreux) a cédé, en Bourse, du capital qu'elle détenait dans la société minière et métallurgique Penarroya. Sa participation est ainsi passée de 39,45 % à 34,17 %. Imétil, dont les principaux actionnaires sont la Cegema (via Cogepa) et la Compagnie financière de Saint, conserve, avec la majorité de blocage, une majorité des droits de vote en assemblée générale. Les statuts de Penarroya prévoient, en effet, un vote double pour les possesseurs d'actions depuis plus de deux ans.

Imétil, qui avait annoncé, fin novembre (Le Monde du 26 novembre) un abandon de créances de 435 millions de francs et un prêt de 250 millions de francs en faveur de sa filiale, avait alors annoncé être à la « limite de son engagement ». Et déjà, Penarroya, affectée par l'effondrement durable du cours des métaux, accusée par le recul du dollar cherché un nouveau partenaire. L'identité des acheteurs reste pour l'instant inconnue. Si, à la fin du mois de janvier, il apparaît qu'une société détiendrait plus de 10 % du capital de Penarroya, elle devra alors se faire connaître. Une société non identifiée détiendrait déjà au moins 8 % du capital.

Une étude dure et
réussie comme les faits
pour comprendre
le devenir
des Etats-Unis.
Un ouvrage
indispensable
pour analyser
la nature du
redéploiement de
l'Etat américain.

**LES ETATS-UNIS
ET L'HORIZON DE
LA TROISIÈME
REVOLUTION
INDUSTRIELLE**

presses universitaires de nancy

87 Entrons chez PARIBAS
avec NIVARD, FLORNOY
Agents de Change
20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS
(1) 42.46.82.82

550 من الأصول

19 JANVIER Cours relevés à 17 h 30

Comptant

(selection)

Second marché

(selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Obligations			Obligations			Obligations			Obligations			Obligations		
Emp. 7 1/2 1979	8129		Chaux 740	740		Chaux 740	740		Chaux 740	740		Chaux 740	740		Chaux 740	740	
Emp. 8 1/2 77	126 05	8 355	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 78	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 79	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 80	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 81	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 82	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 83	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 84	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 85	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 86	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 87	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 88	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 89	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 90	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 91	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 92	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 93	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 94	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 95	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp. 8 1/2 96	102 40	8 100	Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035	
Emp.			Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035	1035		Chaux 1035					

